

## Le Figaro, no. 24047

Le Figaro Économie, lundi 13 décembre 2021 1034 mots, p. 27

chroniques

# L'euro, monnaie fondante, ne protège plus ni le consommateur ni l'épargnant

Son pouvoir d'achat a perdu 73 % depuis 1999 sur l'immobilier à Paris.

Robin, Jean-Pierre

Finis les ponts et les fenêtres anonymes, à l'avenir les billets en euros représenteront des personnages illustres et des monuments prestigieux du patrimoine européen. Du moins est-ce la proposition que vient de faire Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne, soucieuse « *de rendre les billets plus parlants* » (sic).

Le choix ne sera pas facile tant l'Europe regorge de musiciens, de peintres, d'écrivains et de savants de génie. Un nom devrait pourtant émerger en priorité, celui d'Aristote. Non pas que le philosophe grec (384-322 avant J.-C.) soit supérieur aux autres grands esprits de l'Occident. Mais il est prédestiné à figurer sur des billets de banque pour avoir été le premier au monde à expliciter les trois fonctions de la monnaie, laquelle sert à la fois d'unité de compte, d'intermédiaire dans les échanges et de réserve de valeur.

La BCE serait bien avisée d'inscrire sur ses coupures, et en grec ancien, l'une des citations d'Aristote « économiste » : « *La monnaie a été introduite pour jouer le rôle de mesure* » (*Éthique à Nicomaque*). Les billets verts du dollar américain ne sont-ils pas truffés d'expressions latines, de Virgile notamment ? Il s'agirait en l'occurrence de revenir aux fondamentaux du traité de Maastricht qui a défini la mission originelle de la BCE avec ces simples mots : « La stabilité des prix », formule répétée ad nauseam et censée assurer la solidité de l'euro. Or on est aujourd'hui loin du compte tellement celui-ci est devenu une monnaie fondante comme du chocolat et ce sont les Européens, consommateurs ou épargnants, qui sont chocolat.

Il est facile de calculer précisément la perte de valeur de l'euro depuis son introduction au 1<sup>er</sup> janvier 1999. La dégringolade est telle que les trois fonctions décrites par Aristote il y a 2 350 ans, plus que jamais pertinentes, ne sont plus assumées. Les trois données suivantes le montrent à l'envi.

Décrochage par rapport au dollar américain tout d'abord. Depuis que les devises nationales ne sont plus rattachées à l'or ou à l'argent, le billet vert fait office de référence. À sa création, il y a près de vingt-trois ans, l'euro cotait 1,18 dollar. Il n'en vaut aujourd'hui plus que 1,13. La parité des deux monnaies les plus importantes de la planète est particulièrement instable et, depuis dix ans, on assiste à une dépréciation quasi ininterrompue de l'euro, qui valait 1,42 dollar à l'arrivée de Mario Draghi à la présidence de la BCE en 2011. Conséquence mécanique de la politique monétaire « hyperlaxiste » menée depuis une décennie, la dévaluation de 20 % de l'euro renchérit d'autant le coût du pétrole en France notamment : les prix des carburants seraient aujourd'hui 10 % à 15 % moins élevés si l'euro avait maintenu sa parité de l'automne 2011.

Perte de valeur

En second lieu, la perte de valeur se mesure à travers la capacité de l'euro à acheter des biens et des services. Les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 34,5 % depuis 1999 dans l'Hexagone. Cette dérive, peu ou prou la même dans toute la zone euro, n'est certes pas dramatique : la BCE respecte son contrat initial de « stabilité des prix », définie officiellement comme « *un taux d'inflation de 2 % par an à moyen terme* ». D'autant que parallèlement les revenus salariaux ou autres ont évolué grosso modo au même rythme. Il y a pourtant un hic et même deux : tous les revenus ne sont pas indexés sur l'inflation et les indices de prix à la consommation ne prennent pas suffisamment en compte les loyers. Le poste logement ne pèse que 6 % dans les indices européens contre 25 % aux États-Unis, un problème auquel la BCE s'efforce de remédier depuis deux ans, en vain !

La troisième perte de substance de l'euro, la plus grave, se constate vis-à-vis des actifs financiers et immobiliers. Exemple, en janvier 1999, il fallait déboursier 2 373 euros pour acquérir un mètre carré de logement ancien à Paris (prix médian de toutes les transactions selon les chiffres de l'Insee et des notaires). Il faut aujourd'hui aligner 10 650 euros, les prix ayant été multipliés par 4,5. C'est dire que le pouvoir d'achat de l'euro sur le marché immobilier parisien a fondu de 73 % (dans l'ensemble de la France métropolitaine la culbute des prix de l'ancien a été de 2,9).

Le secteur de la pierre a sans doute ses spécificités, mais son envolée est sans rapport avec la vie économique réelle et les revenus des gens. L'explication principale de cette folie réside dans la politique monétaire européenne : quand une banque centrale fait tourner la planche à billets pour acheter des titres de dette des États, les placements à revenu fixe (taux d'intérêt) ne rapportent plus rien. Les particuliers comme les investisseurs professionnels se tournent alors vers les valeurs réelles, les actions des entreprises et l'immobilier dont les prix s'envolent comme au casino.

Le véritable étalon pour mesurer l'euro ce sont la Bourse et la pierre qui témoignent de son effondrement. Or plus que toute autre banque centrale, la BCE est soupçonnée d'être sous « dominance budgétaire », selon le jargon des économistes, autrement dit d'avoir pour souci prioritaire le financement des États. Fédérant 19 pays aux finances publiques fort disparates, elle se doit de se préoccuper des maillons faibles. Il y va de sa survie en tant qu'institution, un éclatement de l'euro ne pouvant être exclu a priori. Le véritable motif de la politique monétaire de la BCE n'est donc pas tant la stabilité des prix que sa propre existence. Il convient de se rappeler la formule du philosophe Spinoza : « *chaque chose, autant qu'il est en elle, s'efforce de persévérer dans son être* ». Aristote et Spinoza méritent chacun leur billet. -

« Il fallait déboursier 2 373 euros pour acquérir un mètre carré de logement ancien à Paris en 1999 (prix médian). Il en faut aujourd'hui 10 650, les prix ayant été multipliés par 4,5

## Le Figaro, no. 24047

Le Figaro Économie, lundi 13 décembre 2021 1465 mots, p. 28

Médias

# Comment Grenoble est devenue le centre névralgique des technologies du futur

Forte de ses champions, ST, Soitec, CEA-Leti, Aledia, la région allie innovation et réindustrialisation.

Bembaron, Elsa

**INNOVATION** Trois vallées, une industrie du silicium (silicon, en anglais), des entreprises à la pointe de la microélectronique et du logiciel, des laboratoires de recherche, des écoles et universités de renommée internationale, des centaines de start-up... Il ne s'agit pas de la Silicon Valley californienne, mais bien de Grenoble. Nichée entre trois massifs montagneux, la ville pâtit d'une mauvaise réputation à mille lieues de la richesse de son écosystème tourné vers l'innovation. Les composants électroniques en sont à la fois l'origine et le moteur. Les pénuries de semi-conducteurs, qui bloquent la production de certains constructeurs automobile, éclairent d'un jour nouveau l'importance de cette activité. Elle est à la fois fer de lance pour la réindustrialisation et fondamentale pour la souveraineté nationale. Dans une économie de plus en plus dépendante du numérique, il est primordial de maîtriser les technologies sous-jacentes.

Un savoir-faire ancré dans la vallée

Ce dynamisme se matérialise concrètement. De nouvelles unités de production voient le jour, portées par une demande mondiale en pleine croissance. STmicroelectronics (ST) agrandit son usine de production de puces à Crolles - à quelques kilomètres de Grenoble. Non loin de là, Soitec, producteur de plaquettes de silicium (ou « wafers ») en construit une nouvelle. Aledia, une jeune entreprise, vient de poser la première pierre de la sienne, dédiée à la production de microLED pour des écrans de dernière génération. Ce foisonnement n'a rien d'un hasard. L'histoire de la métropole grenobloise se confond avec celle de ses entreprises. En 1955, une des deux entreprises qui allait donner naissance à ST choisit la région pour un savoir-faire unique : celui de la ganterie, bien utile pour fabriquer des transistors aux dimensions sans commune mesure avec ceux d'aujourd'hui. Dix ans plus tard, le général de Gaulle y implante le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui a besoin de puces électroniques pour se développer. L'électronique devient un laboratoire à part entière. Le CEA-Leti est né, à la fois coeur et colonne vertébrale de la Vallée grenobloise du silicium. L'implantation de l'Inria à Montbonnot à quelques kilomètres de là, vient appuyer la constitution d'une Silicon Valley à Grenoble. L'institut, « *dédié à la recherche fondamentale sur la partie logicielle, fait le lien avec la partie matérielle* », souligne Frédéric Desprez, directeur du centre Inria Grenoble-Rhône-Alpes. L'électronique a remplacé l'atome.

Une nouvelle impulsion

Une nouvelle impulsion est donnée il y a une quinzaine d'années pour redynamiser la Presqu'île, ce quartier de Grenoble qui abrite près de 200 entreprises et start-up, 10 000 emplois de chercheurs, autant pour l'industrie, 6 000 à 7 000 étudiants et 3 000 habitants. Ici, les prestigieux laboratoires du CEA-Leti et leurs salles blanches jouxtent le centre de recherche et développement de ST et celui, flambant neuf, de Schneider Electric. Le tout est à deux pas du bâtiment du Y-Stop, lieu de rencontres et incubateur de start-up. HP, présent dans la région depuis cinquante ans, viendra s'y installer en février pour « *se repositionner dans l'écosystème grenoblois* », explique Charl Snyman, directeur du site grenoblois d'HP. Il rappelle que « *le premier ordinateur personnel d'HP a été créé à Grenoble* ». Apple y a aussi implanté un de ses centres de recherche et développement (R&D). Intel, qui redéploie des activités en Europe, pourrait bientôt opter pour une option similaire.

Le CEA-Leti : « De l'idée à l'usine »

Une des grandes forces de l'écosystème grenoblois repose sur les choix stratégiques du CEA-Leti. Ouvert aux entreprises, il privilégie les transferts technologiques à destination de l'industrie, incite ses chercheurs à se muer en créateur de start-up, à « *faire*

*le lien entre l'idée et l'usine* », explique Laurent Clavelier, responsable des salles au CEA-Leti. Les entreprises, notamment des start-up, ont accès aux salles blanches et à des machines dont le prix unitaire se chiffre en dizaines de millions d'euros. Une salle blanche, c'est un monde à part, un lieu dans lequel il faut s'équiper de pied en cap pour y pénétrer. La moindre molécule est traquée, l'air est en permanence renouvelé et filtré. Une poussière de 10 microns peut endommager jusqu'à 360 transistors. « *L'environnement est mille fois plus propre qu'une salle d'opération chirurgicale* », résume Laurent Clavelier. Le coût de fonctionnement est tel, que les équipes se succèdent 24 heures/24, six jours par semaine. Chez ST et Soitec, elles tournent même 24 heures/24, 365 jours par an.

## De la deep tech à l'entreprise

ST est devenu le premier employeur privé de la région, avec son centre de R&D sur la Presqu'île à Grenoble et son usine à Crolles. Il est entré dans le top 10 des fabricants de semi-conducteurs mondiaux. Les wafers de Soitec sont aujourd'hui présentes dans plus de 95 % de nos smartphones. Mais pour bâtir un des leaders mondiaux des composants électroniques ou un spécialiste des wafers, il faut du temps, « *cinq à dix ans pour aller de l'idée au marché* » précise Stéphane Siebert, directeur de la recherche du CEA. Ici, on parle deep tech, des technologies dont la mise au point nécessite de la persévérance et des investissements. En trente ans, 218 start-up ont été créées, ce qui représente plus de 5 000 nouveaux emplois, pour une capitalisation globale de 4 milliards d'euros. « *Ces dernières années, le mouvement s'est accéléré* », souligne Stéphane Siebert. Le phénomène est pour partie imputable à l'arrivée à maturité de projets, comme Aledia ou Microoled, qui produit de minuscules écrans utilisés notamment pour des lunettes de réalité augmentée.

## Création de start-up en cascade

D'autres projets, relativement plus récents arrivent à maturité. Le « *nez électronique* » d'Aryballe, fruit de sept années de développement, affiche des débuts prometteurs. Il peut aussi bien être implanté sur un patient souffrant d'anosmie (perte de goût et d'odorat) qu'utilisé dans l'industrie alimentaire ou cosmétique pour développer des arômes ou contrôler « *la signature olfactive d'un fabricant d'automobile* ». Dans un autre registre, Scintil Photonics développe depuis 2018 des solutions de transmissions optiques très haut débit destinées notamment aux centres de stockage de données. Quinze ans de recherche aux CEA-Leti auront été nécessaires pour parvenir à ce résultat. « *L'environnement grenoblois est adapté. Les banques locales savent travailler avec des start-up* », salue Sylvie Menezo, directrice générale de Scintil Photonics. Elle mise sur un début de commercialisation en 2023-2024. Le cercle vertueux est réel. ST, dont une partie des activités sont une émanation du CEA, incube à son tour ses propres start-up. eBikeLabs, qui développe des logiciels pour vélos à assistance électrique, se développe en bénéficiant d'un accès aux technologies, savoir-faire et processeurs de ST. Idem pour Safehear, qui conçoit des protections auditives communicantes pour l'industrie. « *Non seulement nous avons accès aux technologies de ST - le prototypage est fait sur des cartes ST - mais en plus cela nous ouvre des portes* », souligne Héléna Jérôme, cofondatrice de Safehear.

## De l'électronique aux énergies de demain

Il serait toutefois réducteur de limiter Grenoble aux semi-conducteurs. Le CEA est devenu Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives. Les recherches menées sur l'hydrogène, les piles à combustible témoignent de la nécessité d'inscrire ces activités dans le temps long. Genvia illustre à la fois les progrès faits dans le domaine et l'interaction entre un grand groupe, Schlumberger, et le CEA. La start-up industrialise une nouvelle génération de pile à combustible à haut rendement issue d'une technologie brevetée par le CEA. Ce dynamisme est porteur pour l'emploi. Tous les acteurs locaux dressent le même constat : un emploi créé dans l'industrie génère trois emplois indirects. Une véritable aubaine pour la région. « *Nous avons aussi un rôle social à jouer, avec des offres de reconversion dans des zones en tension* », souligne Marie-Noëlle Dessinges, responsable du centre de transfert technologique de Genvia. La start-up continue de mener sa R&D à Grenoble, mais veut installer sa première « *gigafactory* » à Béziers, pour prendre le relais d'une industrie pétrochimique en déclin.

## Points de blocage à lever

Si tout semble sourire à la Silicon Valley française, il reste des points de blocage à lever, notamment le financement. « *Les investisseurs répondent présents aux premiers tours de table. Mais au bout de quelques années, quand les montants augmentent pour financer la construction d'une usine, cela devient plus compliqué. Le plus gros risque reste une mainmise sur l'innovation par des fonds américains* », alerte Stéphane Siebert. De même, si la région est louée pour la qualité de sa main-d'oeuvre, les recrutements sont compliqués par la mauvaise réputation de la ville. L'environnement, la proximité des montagnes viennent néanmoins au secours des entreprises. À Grenoble, la montagne devient vite un sujet de conversation. Juste après l'innovation.

# France resists US challenge to its values

By Hugh Schofield  
BBC News, Paris

Published



Image caption,

Campaigners argue France is years behind the US on a number of human rights issues

**Six months ago, if asked what they understood by "woke", most French people would have assumed it had something to do with Chinese cooking. And yet today in Paris, the notion of "le wokisme" is suddenly all the rage.**

The government warns of a new cultural totalitarianism creeping in from the "Anglosphere". The education minister has set up a Laboratory of the Republic, dubbed an "anti-woke think tank", to co-ordinate the fightback.

And everywhere the precursors of what might be to come are being reported in the media: a new gender-neutral pronoun, a threatened statue of a dead statesman or a meeting on campus only for black students.

For the French, these signifiers of what critics in the UK and US have termed "woke" are all very new and unfamiliar.

## Resistance to 'Anglosphere'

For good or bad, France has so far resisted what is seen here as a left-wing cultural movement dedicated to the promotion of minorities that originated in American universities and now exerts considerable influence in the public sphere in the English-speaking world.



Image caption,

The French fightback is being co-ordinated by a new Laboratory of the Republic

Partly, that is, because of an in-built French resistance to any intellectual invader from the "Anglosphere".

But more importantly, it is because France has its own post-revolutionary culture rooted in the defence of human rights.

"Don't preach to us about protecting racial and sexual minorities" is the instinctive French response. "We do it in our sleep."

And yet, as with so many other cultural forces that arrive from the US and the UK - think pop music or lunchtime sandwiches *al desko* - what was originally decried in France often ends up becoming the norm.



EPA

I am not obsessed with wokism. I am simply against the idea of telling young people to enter social life by wading into competing grudges

**Jean-Michel Blanquer**  
French Education Minister

## English graffiti on campus

"Will France end up going woke? The jury is still out," says Justin EH Smith, an American philosophy professor at Paris University.

"Personally I find it liberating to teach here. I don't have to mind my every word, like I did with American students. Here, there is still a presumption that universities are a place to learn, and the staff is not there to cushion the subject matter."

But Prof Smith says signs of "wokeism" are nonetheless appearing on campus.

He cites seeing for the first time graffiti in English targeting "terfs" - or trans-exclusionary radical feminists. The use of English was significant, he says, because it "trickles in via elite bicultural, bilingual nodes" such as can be found at the university.

However, the new American ideas face a big difficulty in France, he believes, "because one of the cornerstones of French Republicanism is a principle that has become anathema in the context of US-style wokeism - and that is colour-blindness".

France's answer to protecting minorities is "universalism" - the notion that everyone is the same and should be treated the same.

But so-called "woke" thinkers have a different set of values. They say race, colour, gender do matter, because people have different lived experiences depending on those factors, and so public policies need to differentiate between different groups - which is anathema to the French.

## 'Alive to injustice'

Some campaigners on race, gender and sexuality here say France's attachment to "universalism" is hypocrisy, and an excuse for refusing to change.

"The people who say France must protect itself against wokeism are the people who want everything to stay the same. Because they are the ones who benefit from the status quo," says anti-racism activist Rokhaya Diallo.

For campaigners like Ms Diallo, woke is a new adjective that they are happy to apply to themselves if it has the sense of being "alive to injustice". But they believe the French establishment has also been all too happy to fixate on the term as an easy way of denigrating its exponents.

"France is decades behind the US on issues like gay rights," says Alice Coffin, who set up an Association of Lesbian Journalists in Paris. "When I went to live in the US [under a Fulbright scholarship], it was such a relief not having to explain myself every time I went for an interview. "People understood that I was a journalist and a lesbian. Here in France, they just don't get it. And now they accuse me of coming back from the US with these dangerous new ideas."

## Existential threat

That is indeed precisely what the anti-woke movement in France believes: that via universities, pressure groups and social media, the US is exporting a cultural virus into France that poses an existential threat to French society.

For the writer Brice Couturier, a member of the Laboratory for the Republic think tank, "wokeism puts people into tribes in order to control them. It says you belong in my tribe, and the leaders of my tribe will tell you how to behave. This is foreign to French mentality".

"France has fought many civil wars in the past, and I fear we could come close to civil war again if this goes too far. Just as [former US President] Trump was a reaction to wokeism in the US, here we have crazies like [far-right presidential candidate] Eric Zemmour. People are taking sides."

Another anti-woke campaigner, Quebec-born commentator Mathieu Bock-Cote, believes such ideas run counter to many of the formative elements of French identity.

"We are in a country where the freedom to talk about anything and everything is taken for granted. When you have minorities who say such and such a subject is off-limits, people instinctively say that's censorship, and we can't accept it," he says.

For him, France has the chance to be a beacon of inspiration against such ideas: "In the US, opposition to wokeism was monopolised by the conservatives under Trump. To say the least, that is not an attractive example," he says.

France is different, he argues: "Here opposition comes from across the political spectrum, and there are cultural antibodies to the virus of wokeism. France can lead the fight."

**Le Figaro (site web)**

lundi 13 décembre 2021 - 17:32 UTC +01:00 1696 mots

Art de vivre ; Automobile

# Le Figaro a fait 700 km en voiture électrique, un vrai parcours du combattant

Reisser, Sylvain

**TEST - La voiture à batterie rechargeable peut-elle remplacer votre véhicule? Notre verdict après plus de 700 kilomètres de test assez déroutants entre Lyon et Reims.**

L'essayer, c'est l'adopter», nous répète-t-on à longueur de journée. La voiture électrique a tout pour plaire. Elle contribue à l'amélioration de la qualité de l'air ainsi qu'à la réduction de l'empreinte carbone et de notre dépendance au pétrole. Sans compter un agrément de conduite sans équivalent lié à la fois à l'absence de vibrations et de bruit et à l'instantanéité des accélérations. À l'usage, pourtant, tout n'est pas si rose. Sans entrer dans les débats sur l'empreinte carbone ou la source de l'électricité, quelques freins subsistent. Rouler au volant de ces véhicules à batterie rechargeable impose un nouveau vocabulaire où autonomie, infrastructures et temps de recharge des accumulateurs reviennent comme une musique lancinante. À en croire les plus optimistes, les dernières digues qui entravent l'adoption de cette technologie seraient cependant sur le point de tomber.

Les modèles les plus performants du marché annoncent une autonomie supérieure à 600 kilomètres. La Mercedes EQS flirterait même avec les 800 kilomètres (780 exactement) dans sa version 450+ à un seul moteur de 333 chevaux. Facturée 127.250 €, cette performance n'est toutefois pas à la portée de toutes les bourses. Le marché propose bien des modèles plus accessibles mais les autonomies sont largement inférieures. Actuellement, le coût du kW de batterie est de l'ordre de 200 euros selon l'industrie automobile. En combinant la plus grande batterie du marché - 107,8 kWh de capacité - et une aérodynamique record (Cx de 0,20), la Mercedes EQS garantit une autonomie record. Revers de la médaille, le temps de recharge peut aussi se compter en dizaines d'heures si l'on se branche sur un réseau peu performant. Sur une prise domestique, l'attente peut atteindre quarante-huit heures.

Accomplir de longs trajets deviendrait ainsi une promenade de santé. On ne prend plus la route la boule au ventre. Pour en avoir le cœur net, nous avons rallié Lyon à Reims au volant de la limousine de la firme à l'étoile. Soit un peu plus de 730 km à travers le Mâconnais, la Bourgogne et la Champagne par le chemin des écoliers, via Chambertin et Gyé-sur-Seine. Même si le rayon d'action revendiqué est confortable, on ne prend pas la route sans savoir où l'on va. Encore moins sans avoir souscrit un abonnement à un réseau puisque aucune borne n'accepte le paiement par carte bancaire. Chez Mercedes, un abonnement d'un an est offert. Ni sans s'être assuré que l'on trouvera bien des bornes de recharge sur le parcours (il n'y en a pas encore partout), ni sans s'être renseigné sur la puissance de charge des installations. Une règle d'or qui vaut pour chaque déplacement. D'une certaine manière, avec la voiture électrique, l'automobiliste abandonne une bonne part de sa liberté. Il devient tributaire des emplacements de stations et de la qualité des installations.

**Planification requise**

C'est un changement profond de paradigme: il faut planifier son parcours. Le système de la Mercedes étant vraiment intelligent, il fait le travail pour vous et calcule ainsi la demande d'énergie nécessaire pour accomplir votre trajet. Il tient compte de la topographie du parcours, de la température ambiante, de la vitesse ainsi que des besoins en chauffage et en refroidissement. Il planifie les arrêts aux stations et les temps de recharge. Il est également possible de programmer le niveau de charge avec lequel on souhaite arriver à destination. Au final, il peut ainsi être plus rapide de recharger deux fois brièvement sur une borne rapide qu'une seule fois sur une longue durée. Les paramètres de la navigation sont ajustés en permanence. La planification des arrêts est recommandée parce qu'elle permet de préparer la batterie à recevoir une charge. Dans le cas contraire, il faudra patienter un peu plus, le temps que la batterie atteigne la température optimale recommandée. Sur une borne rapide, il est possible de récupérer jusqu'à 300 km en 15 minutes. Cela reste théorique car si toutes les bornes de la station sont occupées la puissance



de charge des installations se répartit entre elles. Ajoutons qu'il ne sert à rien de vouloir recouvrer plus de 80 % de la batterie. Passé ce stade, la puissance délivrée par la borne décline très vite et l'attente double. Difficile de faire plus complexe.

Tous les équipements ne se valent pas. Partir la fleur au fusil, c'est courir le risque de terminer son voyage sur une dépanneuse. On ne trouve pas encore des stations de recharge à tous les coins de rue. La France est en retard sur son objectif d'installation de 100.000 points de charge sur le domaine public à fin 2021. On en compte à peine la moitié, en hausse toutefois de 52 % en l'espace d'un an. Tous les experts s'accordent pour dire que l'objectif gouvernemental était irréaliste. La crise sanitaire ne serait pour rien dans ce retard. Il serait la conséquence de plusieurs facteurs: une explosion de la demande que ni les fabricants ni les artisans-installateurs ne sont en mesure de suivre et la pénurie de semi-conducteurs. Si l'ouverture de nouvelles stations se poursuit au même rythme que celui de 2021, l'objectif ne sera pas atteint fin 2022 mais en 2023. Il y a pourtant urgence car, dans le même temps, le parc électrique poursuit sa croissance.

Cette année, plus de 150.000 nouveaux véhicules devraient investir les routes. Selon l'Avere (l'Association nationale pour le développement de la mobilité électrique), le parc électrique (véhicules particuliers et utilitaires) devrait avoisiner les 495.000 unités fin 2021 et les 600.000 dans un an. Le ratio est actuellement d'une station pour neuf véhicules. C'est largement insuffisant. L'objectif est de descendre à une pour six. Comme si tout ce barnum n'était déjà pas assez complexe, on trouve moins de trois bornes dans chacune des 20.621 stations réparties sur le territoire. Sans compter un maillage largement inégal. La fracture sociale ne se limite pas aux déserts médicaux. Certaines zones géographiques souffrent d'une absence totale de couverture, rendant l'usage de la voiture électrique utopique. Le réseau secondaire n'est quasiment pas desservi. Enfin, le temps de recharge dépend à la fois du type de chargeur embarqué par le véhicule et de la puissance de charge des bornes. Or, seulement 4 % des points de charge ouverts au public délivrent une puissance supérieure à 50 kW, alors que 52 % ne dépassent pas 22 kW.

#### Anxiogène et épuisant

Gare de Lyon-Saint Exupéry. L'ordinateur de notre EQS indique une autonomie de 544 km, batterie pleine. On est loin des 780 km revendiqués, une valeur record atteignable uniquement si l'on circule en ville. Avec le mode Eco, qui bride la puissance et restreint les fonctions de la climatisation, on peut récupérer 42 km d'autonomie supplémentaires. L'historique du système montre une consommation de 25,1 kWh/100 km sur une distance de 2455 km, alors que les chiffres d'homologation sont compris entre 15,6 et 20,2 kWh/100 km. Comme avec une voiture à moteur thermique, tout dépend de la manière de conduire. Avouons-le: en respectant scrupuleusement le code de la route, nous n'avons pas réussi à descendre sous la barre des 22,1 kWh/100 km. Descendre sous la barre des 20 kWh impose de revoir entièrement sa manière de conduire et de rouler avec un œuf sous l'accélérateur. Dans ces conditions, les occasions de solliciter les 333 chevaux du moteur sont particulièrement rares. Il vaut d'ailleurs mieux éviter les accélérations répétées, sous peine de voir le rayon d'action fondre comme neige au soleil. La voiture électrique n'aime pas non plus l'autoroute. À 130 km/h, sous l'effet de la résistance à l'air, la consommation devient exponentielle.

Même en préparant son voyage, on ne peut s'empêcher de conduire les yeux rivés sur l'ordinateur de bord. Anxiogène et épuisant! À Gyé-sur-Seine, la pause déjeuner doit nous permettre de récupérer de précieux kilomètres d'autonomie pour atteindre la destination finale. Manque de chance: la borne ne fonctionne pas et aucune station n'est signalée sur le reste du parcours. Des mésaventures qui sont amenées à se répéter. Lors des vacances de la Toussaint, le réseau européen Ionity est tombé en panne pendant plus de deux heures. Plusieurs centaines de véhicules se sont retrouvés immobilisés.

#### Cardiaques, s'abstenir

Nous n'avons pas d'autre choix que de basculer l'EQS sur le mode Eco. «Cela devrait passer», nous dit-on. Un conditionnel qui n'est pas de nature à nous rassurer et les 171 km restants seront parcourus en nous rongant tous les ongles. Nous rejoindrons Reims avec seulement 7 % de batterie. Personnes cardiaques, s'abstenir. Voyager en électrique est loin d'être de tout repos. Les acteurs du secteur assurent que la situation devrait s'améliorer prochainement. Des progrès importants sont attendus sur la technologie des batteries et des véhicules ainsi que sur les infrastructures. Mercedes va présenter en janvier prochain un prototype capable d'atteindre 1000 km avec une seule charge de batterie. De même, la rupture technologique attendue avec les batteries solides devrait permettre de réduire la durée des recharges. Mais elle ne devrait pas intervenir avant le début de la prochaine décennie. En attendant, les pionniers de l'électrique doivent prendre leur mal en patience et prendre le risque d'un bug des réseaux. Face à la hausse des besoins pas seulement liée au secteur de la mobilité, les fournisseurs d'électricité n'excluent pas un black-out.

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/en-france-22-des-nouveaux-nes-ont-ils-un-prenom-musulman-20211213>

## Le Figaro (site web)

lundi 13 décembre 2021 - 19:57 UTC +01:00 1640 mots

Actualité ; Société

# En France, 22% des nouveau-nés ont-ils un prénom musulman ?

## LA VÉRIFICATION - C'est ce qu'affirme Éric Zemmour. Ils n'étaient que 1% en 1960, ajoute le candidat. À raison?

LA QUESTION. Près du quart des nouveau-nés ont-ils un prénom musulman, contre moins d'un pourcent il y a 60 ans? C'est ce qu'affirme Éric Zemmour qui n'hésite pas à reprendre à son compte la thèse d'un « *grand remplacement* » développée par l'écrivain Renaud Camus. « *Selon l'Insee, alors que moins de 1% des nouveau-nés avaient un prénom musulman dans les années 60, ils sont aujourd'hui 22%. Quel pourcentage demain? Imaginez l'ampleur du changement culturel, démographique et humain inédit que nous traversons* », avertissait ainsi le candidat lors de son meeting de Villepinte. Ce chiffre est-il exact?

VÉRIFICATIONS. Première constatation, l'Insee ne procède pas à un recensement des prénoms musulmans, pas plus que des prénoms chrétiens, juifs ou bouddhistes, et ce pour la simple raison que les statistiques ethniques (ou en l'espèce ethnico-religieuses) sont interdites en France. L'institut national de la statistique ne dit donc pas lui-même que 22% des nouveau-nés en France portent un prénom musulman. Ceci dit, l'Insee publie chaque année un fichier Excel particulièrement riche puisqu'il recense l'ensemble des prénoms donnés à l'état civil, année par année. Commenant par la catégorie des « *prénoms rares* » et se terminant par le prénom Zyneb, il comporte 667.365 lignes... et l'on peut le télécharger ici.

Si l'Insee ne réalise aucune étude selon l'origine ethnique ou religieuse des prénoms, d'autres acteurs ont utilisé ces données statistiques à cette fin. Comme l'ont montré déjà plusieurs médias de fact-checking, Éric Zemmour se fonde en l'espèce sur le travail réalisé par le site FdeSouche. Connu pour son opposition catégorique à l'immigration et classé généralement à l'extrême droite, ce média lancé en 2005 et se présentant comme une « *revue de presse identitaire de langue française* » publie chaque année un « *baromètre du prénom musulman* », le dernier portant sur les personnes nées en 2020. Publié en août 2021, il recense 21,73% de prénoms musulmans, arrondis à 22% par Éric Zemmour. Le seuil des 5% aurait été franchi en 1976, celui des 10% en 2002, celui des 15% en 2009 et celui des 20% en 2016.

### Des ordres de grandeur et non des statistiques précises

Une question se pose néanmoins immédiatement: sur quel fondement ce site controversé s'est-il appuyé pour déclarer que tel prénom est ou n'est pas musulman? FdeSouche défend sa méthode de la façon suivante: « *Il a été nécessaire de créer de toutes pièces un "référentiel" des prénoms musulmans (...). Il n'est pas évident de les identifier parmi les 35.000 prénoms de la base de l'Insee. Plusieurs listings disponibles sur les sites communautaires suivants ont été passés au crible* : [www.halalbook.fr](http://www.halalbook.fr), [www.prenommusulmanrare.com](http://www.prenommusulmanrare.com), [www.pageshallal.com](http://www.pageshallal.com), [www.katibin.fr](http://www.katibin.fr) ». Le site distingue ensuite les « *prénoms musulmans certains* » et les « *prénoms mixtes* ». Pour ces derniers, ils ne les décomptent que pour moitié afin de tenir compte de cette « *mixité* ». Parmi les « *prénoms mixtes* » mis en avant par FdeSouche, on peut notamment citer: Adam, Ines ou Sarah.

Le site donne par ailleurs les 100 premiers prénoms qu'il considère comme « *musulmans* » ou « *mixtes* » : « *ADAM, INES, EDEN, MOHAMED, SARAH, NAEL, RAYAN, SOAN, INAYA, YANIS, LINA, IMRAN, NOUR, YASMINE, AYDEN, AMINE, ALI, SOFIA, ELIA, ISMAEL, SOHAN, SOHAN, SARA, AMIR, ISSA, MANEL, IBRAHIM, KAIS, HAMZA, NASSIM, AYA, ILYES, YASSINE, ASSIA, MYRIAM, NAIM, HAYDEN, YOUNES, WASSIM, YOUSSEF, AYOUB, MOUSSA, MAISSA, ADEM, IMRANE, NAHIL, ANIS, SOFIANE, ALYA, RAYANE, MARYAM, YACINE, MALAK, ARYA, ANAS, LOUISA, IMANE, NAHEL, TASNIM, SELMA, SANA, KENZA, ZAKARIA, AYMEN, MEHDI, NORA, ISMAIL, LEILA, AHMED, AICHA, NAELLE, ELIJAH, ALIYA, HANNA, AMINA, SAFA,*

FARAH, AMEL, NAILA, AMIRA, ILYANA, MINA, AIDEN, ALIYAH, RYAN, LILIA, ILYAS, FATIMA, JANA, SAMY, IDRIS, NELYA, HAJAR, MARWA, JAD, HAROUN, ASMA, MOHAMMED, ASSYA, NEYLA ».

FdeSouche note enfin une « *nette augmentation des "prénoms rares"* », lesquels sont définis par l'Insee comme tous ceux ayant enregistré moins de trois naissances au niveau national sur l'année. Estimant (sans le prouver) qu'un tiers de ces prénoms rares seraient « *musulmans* » ou « *mixtes* » (« *essentiellement des variations orthographiques de prénoms ou des prénoms composés* »), FdeSouche considère que « *l'estimation du taux national d'octroi de prénom musulman en France corrigé serait environ de 25%, mais en raison de son caractère incertain, nous en restons au chiffre de 21,73%* ».

Mais, inversement, l'on pourrait facilement remettre en cause la « *liste* » établie par FdeSouche et privilégier une version plus limitée ou juger arbitraire le choix d'avoir retenu la moitié des prénoms qualifiés de « *mixtes* ». Autrement dit, on ne peut parler au mieux que d'un ordre de grandeur. Cette incertitude procède directement de la notion de « *prénom musulman* », difficile à cerner, comme le reconnaît d'ailleurs le site lui-même.

### «L'Archipel français»

Si cette source qu'est FdeSouche peut donc sembler fragile - les données brutes de l'Insee, elles, ne font pas de doute -, l'on notera néanmoins qu'une autre source, faisant quant à elle référence, donne des chiffres extrêmement proches. Il s'agit du livre *L'archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée* du sondeur Jérôme Fourquet paru en 2019.

Le directeur du département Opinion à l'IFOP a notamment recensé en partant des données de l'Insee l'évolution depuis 1900 du nombre de nouveau-nés mâles « *portant un prénom les rattachant culturellement et familialement à l'immigration arabo-musulmane* ». On peut y lire notamment qu'il s'agit d' « *un indicateur robuste lorsqu'il s'agit d'évaluer le poids des personnes d'ascendance arabo-musulmane dans l'ensemble d'une classe d'âge. (...) La trajectoire de cette courbe est des plus impressionnantes et montre de manière très nette l'une des principales métamorphoses qu'a connues la société française au cours des dernières décennies : alors que la population issue de l'immigration arabo-musulmane était quasiment inexistante en métropole jusqu'au milieu du 20e siècle, les enfants portant un prénom les rattachant culturellement et familialement à cette immigration représentaient 18,8% des naissances en 2016, soit près d'une naissance sur cinq* ».

On notera au passage que les ordres de grandeur de FdeSouche et de *L'Archipel français* sont très similaires (sachant que les deux phénomènes étudiés sont différents puisqu'il s'agit dans le second cas que des prénoms masculins), comme en témoigne cette carte issue du livre de Jérôme Fourquet:

Le pourcentage de 18,6% mentionné dans le livre vaut pour l'année 2016, celui de 22% cité par Eric Zemmour (via FdeSouche) pour 2020. Étant donné la dynamique de ces dernières années (en plus de la différence déjà mentionnée entre l'ensemble des nouveau-nés d'un côté et les seuls nouveau-nés mâles de l'autre), cet écart n'est donc pas étonnant.

### «Basculement majeur»

Et Jérôme Fourquet de poursuivre dans son livre: « *Dans cette France qui vient, la part de la population issue des mondes arabo-musulmans représentera mécaniquement, du fait du renouvellement des générations, un habitant sur cinq, voire sur quatre, si la tendance haussière observée depuis le début des années 2000 se poursuit. On mesure à la lecture de ces chiffres que la société française est devenue de facto une société multiculturelle, et que notre pays ne connaîtra plus jamais la situation d'homogénéité ethnoculturelle qui a prévalu jusqu'à la fin des années 1970. Il s'agit là sans conteste d'un basculement majeur, et sans doute la cause principale de la métamorphose qui se produit sous nos yeux et aura (à déjà) des conséquences profondes*».

Quid, enfin, du « *moins de 1%* » de prénoms musulmans parmi les nouveau-nés « *dans les années 1960* » mentionné par Éric Zemmour? Pour le coup, le site FdeSouche ne remonte pas avant 1970, date à laquelle il l'estime aux alentours de 2,5%. Pour trouver une trace de ce «moins de 1%», il faut en revenir aux déclarations dans les médias de Jérôme Fourquet, qui affirmait par exemple sur France Inter en 2019 : « *On est à moins de 1% de prénoms arabo-musulmans dans les années 70 pour plus de 18% sur les dernières années* ». Sauf que si l'on observe la carte de son livre, le taux était déjà de 2,5% en 1968. En parlant des « *années 70* », le sondeur s'est donc trompé de quelques années: selon *L'Archipel français*, l'année de franchissement des 1% est 1960.

En résumé, Éric Zemmour a donc bien raison en estimant la part de « *prénoms musulmans* » à 22% aujourd'hui contre 1% dans les années 1960, à deux conditions. Primo, il s'agit d'une estimation dérivée de données de l'Insee, mais pas de statistiques nationales au sens strict du terme. Secundo, il faut bien comprendre qu'il s'agit d'un ordre de grandeur et qu'il ne peut s'agir d'autre

chose car la notion même de « *prénom musulman* » est difficile à cerner de façon catégorique. À cet égard, parler de prénoms d'« *origine arabo-musulmane* » ou issus « *des mondes arabo-musulmans* » comme le fait Jérôme Fourquet serait plus exact. Et encore, cela tendrait à oublier la part de l'immigration musulmane non issue du monde arabe, comme celle d'Afrique subsaharienne, d'une partie du Moyen-Orient ou d'Asie.

Dernière précision, qui peut sembler évidente: porter un prénom d'origine musulmane ne signifie pas que celui qui le porte est lui-même musulman ou d'origine musulmane. Et inversement. « *Certains petits-enfants d'immigrés maghrébins ne portent pas du tout de prénoms arabo-musulmans* », explique par exemple l'Insee dans l'article de fact-checking de l'AFP, l'institut citant la « *vague de "Enzo" parmi les personnes originaires d'Algérie suite au fait que Zinedine Zidane a prénommé son fils Enzo* » .

**Le Figaro, no. 24048**

Le Figaro, mardi 14 décembre 2021 320 mots, p. 1

Une

ÉDITORIAL

## La cote d'alerte

Les campagnes présidentielles donnent rarement lieu à des débordements de rigueur budgétaire. On y promet au contraire monts et merveilles à des électeurs soucieux de leur pouvoir d'achat et demandeurs de services publics. Peu importe que l'État n'ait plus un euro en poche ; une foire aux milliards commence, sans que jamais personne n'indique où les trouver. Il va pourtant bien falloir s'astreindre à cet exercice élémentaire. Non par fétichisme comptable, mais parce que nous n'avons plus le choix. Le dernier budget du quinquennat - un déficit de plus de 150 milliards d'euros - décrit l'ampleur de la tâche. Jamais dans l'histoire on n'a assisté à pareille débauche d'argent public. Bien sûr, les circonstances justifient en partie que le gouvernement ait « cramé la caisse » : sans le soutien de l'État, des milliers d'entreprises auraient sombré et des millions de chômeurs pointeraient à Pôle emploi. On n'en dira pas autant de l'extension sans fin du « quoi qu'il en coûte », camouflage commode pour distribuer des chèques à tout le monde au prétexte que les prix montent. Un détail pourrait utilement nourrir la réflexion des candidats à l'élection présidentielle : alors que la cote d'alerte sur l'état de nos finances publiques est largement atteinte, l'opinion gronde toujours autant et personne ne trouve le pays mieux administré. La situation de l'hôpital le montre cruellement : la dépense pour la dépense, sans recherche d'efficacité, sans exigence de performance, ne résout rien.

Coupable de laxisme depuis trop longtemps - droite et gauche confondues -, la France s'est elle-même reléguée en queue de peloton parmi les puissances économiques. Assommée de dettes et d'impôts, elle ne dispose plus d'autre marge de manoeuvre que trouver d'urgence des économies dans l'océan de ses dépenses publiques. Sans doute cela ne soulèvera-t-il pas l'enthousiasme des foules. Mais c'est le prix à payer si l'on prétend restaurer notre souveraineté financière.

WAS WILL DIE AMPEL-KOALITION?:

# Nie wieder Gegenwart

- VON CLAUDIUS SEIDL
- -AKTUALISIERT AM 15.12.2021-06:00



„Mehr Fortschritt wagen“? Wer sich solche Labels ausdenkt, muss auf den Spott nicht lange warten. Bild: Stefan Boness/Ipon

Sie nennen sich „Fortschrittskoalition“ und versprechen, „mehr Fortschritt zu wagen“. Kann es aber sein, dass das bloß eine Behauptung ist?

Wer vom Fortschritt spricht, klingt selten fortschrittlich dabei. Das Wort ruft allenfalls Nostalgie hervor. Es scheint auf jene Zeit zu verweisen, als Olaf Scholz noch lange Haare trug und womöglich Progressive Rock hörte in Momenten großer Erregung, oder noch weiter zurück auf die Jahre vor der Ölkrise und dem Bericht des Club of Rome, als progressive Menschen glaubten, dass nur die grundsätzlichen Herrschafts- und Besitzfragen geklärt werden müssten – und dann würde die Industriegesellschaft schon alle ihre Bürger mit Gütern, Glück und Gleichberechtigung versorgen.

Jetzt haben aber die regierenden drei Parteien beschlossen, dass sie sich „Fortschrittskoalition“ nennen wollen. Ihren Vertrag haben sie „Mehr Fortschritt wagen“ überschrieben. Und natürlich werden sie dafür verspottet: Der technische Fortschritt komme, ob die Regierung das wolle oder nicht, und im Silicon Valley lese man ohnehin keine deutschen Koalitionsverträge. Worin das Wagnis bestehe, sei auch nach genauer Lektüre des Vertrags nicht zu erkennen. So liest es sich in Tweets und Kommentaren.

Man muss aber nur zurückschauen, auf sechzehn Merkel-Jahre und noch ein paar Jahre weiter, dann ahnt man, dass allein schon das Revival des Begriffs und die Forderung nach progressiver Politik ein Wagnis und eine Wohltat sind. Wir kommen schließlich aus konservativen Zeiten, was keine Frage der Parteien ist und auch nicht ins Links-rechts-Schema passt. Konservativ waren die vergangenen Jahrzehnte auf eine so umfassende, fast möchte man sagen, totale Art, dass eine andere als die konservative Sicht auf Gegenwart und Zukunft kaum noch denkbar war.

## Hasta la vista, Baby

Wie so häufig ist es ein Werk der populären Kultur, ein Film aus Hollywood, das die grundsätzliche geistige Disposition der Epoche besonders drastisch zur Anschauung gebracht hat. Im Jahr 1991, ein Jahr vor Francis Fukuyamas Buch „Das Ende der Geschichte“, kam James Camerons „Terminator 2“ in die Kinos. Es ging darum, dass der Menschheit eine grauenvolle Zukunft vorbestimmt war, ein Leben auf einer verseuchten, verstrahlten und verödeten Erde, auf der Künstliche Intelligenzen an der Herrschaft und die Menschen verklavt sein werden. Und es ging darum, gegen alle Wahrscheinlichkeit diese Zukunft zu verhindern, die ihre Zeitreisenden schon mal vorausgeschickt hatte. Das war dann das *happy ending* in diesem Film: Die Abgesandten der Zukunft waren vernichtet, die Gegenwart war gerettet. Und würde ewig währen.

Auch wenn in der Wirklichkeit die Kämpfe nicht ganz so actionreich waren, war es doch derselbe Grundkonflikt. [Angela Merkels](#) Regierungszeit wird gern als eine Bewegung von rechts nach links beschrieben. Konservativ daran war aber das grundsätzliche Motiv: aus der Gegenwart all das zu retten, was zu retten ist, solange es nur geht. Dass man aufs Schwinden der Ressourcen, das Sterben der Arten, die Verschmutzung der Meere und die Erhitzung der Atmosphäre nicht mit Nichtstun antworten kann, war allen klar. Aber vielleicht bliebe ja noch ein bisschen Zeit für Verbrennungsmotoren, Glyphosatfelder, Flugbenzinsubventionen und natürlich für Fußgängerzonen: Als Corona die komplette Dysfunktionalität unserer Innenstädte offenbarte, kümmerte sich der Wirtschaftsminister persönlich darum, sie vor dem Kollaps zu retten. Und wenn demnächst der letzte Dieselmotor auf dem Schrottplatz endet, werden Elektromobile den Stau, den Stress und das Pendlertum der Gegenwart in die Zukunft retten.

Dass die SPD noch den schmutzigsten Industriearbeitsplatz und den verwaorlosten Konzern immer bewahren wollte, ist keine Neuigkeit. Grüne und Linke in den deutschen Großstädten kämpften währenddessen um die Erhaltung noch der schäbigsten Viertel und nannten es Milieuschutz. Und als die Berliner Grünen im vergangenen Spätsommer versuchten, ihre Vorstellung von der befriedeten, begrünten, geschwindigkeitsbegrenzten Stadt zu visualisieren, da waren das Bilder von so bestürzender Dörflichkeit, Konformität und Geblümtheit, dass man das Ergebnis nicht nur konservativ, sondern schon regressiv nennen wollte: keine Zukunft, nirgends. Man konnte melancholisch oder gleich depressiv werden angesichts dieser Zukunftslosigkeit. Und sich vielleicht erinnern an [Franz Josef Strauß](#), der einst gefordert hatte, konservativ zu sein heiße, an der Spitze des Fortschritts zu stehen.

## **Die guten und die bösen Daten**

Selbst da, wo sich angeblich das Neue artikuliert, ist die grundsätzliche Haltung konservativ – in den Identitäts- und Diversitätsdebatten geht es ja weniger darum, was jemand werden und wie er sich verändern kann, als um die unveränderlichen Merkmale von Herkunft, Hautfarbe, Ethnizität, auf welche jede Person sich festlegen lassen muss. Und die Internet- und Tech-Konzerne, die doch für sich am lautesten beanspruchen, dass sie die Werkstätten einer besseren Zukunft seien, arbeiten an deren Abschaffung an konsequentesten. Sie sammeln, besitzen und verarbeiten ja nicht nur die Daten ihrer Kunden. Sondern sie schaffen damit Modelle und Simulationen künftigen Verhaltens, welche die genaueste Grundlage für geschäftliche und letztlich auch gesellschaftliche und politische Entscheidungen sein sollen. Der Einzelne braucht nicht mehr gefragt zu werden; wenn man alle seine Daten hat, weiß man, wie er künftig handeln wird. So wird Zukunft nicht erschaffen, sondern verschlossen.

Es braucht, damit das nicht so weitergeht, den Fortschritt also ganz dringend – und genau hier könnte eine Fortschrittsregierung, die nicht nur unverbindlich von Innovationen schwärmt, sondern, ganz klassisch, die Frage nach Eigentums- und Machtverhältnissen aufwirft, mit der Arbeit anfangen. Wem gehören die Daten, wer verfügt über sie, was tut er damit, was unterlässt er? Und wie kann man dieser Enteignung begegnen, ohne dass das ganze System kollabiert? Es sind schwierige Fragen, und populär ist das Thema schon deshalb nicht, weil seine scheinbare Abstraktheit und Unanschaulichkeit beim Publikum für Kopfschmerzen sorgt. Es muss aber sein, wenn die im Koalitionsvertrag so häufig beschworene Digitalisierung nicht bloß die Macht von Google und Facebook mehren soll.

Eine wahrhaft fortschrittliche Koalition könnte da weiterarbeiten, wo die sozialliberale Koalition in den Siebzigern gescheitert ist: bei einer Bodenreform, die endlich die Spekulation bekämpfte. [Hans-Jochen Vogel](#), damals Bundesbauminister, konnte anfangs sogar Franz Josef Strauß für das Projekt gewinnen. Leider fiel den Leuten von der Union irgendwann auf, dass man mit Vogels Plänen den Leuten sehr gut Angst vor Enteignung und Kommunismus machen konnte, und so wurde nichts daraus.

## **Hölle der Nachhaltigkeit**

Dabei ist seither alles viel schlimmer geworden. Achtzig Prozent, das ist zur Zeit der Anteil des Bodens am Kaufpreis zum Beispiel einer Wohnung in einer Großstadt. Was nicht nur Käufern und Mietern, sondern auch Bauherren und Architekten die Luft zum Atmen und die Freiheit zu planen nimmt. Um fast 40.000 Prozent seien zum Beispiel in München seit den Fünfzigern die Bodenpreise gestiegen, hat Vogel noch kurz vor seinem Tod vorgerechnet. Und weil diesen Profiten keinerlei Leistung entgegensteht, weil der Boden

nicht vermehrbar und für alle lebensnotwendig wie die Luft und das Wasser ist: Deshalb wäre eine kühne Bodenreform kein sozialistisches, sondern ein liberales Projekt: Keine Leistung sollte sich nicht lohnen.

Unser Leben heute, im Westen, in Deutschland, ist nicht gut genug, als dass man sich nicht den Fortschritt hin zu einem viel besseren vorstellen könnte: Dieses Bewusstsein, dieser Fortschrittsgeist wäre schon deshalb so notwendig, weil ohne ihn das ökologisch Notwendige nur wie die Schwundstufe der Gegenwart aussähe, eine Verzichtsgesellschaft, eine Nachhaltigkeitshölle, ein Leben ohne Luxus, Verschwendung, Mode, in der alles Alte so lange geflickt und gewaschen und wiederverwendet wird, bis alle Formen und Farben verschwunden sind. Es ist verständlich, dass angesichts solcher Aussichten die Möglichkeit, 250 Stundenkilometer zu fahren und kiloweise Billigfleisch auf den Grill zu legen, zu Ausdrucksformen einer Freiheit werden, die es mit allen Mitteln zu verteidigen gilt.

Wie man da den Kopf wieder frei für den Fortschritt macht, war in diesem Sommer auf den Biennale von Venedig zu betrachten, im deutschen Pavillon. Da hatte das Team einfach die Perspektive gewechselt und nicht nach sogenannten Pfaden in eine bessere Zukunft gesucht. Vielmehr wurde behauptet, im Jahr 2038 wären die wesentlichen ökologischen und sozialen Probleme gelöst. Und von dort aus schauten Filme, Texte, Installationen zurück auf die Gegenwart und erforschten die Bedingungen des Gelingens, immer unterstützt von den kompetentesten Architekten, Stadtplanern, Computerexperten und Ökologen.

Es war das Bauministerium, das alles finanziert hat – und man kann nur hoffen, dass auch die neue Ministerin das Projekt 2038 zur Kenntnis genommen hat. Es wäre lächerlich, wenn man von der Fortschrittskoalition die Produktion von Visionen forderte. Aber es wäre absurd, wenn diese Koalition all die Ideen, Projekte, Vorschläge, die im Umlauf sind, ignorierte.

„Wir machen aus technologischem auch gesellschaftlichen Fortschritt“ steht im Koalitionsvertrag der neuen Regierung. Und weiter unten: „Wo Fortschritt entsteht, muss er auch gelebt werden.“ Mit der Erkenntnis, dass das zu wenig ist, finge der Fortschritt an.



KOLUMNE „IMPORT EXPORT“:

# Urlaub in Diktaturen

- VON RONYA OTHMANN
- -AKTUALISIERT AM 15.12.2021-07:23



Der Souq Khan al-Harir im syrischen Aleppo nach seiner Rekonstruktion im August dieses Jahres Bild: AFP

Sie heißt Eva, hat 668.000 Follower auf Instagram, 1,33 Millionen Abonnenten auf Youtube und ein Team, das für sie arbeitet. Denn sie macht Urlaub in Diktaturen.

Von Zeit zu Zeit frage ich mich: Was macht Eva gerade? Besonders an Tagen wie diesen, ich sitze am Schreibtisch fest, draußen ist es kalt und immer noch Corona. Letzten Winter war Eva in Pakistan, den Lockdown 2020 verbrachte sie auf Sokotra, Jemen.

Eva ist eine gewöhnliche Frau, gewöhnlich hübsch, intelligent, gewöhnlich langweilig oder auch authentisch, wie Eva gerne sagt. Eva, selbsterklärter Bücherwurm, hat nach eigenen Angaben Sprachen in Oxford studiert, im EU-Parlament und in London gearbeitet. Obwohl es ihr materiell an nichts fehlte, war sie unglücklich, und so hat sie, wie immer in diesen Geschichten, ihren Job gekündigt und ist full-time Urlauberin geworden. Heute hat sie 668.000 Follower auf Instagram, 1,33 Millionen Abonnenten auf Youtube und ein Team, das für sie arbeitet. Ihr Geld verdient sie mit Werbeeinnahmen auf Youtube, Werbekooperationen, Eva ist Influencerin. Und sie produziert Videos für DW Travel oder den Erdogan-Propaganda-Sender TRT World. Eva lacht viel in die Kamera, posiert in schönen Landschaften, lernt locals kennen in Saudi-Arabien, Iran, in der Türkei, in Syrien.

In „Syria through the eye of a female traveller“ sieht man Eva auf dem Markt Tamarinden-Saft trinken, sich über die syrische Gastfreundschaft freuen. Man sieht sie Eis essen, sich wundern, dass Damaskus so anders ist als in den „globalen Medien“ oft gezeigt, nämlich „full of life and colorful“! Man sieht Eva durch Straßen schlendern, durch die zerstörte Altstadt von Aleppo und den Suq, mit atmosphärischem Geklimper untermalt, und hört sie, den Tränen nahe, Dinge sagen wie „I’m shocked“ und „Whatever our political views are“. Dann wird es deep: „We live and we build. And we continue to live and rebuild.“ Eva freut sich, wenn sie etwas Schönes sieht, zum Beispiel einen Handwerker zwischen den Ruinen, der „trotz alledem lächelt“.

## Agenturen bieten Syrien-Urlaub an

Eva spricht nebulös von Krise, Tragödie oder Krieg, wie auch das Assad-Regime von Krise, Krieg und Tragödie spricht, so als wäre der Krieg einfach so vom Himmel gefallen. Es ist alles ganz traurig. Eva findet kaum Worte. Dann ist sie schon wieder beim Street Food. Eva zählt Orte auf, die sie besucht hat. Saydnaya ist auch dabei, wo sich auch dieses berühmte Gefängnis befindet, in dem bis heute gefoltert und gemordet wird, was Eva aber nicht erwähnt.



Ronya Othmann :Bild: Kat Menschik

Eva ist nicht die einzige Syrienreisende. Da ist auch David, der alle Länder dieser Welt besuchen will, außer Israel. Und der es okay findet, nach Syrien zu reisen, weil: sonst dürfte man ja auch nicht in die USA. Die sei ebenso ein Regime, wie er eine syrische Menschenrechtsorganisation auf Instagram wissen lässt. Da ist Jacob, der auf Youtube Tipps für die gelungene Syrienreise gibt: Bargeld mitnehmen, keinen israelischen Stempel im Pass, nicht Journalist sein, sich nicht aufregen, wenn die Leute viel rauchen, und sich nicht wundern, wenn die Araber mal laut werden, die sind nur temperamentvoll. Da ist Jay, der in den Ruinen von Aleppo zu Geigenmusik Sätze sagt, die auch Eva schon gesagt hat, und seufzt: „Es ist so schwer für mich, zu erklären, was ich gerade fühle.“

### **Es kann ja nicht jeder Travel-Blogger auf den Malediven werden**

Allein in Berlin gibt es zwei Agenturen, die Urlaub in Syrien anbieten. *Soviet tours*: Reise in die Wiege der Zivilisation ohne Angst und Vorurteile; und *rocky road travel*, die meinen, dass Urlaub in Syrien ethisch vertretbar wäre, wie auch in Italien oder Frankreich, und mit Tourismus würde man den Syrern in harten Zeiten helfen. Genau genommen aber hilft man dem Regime, denn das ist pleite. Der Krieg war teuer, alles ist kaputt, und Tourismus spült Devisen in die Assad-Kassen. Tourismus ist Teil seiner Normalisierungsstrategie. Man braucht sich nur die Bemühungen des Tourismus-Ministeriums ansehen. 2020 nahm Syrien an der Tourismusmesse in Madrid teil.

Im Gegensatz zu anderen edgy Travellern, die sich damit rühmen, harte Knochen zu sein, ist Eva Krisentouristin in woke. Auf Instagram empfiehlt sie Antirassismus-Bücher, schreibt darüber wie schwer es „Poc-Travellers“ hätten, und gelobt, ein besserer „ally“ für von Rassismus betroffene Menschen zu sein. Sie teilt Infografiken zu „What’s going on in Afghanistan“ und nachhaltigem Reisen. Sie will mehr sein als nur Reise-Bloggerin. Sie posiert vor dem Fake-Ishtar-Tor im Irak und beschwert sich über die Kolonialmächte, die das Original geklaut haben, ohne zu erwähnen, dass sie sich gerade mitten im Ishtar-Disneyland befindet, das sich der Massenmörder und selbst ernannte Nebukadnezar-Nachkomme Saddam Hussein bauen ließ.

Eva sagt, sie sei privilegiert, viele Syrer könnten nicht mal nach Syrien reisen. Und sie rät zukünftigen Syrienreisenden, ihre eigenen Privilegien zu checken. Nachhaltig, gemeinwohlorientiert zu reisen, ist Eva wichtig. Man kann das so verstehen: „Ich war bei Assad zu Hause, aber habe bio und saisonal gegessen.“ Eva heißt tatsächlich Eva, könnte aber auch anders heißen. Einmal gibt sie Tipps für angehende „content-creators“ wie sie: „Finde deine Nische“. Urlaub in Diktaturen als Unique-Selling-Point. Es kann ja nicht jeder Travel-Blogger auf den Malediven werden. Ob man Eva folgt, weil man sie cool findet, oder ihr folgt, um sich über sie zu echauffieren – Followers zahlen sich aus. Scheint so, als hätte Eva ihre Nische gefunden.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/praesidentenwahl-in-frankreich-eric-zemmour-ist-kandidat-des-hasses-17677754.html?premium>

PRÄSIDENTENWAHL IN FRANKREICH:

## Der Mann, der die Franzosen das Hassen lehrt

- VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 14.12.2021-15:23



In Marseille zeigt eine Passantin Zemmour Ende November mit ausgestrecktem Mittelfinger, was sie von ihm hält. Der erwidert die Geste. Bild: AFP

Éric Zemmour will Frankreich „zurückerobern“ und hetzt gegen Migranten und das „Establishment“. Christliche Vornamen will er vorschreiben und die Islamo-Linke soll aus den Klassenräumen weichen. Seine Saat fällt auf fruchtbaren Boden.

„Wir werden den kleinen Macron gegen die Grande Nation austauschen!“, ruft Éric Zemmour in den aufgeheizten Saal. Seine Anhänger jubeln und klatschen, Trikolore-Fähnchen wirbeln durch die Luft. Die erste Wahlkundgebung des rechtsextremen Präsidentschaftskandidaten in der Messehalle von Villepinte bei Paris ist eine seltsame Mischung aus politischem Happening, Volksfest und Kampfgetümmel. „Nein zum Rassismus“ steht auf den T-Shirts der Aktivisten von SOS Rassismus, die sich in die hinteren Ränge gemischt haben. Ihr friedlicher Protest wird nicht geduldet. Eine Horde junger Männer stürzt sich auf sie. Ein Kameramann filmt die Prügelszenen. Eine junge Frau mit Lockenmähne wird an den Haaren gezogen, ihr Angreifer schlägt brutal auf sie ein. Andere werfen mit Stühlen. Ein Fernseheteam wird beschimpft und bedrängt, die Leibwächter kommen ins Schwitzen, während sie die Journalisten sicher aus dem Saal bringen. Am Rednerpult verspricht Zemmour, Frankreich „zurückzuerobert“.

„Sie hatten nichts bei uns zu suchen“, höhnt Zemmour am nächsten Tag im Fernsehen über die Linksaktivisten, die seine Anhänger bewusst provoziert hätten. „Trüffelhunde öffentlicher Subventionen“ seien sie und nur gekommen, damit die Medien hinterher behaupten könnten: „Die Zemmour-Leute sind so gemein und böse!“

Rücksichtslosigkeit und entfesselte Ressentiments sind das Erfolgsrezept des 63 Jahre alten Präsidentschaftskandidaten, der sich lange als Ethnologe des französischen Niedergangs betätigte. 1981 und 1988 gab der Journalist nach eigenen Aussagen dem Sozialisten François Mitterrand seine Stimme. Im Blatt des konservativen Bürgertums, „Le Figaro“, schrieb er scharfzüngige Meinungsstücke gegen den Mainstream.

### Sogar Marine Le Pen lehnte seine These ab

Bekannt wurde er mit seinem Buch „Der französische Selbstmord“. Darin beschwor er vier Jahre nach Thilo Sarrazins „Deutschland schafft sich ab“ ähnliche Ängste vor demographischem Wandel, Überfremdung und wirtschaftlichem Abstieg. Mit diesem Bestseller popularisierte er die Idee eines „großen Austausches“, „le grand remplacement“, der dazu führe, dass Franzosen christlich-jüdischer Herkunft durch nichteuropäische Völker muslimischen Glaubens verdrängt würden. Sein geistiger Siegeszug verlief schleichend. Offiziell blieb die These verpönt. Sogar Marine Le Pen lehnte es ab, sie sich zu eigen zu machen.



Zemmour bei einer Wahlkampfveranstaltung in Villepinte nahe Paris im Dezember 2021 :Bild: Reuters

Aber dann kamen die islamistischen Terroranschläge. [Charlie Hebdo](#), Bataclan, Promenade des Anglais, Polizisten, Christen beim Morgengebet, ein Pfarrer, ein Lehrer: die Blutspur des islamistischen Terrorismus zieht sich durch das Land. Mit jedem Toten, jedem Verletzten wurden die Fragen lauter und größer. „Der Kampf wird hart. Denn der Feind kommt von innen. Er hat unsere Schulen besucht, ist in unseren Wohnvierteln groß geworden“, sagte der sozialistische Premierminister Manuel Valls nach den Pariser Attentaten 2015. Der rechtsbürgerliche Präsidentschaftskandidat François Fillon trat mit dem Wahlkampfbuch „Den islamischen Totalitarismus besiegen“ an. Doch beiden Politikern gelang es 2017 nicht, in den Élysée-Palast einzuziehen.

Ihr Misserfolg hat eine Wählerschaft heimatlos gemacht, die in Masseneinwanderung, Entwurzelung und Integrationsversagen muslimischer Immigranten den Nährboden des Terrorismus sieht. In ihrer Studie „Die Akte Zemmour“ hat die linke Stiftung Jean Jaurès die Zemmour-Anhänger soziologisch untersucht. Immigration ist ihr wichtigstes Thema, während 57 Prozent der Wähler Le Pens eine Umverteilung von den Reichen zu den Armen für besonders wichtig halten. Zemmour schneidet bei Unternehmern, Älteren und in den Städten gut ab, Le Pen bei der Arbeiterklasse, bei Jüngeren und auf dem Lande.

### **„Rückeroberung“ nach mittelalterlichem Vorbild**

„Reconquête“ hat Zemmour seine Partei genannt, eine klare Anspielung auf die christliche Reconquista Spaniens im Mittelalter, die mit der Vertreibung der Muslime endete. Wiedereroberung (reconquête) bedeutet, dass etwas verloren gegangen ist. 2002 veröffentlichten Lehrer ein Buch über „die verlorenen Territorien der Republik“. Gemeint waren die Viertel, die dem politischen Islam preisgegeben wurden, die alltäglichen Zugeständnisse, bei einem Gefälligkeitsattest die Augen zuzudrücken, damit das muslimische Mädchen nicht am Sportunterricht teilnimmt, in der Schulkantine kein Schweinefleisch auf den Tisch kommt und im Geschichtsunterricht antisemitische Anmerkungen von Schülern geflissentlich übergangen werden. Unter dem Hashtag „nur keine Wellen (der Empörung)“ beklagten Pädagogen in den sozialen Netzwerken monatelang das Schweigen im Schulwesen.

Geändert hat das wenig. Der Geschichtslehrer Samuel Paty wurde im Herbst 2020 im Lehrerkollegium angefeindet, nachdem muslimische Eltern sich über die vorgebliche Diskriminierung ihrer Kinder beschwert hatten. Bevor ein radikaler Islamist ihn vor dem Schulgebäude ermordete, hatte sich Paty gegenüber seinen Kollegen dafür rechtfertigen müssen, dass er Mohammed-Karikaturen aus Charlie Hebdo seinen Schülern als Anschauungsmaterial zum Thema Meinungsfreiheit gezeigt hatte. Die Schulaufsichtsbehörde hatte ein Disziplinarverfahren gegen ihn eingeleitet.

### **Zemmour will das Bildungswesen „aufräumen“**

Zemmour ist der Kandidat derjenigen, denen die Solidaritätsadressen und Trauerfeiern nicht weit genug gehen. Er glaubt nicht, dass Präsident Macron mit seinem Gesetz gegen den „islamistischen Separatismus“ etwas ändern wird. Zemmour verspricht, im staatlichen Bildungswesen „aufzuräumen“. „Vom nächsten Schuljahresbeginn an werden wir die Schule zum Instrument der Assimilierung à la française machen“, sagt

Zemmour auf seiner Kundgebung. Er werde die LGBT-Ideologie (lesbian, gay, bisexual and transgender), die Islamo-Linke und den Pädagogik-Quatsch aus den Klassenräumen vertreiben, ruft er.

Zemmour verheißt eine Rückkehr in eine weitgehend homogene, katholisch geprägte Gesellschaft. Schon das Video, in dem er seine Kandidatur bekannt gibt, bezeugt den Wunsch, in eine verklärte Vergangenheit zurückzukehren. In dem Film sitzt er im Halbdunkel in der imaginären Schreibstube General de Gaulles, vor ihm ein altertümliches Mikrofon. Die Sehnsucht nach der guten alten Zeit beherrscht auch viele seiner Anhänger. „In den Sechzigerjahren hatte ein Prozent der Neugeborenen einen muslimischen Vornamen. Heute sind es 22 Prozent“, sagt Zemmour.

Die Vornamen sind Zemmours Obsession. In der ersten Reihe sitzen in Villepinte seine Ehefrau und die drei gemeinsamen (erwachsenen) Kinder Clarisse, Hugo und Thibault. Christliche Vornamen, wie er sie allen Franzosen vorschreiben will, auch denen mit Einwanderungshintergrund. Zemmour beruft sich dabei auf Napoleon, der 1803 die Vornamensvergabe erstmals gesetzlich reglementierte. Dem Korsen ging es um staatliche Vorrechte gegenüber der Kirche mit ihren Taufregistern, Zemmour um totale Assimilierung der Einwanderer. „Ihr Vorname ist eine Beleidigung für alle Franzosen“, herrschte er in einer Talkshow im September 2018 die Beauty-Produkt-Unternehmerin Hapsatou Sy an. „Ihre Eltern hätten Sie besser Corinne genannt“, sagte er.

Die junge Frau, die als Modellfranzösin aus der Banlieue gefeiert worden war, sagte dem Moderator schockiert, sie werde Anzeige erstatten. Der wimmelte sie ab, wie Ausschnitte zeigen, die nicht gesendet wurden. In seinem jüngsten Buch „Frankreich hat nicht sein letztes Wort gesagt“ schreibt Zemmour: „Warum Corinne? Weil das der Vorname für Friseurinnen oder Sekretärinnen ist.“

## **Frauenverachtung und Männlichkeitskult**

Verächtliche Sprüche gegen Frauen haben bei ihm Methode. Zemmour beklagt häufig die Feminisierung der Gesellschaft. Auch wenn er sich vor dem Wehrdienst drückte und von schwächlicher Statur ist, spielt er gern den besonders männlichen Typen. Bei einer Rüstungsmesse posierte er mit einem modernen Schnellfeuergewehr und zielte spöttisch auf Journalisten: „Jetzt vergeht euch wohl das Lachen! Haut bloß ab!“ Das Hochglanzmagazin „Paris Match“ zeigte auf der Titelseite kürzlich ein Foto von ihm mit seiner mehr als 30 Jahre jüngeren Kampagnendirektorin, wie er sie beim Bad im Meer umarmte. Das Klatschmagazin „Closer“ meldete, die 28 Jahre alte Frau erwarte ein Kind von ihm. Zemmour erstattete Anzeige, weil seine Privatsphäre verletzt worden sei.



Zemmours Kampagnenmanagerin Sarah Knafo Anfang Dezember in Villepinte :Bild: AFP

Wie kein anderer weiß er die Medien für seine Zwecke einzuspannen, aber er versteht es auch, mit dem Misstrauen gegen die Presse zu spielen. „Es ist eine Propaganda-Maschine im Dienste einer Ideologie, die Frankreich verachtet. Diese Leute spucken auf die Geschichte Frankreichs, sie spucken auf die französische Kultur, die sie verschwinden sehen wollten“, sagte er über die staatlichen Fernseh- und Radiosender. Dabei hat ihn selbst die Sendung „Face à l’Info“ im ganzen Land berühmt gemacht. Mehr als eine Million Menschen schaute täglich zu, wenn Zemmour im privaten Infosender „CNews“ die Aktualität kommentierte.

Eigentümer Vincent Bolloré, ein Milliardär aus der Bretagne mit politischem Sendungsdrang, hat den Sender nach dem Vorbild des amerikanischen „Fox News“ aufgestellt. Erst als die Medienaufsichtsbehörde CSA begann, Zemmours Wortmeldungen als Sprechzeit im Wahlkampf mitzuzählen, hörte er auf. Auch beim „Figaro“ hat Zemmour seine Tätigkeit eingestellt, um sich voll auf den Wahlkampf zu konzentrieren.

## Zweimal wegen Volksverhetzung verurteilt

Der Provokateur lasse sich an bürgerlichen Normen von Anstand und Höflichkeit nicht messen, warnt der Politikwissenschaftler Dominique Reynié. Zemmour breche bewusst mit ihnen. Deshalb sei die Empörung über Gewalt und Rassismus meistens kontraproduktiv. Zemmour ist zweimal rechtskräftig wegen Volksverhetzung verurteilt, ein drittes Verfahren ist anhängig. Zemmour scherzt darüber. Jeder Tabubruch bringt ihm mehr Aufmerksamkeit. In Marseille zeigte Zemmour einer Frau den Mittelfinger: „Aber ganz tief rein“, sagte er vor laufenden Kameras, während neben ihm seine Kampagnendirektorin lachte. Zum Jahrestag der Pariser Anschläge ließ er sich vor dem Konzerthaus Bataclan von einem Fernsehteam interviewen. „Die Staatsführung war sich der Gefahr bewusst, aber sie zog es vor, Franzosen sterben zu lassen, statt die Migranten an der Einreise nach Frankreich zu hindern“, sagte er. „Präsident François Hollande hat die kriminelle Entscheidung getroffen, die Grenzen offen zu lassen.“

Die Frage, wie es zu den Anschlägen vom 13. November 2015 kommen konnte, bewegt die Franzosen bis heute. Beinahe täglich berichtet die Presse über den Gerichtsprozess, der sich noch bis Mai 2022 hinziehen wird. Der frühere **Präsident Hollande** hat als Zeuge ausgesagt. „Wir wussten, dass Operationen vorbereitet wurden, und zwar von Leuten, die sich unter die einreisenden Flüchtlinge mischten, und von ihren Chefs in Syrien“, sagte er. „Wir wussten alles. Wir wussten nur nicht, wo, wann und wie sie zuschlagen würden.“



Beschäftigen die Öffentlichkeit beinahe täglich: Aussagen überlebender Opfer und Zeugen im Bataclan-Prozess im Palais de Justice in Paris :Bild: Imago

Zemmour offenbart die Auflösungserscheinungen der französischen Gesellschaft, die nach Jahren des islamistischen Terrors und sozialer Spannungen zermürbt ist. Ein General im Ruhestand, Bertrand de La Chesnais, wird seine Wahlkampagne leiten. Pensionierte Generäle und Offiziere hatten im April in einem Aufruf die Bedrohung durch den Islamismus und, so wörtlich, „die Horden in der Banlieue“ angeprangert. Viele von ihnen sehen in Zemmour den Retter. Das trifft auch für etliche jüdische Franzosen zu, die sich seit den Attentaten noch mehr vom grassierenden Antisemitismus bedroht fühlen.

## Zemmour stammt selbst aus einer jüdischen Familie

„Zemmour darf nicht eine jüdische Stimme bekommen“, mahnt der Präsident des Dachverbandes der jüdischen Verbände CRIF, Francis Kalifat. Der CRIF-Präsident ist empört, dass Zemmour das Nazi-Kollaborationsregime während des Zweiten Weltkrieges rehabilitieren will und behauptet, es habe französische Juden „beschützt“. Der Präsidentschaftskandidat stammt selbst aus einer jüdischen Familie. Seine Eltern haben Algerien vor der Unabhängigkeit verlassen. Zemmour kam 1958 im Pariser Vorort Montreuil zur Welt und wuchs in bescheidenen Verhältnissen auf. Geschickt instrumentalisiert er die Angst

vieler jüdischer Mitbürger vor dem Islam. Die Debatten über die Nazi-Vergangenheit sind vielen von ihnen egal. „Es wird nicht ‚Heil Hitler‘ geschrien, sondern Allahu Akbar“, sagte Zemmour.

Vergeblich hat er sich um den „Präsidentenmacher“ Jacques Chiracs und Nicolas Sarkozys für sein Wahlkampfteam bemüht. Der Wahlkampfmanager Patrick Stefanini, der zuletzt mit dem Buch „Immigration – diese Realität, die man vor uns versteckt“ auf sich aufmerksam machte, steht in Diensten von Valérie Pécresse. Die rechtsbürgerliche Präsidentschaftskandidatin tritt mit dem Anspruch an, abtrünnige Wähler zurückzuholen. Ihre Linie in der Einwanderungspolitik ist knallhart, aber sie sagt auch: „Man muss nicht extremistisch werden, um in die Offensive zu gehen.“

Mit ihrer Nominierung hat sie die Vorhersagen für die Präsidentenwahlen durcheinandergewirbelt. Wenn morgen gewählt würde, gäbe es ein Duell zwischen ihr und Amtsinhaber [Emmanuel Macron](#). Zemmour würde 13 Prozent der Stimmen erhalten. Dass eine Frau ihm in die Quere kommen könnte, will Zemmour nicht wahrhaben. „Valérie Pécresse wird alles versprechen und nichts halten“, sagte er.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/holocaust-debatte-wiederauflage-eines-erfundenen-konflikts-17682529.html?premium>

HOLOCAUST-DEBATTE:

## Wiederauflage eines erfundenen Konflikts

- VON MATHIAS BRODKORB
- -AKTUALISIERT AM 14.12.2021-15:50



Ehemaliges Krematorium hinter einem symbolischen Aschegrab auf dem Gelände der KZ-Gedenkstätte Mittelbau-Dora Bild: Picture Alliance / dpa / Swen Pförtner

Der angeblich neue Historikerstreit um die Singularität des Holocaust schreibt Fehler des alten fort. Damals wie heute wird die Debatte von politischen Interessen überlagert. Ein Gastbeitrag.

Wieder einmal tobt ein Streit über den Historikerstreit. Ausgelöst wurde die ursprüngliche Kontroverse vor 35 Jahren durch Ernst Nolte und [Jürgen Habermas](#). Während Nolte die Frage stellte, ob der Holocaust nicht als eine Angstreaktion Hitlers auf die „asiatischen Taten“ der Bolschewiki verstanden werden müsse und daher der Gulag insofern „ursprünglicher“ sei als Auschwitz, warf Habermas seinem Kontrahenten vor, er spreche den „Nazi-Verbrechen“ letztlich schon durch diese Frage den Charakter der Singularität ab. Der Kern des Streits bestand in dem von Nolte behaupteten äußeren „kausalen Nexus“ zwischen beiden Ereignissen.

Die zweite Epoche des Historikerstreits wurde in polemischem Ton im Frühjahr dieses Jahres durch Anthony Dirk Moses ausgelöst. Für ihn kommt die Singularitäts-These, zumindest in Deutschland, einer Schuldabwehr in Gestalt einer säkularen Religion gleich: „Deutsche Eliten instrumentalisieren den Holocaust, um andere historische Verbrechen auszublenden“, so zum Beispiel den Kolonialismus. Dieser müsse jedoch als Vorgeschichte und somit kulturell geronnener Bestandteil des [Holocaust](#) begriffen werden. Ein innerer „kausaler Nexus“ also.

Verstörend an dieser Debatte ist insbesondere die Tatsache, wie auch heute noch munter an den Fakten vorbei argumentiert wird. Man kann kaum bestreiten, dass Habermas diskursstrategisch überaus erfolgreich darin war, Nolte als Leugner der Singularitätsthese darzustellen. Bemerkenswert ist allerdings, dass er darin sogar so erfolgreich war, dass selbst zahlreiche Historiker bis heute diese Deutung vertreten. Allein in dieser Zeitung haben sich in den vergangenen Wochen [Dan Diner \(F.A.Z. vom 8. Juli\)](#), Omer Bartov (F.A.Z. vom 13. Oktober) und [Martin Schulze Wessel \(F.A.Z. vom 9. November\)](#) dieser Sichtweise angeschlossen. Sie verträgt sich aber nicht mit den Tatsachen.

### Vernutzung statt Auslöschung

In dem F.A.Z.-Beitrag, der 1986 den Historikerstreit auslöste, stellte Ernst Nolte selbstverständlich klar, dass der Holocaust „grauenvoller“ gewesen sei als alles, was die Bolschewiki in Sowjetrußland je getrieben hätten. Und er sagte noch mehr, nämlich dass sich „trotz aller Vergleichbarkeit die biologischen Vernichtungsaktionen des Nationalsozialismus qualitativ von der sozialen Vernichtung unterschieden, die



der Bolschewismus vornahm“. Nolte stellte die Singularität des Holocaust also keinesfalls in Frage, er war umgekehrt einer ihrer glühendsten Anhänger!

Aber nicht nur das. Nolte ist sich in Sachen Singularität mitunter bis ins Jota mit seinen damaligen und heutigen Kritikern einig. Schulze Wessel beispielsweise begründet seine Singularitätsthese damit, dass es vor Auschwitz noch nie den Versuch gegeben habe, eine Menschengruppe vollständig zu eliminieren, weil sie als Urquelle des Bösen halluziniert wurde: „Die Vernichtung der Juden hatte in der Ideologie der Täter ihren Zweck in sich selbst, sie hatte eine tendenziell globale Dimension (...).“ Auch Habermas schaltete sich jüngst im Philosophie-Magazin in diesem Sinne in die aktuelle Debatte ein, indem er die Singularität des Holocaust in Abgrenzung zum Kolonialismus wie folgt begründete: „Das spezifische Merkmal, das den Holocaust von kolonialen Genoziden unterscheidet, ist diese Wendung gegen den ‚inneren Feind‘, der getötet werden muss.“ Im Zentrum des Kolonialismus hätte hingegen die Vernutzung und nicht die Auslöschung von Menschen gestanden.

## **Ableitung aus dem, was noch hätte geschehen können**

Es klingt fast so, als hätte Habermas direkt von Nolte abgeschrieben. Denn genau dieser Hinweis auf eine in sich kreisende, selbstreferentielle und gerade dadurch territorial ausufernde Logik des nationalsozialistischen Vernichtungsantisemitismus — der Jude ist schuld, weil er Jude ist, und muss genau deshalb vom Erdboden verschwinden — findet sich auch bei ihm. Nolte begründet damit ausdrücklich, warum der Holocaust weit schlimmer gewesen sei als das Wüten der Bolschewiki. Den Versuch nämlich, dass ein angeblich „erkrankter und krankmachender Teil aus dem gesunden ‚Volks-, oder Kulturkörper‘ herausgeschnitten werden sollte“, hätte es zuvor „in der Geschichte der Menschheit noch nicht gegeben“.

Gemessen daran, erwiesen sich für ihn die Mordaktionen der Bolschewiki lediglich als ideologische Irrtümer: „Die Unternehmer können noch auf einen besseren Weg gebracht werden, indem sie Arbeiter werden, aber als rassistisch definierter Jude kann man nirgendwo ein- oder austreten, sondern ist durch seine biologische Ausstattung und eine bestimmte kulturelle Prägung todeswürdig.“ Erstaunlich ist, dass Schulze Wessel und Habermas wie Nolte letztlich die Singularität gar nicht aus den historischen Ereignissen, sondern aus dem ableiten, was hätte noch geschehen können. Eine vollständige Auslöschung der Juden mag die Absicht der Nazis gewesen sein. Gelungen ist es ihnen ja gerade nicht. Aber Nolte ging noch einen Schritt weiter. Indem die Nationalsozialisten mit der Auslöschung der Juden gerade auch auf ihre kulturellen und intellektuellen Leistungen abzielten und damit das Höchste, wozu Menschen in der Lage seien, wird ihm der Holocaust letztlich zu einem Angriff auf die gesamte Menschheit, mithin zu einem „transzendentalen Verbrechen“. Ganz ähnlich führt Dan Diner die Einzigartigkeit des Holocaust auf das „kognitive Entsetzen“ zurück, das uns im Angesicht von Auschwitz deshalb begegne, weil es gängige „anthropologische Grundannahmen über menschliches Handeln“ dementiere.

## **Ein ganz und gar erstaunlicher Fehler**

Daher ist es auch nicht verwunderlich, dass der ansonsten in rechten Kreisen so gefeierte Nolte von dort heftige Kritik einstecken musste. Der Publizist Armin Mohler beispielsweise konnte nicht fassen, was Nolte in Sachen Singularität zu Papier gebracht hatte: „Aber Nolte — das ist ja das Schlimmste — zementiert geradezu die These von der ‚Singularität‘ der deutschen Verbrechen. Er findet sogar eine neue Kategorie des Verbrechens, das transzendente Verbrechen, das nur die Deutschen begangen haben. Er ist ein Liberaler, er ist gar nicht so weit entfernt von Habermas. Nur: Die Leute lesen das nicht (...).“

Diner mischt dabei schon seit Jahrzehnten dem Diskurs über die Singularität theologisches Vokabular bei. Erst jüngst unternahm er den Versuch, gleich beide Historikerstreite auf einen „theologisch überdeterminierten“ Ursprünglichkeitsdiskurs zurückzuführen. So, wie der Ursprung von Auschwitz nach Nolte der Gulag gewesen sei, führe Moses den Holocaust auf den Kolonialismus zurück. In beiden Fällen gäbe es ein „logisches und faktisches Prius“, das sich welthistorisch als „Motiv der Erwählung“ erweise.

Allerdings missversteht Nolte, wer ihm eine theologische Deutung angedeihen lässt. Seine „Transzendentalität“ war stets im philosophisch-anthropologischen, nicht im theologischen Sinne gemeint.

Wenn Nolte 1986 daher die Frage stellte, ob der Gulag nicht „ursprünglicher“ gewesen sei als Auschwitz, unterlief ihm schlicht ein ganz und gar erstaunlicher Fehler in seiner Kausalitätstheorie.

## **Hier stimmen die einfachsten Begriffe nicht**

Es kann nicht sinnvoll bestritten werden, dass der Antibolschewismus eine tragende Säule nationalsozialistischer Ideologie und Propaganda war. Man darf darin erinnern: Nolte wurde einst insbesondere von links für genau diese These gefeiert, um die sich seine ganze Habilitationsschrift „Der Faschismus in seiner Epoche“ (1963) rankte. Ebenso wenig kann bestritten werden, dass der Bolschewismus dem Nationalsozialismus zeitlich vorausging und dass beide ideologischen Strömungen welthistorisch aufeinander bezogen und so durch die Ereignisse miteinander verbunden waren. Nur: Was folgt daraus für die Frage, wie groß die historische Schuld der Nationalsozialisten an Auschwitz war? Rein gar nichts.

Im Grunde kommen Noltés Thesen und Schlussfolgerungen an dieser Stelle nicht über Kindergartenniveau hinaus: Wer mit dem Streit angefangen hat, soll auch an seinem Verlauf schuld sein. So schlicht fällt die Nexus-These letztlich aus. Diner mag aus Gründen hermeneutischer Fairness in der Argumentation Noltés mehr theoretische Substanz entdeckt haben, als in Wahrheit in ihr steckt. In der Nexus-These aber stimmen die einfachsten Begriffe nicht. Die Tatsache, dass Stalin vor Hitler zu morden begonnen hatte und auch der Bolschewismus den Faschismus als seinen Feind betrachtete, verdient nicht den Begriff der Kausalität, sondern bloß den der äußeren begleitenden Umstände. Die Ursache für den Versuch der Auslöschung des Judentums waren die nationalsozialistische Ideologie und ihre Vollstrecker. Daran kann auch ein angeblicher „kausaler Nexus“ nichts ändern.

## **Vor allem auch ein geschichtspolitischer Streit**

Am Ende fallen Noltés Argumente vielmehr auf ihn zurück. Selbst wenn man seinen „kausalen Nexus“ als echte Kausalitätskonstruktion akzeptierte und annähme, Hitler hätte Auschwitz „nur deshalb“ (diese Formulierung fällt tatsächlich in Noltés F.A.Z.-Beitrag aus dem Jahre 1986) errichten lassen, um die „arische Rasse“ und den Westen vor den asiatischen Horden zu schützen, darf man eines nicht aus dem Blick verlieren: Hitler sah auch im Maschinenraum des Bolschewismus am Ende immer den Juden am Werke. Er war für ihn, sozial und kulturell betrachtet, keine eigenständige Gestalt, sondern ein angeblich zur Mimikry gezwungener Geselle, der gleichermaßen hinter der Maske des westlichen Kapitalisten wie des östlichen Bolschewiki sein finsternes Werk verrichtet. Hitlers Antibolschewismus ist daher am Ende auch nichts anderes als eine rotlackierte Form von Antisemitismus. Akzeptiert man diese Tatsache, bricht Noltés „kausaler Nexus“ in sich zusammen.

Nun stellt sich allerdings die Frage, warum seit Jahrzehnten so abseits der Quellen ohne Erkenntnisfortschritt über den Historikerstreit gestritten und warum in dieser Diskussion beharrlich übersehen wird, dass Nolte und seine Kritiker in Sachen Singularität in einem Boot sitzen. Es fällt schwer, dies anders als dadurch zu erklären, dass dies kein allein geschichtswissenschaftlicher, sondern vor allem auch ein geschichtspolitischer Streit war und ist, dass es nicht nur um Wahrheit, sondern auch um öffentliche Deutungsmacht und letztlich Politik geht.

## **Die Waffe von einst als Bumerang**

Im Grunde nährt schon Habermas' Replik auf Nolte aus dem Jahre 1986 diesen Verdacht. Er warf ihm und seinen Unterstützern im Kontext der von Helmut Kohl ausgerufenen „geistig-moralischen Wende“ vor, „eine revisionistische Historie in Dienst“ nehmen zu wollen „für die nationalgeschichtliche Aufmöbelung einer konventionellen Identität“. Habermas plädierte stattdessen für eine „postkonventionelle Identität“, für das Abstreifen nationaler Identitäten und eine Hinwendung zur „Kultur des Westens“. Es ging also vor 35 Jahren vor allem um eine Auseinandersetzung zwischen linken und rechten Intellektuellen um die politische Deutungsmacht. Dem Rechten Nolte wahrheitswidrig zu unterstellen, er habe die Singularität von Auschwitz bestritten, war nur die Waffe, um im Gewande der Wissenschaft einen in Wahrheit politischen Sieg zu erringen.

Auch 35 Jahre später ist es nicht viel anders. Die Interventionen von Dirk Moses laufen letztlich nicht auf eine Klärung historiographischer Grundlagenfragen, sondern darauf zu, die Besetzung Palästinas durch Israel zu einem fortgesetzten Akt des Kolonialismus zu erheben und auf diese Weise Boykottaufrufe gegen Israel — diesmal von links — politisch zu entstigmatisieren. Allerdings erweist sich die Waffe von einst als Bumerang, weil sie nicht mehr die Grenzen zwischen rechts und links, sondern innerhalb der Linken selbst markiert. Die Singularitäts-Revolution frisst ihre Kinder.

*Mathias Brodkorb war Finanzminister in Mecklenburg-Vorpommern. 2011 hat er den Sammelband „Singuläres Auschwitz? Ernst Nolte, Jürgen Habermas und 25 Jahre, Historikerstreit“ herausgegeben.*

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/eugh-richter-marek-safjan-ueber-polens-justizreform-17684204.html?premium>

# EuGH-Richter Marek Safjan über Polens Justizreform

HERAUSGEGEBEN VON GERALD BRAUNBERGER, JÜRGEN KAUBE, CARSTEN KNOP,  
BERTHOLD KOHLER



EUGH-RICHTER:

## „Polens Gesellschaft muss entscheiden, in welchem Staat sie leben will“

- VON MARLENE GRUNERT, LUXEMBURG
- -AKTUALISIERT AM 15.12.2021-14:12

Marek Safjan war einst in der Solidarność und Präsident des polnischen Verfassungsgerichts. Heute ist er EuGH-Richter. Ein Gespräch über Wege aus der Krise und das Verhältnis zu Karlsruhe.

Herr Safjan, Sie haben sich von 1981 an in der Solidarność für eine Reform des polnischen Rechtssystems engagiert und waren von 1998 bis 2002 Präsident des polnischen Verfassungsgerichts. Seit 2009 sind Sie Richter am Europäischen Gerichtshof (EuGH). Mit welchem Gefühl beenden Sie bald Ihre Karriere?

Mit gemischten Gefühlen. Einerseits bin ich stolz darauf, dass der EuGH die europäischen Werte eindeutig und entschlossen verteidigt. Der Gerichtshof tritt viel entschiedener für den Rechtsstaat ein, als man es sich vor einigen Jahren hätte vorstellen können. Andererseits bin ich nicht sehr optimistisch, wenn es um die Wirkung der Urteile geht. Es ist gut, dass der EuGH einige deutliche Botschaften gesendet hat – aber was sind die Resultate? Ich weiß selbst nicht, wie es weitergehen wird, aber ich hoffe immer noch, dass sich die Situation in Polen zum Besseren wenden wird. Ich habe Vertrauen in die polnische Gesellschaft, die sich der EU zu überwiegenen Teilen sehr zugehörig fühlt. Es gibt dort viel enthusiastischere Europäer als andernorts.

Sie haben einmal geäußert, dass ein Jurist, der seinen Beruf ernst nehme, ein „anständiger“ Mensch sein müsse. Was meinen Sie damit?

Ich habe das bei einer Veranstaltung mit polnischen Studenten der Rechtswissenschaft gesagt. Ich wollte denen, die das öffentliche Leben gestalten möchten, mit auf den Weg geben, dass sie ein Gespür für Verantwortung brauchen.

Was heißt das in der Sphäre des Rechts?

Man kommt als Jurist nie umhin, bestimmte Prinzipien aktiv zu verteidigen, dazu gehört der Rechtsstaat. Alle jungen Juristen müssen die Veränderungen, die sich in Polen vollziehen, deshalb sehr aufmerksam im Blick haben. Sie sind in diesem Sinne mitverantwortlich.

Wie meinen Sie das?

Vor allem junge Juristen sind in einer extrem schwierigen Lage. Sie stehen unter dem Druck, sich in das neue System zu integrieren, das die demokratischen Werte immer weiter vernachlässigt. Ich glaube, dass sie sich in dieser Situation ihr Berufsethos vergegenwärtigen müssen. Dazu gehört ein gewisser Wertekanon, der unwiderruflich ist. Und dazu gehört die Erkenntnis, dass jeder von uns Spielräume hat. Man kann sich für eine konformistische Karriere entscheiden, aber man darf nie vergessen, dass solche Entscheidungen uns für immer prägen. Ich habe mein Berufsleben im Kommunismus begonnen und weiß aus dieser Zeit: Man hat eine Wahl, auch wenn sie schmerzhaft sein mag. Und selbst unter diesem Regime gab es Raum für Ideen von Freiheit, etwa an der Uni.



Der EuGH in Luxemburg : Bild: Marcus Kaufhold

Sie haben wiederholt gesagt, Rechtsauslegung sei untrennbar mit Werten verbunden. Es gibt Menschen, die fürchten, dass man das Recht damit überfrachtet, auch Kritiker der polnischen Justizreform. Ist der Konflikt zwischen Warschau und der EU ein juristischer oder ein politischer?

Über diese Frage denke ich permanent nach. Natürlich streift das Recht die politische Sphäre, das Recht wird nun einmal von Politikern gemacht. Im Verfassungsrecht ist die Grenze besonders schwer zu ziehen. Die Herangehensweise unterscheidet sich allerdings, je nachdem ob man Recht spricht oder Politik macht. Die juristische Methodik sorgt für objektive Logik und verhindert Willkürurteile. Wenn es um den polnischen Rechtsstaat geht, hört die Rechtsprechung des EuGH dort auf, wo es auf das Feld der Politik geht. Das hat er in jedem seiner Urteile unterstrichen.

[Angela Merkel](#) hat kürzlich gesagt, eine Kaskade von Urteilen sei noch keine Lösung des Konflikts. Sind politische Instrumente aussichtsreicher?

Das polnische Urteil zum Vorrang nationalen Verfassungsrechts steht in direktem Widerspruch zu Europarecht. Diese Konfrontation ist bisher einmalig und mit keinem Urteil anderer nationaler Gerichte zu vergleichen. Da wird es mit der Kooperation schwierig. Wenn man den Vorrang des Europarechts infrage stellt, ist es mit der Union vorbei. Ich kann durchaus damit leben, dass in bestimmten Ausnahmefällen die nationale Verfassungsidentität vorgeht, aber nur, soweit sie im Einklang mit den Verfassungswerten der Union steht. Im Übrigen entspricht die EU-Mitgliedschaft ja dem verfassungsrechtlichen Willen Polens. Und als Mitglied müssen wir die Regeln der EU akzeptieren. Wenn wir gegen Europarecht revoltieren wollen, gibt es andere Möglichkeiten.

Welche?

Wir könnten unsere Verfassung ändern und wir könnten die EU verlassen. Wir könnten aber auch den Versuch unternehmen, das Unionsrecht zu ändern.

Polen beruft sich darauf, dass die EU nicht für die innerstaatliche Justizorganisation zuständig sei. Harmonisiert ist dieser Bereich tatsächlich nicht. 2018 machte der EuGH anlässlich einer Vorlage aus Portugal dann unerwartet grundsätzliche Ausführungen hierzu und etablierte einen Prüfungsmaßstab. Manche Stimmen meinen, dabei habe es sich – mit Blick auf Polen – um ein strategisches Urteil gehandelt.

Sie beziehen sich auf den Ausspruch des Gerichtshofs, dass die vertragliche Verpflichtung der Mitgliedstaaten zur Schaffung der erforderlichen Rechtsbehelfe für einen wirksamen Rechtsschutz in den vom Unionsrecht erfassten Bereichen notwendigerweise den Schutz der Unabhängigkeit der Richter beinhaltet. Das ist für mich eine Selbstverständlichkeit, keine Strategie. Gleiches gilt auch für die Klarstellung, dass das Recht zur autonomen Gestaltung der nationalen Justizordnung nur im Rahmen der gemeinsamen rechtsstaatlichen Werte ausgeübt werden darf.

Kann man das Karlsruher Urteil zur [Europäischen Zentralbank](#) (EZB) mit Warschaus Urteil zum Vorrang nationalen Rechts vergleichen?

In gewisser Hinsicht gibt es Ähnlichkeiten, weil auch das EZB-Urteil eine Auflehnung bedeutete. Aber die Zweifel des Bundesverfassungsgerichts bezogen sich sehr präzise und punktuell auf die Verhältnismäßigkeitsprüfung des EuGH. Ich bedaure das Karlsruher Urteil dennoch zutiefst und bin mit der Argumentation nicht einverstanden. Außerdem war die negative Vorbildwirkung enorm.

Die allerdings kaum beabsichtigt gewesen sein dürfte.

Nein, aber man hätte sie vorhersehen können. Bestimmte Kreise in Polen haben das Urteil mit großer Befriedigung zur Kenntnis genommen, als ein gutes Beispiel nationaler Souveränität. Das war eine Instrumentalisierung, aber sie war absehbar.

Sollte ein Gericht darauf Rücksicht nehmen, wie ein Urteil instrumentalisiert werden könnte?

Das auszublenden käme mir in der aktuellen Lage jedenfalls zu optimistisch vor. Es ist auch nichts Neues, dass Verfassungsrechtsprechung von politischem Denken beeinflusst und von der Politik instrumentalisiert wird. Dass Polen von dieser Gelegenheit profitieren könnte, war ein bekanntes Risiko. Trotz allem bleiben die Unterschiede zum polnischen Urteil enorm, Karlsruhe hat seine Europarechtsfreundlichkeit auch immer wieder hervorgehoben, etwa im Urteil von 2019 zum Recht auf Vergessen.

Damals hat das Verfassungsgericht entschieden, dass sich Bürger unter bestimmten Voraussetzungen auch in Karlsruhe auf europäische Grundrechte berufen können.

Das war wichtig. Auch das Anleihekaufprogramm der EZB hat das Bundesverfassungsgericht ja schließlich für rechtmäßig befunden. Es bleibt also nichts Beunruhigendes übrig. Aber vielleicht hätten sich die deutschen Verfassungsrichter im EZB-Urteil angesichts ihres Einflusses etwas bedächtiger äußern können. Die EU befindet sich schließlich an einem ganz entscheidenden Punkt. Und wenn Staaten wie Polen und

Ungarn das Europarecht infrage stellen, ist das kein alleiniges Problem dieser Staaten, sondern ein Problem der ganzen Union. Wenn wir das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit nicht garantieren können, ist dies das Ende der EU. Denn sie ist eine Union des Rechts.

Hätten Sie die Entwicklungen in Polen für möglich gehalten?

Nein, und sie machen mich sehr traurig. Ich habe mich seit den Studentenprotesten von 1968 für das polnische Rechtssystem eingesetzt und gehöre zu den Juristen, die es ab den Achtzigerjahren neu aufgebaut haben, noch vor dem Ende des Kommunismus. Das war ein freudvoller Kampf, denn er war mit dem Streben nach einem demokratischen und liberalen Rechtsstaat verknüpft. 1989 war ich zu hundert Prozent davon überzeugt, dass der Kampf gewonnen ist. Und jetzt, am Ende meiner Karriere, ist der Abschied vom liberalen Staat das Ende der Geschichte? Wir lernen gerade auf schmerzhaft Weise, dass auch jedes noch so elementare Prinzip nicht sicher ist. Es gibt keine Garantie. Nun muss die polnische Gesellschaft entscheiden, in welchem Staat sie leben will.

STANDPUNKT:

# Die EZB setzt ihre Glaubwürdigkeit aufs Spiel

- VON CHRISTIAN CONRAD, ZENO ENDERS UND GERNOT MÜLLER
- -AKTUALISIERT AM 15.12.2021-12:03



Die Europäische Zentralbank hält an ihrem expansiven Kurs fest – trotz Rekordinflation. Warum? Ein Gastbeitrag.

In den vergangenen Monaten ist die Inflationsrate im Euroraum stark gestiegen und hat im November mit 4,9 Prozent den höchsten Wert seit Einführung des Euros erreicht. Glaubt man offiziellen Beteuerungen, so wird die **Europäische Zentralbank** (EZB) ihren geldpolitischen Kurs aber keineswegs anpassen. EZB-Präsidentin Lagarde und andere Mitglieder des EZB-Rats versichern bisher regelmäßig, dass die EZB auch in Zukunft ihre expansive Geldpolitik fortsetzen will. Zwar schließt sie nicht aus, die Anleihekäufe zurückzufahren, die Zinsen sollen während des gesamten nächsten Jahres aber nicht angehoben werden.

Warum aber legt sich die EZB trotz **Rekordinflation** auf einen weiterhin expansiven Kurs fest? In ihrer Rechtfertigung verweist sie darauf, dass der Anstieg der Inflation vermutlich nur vorübergehend sei, weil die zugrunde liegenden Treiber der Inflation, wie Lieferkettenprobleme, nur kurzfristiger Natur seien. Diese Argumentation ist im Einklang mit den Inflationsvorhersagen der EZB: Laut offizieller Prognose vom September soll die Inflation im vierten Quartal zwar 3,1 Prozent betragen, aber schon im zweiten Quartal 2022 wieder unter 2 Prozent fallen, und zwar ganz ohne eine Änderung des geldpolitischen Kurses.

## Die EZB hat die Inflation früher überschätzt

Doch wie glaubwürdig sind die Inflationsprognosen, auf die sich die Argumentation der EZB stützt? Zur Klärung dieser Frage lohnt sich ein Blick auf die vergangene Entwicklung der Inflation und die jeweiligen Prognosen. Wie sich zeigt, legen die EZB-Prognosen fast immer nahe, dass das Inflationsziel innerhalb von zwei Jahren erreicht wird. Im Rückblick zeigt sich aber, dass diese Einschätzung regelmäßig zu optimistisch war. So hat die EZB die längerfristige Inflation bis zur Finanzkrise in den Jahren 2007 und 2008 in der Regel unterschätzt und seit 2013 tendenziell überschätzt.

Damit soll nicht gesagt sein, dass die Inflationsprognosen der EZB besonders schlecht sind. Andere Prognosen sind ähnlich ungenau. Die Prognose der Inflation, wie überhaupt der wirtschaftlichen Entwicklung, ist notorisch schwierig. Was aber angesichts der Prognoseleistung in der Vergangenheit überrascht, ist die Vehemenz, mit der die EZB eine Anpassung des geldpolitischen Kurses ablehnt, und zwar nicht zuletzt mit Verweis auf die aktuelle Inflationsprognose.

Hinzu kommt, dass die EZB ihre Prognosen gegenwärtig in einem Umfeld größter Unsicherheiten erstellt. Tatsächlich verzichtet die EZB seit Juni 2020 wegen der erhöhten Unsicherheit selbst darauf, die Unsicherheit ihrer Jahresprognosen zu quantifizieren, und erstellt stattdessen lediglich alternative Szenarien dafür, wie sich die Inflation bei unterschiedlichen Verläufen der Pandemie entwickeln wird.



## **Maßnahmen wirken nur mit Verzögerung**

Es ist unumstritten, dass geldpolitische Maßnahmen nur zeitverzögert auf die Inflation wirken. Schätzungen legen eine Verzögerung zwischen einem halben Jahr und zwei Jahren nahe. Eine sofortige Änderung des geldpolitischen Kurses würde sich demnach frühestens auf die Inflationsrate im Sommer 2022 auswirken. Gerade den langfristigen Prognosen der Inflationsrate kommt daher eine zentrale Bedeutung für die Gestaltung der Geldpolitik zu. Geht man – wie aktuell die EZB – davon aus, dass die Inflation auch ohne geldpolitische Maßnahmen zurückgeht, wäre eine Änderung des Kurses heute sogar kontraproduktiv. Dass aber auch für die nächste Zeit eine Änderung des expansiven geldpolitischen Kurses praktisch ausgeschlossen wird, erscheint uns im Hinblick auf die gegenwärtigen Unsicherheiten und die geringe Präzision langfristiger Inflationsprognosen problematisch. Insbesondere besteht die Gefahr, dass die Inflation anhaltender wird, entgegen den Annahmen der EZB, aber im Einklang mit früheren Erfahrungen.

In unseren Augen wäre es daher angemessen, Bereitschaft zu signalisieren, den geldpolitischen Kurs grundsätzlich zu ändern, sollte sich die Inflationsentwicklung in den nächsten Monaten nicht deutlich abschwächen. Man kann nur über die Motive der EZB spekulieren, anders zu verfahren: Es ist denkbar, dass die Versicherung der EZB, die Inflation sei befristet, dazu dient, die Inflationserwartungen zu dämpfen. Denn moderate Inflationserwartungen sind für eine funktionierende Geldpolitik hilfreich. Sollten sich die Versicherungen der EZB aber nicht bewahrheiten, könnten sie genau das Gegenteil bewirken. Letztlich setzt die EZB somit ihre Glaubwürdigkeit aufs Spiel.

*Christian Conrad ist Professor für Empirische Wirtschaftsforschung an der Universität Heidelberg.*

*Zeno Enders ist Professor für Wirtschaftspolitik an der Universität Heidelberg.*

*Gernot Müller ist Professor für Geld und Währung an der Universität Tübingen.*

[https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/unternehmen/log4j-entwickler-man-muss-aufpassen-nicht-durchzudrehen-17685794.html?printPagedArticle=true#pageIndex\\_5](https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/unternehmen/log4j-entwickler-man-muss-aufpassen-nicht-durchzudrehen-17685794.html?printPagedArticle=true#pageIndex_5)

LOG4J-ENTWICKLER CHRISTIAN GROBMEIER:

## „Man muss aufpassen, nicht durchzudrehen“

- VON STEPHAN FINSTERBUSCH UND THIEMO HEEG
- -AKTUALISIERT AM 16.12.2021-08:08



Dass ein Hacker mit einer Schadsoftware die Sicherheitsschranke eines Systems überwunden hat, wird oft viel zu spät erkannt. Bild: Reuters

Manche sehen schon das Internet in Flammen: Die angreifbare Java-Bibliothek Log4j versetzt die IT-Welt gerade in höchste Aufregung. An der Software hat der deutsche Entwickler Christian Grobmeier mitgearbeitet. Wie fühlt er sich gerade so?

Herr Grobmeier, Sie sind Programmierer, was ist eigentlich das Faszinierende an Ihrem Beruf?

Eigentlich wollte ich Rockstar werden. Dann habe ich mir die Haare wachsen lassen, und wir sind auf Tour gegangen. Ich habe festgestellt: Auf dem Boden schlafen und schlechtes Essen essen, das ist nichts für mich. Ich dachte dann: Was braucht meine Band eigentlich wirklich, und ich bin darauf gekommen: Es muss eine Webseite her.

Was haben Sie denn gespielt?

Schlagzeug! Es war auch richtig laut und richtig schön, aber irgendwann habe ich festgestellt, dass das Webseiten-Programmieren mehr Spaß macht als ständig durch die Gegend zu touren. Und so ist das hängengeblieben.

Aber Sie mussten schon ein bisschen was lernen, die Materie ist ja nicht so trivial.

Ich habe als Kind schon auf dem C64 programmiert, ich wollte immer Computerspiele machen. Später kam das Internet, da konnte ich mit Leuten reden in der Ferne, das war faszinierend. Das hat mich so begeistert, ich habe dann die erste Webseite gebaut.

Sie haben sich das alles selbst beigebracht?

Ja. Für das, was ich mache, bringt ein Informatikstudium eigentlich gar nichts. Man muss Spaß haben beim Coden, und wenn man die richtige Nische findet, lernt man das einfach.

Sie haben also keine direkte Programmierausbildung?

Ich bin eigentlich Zahntechniker. Wie gesagt, ich wollte Rockstar werden und habe mir irgendeinen Beruf genommen, der verfügbar war, das war halt der Zahltechnikerberuf. Habe allerdings eine Rot-Grün-Schwäche, deshalb war mein Chef immer recht unzufrieden mit mir, wenn ich die Kronen machen musste.

Ich bin dann erstmal zu Siemens und Infineon, und hab mir das in dieser Zeit beigebracht. Mit Java zum Beispiel habe ich 2001 angefangen.

Und irgendwann gründeten Sie Ihr eigenes Unternehmen.

Ich bin selbstständig seit 2011, und seit 2017 hat es die Form einer GmbH.

Wer sind denn Ihre Kunden?

Mein Topkunde ist die Opendi AG, die führend Software für Branchenbücher herstellt. Mein anderer, sehr wichtiger Kunde, ist ein großes Beratungsunternehmen in Frankfurt, für die mache ich viele Trainings.

Und seit wann arbeiten Sie für Apache?

Seit 2007. Ich habe schon immer Open Source gemacht, aber vorher nie in einer Organisation. Die Mentalität hat mich schon immer interessiert, und bei Apache habe ich mich dann auch zuhause gefühlt.

Wie ist denn diese Mentalität?

Es gibt Gruppen, da reicht das Ego bis zum Mond. Da wird auch immer gestritten, das ist unerträglich für mich. Dann gibt es Gruppen, wo ich mich wiederfinde, das gerne mache, und viel von den Kollegen lerne. Im Apache -Umfeld, da lernt man von den Besten.

Aber Sie machen das alles unentgeltlich – was bewegt einen dazu?

Da gibt's verschiedene Gründe. Zum einen: Ich habe da eine Idee, aber alleine kann man das nicht coden, und dann fangen fünf Leute an, und man macht mit. Das andere: Man glaubt an die Idee. Das ist zum Beispiel passiert bei Google Wave. Da war ich Mentor. In meinem persönlichen Fall dachte ich mir, ich sollte mich fortbilden und mit Leuten zusammentun, die viel besser sind als ich.

Und das hat sich gelohnt?

Ich musste in meiner Ausbildung sehr viel durch die Wüste gehen, es war ja noch die Anfangszeit der Entwicklersache, das Internet war neu. Meine Oma hat damals gesagt: ‚Christian, mach doch das mit den Computern nicht. Ich kenne so viele, die verhungern da jetzt.‘ Damals war alles echt schwer, man musste schon gucken, wie werde ich besser. Da ist auch eine Existenzangst dabei gewesen.

Jetzt sind Sie mittendrin – welchen Teil Ihrer Zeit nutzen Sie für die Arbeit an Open Source?

Es kommt darauf an. Ich habe damals Log4PHP, ein Schwesterprodukt von Log4j, komplett überarbeitet, fast alleine gemacht. Da bin ich Vollzeit dran gesessen, über ein paar Monate hinweg. Manchmal – so wie jetzt, ich habe gerade ein Haus renoviert – da hatte ich nicht so viel Zeit. Da beschränkt sich das auf ein paar E-Mails. Auch jetzt, in dieser Log4j-Zeit, habe ich das zwar verfolgt, aber selbst nicht so viel beigetragen. Letztlich sind das Interesse und der Fancyness-Faktor elementar, um die Arbeit zu machen.

Was war denn insgesamt Ihr Log4j-Beitrag?

Ich habe mit Log4PHP angefangen. Log4j, das Hauptprojekt, hatte damals Schwierigkeiten, es gab Probleme auf sozialer Ebene, sozusagen. Ich wurde dann irgendwann Vice President des Logging-Bereichs. Das hat dann Ralph Goers animiert, mit seinem neuen Log4j rauszukommen. Ich habe bei Log4j 1 noch die letzten Releases gemacht und ein paar kleinere Bugs gefixt. Und danach nur noch ein bisschen was bei Log4j 2 gemacht.

Diese neue Version, Log4j 2, die heute noch aktiv ist, wann ist die rausgekommen?

Das war circa 2012, die erste Alpha-Version. Acht Tage nach meinem Geburtstag, das war ein tolles Geburtstagsgeschenk. Ralph hat die Löwenarbeit geschrieben, der hat mehr Erfahrung als ich in diesem Bereich. Dass ich dabei war, weiß heute eigentlich kaum mehr jemand, außer Ralph und der alten Garde. Meine Beiträge sind nur in der Mailing-Liste ersichtlich. Da kann man das alles nachlesen. Aber trotzdem bin ich schon stolz drauf. Das ist auch ein bisschen mein Baby, obwohl Ralph den ganzen Code geschrieben hat. Ich hatte 13 Commits, also Beiträge, insgesamt um die 650 Zeilen, das geht ja noch.

Wieviele Zeilen hat das Programm denn insgesamt?

Es sind 160 000 Zeilen Code im Core, dem Kernprodukt. Davon sind 80.000 Zeilen Kommentare, also wie man es verwendet, und 80.000 Zeilen echter Code. Ich habe zum Beispiel eine Arbeitszeiterfassung im Internet geschrieben, die hat insgesamt so 70 000 Zeilen. Meine komplette Anwendung ist also kleiner als diese vermeintlich kleine Logging-Anwendung.

Wann haben Sie das erste Mal von der aktuellen Sicherheitslücke gehört?

Als echte Bedrohung habe ich es am vergangenen Freitag wahrgenommen. Es war bei uns schon früher bekannt, so eine Woche vorher. Ich hätte es sehen können, das geht bei uns auf der privaten Mailingliste rum. Ich habe es auch gesehen, dachte aber, das ist so eine übliche Sicherheitslücke. Normalerweise ist das kein großes Ding. Es gibt Tausende von Sicherheitslücken. Ich war auch total beschäftigt mit Cryptocurrencies - das ist auch was, was ich mache. Am Freitag habe ich es dann gelesen und dachte: Oh shit, hätte ich mal meine E-Mails früher gelesen. Wir kriegen Hunderte E-Mails manchmal. Aber in dem Fall war ich ein bisschen spät.

Aber da war Ihnen dann die Tragweite klar?

In dem Zeitpunkt, wo ich „JNDI“ lese und „Remote Code Execution“...

...also die mögliche Ausführung von Angreifer-Code aus dem Internet auf Computersystemen...

... dann brennt die Hütte, dann ist es ziemlich klar. Ich kenne ähnliche Probleme mit OGNL aus der Struts-Welt: Das sind Systeme, die irgendwelche Ausdrücke, die man hinschickt, interpretieren, parsen, und dann kann man irgendwas damit machen. Im allgemeinen ist das eine sehr nette Idee, aber insgesamt ist es immer eine wandelnde Sicherheitslücke.

Aber so etwas, wie jetzt geschehen, hätten Sie sich nicht vorstellen können?

Ehrlich gesagt nein. Aber hinterher ist man immer schlauer. Es ist wie mit der derzeitigen Corona-Situation: Jeder ist plötzlich Virologe. Darauf will ich jetzt nicht herumreiten, aber wir haben eigentlich Experten, in diesem Fall das Log4j-Team. Die wissen ja, was sie tun. Es gibt diverse Sicherheitsprobleme, die sind bekannt, da weiß man, wie man mit ihnen umgeht. Dann passiert so ein Ding, und die ganze Welt ist dann so drauf: Hey, wie konntet ihr das übersehen? Aber wenn man nicht weiß, dass es existiert, schaut man vielleicht gar nicht hin.

Also: Es gibt keinen, den man schuldig sprechen kann?

Nein, und ich kenne ja die Entwickler. Gary Gregory zum Beispiel, das ist einer der Topentwickler auf der Welt, der macht saumäßig viel bei Apache, der hat Bücher geschrieben. Remko Popma hat's geschafft, dass wir die schnellste Logging-Bibliothek sind, die man sich vorstellen kann, wir können Hunderttausende Messages pro Sekunde schreiben. Und Ralph Goers, der alles im Kopf hat, wie das funktioniert, ein Experte im Logging seit den Anfängen der Log4j-Tage, kennt dieses Metier.

Und wenn die etwas nicht sehen ...

...dann weiß ich nicht, wer das sehen könnte.

Kommen wir noch einmal auf den besagten Freitag zurück. Sie sprachen davon, sofort gehandelt zu haben. Was genau haben sie in der Kürze der Zeit gemacht?

Man kann so ein Problem auf zwei Wegen lösen: Erstens, man macht einen Patch und schaltet das darunterliegende System aus...

Also das, was jetzt passiert ist.

Genau. Oder aber man kann sofort eine Konfiguration setzen. Das ist, was ich am Freitag gemacht habe.

Warum schlugen Sie diesen Weg ein?

Weil meine Systeme relativ aktuell sind. Da kann ich dann sagen: Bitte das und das ausschalten. Das ist eine Sache von zehn Minuten.

Und dann ist gut?

Das sollte es fürs Erste sein. Schwieriger wird's, wenn man bestimmte Systeme hat, wie etwa die von diversen Banken, die auf sehr alten Java-Maschinen laufen und sehr alte Abhängigkeiten haben.

Warum?

Tja, die haben Angst, upzugraden, um ihre uralten Systeme nicht zu gefährden.

Wirklich?

Ja. Ich kenne mindestens eine Bank, deren Systeme so alt sind, dass der jüngste Patch gar nicht funktioniert hat. Dadurch können sie im Notfall ihre Systeme nicht ausschalten – und das kann katastrophale Folgen haben. Daher sollten die Banken nicht Angst haben upzugraden, sie müssten vielmehr Angst haben, nicht upzugraden. Denn dadurch sind sie wirklich angreifbar.

Was können die machen?

Die durchsuchen nun alles. Da sitzen Leute, die suchen, wo diese Abhängigkeiten überhaupt bestehen. Und wo immer Log4j drin ist, lassen sie die Alarmglocken schellen und machen dann irgendwas.

Und man kann das nicht quasi händisch machen?

Bei einem System mag das schon mal gehen. Aber wenn man wie in einer Bank 20 bis 30 Systeme hat, dann geht das nicht mehr so einfach.

Wie waren die ersten Reaktionen?

Absolute Katastrophe. Einer hat mich angerufen und gesagt: ‚Das kriegen wir doch nie gefixt. Das ist das Ende von Java‘.

Das klingt nicht gut.

Das aber ist die Mentalität in vielen Konzernen: Die spielen sich nicht neue Software auf, weil sie Angst haben, dass da Fehler drin sind.

Verständlich.

Ja, aber jede Software hat Fehler. Daher muss man sie stets auf dem neuesten Stand halten, um das Risiko zu minimieren. Nur, wenn man keine Upgrades mehr machen kann, weil die Software so alt ist, dann hat man so richtig ein Problem.

Weil ein Upgrade nicht gerade wenig Geld kostet.

Ja, klar. Man muss es aufspielen, testen, ausprobieren. Aber wenn ich sehe, für was da so alles so Geld ausgegeben wird: Für fancy Buttons oder schöne Logos, anstatt die Datenbanken erstmal ordentlich abzusichern.

Aber wenn man sieht, was jetzt passiert ist ...

Ja, Apple, Twitter – alles ist betroffen. Und dann schaue ich in die Liste der „Schuldigen“ und sehe dann neben Gary und Ralph auch meinen Namen – dann macht man sich so seine Gedanken und man muss aufpassen, nicht durchzudrehen.

Und wie halten Sie da durch?

Ich spiele japanische Bambusflöte, und ich meditiere. Das mache ich jetzt schon seit zwölf Jahren, seit ich mal eines Sonntag Nachts aufgewacht bin und nach einem anstrengenden Tag eine Stimme gehört habe, die gar nicht da war.

Sie haben Apple und Twitter erwähnt. Warum greifen Konzerne mit Milliardenprofiten auf Gratis-Open-Source-Programme zurück?

Die haben auch Entwickler, die sie durchaus bezahlen, die Open Source machen.

Und im Fall von Logging?

In diesem speziellen Fall ist es doch so, dass sich bislang kein Schwein dafür interessiert hat. Jeder denkt, es geht irgendwie automatisch, und es gibt da so ein paar Typen, die das schon machen.

Stimmt ja.

Ja, stimmt. Und das funktioniert ja auch ganz gut. Nur: Diese Lücke ist die absolute Ausnahme. Aber es gab schon einige krasse Lücken: beim Struts-Framework, das läuft, glaube ich, bei Apple Developer.

Softwarelücken wird es wohl immer geben. Was ist zu tun?

Die Konzerne müssen jetzt wach werden, in Sicherheitsleute investieren. Leute, die das alles überwachen und die die Upgrades machen. Die müssen einfach das Risiko minimieren, die Abhängigkeiten reduzieren.

Und wie?

Es darf nicht sein, dass da noch uralte Versionen im Markt sind, die sich gar nicht mehr upgraden lassen. Wenn Java 17 da ist, darf man nicht mehr mit Java 7 arbeiten. Warum nicht? Ganz einfach: Weil sich die Hacker auch weiterentwickeln, und zwar rasant. Die nehmen das Neueste und das Beste. Und wenn die auf alte Systeme treffen, dann sind sie halt drin. Und alle sagen: Wir haben schlecht gearbeitet.

Also die Kritik trifft Sie schon?

Persönliche Angriffe prallen mittlerweile an mir ab. Aber jetzt kommen die, die sagen: „Frameworks sind schlecht, Java ist böse“. Du meine Güte! Was soll denn diese Pauschalität? Das ist ein wenig wie bei Corona: Die Impfung haut einen Geimpften um, hilft aber Millionen anderen. Da kann man doch nicht sagen, die Impfung ist schlecht oder böse. Oder? Und die Leute wissen auch gar nicht, wie ein Entwickler arbeitet. Die sehen nur: „Ah, der ist Programmierer, der verdient einen Haufen Geld.“ Aber was da alles dranhängt, sieht kaum einer.

Nämlich?

Nun, man wird da schon manchmal durch den Fleischwolf gedreht. Innerhalb kürzester Zeit muss man viele Bibliotheken lernen und zusammenbauen, um überhaupt zum Ziel zu kommen. Man muss bei den Programmiersprachen auf dem Laufenden sein, bei den Umgebungen, bei den Anwendungen genauso wie bei den Grundlagen. Man wird halt dafür bezahlt, schnelle und sichere Ergebnisse zu bringen.

Das geht allen so.

Aber mancher in der Branche arbeitet am Anschlag und ganze Nächte hindurch.

Aber die Arbeit macht Ihnen schon noch Freude?

Ja, klar. Sonst macht man sowas nicht. Mal ganz ernsthaft: Da gibt es so viele coole Sachen - Cryptocurrencies, wir bauen selbstfahrende Autos, das ist schon geil. Dafür arbeitet man auch schon mal eine Nacht durch.

Aber jetzt steckt die Branche erstmal in einer Kernschmelze?

Es wird schon einige Vorfälle geben, die weh tun: vielleicht wird es die X-Box treffen, vielleicht eine Bank, vielleicht den Mars-Rover, der ja auch mit Log4j läuft. Da wird man schon ein paar Federn lassen. Aber wir haben Back-ups, wir haben auch valide Sicherheitssysteme. Es ist eine Menge Arbeit, aber es wird weitergehen.

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/interview-mit-niall-ferguson-ueber-die-neue-universitaet-von-austin-17683159.html?premium>

INTERVIEW NIALL FERGUSON:

## „Die Redefreiheit ist von links wie von rechts bedroht“

- VON THOMAS THIEL
- -AKTUALISIERT AM 15.12.2021-10:20



Eine gute akademische Gemeinschaft muss für ihn keine Gruppenidentität bilden: Niall Ferguson im Oxforder Magdalen College, an dem er studiert hat Bild: ddp

Die neue Universität von Austin will die akademische Freiheit retten. Ein Gespräch mit ihrem Mitbegründer Niall Ferguson über Überwachung, Rassismus und Redeverbote.

Gemeinsam mit anderen bekannten Wissenschaftlern, Intellektuellen und Unternehmern haben Sie die neue Universität von Austin gegründet, die eine Festung der Redefreiheit in einem von Intoleranz geprägten Universitätsklima sein soll. Warum in Austin? Texas gilt nicht gerade als besonders liberaler Staat.

Nun, es hätte wenig Sinn, eine weitere Universität in Boston oder San Francisco zu gründen. Austin hat eine große Ausstrahlung auf die Hightech-Elite, die Kalifornien aus steuerlichen Gründen verlässt. Wir haben hier gute Chancen, die nötigen Investoren für eine neue Privatuniversität zu finden. Insofern ist natürlich auch die Steuerpolitik von Texas für uns relevant. Die Gründe für die Entscheidung sind also wenig mysteriös.

Das Gründungskapital stammt von Joe Lonsdale, einem der Mitgründer der neuen Universität. Lonsdale ist auch Mitgründer und Investor von Palantir Technologies, einer Firma, die von Datenschützern zu den Schlüsselunternehmen der amerikanischen Überwachungsindustrie gezählt wird. Wird die Einschränkung von Freiheitsrechten durch die Überwachungsindustrie ein Thema an der Universität von Austin sein?

Alles kann Gegenstand akademischer Untersuchung sein. Dazu zählt die Frage, ob die Kritik an Palantir berechtigt ist, genauso wie die Einschränkung individueller Rechte durch staatliche und private Akteure. Die Aushöhlung der Privatsphäre durch große Technologieunternehmen ist ein wichtiges Thema, das unbedingt diskutiert werden sollte. Man sollte aber nicht denken, dass das nur ein einziges Unternehmen betrifft. Unser Startkapital stammt tatsächlich von Joe Lonsdale. Wir haben inzwischen aber Hunderte von Geldgebern. Wir sind schon lange nicht mehr von einer Person abhängig.

Kritiker in Deutschland haben eingewendet, Texas sei auch das Land, in dem die kritische Rassentheorie nicht an Schulen gelehrt werden dürfe. Halten Sie das für richtig?



Die Redefreiheit ist sowohl von links wie von rechts bedroht. Das bestärkt uns in dem Versuch, eine streng unparteiliche Hochschule aufzubauen, die der akademischen Freiheit gewidmet ist. Um die Frage zu beantworten: Wir sind gegen dieses Gesetz, aber als Universität sind wir nicht davon betroffen.

Zählt die kritische Rassentheorie zu den Strömungen, die die Redefreiheit an den Universitäten bedrohen?

Zunächst einmal möchte ich **Studenten** ermutigen, die Werke ihrer Schlüsselautoren zu lesen. Mich besorgt weniger der Inhalt von Theorien als die intoleranten Methoden, mit denen Debatten unterdrückt werden. Der Punkt ist: Kritische Rassentheorie sollte mit kritischem Denken zusammengehen. Das bedeutet, dass Studenten gelehrt werden sollte, wie und nicht was gedacht werden soll.

Verhindert die Annahme, dass der Wahrheitsgehalt einer Aussage primär von der Position des Sprechers abhängt, eine offene Debatte?

Ich denke, dass das, was führende Theoretiker der kritischen Rassentheorie wie Ibram X. Kendi lehren, selbst eine Form von **Rassismus** ist, etwa wenn sie darauf bestehen, dass weiße Menschen inhärent rassistisch seien und deshalb im Namen des Antirassismus diskriminiert werden müssten. Das richtet neue Barrieren auf. Man sollte solche Ansichten aber besser debattieren, als sie zu verteufeln. Es steht außer Frage, dass es Rassismus in den Vereinigten Staaten gibt, auch wenn er dort den Daten nach weniger ausgeprägt ist als in vielen anderen Ländern der Welt. Das Problem ist, dass man solche Argumente nicht debattieren kann, ohne des Rassismus bezichtigt zu werden. Wir können keine akademischen Debatten führen, wenn der Gegenpartei kein grundsätzliches Wohlwollen entgegengebracht wird. Die Hypothese, dass es strukturellen Rassismus in den Vereinigten Staaten gibt, ist legitim. Man sollte sie aber bezweifeln dürfen, ohne Rassist genannt zu werden.

Sie starten im Sommer mit der Reihe „Verbotene Seminare“. Worüber darf man an den Universitäten nicht reden?

Wir können die Themen jetzt noch nicht nennen, aber es ist leicht zu erraten, worum es gehen wird, etwa die Welt der Grievance Studies, über die Peter Boghossian geschrieben hat, die Themen Sex und Gender, mit denen sich **Kathleen Stock** befasst, und das Verhältnis von Islam und Feminismus, über das Ayaan Hirsi Ali publiziert. Unsere Dozenten haben unterschiedliche Profile. Was uns zusammenhält, ist die Überzeugung, dass es eine neue Institution braucht, um die akademische Freiheit wiederzuerlangen.

Der Protest gegen Kathleen Stock an der Universität Sussex hatte auch einen ökonomischen Aspekt. Manche Demonstranten wollten an der Universität angesichts von neuntausend Euro Studiengebühren keine Dinge hören, die ihnen Unbehagen bereiten. Ist Identitätspolitik die kulturelle Kehrseite der Idee der Konsumentensouveränität?

Man sollte Bildung nicht als Konsumgut behandeln. Das mögen manche extreme Demonstranten anders sehen, die meisten Studenten wissen aber sehr wohl, dass sie in ihr Humankapital investieren. Wir wollen eine Universität mit relativ niedrigen Gebühren errichten, was wir durch eine schlanke Verwaltung erreichen können. Wir wollen auch Stipendien an Studenten aus weniger wohlhabenden Familien vergeben.

Hat die Identitätspolitik ihren Höhepunkt schon erreicht, oder ist sie Ausdruck tiefer liegender Strukturen?

Ich sehe keine institutionellen Gründe, warum das Pendel zu akademischer Freiheit und intellektueller Vielfalt zurückschwingen sollte. Die Universitäten haben wenige Mechanismen zur Selbstkorrektur. Identitätspolitik ist ein weiter Begriff für viele Strömungen im amerikanischen Leben, die oft durch den Begriff der Gruppenidentität zusammengefasst werden. Durch das Konzept der Intersektionalität bekommt diese Gruppenidentität Risse. Jedes Individuum hat viele Identitätsfacetten. Mein Punkt ist, dass manche dieser Gruppenidentitäten, die an den Universitäten hochgehalten werden, künstlich sind und uns nicht dabei helfen, eine gute akademische Gemeinschaft zu bilden. Ich neige zu einem individualistischeren Ansatz: Die Universität gibt Studenten auch die Möglichkeit, sich von Lasten der Vergangenheit zu befreien und eine

neue intellektuelle Reise zu beginnen, die sich von vergangenen Erfahrungen unterscheiden kann. Ich weiß nicht, ob es für meine Arbeit als Historiker Bedeutung hat, dass ich ein weißer, schottischer Mann von 57 Jahren bin, der mit einer Ex-Muslimin verheiratet ist.

Wo werden die Grenzen der Redefreiheit an der Universität von Austin liegen?

Wir orientieren uns am First Amendment. Es garantiert das Recht, Dinge zu sagen, die dem gesellschaftlichen Konsens stark widersprechen. Wir sollten eine neue Universität aber nicht auf der Definition dessen gründen, was dort nicht gesagt werden kann.

*Das Gespräch führte Thomas Thiel.*

Niall Ferguson

Der britische Historiker, Spezialist für Finanzgeschichte, schaltet sich regelmäßig in öffentliche Debatten ein. Er hat viel beachtete Monographien über die Bankiersfamilie Rothschild, das britische und das amerikanische Imperium oder die westliche Zivilisation vorgelegt und Lehrstühle in Oxford, Harvard und Stanford bekleidet. Heute ist er Fellow in Harvard und an der Hoover Institution in Stanford. Mit der Journalistin Bari Weiss, dem Universitätspräsidenten Panelo Kanelos, der Biologin Heather Heying und dem Unternehmer Joe Lonsdale gründete er im November die University of Austin.

DEUTSCHER STROMMIX:

# Kohlestrom legt deutlich zu

- VON JAN HAUSER
- -AKTUALISIERT AM 14.12.2021-18:26



Ein Kohlekran am Offenbacher Hafen trägt den Rohstoff vom Boden zur Verarbeitung. Bild: Wonge Bergmann

Noch funktioniert die Dekarbonisierung überhaupt nicht. Konventionelle Energieträger tragen den Großteil der Stromlast und gewinnen sogar Anteile hinzu. Ökostrom verliert dagegen.

Der größte Anteil des Stroms in Deutschland stammt weiter aus konventionellen Energieträgern. Von Juli bis September stieg ihr Anteil an der Stromeinspeisung leicht auf 56,9 Prozent von der erzeugten Strommenge von 118,4 Milliarden Kilowattstunden. Das teilte das [Statistische Bundesamt](#) am Dienstag mit.

**Wichtigster Energieträger ist die Kohle: Deren Anteil am gesamten Strommix erhöhte sich von 26,4 Prozent im Vorjahreszeitraum auf 31,9 Prozent.** Das glich hauptsächlich den Rückgang von Erdgas aus, dessen Anteil an der Stromeinspeisung sich um mehr als ein Drittel auf 8,7 Prozent verringerte. Ursächlich dafür dürfte der starke Preisanstieg von Erdgas sein. Der Anteil der Kernenergie stieg von 12,4 Prozent auf 14,2 Prozent.

Schon in der ersten Jahreshälfte war der ins Netz eingespeiste Strom mit einem Anteil von 56,0 Prozent mehrheitlich konventionell erzeugt worden, nachdem der Strom im ersten Halbjahr 2020 zu 51,8 Prozent aus erneuerbaren Energien stammte. Die neue Regierung aus SPD, Grünen und FDP will den Anteil des Stroms aus erneuerbaren Energien bis 2030 um 80 Prozent erhöhen und „idealerweise“ dann auch die Kohlekraftwerke vom Netz nehmen.

Von Juli bis September kamen erneuerbare Energien nach den neuen Daten nun auf 43,1 Prozent am eingespeisten Strom. Damit ging der Ökostromanteil weiter leicht zurück. Windkraft steuerte dabei als zweitwichtigste Energiequelle 16,6 Prozent zur Stromerzeugung bei. Dahinter Photovoltaik mit 13,3 Prozent, Biogas mit 6,0 Prozent und Wasserkraft mit 4,2 Prozent.

Die nach Deutschland importierte Strommenge ist zudem von Juli bis September um 13,6 Prozent im Vergleich zum Vorjahreszeitraum gestiegen. Vor allem erhöhten sich die Stromimporte aus dem benachbarten Frankreich, die sich mehr als verdoppelten. Die exportierte Strommenge stieg hingegen nur um 8,9 Prozent. Damit wurde weiter deutlich mehr Strom exportiert als importiert. Insgesamt wurden von Juli bis September 1,1 Prozent mehr Strom ins Netz eingespeist.

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/au-danemark-le-variant-omicron-touche-t-il-davantage-les-triples-vaccines-20211215>

## Le Figaro (site web)

mercredi 15 décembre 2021 - 18:56 UTC +01:00 855 mots

Actualité ; Société

# Au Danemark, le variant Omicron touche-t-il davantage les «triple-vaccinés» ?

## LA VÉRIFICATION - C'est ce qu'a déclaré Pascal Praud sur le plateau de CNews, relayant des données danoises citées par le Dr Martin Blachier.

LA QUESTION. « *Si c'est vrai, c'est une bombe* ». Sur le plateau de CNews, l'animateur Pascal Praud a relayé le tweet de l'épidémiologiste Martin Blachier qui indiquait, en se fondant sur les données d'un document danois, que le variant Omicron « *sélectionne les vaccinés car l'échappement vaccinal lui confère un avantage chez ces personnes* ». « *Données danoises chez Omicron : 8% chez les triples vaccinés, 5,5% chez les doubles vaccinés, 1,2% chez les non-vaccinés* », abonde le médiatique docteur sur le réseau social, tableau à l'appui.

Partagé plus de 5000 fois sur Twitter, Pascal Praud a ainsi commenté le tweet en plateau : « *Si c'est vrai, c'est une bombe. Omicron toucherait davantage les triples vaccinés que les non-vaccinés* ». Le Danemark subit actuellement de plein fouet la cinquième vague épidémique de Covid, et surtout, connaît une très forte hausse des cas déclarés de variant Omicron, de l'ordre de 10% des contaminations dans le pays, l'un des plus forts taux d'Europe après le Royaume-Uni. En parallèle, d'après les premières études dont l'on dispose sur le variant Omicron, on sait que le vaccin à deux doses est moins efficace en termes d'infection contre le nouveau variant. Le variant Omicron touche-t-il pour autant davantage les personnes vaccinées ? Que montrent clairement les données du document danois ?

VÉRIFICATIONS. La capture d'écran relayée par le Dr Martin Blachier sur Twitter provient d'un document publié quotidiennement par un institut de recherche public lié au ministère de la Santé danois. Le document fournit des données chiffrées sur l'état du variant Omicron dans le pays. Ambigu, le tweet de l'épidémiologiste laisse penser que 8% des triple-vaccinés ont été contaminés par le variant Omicron. En réalité, ces 8% représentent la proportion de personnes contaminées au variant Omicron parmi les personnes triplement vaccinées qui ont été contaminées. « *Ça veut dire que quand vous êtes atteint par le Covid-19 au Danemark, la probabilité que cela soit par le variant Omicron est plus importante chez les triple-vaccinés* », explique Martin Blachier, joint par *Le Figaro*. « *Cela ne veut pas dire qu'on augmente le risque d'être contaminé si jamais l'on est doublement ou triplement vacciné, et la nuance est très importante* ».

### Protection supérieure avec 3 doses

La réalité est même inverse. « *Si l'on se fonde sur ces chiffres danois, et qu'on les rapporte au nombre de nouvelles contaminations et à la population générale du Danemark, l'on se rend compte qu'il y a 3 fois moins de risque d'avoir une infection au variant Omicron quand on a été vacciné avec trois doses plutôt qu'avec deux doses* », analyse Philippe Amouyel, professeur en Santé Publique.

Cette « *nuance* » dont parle Martin Blachier est donc plus que capitale, mais difficile à saisir à la première lecture de son tweet, à en croire les presque 1000 commentaires dont beaucoup vont dans le sens de la mauvaise interprétation de Pascal Praud. L'épidémiologiste reconnaît « *un tweet un tout petit peu provocateur* », et c'est le moins que l'on puisse dire. Certains de ses confrères s'en agacent d'ailleurs en privé. « *Mon message derrière, c'est de dire que l'idée de vacciner pour empêcher la transmission est une bêtise, au vu de la baisse d'efficacité des vaccins contre les variants en termes de protection contre l'infection* », justifie-t-il.

## Echappement immunitaire

Avec ces données en particulier, la présence de personnes triplement vaccinées parmi les nouveaux cas de contamination au variant Omicron ne permet pas de déterminer le niveau de protection du vaccin. On sait en revanche de manière certaine que l'efficacité vaccinale contre le variant Omicron diminue, ce que les scientifiques appellent l'échappement immunitaire.

Autour de 6 mois après les deux doses, cette protection se situe aux alentours de 35%, ce qui est très insuffisant. « *Des données anglaises récentes sont venues confirmer les études sud-africaines sur la question* », confirme Anne-Claude Crémieux, infectiologue à l'Hôpital Saint-Louis. On sait en revanche aussi que le rappel augmente considérablement cette protection contre l'infection, la relevant autour de 75%, 14 jours après la dose de rappel. « *Ce que l'on ne sait pas encore, c'est si cette protection contre les infections va durer ou pas* », explique l'infectiologue.

En résumé, les pourcentages de variant Omicron parmi les personnes contaminées en fonction de leur statut vaccinal présentés par Martin Blachier n'indiquent pas une plus grande probabilité d'attraper le variant pour les personnes triplement vaccinées. Ils montrent juste que, parmi les personnes qui ont été infectées au Covid-19, celles triplement vaccinées ont une probabilité supérieure d'avoir le variant Omicron, du fait de la baisse d'efficacité contre le nouveau variant en termes d'infection et de la compétition de plus en plus forte avec le variant Delta. De plus, même si l'efficacité du vaccin est diminuée face au variant Omicron, il offre néanmoins toujours une protection contre l'infection.

# Marie-Thérèse Urvoy: «L’islamisme ne vise pas à séparer mais à conquérir»

Par **Eugénie Bastié**

Publié hier à 20:05, mis à jour il y a 7 minutes



Marie-Thérèse Urvoy. *Fabien Clairefond*

**ENTRETIEN - L’islamologue publie *Islam et islamisme, frères ennemis ou frères siamois?* (Artège), un ouvrage érudit où elle analyse la montée en puissance d’une interprétation radicale du Coran au fil des siècles.**

---

*Professeur émérite de l’université Michel de Montaigne Bordeaux 3 et de l’Institut catholique de Toulouse, Marie-Thérèse Urvoy a enseigné l’islamologie, l’histoire médiévale de l’islam, l’arabe classique et la philosophie arabe. Elle est l’auteur ou coauteur d’une vingtaine d’ouvrages sur l’islam.*

**LE FIGARO.-** Quand apparaît le mot « islamisme » tel que nous l’entendons aujourd’hui, c’est-à-dire comme une forme politique et radicale de l’islam ?

**Marie-Thérèse URVOY.-** Il est vrai que le « isme » dans islamisme n’a pas la même valeur que dans « christianisme » ou « bouddhisme » : il est censé ajouter une tonalité négative. Cependant, cet usage moderne du terme islamisme n’a rien à voir avec celui du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s’agissait alors de distinguer la religion (« islamisme ») de la civilisation (« islam »), sur le modèle du christianisme et de la chrétienté. Puis à partir des années 1970, « islamisme » s’est mis à désigner exclusivement une variante politique agressive de l’islam. Cela a abouti à la disparition de l’adjectif « islamique » au profit de « musulman ». C’est une distinction très française.

**La distinction entre islam et islamisme n’est-elle pas cependant judicieuse ?**

La distinction entre islam et islamisme est pertinente, le premier désignant le système socioreligieux comme tel, et le second étant en outre la conviction que les lois de l’islam doivent prédominer sur les lois des hommes. Mais elle ne désigne pas une simple distinction entre modération et radicalité. La modération et la

radicalité sont affaire de musulmans individuels. Un musulman dit modéré est quelqu'un qui parvient à mettre une distance entre lui et les dogmes fondamentaux, et accepte de ranger sa foi dans son for intérieur. L'islamiste est celui qui pousse les préceptes de sa foi jusqu'au bout, la conquête de tout lieu où se trouve l'oumma. Partout où il y a deux croyants, l'oumma est là.

Contrairement au christianisme, l'islam porte dès l'origine une dimension politique. Ce n'est pas seulement une religion, mais un code qui régit l'essentiel de l'existence. Le chrétien ne pourra pas tirer de préceptes politiques clairs des Évangiles. En revanche le musulman trouvera toujours de la politique dans ses textes sacrés : la discrimination entre musulmans et non-musulmans est inscrite dès la charte de Médine dictée par le Prophète. La distinction entre musulmans et dhimmis est éminemment politique, ainsi évidemment que celle entre homme et femme, détaillées dans tous les traités de droit islamique.

### **Tout de même, n'y a-t-il pas eu, tout au long de l'histoire, un combat entre une interprétation modérée et une interprétation radicale du Coran ?**

Ce débat est apparu très tôt, mais, au fur et à mesure que l'islam progressait géographiquement, il s'est arrêté. Entre le IXe siècle, où la foule s'est opposée à une tentative du pouvoir d'imposer une dogmatique rationalisante, et le XIIIe siècle, il y a eu une série de trois durcissements appelés traditionnellement les « restaurations du sunnisme », c'est-à-dire de la conception traditionnelle. Dans le premier épisode, le personnage d'Ibn Hanbal (mort en 855) apparaît pour fonder une école juridique, la plus littéraliste, qui sera reprise neuf siècles plus tard par le wahhabisme. C'est une évolution en négatif. Il y a eu un dépérissement du débat spirituel en islam.

### **Pourquoi les plus radicaux ont-ils acquis une influence croissante ?**

Je crois que c'est parce qu'ils ont réussi à s'appuyer sur le sacré des textes. Avec cette conception du Coran comme dictée divine livrée à Mahomet, la nature du texte coranique favorise le durcissement, le raidissement idéologique. Il y a eu des tentatives de réforme, mais aucune n'a abouti. On peut prendre l'exemple du Soudanais Mahmoud Mohamed Taha qui a tenté de promouvoir une version théologique libérale de l'islam dans les années 1960, en élaborant toute une distinction entre la période mecquoise et la période médinoise. Il a subi une levée de boucliers de la part des théologiens d'al-Azhar et a fini par être considéré comme apostat et pendu à Khartoum en 1985. Ou encore, l'Égyptien Ali Abdel Raziq, un cheikh de l'université islamique du Caire al-Azhar qui, dans les années 1920, voulait éliminer le concept même du califat, jugé mortifère, et développer une version non politique de l'islam. Il a été chassé de son poste de juge religieux, mis au ban et n'a dû la vie sauve qu'au fait qu'il appartenait à une famille importante. Quand certains musulmans élèvent la voix pour dire qu'ils veulent un autre islam, personne ne les écoute ; bien plus, ils sont persécutés.

### **Le surgissement du voile est-il un produit de l'islamisme ?**

Dans le Coran il n'y a pas un seul verset qui prescrive le voilement. Il y a deux versets rattachés au port du foulard, mais quand on regarde l'étymologie des mots utilisés, cela n'a rien à voir avec les voiles d'aujourd'hui. Comme l'a dit al-Ashmâwî, qui fut l'un des conseillers de Sadate, le hijab n'est pas islamique. Dans le Coran, le voilement concerne les femmes du Prophète (XXXIII, 59), et il ne parle pas de la tête, mais de la poitrine : « *Rabattez vos voiles sur vos gorges* » (XXIV, 31).

Dans certains pays la tenue traditionnelle a été progressivement sacralisée, par une surinterprétation des textes. Dans d'autres, essentiellement au Moyen-Orient, un courant féministe s'est activé, autour des années 1920, pour résister à la poussée islamiste, ce qui, en réaction, a entraîné un durcissement et une généralisation des exigences islamistes.

L'erreur de l'Occident, c'est d'avoir accepté au départ des prémisses qui se sont développées et aggravées avec le temps. Ça a commencé à la fin des années 1970. Nous en sommes à ne plus pouvoir lutter contre l'envoiement total des femmes. Nous voulons sauver les femmes voilées des pays islamiques et ensuite nous nous battons avec la laïcité en Occident parce que les mêmes veulent le voile jusque dans sa forme la plus outrancière, lequel, au dehors de terres islamiques, a un sens avéré de marque politico-communautaire.

**Vous critiquez dans votre livre le thème de l'islam des Lumières, souvent mis en avant comme une référence oubliée qu'il conviendrait de réinvestir pour sauver l'islam de ses penchants violents. Pourquoi ?**

Il faut relier ceci aux illusions occidentales sur la transition des musulmans vers un islam moderne. Cette appellation « islam des Lumières » est française. Je suis tentée d'y voir une corruption du sens historique des « Lumières » réduites à un simple qualificatif laudatif. On a la même chose avec un supposé « islam de progrès » ou la mise en avant du soufisme censé être plus modéré. Les promoteurs de cet « islam des Lumières » cherchent dans l'histoire des exemples qu'ils enjolivent. L'idée est de montrer que cela est possible dans le futur, car cela a déjà existé dans le passé. On a beaucoup instrumentalisé Averroès (1126-1198) par exemple, en en faisant une figure quasiment voltairienne. En réalité, c'était un juge sourcilleux de la légitimation religieuse, un prédicateur qui appelait au djihad. C'était un musulman pieux, normal, parfaitement inscrit dans l'idéologie de son époque. Le film *Le Destin* (1997), du réalisateur égyptien Youssef Chahine, a beaucoup contribué à répandre l'image mythifiée d'un apôtre de la tolérance. « *Chacun doit se soumettre aux principes religieux, les suivre et ne pas douter de ceux qui s'y sont ancrés. Car les nier et les discuter rend vaine l'existence humaine et de ce fait les hérétiques doivent être tués* », écrivait-il. Difficile d'y voir un antidote à l'islamisme.

**À vous lire, il y aurait une sorte de fatalisme qui condamnerait l'islam à rester violent. Ne croyez-vous pas pourtant que la grande majorité des musulmans entendent sans aucun doute vivre une vie paisible ?**

Ces musulmans-là existent bel et bien. Cependant ils ne sont pas encore une force de frappe assez nombreuse pour imposer leurs volontés et leur désir d'une société laïque et moderne. Ils n'ont pas droit à la parole. Actuellement ce sont les musulmans fidèles à leurs fondamentaux (fréristes, salafistes, etc.) qui tiennent le haut du pavé. Ils se nourrissent de l'ignorance crasse de l'Occident de ce qu'est l'islam.

**Comment jugez-vous les efforts du gouvernement français pour réguler l'islam de France ?**

On m'accuse souvent de pessimisme. Mais je n'ai souvent que de l'avance sur les constats qui sont faits par les politiques eux-mêmes. Au début, il y a une certaine naïveté, et quand celle-ci disparaît, il est trop tard. Quand j'entends le ministre de l'Intérieur dire qu'il ne peut pas fermer plus de six mois les mosquées salafistes, car c'est la loi... il faut changer la loi.

Quant à la « loi sur le séparatisme islamiste », c'est le mot même de « séparatisme » qui pose problème. Il n'est pas adéquat, car l'islamisme ne vise pas à séparer mais à conquérir. Lorsque la démographie le lui permet, il ne veut pas partager et oeuvre à exploiter les moyens administratifs et financiers de l'État d'accueil, avec l'intention de les subvertir au profit de la seule communauté universelle, appelée oumma. Ce qui est illustré dans la proclamation fameuse avec laquelle sont taraudées les terres d'accueil : « *Nous gagnerons par vos lois, et nous vous gouvernerons par nos lois.* » Et qu'illustre également l'imam Iquioussen (*prédicateur vedette sur internet, figure de l'ex-UOIF, NDLR*) en incitant ses coreligionnaires à traiter avec des candidats aux élections : apport des voix contre satisfactions données à leurs exigences.



<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/ezb-versaeumnis-fed-geht-konsequenter-gegen-die-inflation-vor-17687661.html?premium>

BEKÄMPFUNG DER INFLATION:

## Die Zauderer im Frankfurter Ostend

- EIN KOMMENTAR VON [GERALD BRAUNBERGER](#)
- -AKTUALISIERT AM 16.12.2021-17:51



Die Zentrale der Europäischen Zentralbank im Frankfurter Ostend. Bild: dpa

Der Europäischen Zentralbank fehlt die Kraft, glaubwürdig für die Stabilität des Geldwertes einzutreten. Die amerikanische Federal Reserve ist in dieser Woche konsequenter gegen die Inflation vorgegangen. Ein Frankfurter Versäumnis.

Der Umgang mit der unerwartet stark gestiegenen Inflationsrate und die hohe Unsicherheit über die künftigen Inflationsgefahren teilt die großen Zentralbanken in der Welt. Am Mittwoch hat die amerikanische [Federal Reserve](#) angekündigt, ihre Käufe von Wertpapieren erst zu reduzieren und im Frühjahr kommenden Jahres einzustellen.

Bald darauf dürfte die Zentralbank mit Erhöhungen ihres Leitzinses beginnen. Die amerikanische Inflationsrate betrug im November 6,8 Prozent, die Wirtschaft läuft sehr gut und die Zentralbank betrachtet die Inflationsgefahr nicht länger nur als ein vorübergehendes Problem.

In London hat die [Bank of England](#) am Donnerstag ihren Leitzins erhöht, nachdem die Inflationsrate auf 5,1 Prozent gesprungen war. Auf ebenfalls 5,1 Prozent beläuft sich die Inflationsrate in Norwegen, wo die Zentralbank am Donnerstag mit einer Leitzinserhöhung reagierte.

### Wer zu spät auf Inflation reagiert, zahlt einen hohen Preis

Zentralbanken mögen sich heutzutage auch als Klimaretter und Kämpfer gegen soziale Benachteiligungen verstehen. Am Ende des Tages werden sie an ihrem Beitrag zur Sicherung der Geldwertstabilität gemessen. Alle Erfahrung lehrt: Wer zu spät auf eine Inflation reagiert, zahlt einen hohen Preis.

In diese Gefahr begibt sich die [Europäische Zentralbank](#). Sie hält im Unterschied zu anderen Zentralbanken an ihrer Überzeugung fest, dass sich die Inflation als ein vorübergehendes Phänomen erweisen wird. Mit dieser Begründung hat sie sich am Donnerstag zwar zu einer Reduzierung ihrer wegen der Pandemie exorbitant hohen Anleihekäufe durchgerungen. Aber sie weigert sich, einen Endzeitpunkt für ihre Käufe zu nennen. Eine Erhöhung des Leitzinses ist für das kommende Jahr nicht zu erwarten.



Mit viel Elan hat heute EZB-Präsidentin Christine Lagarde verkündet, erst einmal nicht viel machen zu wollen. :Bild: Reuters

Das Zaudern der im Frankfurter Ostend ansässigen Institution belegt die fatale Umklammerung, in der sie sich befindet. Nach Ansicht der meisten Fachleute hätte die EZB in dieser Woche nicht ihren Leitzins erhöhen müssen, da die derzeit auch durch Sondereffekte aufgeblähte Inflationsrate im kommenden Jahr erst einmal ein Stück weit zurückgehen dürfte.

Aber es wäre sinnvoll gewesen, wie die amerikanische Federal Reserve einen festen Endpunkt für die Anleihekäufe zu nennen, weil die wirtschaftliche Lage trotz Omikron keine Rechtfertigung für ein Festhalten an geldpolitischen Maßnahmen bietet, die nur in Notzeiten Anwendung finden sollten.

Natürlich agiert die EZB in einem äußerst schwierigen Umfeld. Die Pandemie hat die Unterschiede in der Wirtschaftskraft der Mitgliedsländer eher vergrößert als verringert. Der 750 Milliarden Euro schwere EU-Aufbaufonds ist wenig anderes als ein Eingeständnis, dass die für eine überfällige Modernisierung der europäischen Volkswirtschaften notwendigen Investitionen nicht mehr von allen Ländern alleine auf nationaler Basis finanziert werden könnten.

Die EZB hat seit dem Ausbruch der Pandemie mit ihren Anleihekäufen die staatliche Neuverschuldung in mehreren Ländern im Alleingang finanziert, während private Anleger Anleihen der betroffenen Länder vorsichtshalber verkauft haben.

## **Die stark verschuldeten Euroländer üben Druck auf die EZB und Brüssel aus**

Ausgerechnet aus Ländern, die wegen ihrer hohen Verschuldung vermutlich erhebliche Schwierigkeiten hätten, ihre Anleihen zu niedrigen Zinsen am freien Markt zu verkaufen, kommen nun Rufe nach einer Lockerung der europäischen Verschuldungsregeln. Dahinter verbirgt sich die Annahme, die EZB werde im Zweifelsfall auch in Zukunft die Staatsfinanzierung sicherstellen.

Die Tatsache, dass am Anleihemarkt sogar die wachsweißen Ankündigungen der EZB am Donnerstag schon für leichte Unruhe sorgten, belegt, wie sehr auch in der Finanzbranche die EZB als Garantin einer Finanzierung künftiger massiver öffentlicher Ausgaben zu Niedrigzinsen gesehen wird.

Für die Glaubwürdigkeit der Zentralbank ist das eine gefährliche Entwicklung – und das scheint nicht wenigen Mitgliedern des Zentralbankrats offensichtlich bewusst. Denn die Diskussionen sind am Donnerstag wohl kontroverser verlaufen als von Präsidentin Lagarde in der anschließenden Pressekonferenz eingeräumt. Zwar lehnte wohl nur eine kleine Minderheit der Mitglieder die Beschlüsse rundweg ab. Aber auch mehrere Mitglieder, die den Beschlüssen am Ende zustimmten, äußerten deutliche Bedenken.

Die EZB begründet ihr weiteres Festhalten an Anleihekäufen unter anderem mit der Erwartung einer unter ihrem Inflationsziel von 2 Prozent liegenden Rate von jeweils 1,8 Prozent in den Jahren 2023 und 2024. Doch sind diese Abweichungen erstens minimal und zweitens lassen sich Inflationsraten auf mehrere Jahre nicht präzise schätzen. Finanzministern und Fondsmanagern an Finanzmärkten mag das Festhalten an den Anleihekäufen gefallen. Dem Ansehen der Geldpolitik schadet das Zaudern der EZB.

<https://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/kriminalitaet/frankreich-spektakulaerer-mord-von-1991-wird-neu-aufgerollt-17687826.html>

IN FRANKREICH GETÖTETE WITWE:

# Spektakulärer Mord von 1991 wird neu aufgerollt

AKTUALISIERT AM 16.12.2021-17:30



Wurde Omar Raddad (links) 1991 zu Unrecht verurteilt? Bild: AFP

Wer tötete 1991 die reiche Witwe Ghislaine Marchal? Damals wurde ihr Gärtner verurteilt, inzwischen wurde er begnadigt. Nun sollen Ermittlungen und neue Blutanalysen klären, ob er nicht doch unschuldig war.

Einer der spektakulärsten Mordfälle Frankreichs wird nach drei Jahrzehnten neu aufgerollt. Der damals verurteilte und inzwischen begnadigte Omar Raddad (59) hat erreicht, dass die Justiz den Fall abermals untersucht, damit ein Gericht möglicherweise in einem Revisionsverfahren seine Unschuld feststellt. Das teilte das Pariser Kassationsgericht am Donnerstag mit.

„Das ehrt die Justiz, der Kampf ist noch nicht zu Ende“, sagte Raddads Anwältin Sylvie Noachovitch. Die Behörden können nun in abermalige Ermittlungen einsteigen, die einige Monate dauern können. Es geht um die Analyse von Blutspuren mit dem neuesten Stand der DNA-Technik.

Als im Juni 1991 die blutüberströmte Leiche der reichen Witwe Ghislaine Marchal (65) im Heizkeller ihrer Villa an der Côte d'Azur gefunden wurde, stand mit Blut an der weiß getünchten Kellertür geschrieben: „Omar hat mich getötet“. Die Polizei brauchte nicht lange zu suchen. Omar Raddad, der marokkanische Gärtner, wurde vier Tage danach festgenommen und später wegen **Mordes** verurteilt. Sein Anwalt sprach von einem Justizirrtum und schweren Ermittlungsfehlern.

## **Fremde Blutspuren am Tatort**

Zwar stammte das Blut der Aufschrift tatsächlich von der Toten – doch ist unbewiesen, ob sie den Satz auch selbst geschrieben hat. Ferner ergaben spätere Blutuntersuchungen, dass ein anderer Mann als Raddad zur Tatzeit im Keller gewesen sein muss: Neben dem Blut der Witwe wurden auf der Tür fremde Blutspuren gefunden. Auch das Tatmotiv, die Schulden des Gärtners, überzeugten den damaligen Anwalt nicht.

Raddad wies bei seiner Festnahme keine Verletzungen auf. An seiner Kleidung wurden keine Blutspuren der Frau festgestellt. Weil die Familie die Leiche der Witwe ungewöhnlich rasch einäschern ließ, war jede spätere Spurensuche unmöglich.

Ungeklärt blieb, warum die Fingernägel der Toten nicht auf Blutspuren untersucht wurden. So hätte bewiesen werden können, dass die Frau tatsächlich den anklagenden Satz geschrieben hatte. Und völlig unklar blieb ebenfalls, wie die durch Messerstiche verwundete Frau vor ihrem Tod die Kraft fand, mit dem eigenen Blut die Worte an die Tür zu schreiben.

Der damalige Präsident Jacques Chirac erließ Raddad als Begnadigung einen Teil der Haft, der Marokkaner kam 1998 nach über sieben Jahren Haft auf freien Fuß. Ein erster Anlauf zur Wiederaufnahme scheiterte 2002. Jetzt will er abermals erreichen, dass seine Unschuld festgestellt wird. Anwältin Noachovitch stützt sich dafür auf eine abermalige Auswertung der Blutspuren, bei der DNA-Material von vier Männern nachgewiesen wurde. Und dieses war demnach während der Tat dort hingelangt – und nicht nachträglich, etwa durch die am Tatort eingesetzten Fahnder.

# L'arrêt de réacteurs nucléaires fait vaciller EDF

Par Guillaume Guichard

Publié hier à 20:06, mis à jour hier à 20:06



Les réacteurs de la centrale nucléaire de Chooz (Ardennes), appartiennent à la même famille, les «N4», que ceux de Civaux (Vienne) qui présentent des défauts d'usure. *Jean Marc QUINET/CIT'images*

## **Le titre du groupe a perdu plus de 15 % après cette annonce. La production d'électricité a rarement été si faible.**

**ÉNERGIE** EDF a annoncé mercredi soir l'arrêt de deux de ses réacteurs nucléaires les plus puissants, ceux de la centrale de Chooz, dans les Ardennes. Après la détection de défauts sur des éléments sensibles des réacteurs de Civaux, qui appartiennent à la même famille, EDF, « *en tant qu'industriel responsable et par mesure de précaution* », a pris la décision d'arrêter deux réacteurs supplémentaires « *afin de procéder à titre préventif à ces mêmes contrôles* ». Dans une note l'IRSN, bras technique de l'Autorité de sûreté nucléaire, prévient que « *des actions de contrôle pourraient s'avérer nécessaires sur les autres réacteurs en exploitation* ». Sans que cela nécessite forcément leur mise à l'arrêt. EDF exploite 56 réacteurs en France.

L'annonce d'EDF de ce jeudi concrétise le pire des scénarios : une suspicion de « *défait générique* » sur une famille entière de réacteurs, en l'occurrence les quatre « *N4* », dernier modèle mis en service dans les années 1990. Un défaut d'usure a été observé sur l'équipement de sécurité de première ligne freinant la réaction nucléaire en cas de problème.

Les réacteurs de Chooz devraient être arrêtés au minimum jusqu'à la fin janvier. Ceux de Civaux, jusqu'au printemps. Or les mois de janvier et février inquiétaient déjà RTE, le gestionnaire du réseau haute tension, avant cette annonce d'EDF. « *Nous aurons à peine 50 gigawatts de capacité de production nucléaire en janvier*, calcule Emeric de Vigan, ancien trader énergie et cofondateur de COR-e, service aux acteurs de marché. *S'il fait chaud pour la saison, il n'y aura probablement pas de problème. Mais si les températures descendent de plus de 2 °C en dessous des moyennes de saison, nous entrerons dans une zone à risque.* »

Si la France connaît un hiver exceptionnellement froid comme en 2012, alors certains experts n'excluent pas la survenue de coupures tournantes. Ce dispositif permet de déconnecter pendant deux heures maximum des zones de 200 000 clients. C'est le dernier rempart pour éviter un black-out, c'est-à-dire un effondrement à grande échelle du réseau électrique. Jeudi, RTE faisait tourner ses modèles de prévision avant, le cas échéant, de tirer le signal d'alarme.

Les marchés comprennent pour leur part que la France risque de manquer d'électricité en janvier. Les prix se sont envolés sur le marché de gros, celui où s'approvisionnent en appoint les fournisseurs d'électricité. En une journée, le mégawattheure (1 000 kilowattheures) pour livraison en janvier a grimpé de plus de 70 %, prenant 282 euros pour atteindre 675 euros. « *C'est délirant* », s'exclame Emeric de Vigan. *Il n'y a d'ailleurs plus de vendeur sur le marché, plus personne n'a d'énergie sous le coude. On ne sait pas d'où viendront les électrons ces prochaines semaines, et surtout en janvier.* » Dans ce contexte, le Cleee (entreprises grosses consommatrices d'électricité) « *appelle les pouvoirs publics à suspendre immédiatement les cotations sur les marchés à terme et à mettre en place en urgence un prix administré* », en attendant un retour au calme.

## EDF critiqué

Le nucléaire français n'a jamais été aussi peu au rendez-vous en période hivernale que ces dernières semaines. « *EDF souffre en ce moment de la conjugaison de deux facteurs exceptionnels : les perturbations du planning d'arrêts de réacteurs à cause du Covid et le pic d'arrêts de réacteurs pour les lourdes et longues visites décennales* », explique Nicolas Goldberg, consultant chez Colombus Consulting. Au-delà de ce constat, l'incident sur les « N4 » survient alors qu'EDF fait face à des critiques sur sa gestion du parc nucléaire. Mardi, la ministre déléguée à l'Industrie a suggéré de « *relever notre niveau d'exigence pour la disponibilité du parc nucléaire français* », à l'occasion du colloque annuel de l'Union française de l'électricité (UFE). « *Nous nous sommes peut-être, ces dernières décennies, un peu trop reposés sur nos lauriers alors même que le productible s'amenuisait: fin novembre, 30 % du parc était à l'arrêt* », a souligné Agnès Pannier-Runacher. *Or tout en accordant la priorité à la sûreté d'exploitation, nous pouvons collectivement faire mieux.* »

Au-delà de la conjonction de ces événements, EDF ne réussit pas à tenir ses propres prévisions de disponibilité des réacteurs. COR-e observe, à partir des données officielles, qu'il manque 7 gigawatts, soit l'équivalent de cinq réacteurs N4, entre ce que le groupe avait annoncé en début d'année et ce qui tourne réellement actuellement. « *Il y a un vrai enjeu d'amélioration des performances lors des arrêts pour maintenance* », appuie-t-on au ministère de l'Industrie.

Le titre d'EDF a dévissé de plus de 15 % à la Bourse de Paris, à 10,04 euros. L'électricien a annoncé que l'arrêt des deux réacteurs de Chooz et le prolongement de l'arrêt de ceux de Civaux lui feraient perdre 1 milliard de kilowattheures de production. Il a en conséquence revu son objectif d'Ebitda à la baisse, entre 17,5 et 18 milliards d'euros pour 2021, contre plus de 17,7 milliards auparavant. Car la production perdue, EDF l'avait déjà vendue à terme. Pour livrer ces clients, le groupe devra racheter de l'électricité sur les marchés alors même que le prix du mégawattheure atteint des niveaux stratosphériques.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/eu-defizitregeln-der-stabilitaetspakt-sollte-abgeschafft-werden-17687799.html?premium>

EU-DEFIZITREGELN:

## Schafft den Stabilitätspakt ab

- VON MORITZ KRAEMER
- -AKTUALISIERT AM 17.12.2021-08:24



Keine Angst vor Sanktionen des Stabilitätspaktes: Die EU-Staats- und Regierungschefs auf dem EU-Gipfel in Brüssel. Bild: dpa

Der EU-Stabilitätspakt sollte der Schuldenaufnahme von Mitgliedstaaten Einhalt gebieten und finanzielle Schief lagen verhindern. Damit ist er gescheitert – auch, weil Verstöße selten geahndet wurden. Ein Gastbeitrag.

Erinnern Sie sich noch an die Versprechungen, mit denen vor 20 Jahren für den Stabilitäts- und Wachstumspakt geworben wurde? Er sollte gewährleisten, dass sich alle Mitgliedstaaten der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion (EWU) nachhaltigen Staatsfinanzen verpflichtet fühlen. Makro stabilität in der Währungsunion sei ein öffentliches Gut. Alle würden dazu beitragen. Trittbrettfahrertum sei zu unterbinden.

Das war eine Illusion. Der Pakt schweißte die Mitgliedstaaten nicht zu einer Stabilitätsgemeinschaft zusammen. Das war schon vor dem traumatischen Absturz Griechenlands und Zyperns in den Staatsbankrott erkennbar. In Frankreich und Portugal waren die öffentlichen Defizite in drei Viertel aller Jahre über der Höchstgrenze von 3 Prozent des Bruttoinlandsprodukts (BIP). Acht Mitglieder der EWU verzeichneten zwischen 2001 und 2019 ein durchschnittliches jährliches Defizit von mehr als 3 Prozent, darunter die Schwergewichte Frankreich, Italien und Spanien.

### Verstoß ist die Regel

Insgesamt wurde die Defizitregel im genannten Zeitraum 130-mal gebrochen. Der Regelverstoß war nicht die Ausnahme. Er war die Normalität. Und das, obwohl der Pakt im Laufe seines Lebens mehrfach nachjustiert wurde, um ihn „intelligenter“ zu machen. In Wirklichkeit wurde er aber nur komplizierter und in der Anwendung politischer.

Brüssel hat sich des Problemkinds Stabilitätspakt nun wieder einmal angenommen. Bis Ende des Jahres läuft eine Konsultation, in deren Rahmen Vorschläge zur Reform des Pakts gemacht werden können. Einige Kommentatoren plädieren zum Beispiel für eine Erhöhung der erlaubten Schuldenquote auf 100 Prozent des BIP. Zufällig ist das ziemlich genau der derzeitige Durchschnittswert der Eurozone. Wahrscheinlich genauso zufällig, wie die bislang gültigen 60 Prozent damals dem Schuldenstand Frankreichs und Deutschlands entsprachen. Solche Reformvorschläge könnten auch von Groucho Marx stammen: „Ich habe eiserne Prinzipien. Aber wenn Sie Ihnen nicht gefallen, habe ich auch noch andere.“

Das grundlegende Problem des Pakts ist nicht, dass falsche Ziele gewählt wurden. Der springende Punkt ist ein anderer: Der politische Wille existiert nicht, Regelverletzungen zu ahnden und die eigentlich vorgesehenen Sanktionen zu aktivieren. Punktum. Bislang wurden von der Kommission 38 Defizitverfahren eingeleitet. In keinem einzigen Fall wurden (die ohnehin milden) Sanktionen beschlossen.

Ein Herumbasteln am Zahlenwerk des Pakts wird das fundamentale Problem nicht lösen: Die Staats- und Regierungschefs werden einen der Ihren nicht bestrafen. Deshalb bleibt eigentlich nur eine Konsequenz: Regeln, die allenthalben nicht eingehalten werden und deren Einhaltung man auch nicht glaubwürdig einfordern will, sollten gestrichen werden.

## **Die Mitgliedstaaten fühlen sich zu sicher**

Der Zeitpunkt zur Abschaffung des Paktes ist so günstig wie nie. Ausnahmsweise ist derzeit kein Land in ein Defizitverfahren verstrickt. Und die umfangreichen Finanzhilfen der [EU](#) über das Next-Generation-EU-Programm erlauben es Regierungen, die öffentlichen Finanzen behutsam zu konsolidieren, ohne die Wirtschaft prozyklisch kaputtzusparen.

Das Argument, ohne Pakt wäre alles noch viel schlimmer, ist spekulativ. Vielmehr ist es so gewesen, dass Mitgliedstaaten sich „auf der sicheren Seite“ fühlten, solange keine Sanktionen verhängt wurden. Erschwerend kommt hinzu, dass bei den Reparaturversuchen des Paktes regelmäßig die „strukturellen“ Defizite durch konjunkturelle Korrekturen systematisch heruntergerechnet wurden. Ein national verankertes Verantwortungsgefühl für eine selbstbestimmte Defizitkontrolle wurde durch den Pakt regelrecht unterwandert. Es trat das Gegenteil dessen ein, was einmal intendiert war.

Die Haushaltspolitik sollte deshalb nach dem Subsidiaritätsprinzip wieder voll in die nationale Selbstverantwortung übertragen werden. Wenn eine Regierung expansiv über die Stränge zu schlagen droht, werden die Kapitalmärkte die disziplinierenden Signale senden und Anreize zur Rückkehr zu nachhaltigem Haushalten setzen. Denn Investoren leiden nicht unter dem Interessenskonflikt der Politiker.

Und wenn es dann doch mal schiefgeht und ein Land in die Insolvenz abgleitet? Mit dem Stabilitätsmechanismus ESM und dem EZB-Notprogramm OMT existieren bereits die notwendigen Instrumente, um Staaten aus der Bredouille zu helfen, freilich um den Preis einer weit reichenden Konditionalität und somit Eingriffen in die Souveränitätsrechte. Im Falle einer Staatspleite ist es aber für die anderen Mitgliedstaaten einfacher, sich dem Sog eines Bail-out zu entziehen. Denn ohne Pakt haben sie auch formal keinerlei Mitverantwortung mehr für die Schieflage.

**Albert Einstein** wird folgender Aphorismus zugeschrieben: **„Die Definition von Wahnsinn ist, immer wieder das Gleiche zu tun und andere Ergebnisse zu erwarten.“** Europa sollte nicht schon wieder den Pakt zu reformieren versuchen. Es wird wieder vergebens sein. Besser jetzt Mut zeigen und einen Schlussstrich ziehen.

*Moritz Kraemer ist Chefvolkswirt und Leiter Research der Landesbank Baden-Württemberg (LBBW).*



# «L'Occident devient une civilisation de la démission»

Par Xavier Patier

Publié hier à 17:47, mis à jour hier à 23:13



Xavier Patier. *Illustration Fabien Clairefond*

**TRIBUNE - Renoncer - à sa charge, à son travail - est très bien vu, désormais. C'est un véritable bouleversement de nos valeurs, que pourtant nous remarquons à peine, analyse finement l'écrivain Xavier Patier.**

Sauve qui peut ! Le suicide, le retrait, la démission : la fin violente ou soudaine des aventures humaines est en train de devenir une norme en Occident. La lente promotion de l'euthanasie, l'essor des lynchages médiatiques ou judiciaires, la déconstruction constante de la « valeur travail » après les lois Aubry, et enfin le culte du « lâcher prise », ressassé dans nos magazines deviennent chaque jour davantage un marqueur de la nouvelle civilisation en train de naître sous nos yeux.

La même semaine, deux chanceliers autrichiens, Schallenberg et Kurtz, l'archevêque de Paris et un ministre clé du gouvernement libanais ont annoncé leur démission, toujours immédiatement acceptée. Peu de jours après, Guy Forget, héros de notre tennis national, à son tour a jeté l'éponge : il quitte brusquement la direction de Roland-Garros au motif que son nom figure dans une affaire qui n'a pourtant donné lieu jusqu'ici à aucune poursuite pénale.

La démission est en passe de devenir l'aboutissement inévitable de toute carrière publique, fût-elle sportive ou religieuse : elle est le dernier recours dans lequel la liberté individuelle des responsables accablés trouve à se défendre contre l'ordre moral et le regard des autres. Et je ne parle pas de Nicolas Hulot, qui a annoncé en direct, la même semaine encore, qu'il renonçait à faire front et se retirait de la vie publique : écrasé d'accusations, déshonoré à bon ou mauvais droit, il n'avait d'autre idée que d'abdiquer son statut pour se retirer loin des hommes.

Mais l'oeil est loin des hommes et regarde Caïn ! L'ogre médiatique n'est jamais rassasié. La démission est une fuite vers un paradis qui n'existe pas. François Hollande le sait, qui en ne se représentant pas à l'élection présidentielle, en 2017, croyait se retirer en paix, et n'en finit pas de nourrir son deuil de tourments aigres-doux.

Autrefois, chacun croyait qu'une part de sa vie ne dépendait pas de lui : Dieu décidait de ces choses trop graves pour un homme. Le chef ne faisait pas tout ce qu'il voulait : il servait. Il y a dans « *le roi n'est pas malade. Il*

*meurt, c'est tout* », attribué à Louis XIV au moment de ses derniers instants, durant l'été 1715, cette idée que Dieu seul peut signifier à l'homme qui porte la charge de ses frères le moment où il pourra enfin poser à terre le joug qui l'accable. Georges Pompidou, malade, souffrant comme un damné, tenait son Conseil des ministres déguisé en homme bien portant. Il ne lâcha jamais. Jean-Paul II moribond continua à supporter son fardeau de pape, lui qui avait été si fier de son corps d'athlète, car il croyait, en vicaire du Christ, qu'il avait le devoir d'apporter un ultime témoignage. Son successeur, Benoît XVI, a annoncé sa renonciation quelques années plus tard, en 2013. Ce fut un coup de tonnerre : première démission d'un pape depuis le Moyen Âge, saluée par les « modernes » comme une preuve de progrès. Le pape donna son explication : il n'avait « plus l'énergie nécessaire ». Un ambassadeur auprès du Saint-Siège a traduit : « Il a été assassiné. »

Il y avait aussi naguère, vieille lune, la présomption d'innocence. On ne démissionnait pas pour une rumeur. Tout cet ordre est inversé : désormais on démissionne d'abord, on examine le dossier ensuite. Bientôt la justice ne fera qu'acquitter des morts. La vague submerge tout.

Ne nous étonnons pas que tant de jeunes actifs décident sans motif sérieux de démissionner de leur travail. On leur a mis sous les yeux une civilisation de la démission, version à peine atténuée de la culture de mort. La « grande démission », qui frappe les jeunes actifs américains, commence à se manifester en France. Elle en est à son début. Des entreprises voient de jeunes cadres parfaitement intégrés frappés d'un mal mystérieux : ils s'en vont. Ils expliquent qu'ils veulent « vivre » plutôt que « faire ». Ils ne critiquent pas le système, ils ne prônent pas un monde alternatif sur le mode hippie, ils ne sont nullement révoltés : ils prennent congé. Cette épidémie de démissions annonce, si elle prospère, la déconstruction de la civilisation elle-même.

*\* Xavier Patier a publié plus de 25 romans, nouvelles et essais, tels « Bientôt nous ne serons plus rien » (La Table ronde, 1994), prix Jacques-Charbonne, et « Le Silence des termites » (La Table ronde, 2008), prix Roger-Nimier. Dernier ouvrage paru : « Demain la France. Tombeaux de Mauriac, Michelet, de Gaulle » (Le Cerf, 2020), grand prix catholique de littérature .*

# Nicolas Baverez: «Où va vraiment la France?»

Par Nicolas Baverez

Publié hier à 21:24, mis à jour hier à 21:24



Nicolas Baverez. François BOUCHON/Le Figaro

«Le décrochage de la France s'est accéléré», estime

## **CHRONIQUE - Si le modèle économique et social fondé sur la distribution et l'endettement est reconduit, la chute de notre pays deviendra irréversible.**

Où va la France ? La question a été largement éludée lors de l'entretien d'Emmanuel Macron diffusé par TF1 et LCI, qui a plutôt tenté de répondre à l'interrogation « Qui suis-je ? », afin d'apurer le passif personnel qui surplombe sa relation avec les Français.

Elle devrait pourtant être au coeur du débat présidentiel, dans un pays qui se trouve à un tournant de son histoire, hésitant entre redressement et effondrement.

Tout d'abord, où en est la France ? Le postulat d'un pays plus fort en 2021 qu'en 2017 ne tient pas. Il serait au demeurant très surprenant. La France était exsangue et déchirée au terme de la présidence de François Hollande, ce qui a d'ailleurs rendu possible l'élection d'Emmanuel Macron. Or le quinquennat qui s'achève a été marqué par deux crises majeures : l'une, nationale, avec le mouvement des « gilets jaunes » ; l'autre, universelle, avec l'épidémie de Covid. Seul un miracle aurait permis à notre pays de sortir renforcé de ces épreuves ; il n'a pas eu lieu.

La forte reprise de 2021, marquée par une croissance de 6,7 %, la création de 500 000 emplois et la stabilisation du chômage à 8 % de la population active, peut donner l'illusion d'un redressement de l'économie française. Elle doit en réalité tout au rattrapage de la récession historique de 8 % du PIB en 2020 provoquée par la fermeture administrative des entreprises.

Les principaux succès du quinquennat d'Emmanuel Macron résident dans la diminution du chômage de 9,5 à 8 % - alors même qu'un million d'emplois restent non pourvus -, la progression du pouvoir d'achat de 1,6 % par an, les créations d'entreprises et l'essor de la French Tech, qui lèvera près de 10 milliards d'euros en 2021.

La performance d'ensemble n'en reste pas moins médiocre, avec une croissance moyenne limitée à 0,7 % par an et le retour durable de l'inflation qui atteint 2,8 % en 2021, laminant le pouvoir d'achat. La stabilisation des écarts de revenu est par ailleurs allée de pair avec le fort accroissement des inégalités de statut et de patrimoine.

Surtout, le décrochage de la France s'est accéléré. Le déficit extérieur s'est envolé pour atteindre 86 milliards d'euros en 2021 et 95 milliards en 2022 - soit 3,7 % du PIB -, résultat d'une chute de 3 % à 2,5 % des parts de marché mondial. Le déficit public a explosé, portant la dette de 98 % à 116 % du PIB depuis 2017, et la course folle des dépenses « quoi qu'il en coûte » se prolongera de manière irresponsable en 2022 pour des raisons électorales, à grand renfort d'indemnité inflation, de compensation de la hausse de l'électricité ou des matières premières et de PGE.

Sur le plan de la production, le déclasserement de l'industrie et de la recherche a été pleinement mis en lumière par la déroutte du secteur de la santé, incapable de mettre au point un vaccin contre le Covid alors que l'ARN messenger a été découvert par l'Institut Pasteur au début des années 1960. Il n'est pas jusqu'à la dépendance alimentaire qui ne s'est creusée avec l'importation de plus de 20 % de notre consommation.

Dans le même temps, les services publics de base de la santé, de l'éducation, de la sécurité et de la justice s'écroulent. Ils font désormais face à une fuite des talents et des compétences, alors même que les moyens qui leur sont affectés ont été démultipliés. L'hôpital en est exemplaire, où 5 à 20 % des lits sont fermés en plein regain épidémique en raison d'un taux de vacance de 5 % des postes et d'un absentéisme de 10 %. Et ce alors que 14 milliards ont été réinvestis dans les rémunérations et 19 milliards d'euros dans les équipements.

Les performances du système éducatif continuent à se dégrader, comme en atteste le classement Pisa, notamment dans les sciences. Résultat logique car le succès du dédoublement des classes de CP dans les quartiers prioritaires contraste avec la catastrophique réforme du lycée, qui conduit plus de la moitié des lycéens à abandonner tout enseignement scientifique en seconde et a entraîné la réduction de 18 % des heures de mathématiques en première et terminale. D'où un problème majeur pour l'évolution future de la productivité, alors qu'un poste de travail sur deux est aujourd'hui occupé par un salarié ne disposant pas des compétences suffisantes.

La conclusion est claire. Loin de révolutionner le modèle français de croissance à crédit, Emmanuel Macron l'a poussé dans ses dernières extrémités.

**Notre pays a perdu sa souveraineté, c'est-à-dire la maîtrise de son destin, car il dépend de la Chine pour son approvisionnement en biens essentiels, des États-Unis pour la technologie et de l'Allemagne pour la réassurance de sa dette. Sans l'euro en effet, notre double déficit extérieur et public aurait déjà placé notre pays, comme en 1982, aux portes du FMI.**

L'approfondissement de la crise économique et financière se traduit par la montée de la violence, qui se généralise et contamine tous les pans de la population et du territoire. L'achat de la paix sociale par le déversement de dépenses de transfert qui culminent à 34 % du PIB ne fonctionne plus. D'où la situation critique de la démocratie, menacée par l'emballement des passions identitaires, tant nationalistes avec une extrême droite créditée de 35 % des intentions de vote, que racialistes avec une extrême gauche en captant 15 %.

Où va donc la France ? Si le modèle économique et social fondé sur la distribution et l'endettement est reconduit, la chute de notre pays deviendra irréversible.

Sur le plan économique il sortira des dix premières puissances du monde à l'horizon 2030. Sur le plan financier, il n'échappera pas à une crise majeure au cours de la décennie, quand les taux d'intérêt - qui ont commencé à remonter aux États-Unis et au Royaume-Uni - dépasseront la croissance nominale.

Cette évolution n'a rien de fatal. Le déclin français reste hautement paradoxal pour une nation qui regorge d'atouts qui devraient lui permettre d'exceller dans le XXI<sup>e</sup> siècle : entrepreneurs et cerveaux, pôles d'excellence publics et privés, French Tech, épargne, énergie nucléaire, culture et civilisation. Mais ils sont annihilés par la démagogie politique et par les dysfonctionnements d'un État obèse et impuissant, qui ont refusé de s'adapter aux bouleversements du monde : mondialisation, irruption de la Chine dans les échanges internationaux, grand marché européen, passage à l'euro, révolution numérique.

Comme en 1945, la France doit se reconstruire en imaginant un modèle original dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Et ce en tirant les leçons du Covid qui a montré que les démocraties aptes à affronter les risques de l'histoire universelle disposaient d'un État fort et agile, d'une industrie et d'une recherche dynamiques, d'une population éduquée et formée à l'usage des technologies de l'information, d'une bonne cohésion sociale, d'une confiance élevée des citoyens envers leurs institutions et leurs dirigeants. Il faut donc imaginer un projet de rupture donnant la priorité à la production, à l'innovation, à l'inclusion par l'éducation, à la modernisation de l'État, au renouveau de la citoyenneté et à la défense intransigeante des valeurs de la République. Et pour cela non pas diviser mais rassembler les énergies. Ce sont les Français et non l'État qui sont la solution à la crise de notre modèle économique, de notre nation et de notre démocratie.

SOZIOLOGIN ÜBER DAS GENDERN:

## „Es geht um das Patriarchat der Sprache“

- VON JULIA BÄHR UND JOHANNA DÜRRHOLZ
- -AKTUALISIERT AM 29.12.2021-06:12



Kaum ein Kampf wird so hartnäckig ausgetragen wie der um gendersensible Sprache. Doch was bringt sie wirklich? Und warum sind die Beharrungskräfte von Gender-Gegnern so stark? Die Soziologin Doris Mathilde Lucke gibt Antworten.

Frau Lucke, es gibt einige Argumente, die immer wieder gegen den Gebrauch von gendersensibler Sprache angeführt werden. Zum Beispiel: Es ist eine Verhuzung der Sprache.

Ich kenne die Argumente gegen gendergerechte Sprache, und ich finde sie nicht stichhaltig. Bei mir gehen die roten Warnlichter an, wenn so argumentiert wird. Mir zeigt das, dass diejenigen, die nicht „gendern“ wollen, mit ihrem Latein am Ende sind. Das Argument der Verhuzung wird oft angeführt und mit Beispielen bestückt, bei denen auch mir das Lachen im Halse stecken bleibt. Wir kennen alle die Rede von „Kinderinnen“, „Gästinnen“ und „Mitgliedern“ und „Gliederinnen“. Das sind typische Ridikülierungsstrategien, wenn man nicht weiterweiß mit sachlichen Argumenten. Da wird versucht, ein Anliegen lächerlich zu machen. Das haben wir ja sogar im Deutschen Bundestag gesehen: Wenn Transpersonen oder Intersexuelle begrüßt werden, gibt es oft Lacher, wie bei LGBTIQ. Das würde man bei der Corona-Variante „B.1.1.7“ nie tun. Über so ein Kürzel könnte man auch lachen. Stattdessen gucken da aber alle sehr expertenehrfürchtig, und niemand lacht. Dann wird ja auch gern mal von der „Vergewaltigung“ der Sprache geredet. Und da muss man doch wirklich sehen: Sprache macht etwas – zuallererst einen Unterschied. Worte und Taten gehören zusammen. Jeder Tatsache geht eine Tat voraus.

Ein anderes Argument lautet: Gendersensible Sprache schließt viele Menschen aus, gerade die, die nicht so gut Deutsch können.

Ich verstehe nicht, wieso ausgerechnet eine Sprache moniert wird, die den Anspruch hat, allen Geschlechtern und allen Menschen gerecht zu werden – genau das tut unsere jetzige Sprache nämlich nicht. Frauen sind genauso ausgeschlossen wie alle anderen nicht-männlichen Menschen. Und im Übrigen auch alle Menschen, die nicht so gut Deutsch sprechen. Sprache ist der Integrationsfaktor schlechthin. Warum das jetzt ausgerechnet an einem Sternchen, einem großen Binnen-I oder an der gesprochenen Kunstpause des Gender-Gap liegen soll? Dass das ein Ausschlusskriterium sein soll, kann mir niemand weismachen. Eine Verhuzung der Sprache sehe ich hingegen in den vielen Anglizismen und Technizismen, wie „upgeloadet“, „downgraded“, „outsourced“, nicht in dem Bemühen, allen Geschlechtern – auch denjenigen jenseits des männlichen – gerecht zu werden.

Noch ein beliebtes Argument: Die genderten Formen nehmen zu viel Platz und Zeit ein.

Ausgerechnet dann, wenn man Frauen und andere nicht männliche Menschen nennen soll, fehlen also Zeit und Platz. Gerade wurde unser neuer Bundestag gebildet, den kann man offensichtlich auch beliebig vergrößern. Da ist dann plötzlich Platz und Zeit. Das sind für mich alles nur vorgeschobene Argumente.



In der Reihe „In bester Gesellschaft“ beantwortet die Soziologin Doris Mathilde Lucke Fragen zum gesellschaftlichen Wandel. :Bild: Marcus Simaitis

Über „Studierende“ empören sich nach wie vor viele Menschen. Über den Vorstandsvorsitzenden aber nicht.

Ja, es gibt eine Asymmetrie in dieser Diskussion. Ich selbst vermeide auch das Partizip Präsens. Der Kern ist aber: Es gibt ein Gefälle in der Empörung. Es geht hier also um mehr als nur um ein drangehängtes „in“ oder eine andere geschlechtergerechte Sprachform.

Worum geht es dann?

Um das Patriarchat der Sprache. Eine total männliche Grammatik, und die liegt unterhalb der Ebene des gesprochenen Wortes. Das sehen Sie auch in der Rechtssprache: Die ist durch und durch männlich und tut damit allen, die nicht männlich sind, Unrecht. Sprache ist – neben Geld und Macht – ein generalisiertes Kommunikationsmedium. Auch Recht wird gesprochen, Gesetze werden gelesen – das hat alles mit Sprache zu tun. Wie man gerade in einer Kommunikationsgesellschaft hinsichtlich der Sprache der Meinung sein kann, „Komm, lass doch mal alle Fünfe gerade sein!“, das ist mir absolut unverständlich.

Verändert Sprache denn etwas?

Auf jeden Fall! Etwa im Zusammenhang mit Terrorismus heißt es: Den Taten gehen immer Worte voraus. Und jetzt plötzlich, wenn es unter anderem um eine frauengerechte Sprache geht, dann soll das alles nicht mehr wahr sein? Das ganze Argumentationsgebäude ist meines Erachtens voller Widersprüche. Das sieht man auch schön bei der Diskussion über die Frauenquote: Bei der **Telekom** wollten sie diese erst „Damenquote“ nennen, was ja nun wirklich am eigentlichen Anliegen vorbeigeht. Ich stehe einer Quote auch mit gemischten Gefühlen gegenüber und betrachte sie eher als Übergangslösung. Trotzdem wissen wir: Das ganze Wording soll nur verschleiern, dass es früher in fast allen Bereichen und auf vielen Hierarchieebenen eine hundertprozentige Männerquote gegeben hat. Genauso wie die Frauenforschung plötzlich eine „Männerforschung“ hervorgebracht hat – vorher war Forschung an sich implizit immer männlich. Darum muss die Diskussion über Sprache geführt werden! Auch wenn es vielleicht eines Tages heißt: Das war ein typisches Zeitgeist- Phänomen. Aber auch das ist ja Teil unserer gesellschaftlichen Entwicklung.

Es gibt immer wieder neue Stimmen gegen gendersensible Sprache. Warum sind die Beharrungskräfte da so groß?

Der Kampf um die Sprache ist eine Machtfrage. Das sehen Sie überall. Ich selbst habe als ehemaliges Mitglied des Konzils der Deutschen Gesellschaft für Soziologie (DGS) miterlebt, wie lange und hartnäckig man sich dagegen gewehrt hat, den „Soziologentag“ in „Kongress der DGS“ umzubenennen. Das sind bekannte Muster: Wenn Sie die Deutungshoheit über Sprechpraktiken aufgeben, geben Sie immer auch Macht auf. Und das erklärt für mich die Dauer und auch die ungewöhnliche Emotionalität des Widerstands. Ich habe hier gerade zufällig das Grundgesetz vor mir liegen, und da steht doch in Artikel 3, Satz 1: „Alle Menschen sind vor dem Gesetz gleich.“ Schon der Soziologe [Ralf Dahrendorf](#) hat seinerzeit gesagt, es komme aber darauf an, dass Männer und Frauen nicht nur vor, sondern auch noch nach dem Gesetz gleich seien. Sehr merkwürdig ist nämlich, dass darauf noch der Satz 2 folgt: „Männer und Frauen sind gleichberechtigt.“ Den haben wir den Müttern des Grundgesetzes zu verdanken, es waren vier an der Zahl, und 61 Väter. Im Grunde ist das ein positiver Ansatz. Aber: Er offenbart eben, dass es noch im Jahr 1949 nötig war, auf den Menschenstatus von Frauen aufmerksam zu machen. 1949 ist übrigens das Jahr, in dem Simone de Beauvoir mit ihrem Buch „Das andere Geschlecht“ in Frankreich einen Skandal auslöste. Und auch der vielzitierte Schlüsselsatz dieses Werks birgt in sich einen Widerspruch: „Man kommt nicht als Frau zur Welt, man wird es.“ Das ist für mich das beste Beispiel dafür, wie männlich durchwirkt und patriarchal vermagt unsere Sprache ist.

Wie hat sich denn gendersensible Sprache historisch entwickelt?

Erst mal fällt auf, dass wir „Gendern“ sagen – warum gibt es dafür eigentlich kein deutsches Wort? Das ist, finde ich, schon für sich genommen bezeichnend. Man muss die historische Entwicklung vor einem größeren Hintergrund betrachten: Erst seit 1919 sind Frauenstimmen auch politisch Stimmen von Gewicht. Bis dahin galt: „One man, one vote“, nicht „One woman, one vote“. Noch bis in die Sechzigerjahre hinein hat man die Rechtsgültigkeit der Unterschrift einer Frau in Zweifel gezogen. Das ist ganz wichtig zum Verständnis: welchen Unwert Frauenstimmen und das geschriebene Wort einer Frau hatten. Angefangen, sich über das Männliche der deutschen Sprache zu wundern, hat Luise F. Pusch. Ihr war damals aufgefallen, dass wir Anfang der Achtzigerjahre Pässe hatten, in denen stand: „Der Inhaber des Passes ist Deutscher“. Und dann schwappte die feministische Soziolinguistik aus den USA herüber. Dieser Forschungszweig befasste sich auch empirisch mit der Frage, wie zwischen den Geschlechtern miteinander geredet wird. Da kamen Dinge heraus wie: Frauen halten das Gespräch in gemischtgeschlechtlichen Gruppen am Laufen, sie sagen Dinge wie „Ah, interessant“ oder „Hm“. Gleichzeitig stellen sie das, was sie selbst sagen, permanent in Frage. Männer sind häufiger diejenigen, die andere unterbrechen, die Gespräche eröffnen, sie reden affirmativ, gehen ganz selbstverständlich davon aus, dass sie Recht haben. Das waren hochinteressante Forschungsergebnisse, und auch sie könnten ein Grund dafür sein, warum man nicht gern über das Thema redet: Sprache ist ein Herrschaftsinstrument, das immer noch überwiegend von Männern erfolgreich bespielt wird.

Auch heute noch?

Als [Angela Merkel](#) Bundeskanzlerin wurde, hieß es erst: Ist sie jetzt Kanzler? So wie auch ich oft gefragt wurde: Sind Sie die Frau Professor? Es gab noch keinen etablierten Sprachgebrauch dafür. Angela Merkel wurde zu Beginn nicht nur als „Kohls Mädchen“ verniedlicht, so wie Frauen eben kleingemacht werden, sondern man hat ein Neutrum aus ihr gemacht: „Das Merkel“. Das finde ich aufschlussreich. Im Duden gibt es nun auch das Wort „Elter“, im Singular, die Artikel sind „das“ oder „der“. Dabei sind Alleinerziehende fast immer Frauen. Da sieht man, dass in unserer Sprache vieles im Argen liegt.

Wie wäre es denn nach 2000 Jahren generischen Maskulinums mit 2000 Jahren generischen Femininums?

Das hat man tatsächlich in den Achtzigerjahren probeweise an einigen wenigen deutschen Universitäten mit den Prüfungs- und Studienordnungen gemacht. In der Fußnote stand: Alle Rektoren, Dekane, Studenten und so weiter mögen sich mitgemeint fühlen. Sie können sich vorstellen, wie das ausgegangen ist: Noch binnen Semesterfrist war geklagt worden, auf Gleichberechtigung! Und das Ganze wurde wieder zurückgenommen und alles wieder ins Männliche gesetzt. Das war für mich eine Art Lackmustest.

Männer wollen also nicht, Frauen können aber stets mitgemeint werden?



Ja, wir sind immer mitgemeint. Aber wir wollen eben ausdrücklich mitbenannt werden, genannt und direkt angesprochen! Und nicht mitgemeint! Das ist ein Fake, und das ärgert mich: dass man das über eine Fußnote regeln will. Das ist hochsymbolisch. Ich wollte einmal wissen, wie viele Soziologieprofessorinnen es in Deutschland eigentlich gibt. Das war ungewöhnlich schwierig herauszufinden, bis ich auf ein Buch gestoßen bin: „Soziologieprofessoren und -professorinnen in Deutschland“, und ich dachte: Lucke, Volltreffer! Dann guck’ ich ins Buch rein, komme ungefähr bis Fußnote sieben, und da steht dann: Ab jetzt würden alle Soziologieprofessorinnen unter Professoren subsumiert. Da war der ganze Informationswert weg. Und ich glaube, dass der Autor sich mit dieser Fußnote auch noch für besonders politisch korrekt hielt.

Die sehr lebhafteste Debatte über gendersensible Sprache stört auch viele Feministinnen. Sie sagen: Das reduziert die Anliegen des Feminismus auf eine einzige Sache und macht andere zu diskutierende Probleme unsichtbar.

Da würde ich mich anschließen. Ich halte das in weiten Teilen für eine Schein- und Stellvertreterdebatte, bei der man glaubt, noch am wenigsten an Macht zu verlieren. Spätestens wenn es ums Geld geht, hört der Spaß mit der Gleichberechtigung endgültig auf – das sieht man auch an der Lohn- und Gehaltslücke.

Wie steht es denn in der Gesellschaft um die Bereitschaft zu gendern? Ist die Diskussion auch auf eine Art überakademisiert?

Da gibt es schon Unterschiede. Es gibt viele Leute, die sich für Sprache nicht die Bohne interessieren. Denen ist es egal, und sie bringen dann das Argument, das man oft auch in Talkshows hört: Mit einer geschlechtergerechten Sprache würde in der Realität kein bisschen mehr Geschlechtergerechtigkeit hergestellt. Auch das verdrießt mich. Denn Sprache macht, wie gesagt, eben etwas, das kann auch Menschen, die mit Sprache sonst nicht viel am Hut haben, nicht egal sein. Die Tragweite der Sprache ist manchen Menschen vielleicht gar nicht bewusst.

Und unterscheidet sich die Bereitschaft zu gendern nicht auch zwischen den Generationen?

Ja, was ich schon oft gehört habe: Schriftstellerinnen, und das sind dann oft ältere Schriftstellerinnen, sprechen sich dagegen aus. Ich erlebe auch, dass Kolleginnen von mir als „Professor“ begraben werden wollen. Warum? „Professorin“ ist für sie immer noch abgewertet. Ich könnte mir vorstellen, dass zum Beispiel Autorinnen früherer Generationen, die die Branche noch sehr männlich erlebt haben, ein Interesse daran haben, als Mann wahrgenommen zu werden. J.K. Rowling, die mit ihren Harry-Potter- Büchern Welterfolge verzeichnete, ist das beste Beispiel: Sie wurde anfangs von vielen für einen männlichen Autor gehalten.

Ist es denn immer ein Vorteil, in unserer Sprache männlich wahrgenommen zu werden?

Es gibt inzwischen empirische Belege dafür, dass es zum Beispiel bei Bewerbungen einen Unterschied macht, ob ein männlicher oder ein weiblicher, im Übrigen auch ein deutsch oder ein ausländisch klingender Name druntersteht. Wenn der Name suggeriert, es handle sich um einen Mann oder um einen Deutschen – solche Bewerbungen sind statistisch betrachtet erwiesenermaßen erfolgreicher als die einer Frau oder eines Menschen mit ausländisch anmutendem Namen. Auch das ist ein wichtiger Indikator dafür, dass die Geschlechtergerechtigkeit der Sprache in unserer Gesellschaft eine wichtige Rolle spielt. Sprache ist immer auch ein Vorläufer gesellschaftlicher Entwicklungen und wirkt wie ein Seismograph.

Sie sagen, gendersensible Sprache bringe etwas. Aber hakt es auch an manchen Stellen?

Fast immer gibt es Nebenwirkungen, das sehe ich schon. Auch ein Ergebnis der Frauenforschung ist, dass es mittlerweile fast keine Erhebungen mehr gibt, in denen keine Unterscheidung nach Geschlecht vorgenommen wird. Der Pferdefuß an der Sache ist, dass diese Unterscheidung in der Statistik permanent die Ideologie der zwei Geschlechter aufrechterhält. Die Trennung zwischen Männern und Frauen wird immer weitertransportiert – da sind wir in gewisser Hinsicht bislang noch in einem Sprachgefängnis eingesperrt. In einem Seminar habe ich mal mit Studierenden versucht zu diskutieren, ohne dass wir „Männer“ und „Frauen“ sagten. Und wir sind nicht weit gekommen. Das zeigt, wie stark geschlechtskodiert

unsere Sprache und unsere gesamte Gesellschaftsordnung ist. Für die Zukunft stelle ich mir eine Gesellschaft vor, in der wir eine Sprache sprechen, die das Geschlecht nicht mehr eigens adressiert. Das wäre die Utopie einer Post-Gender-Gesellschaft, die auf eine postmaskuline Gesellschaft folgen könnte und auch sollte.

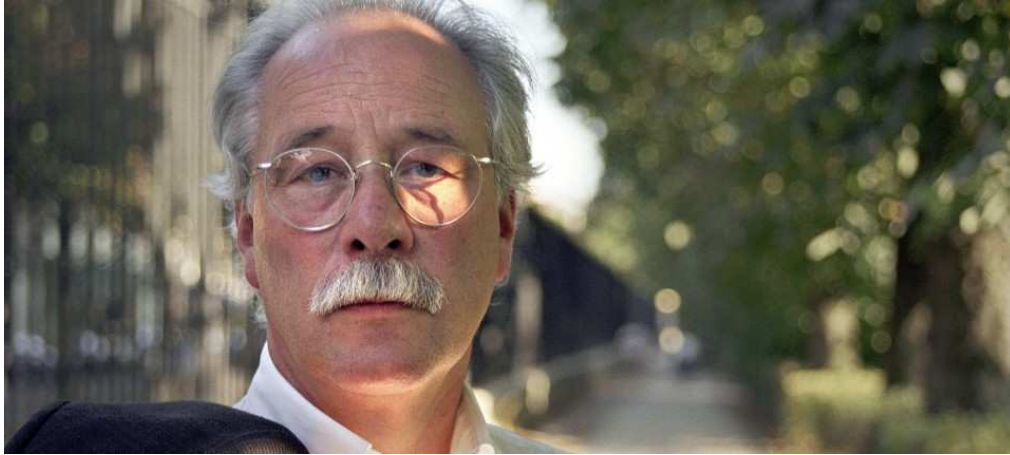
*Unsere Welt verändert sich so rasant wie nie zuvor – und wird immer unübersichtlicher. Prof. Dr. Doris Mathilde Lucke ist Soziologin mit den Schwerpunkten Akzeptanzforschung, Rechtssoziologie, Gender Studies, Familiensoziologie und private Lebensformen sowie Sozionik. Regelmäßig beantwortet sie unsere Fragen zum Zustand der Gesellschaft.*

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/autoren/dem-autor-w-g-sebald-wird-kulturelle-aneignung-vorgeworfen-17704811.html?premium>

VERTEIDIGUNG VON W.G. SEBALD:

## Er hat keine Leben gestohlen

- VON WOLFGANG MATZ
- -AKTUALISIERT AM 29.12.2021-06:49



W.G. Sebald im September 1999 Bild: 4/laif

Der Romancier pflegt ein kannibalisches Gewerbe: Dem vor zwanzig Jahren tödlich verunglückten Schriftsteller W.G. Sebald wird kulturelle Aneignung vorgeworfen. Das kann man so nicht stehenlassen. Eine Verteidigung.

Seine Vorstellungsrede vor der Deutschen Akademie für Sprache und Dichtung beendete W.G. Sebald 1996 so: „Einmal, in einem Traum, wurde ich schon, wie Hebel, gleichfalls in einem Traum, in Paris als Landesverräter und Hochstapler entlarvt. Nicht zuletzt aufgrund solcher Befürchtungen ist mir die Aufnahme in die Akademie willkommen als eine unverhoffte Form der Legitimation.“ Ist es jetzt so weit? Man könnte es glauben, wenn man die Polemik verfolgt, die aus Amerika herüberschwappt: „Ein deutscher Plünderer?“ titelte die „Süddeutsche Zeitung“, immerhin noch mit Fragezeichen.

Auslöser der Debatte ist „Speak, Silence“ von Carol Angier, die erste große Sebald-Biographie, die im kommenden Jahr auch auf Deutsch erscheinen wird. Das Buch ist Sache der Rezensenten. Doch schon jetzt vermischen sich Kritik an Angier, Polemik gegen den Schriftsteller und politische Kurzschlüsse zu einem Ganzen, das so nicht stehen bleiben kann.

Stephan Wackwitz urteilte in der „taz“ kurz und bündig: „Als politisch-moralische Instanz hat Sebald wenig Glück, und er ist in dieser Rolle vermutlich nicht zu retten.“ Sebald eine „politisch-moralische Instanz“? Um ein Denkmal zu stürzen, wird es hier erst errichtet. Mag sein, dass in den Vereinigten Staaten auf eine besonders emphatische Rezeption nun der unvermeidliche Rollback erfolgt, doch in Deutschland? Und sogar der absurde Superlativismus, Sebald sei „the German writer who most deeply took on the burden of German responsibility for the Holocaust“, ist trotz allem niemals dem Gelobten selber anzulasten.

### Der skandalisierende Enthüllungsgestus ist Pose

Nimmt man Ben Lerner's „The Storyteller“ in der „New York Review of Books“, den bislang gründlichsten Aufsatz zur Sache, dann geht es kurz gesagt um zwei Vorwürfe: erstens um Sebalds Umgang mit verschwiegenen Quellen und die Vermischung von Realität und Fiktion; zweitens um seinen „paranoischen Pantragismus“, also das nivellierende Bild einer ständigen Katastrophe, in der alle realen geschichtlichen und politischen Katzen im Grau in Grau der Melancholie verschwinden. Das wäre sicherlich die wesentliche Frage, ist jedoch eine der literarischen Kritik und hat nichts zu tun mit einem illegitimen Anspruch des Autors Sebald.

Der erste Vorwurf aber ist, mit Verlaub, ein alter Hut, wenn auch neu aufgebürstet im zeitgemäßen Aneignungs-Generalverdacht. Ein alter Hut in Bezug auf Sebald, denn diese kritischen Fragen haben sein ganzes erzählerisches Werk begleitet, wurden auch von ihm selbst immer wieder diskutiert – ausführlich nachzulesen etwa in der Interviewsammlung „Auf ungeheuer dünnem Eis“. Selbstverständlich wird all das auch weiterhin diskutiert werden, aber der skandalisierende Enthüllungsgestus, man habe jetzt endlich Belastendes aufgedeckt, das den Delinquenten künftig als „politisch-moralische Instanz“ disqualifiziere, ist Pose.

Ein alter Hut auch für die Literatur. Sebald hat reale Figuren aus Geschichte und Gegenwart als Vorbild genommen und in seine Erzählwerke verpflanzt? Aber was um Himmels willen tut ein Roman denn sonst, dieses nach [Walter Benjamins](#) zeitloser Definition „zusammengestoppelte Uding aus Erlebtem und Ausgedachtem“? Hat Stendhal für Julien Sorel nachgefragt bei den Hinterbliebenen des guillotinierten Antoine Berthet? Flaubert bei denen von Madame Delamare, bevor er sie als Emma Bovary unsterblich machte? Goethe bei Werthers Lotte? Zu schweigen von all den unbekanntem Tanten, Geschwistern, Kollegen, Nachbarn. Es hilft nichts: Der Romancier pflegt ein kannibalisches Gewerbe, es ist gefährlich, in seiner Nähe zu leben. Sebald habe alles getan, um seinen Erzählwerken den Anschein des Wahren, Realen zu geben? Welcher Autor täte oder zumindest versuchte das nicht? An die Realität der Emma Bovary glaube ich aber nicht wegen Delphine Delamares Grabstein im Dörfchen Ry, dem „Vorbild“ für Yonville l'Abbaye, sondern wegen der bezwingenden Kunst des Romanciers Flaubert!

## **Zwei verschiedene Geschichten über denselben Gegenstand**

Blicken wir, um nicht nur allgemein zu antworten, auf die am häufigsten zitierten „übernommenen“ Figuren bei Sebald, auf Dr. Selwyn und Jacques Austerlitz. Beide sind klassische Beispiele für zwei entgegengesetzte Verfahren. Bei Dr. Selwyn in „Die Ausgewanderten“ dachte Sebald an die Gestalt seines Vermieters in Abbotsford, machte die Figur selbst aber zu etwas ganz anderem: zu einem jüdischen Emigranten. Bei Jacques Austerlitz nahm Sebald die Grundkonstellation eines Fluchtschicksals zum Anstoß, übertrug diese jedoch auf eine vollkommen andere, fiktive Person. Bald nach Erscheinen von „Austerlitz“ und nach Sebalds Unfalltod im Dezember 2001 erhob Susi Bechhöfer in dem Aufsatz „Stripped of My Tragic Past by a Bestselling Author“ den Vorwurf, Sebald habe ihr ihre Lebensgeschichte gestohlen.

Der Vorwurf erreichte natürlich auch den Verlag, doch nach der Lektüre von Susi Bechhöfers Buch „Rosas Tochter“ war schon damals meine Antwort als Lektor eindeutig: Bei einem Menschen mit Bechhöfers schrecklicher Erfahrung war die Panik allzu verständlich, man wolle sie ein weiteres Mal berauben. Für den außenstehenden Leser sind es jedoch zwei vollkommen verschiedene Geschichten über denselben historischen Gegenstand. In „Rosas Tochter“ geht es um jüdische Zwillingsschwester, die mit einem Kindertransport 1939 gerettet werden und nach England kommen; bald schon wird Susi von ihrem Ziehvater sexuell missbraucht, und die Aufarbeitung dieser katastrophalen Erfahrung nimmt einen Großteil des Buches ein. Nichts davon in „Austerlitz“. Der kleine Jacques Austerlitz teilt das Lebenstrauma von Verfolgung und Rettung durch den Kindertransport, das englische Pfarrhaus, alles andere aber hat kaum etwas zu tun mit Susi Bechhöfers Geschichte.

Sebald selbst hat nie ein Geheimnis gemacht aus seinem Verfahren. Noch in einem seiner letzten Interviews, unmittelbar nach Erscheinen von „Austerlitz“, sagte er öffentlich das Gleiche, was er auch auf meine Frage nach „realen Vorbildern“ für die Kunstfigur Jacques Austerlitz geantwortet hatte: „Es stecken zweieinhalb Lebensgeschichten in ihm, Biographien, denen ich nachgegangen bin.“

Der allgemeine Verdacht der „kulturellen Aneignung“ hat nun aber auch Sebald erfasst: Ist es tatsächlich, wie Wackwitz schreibt, „übergriffig“ und „unangemessen“, wenn ein Nachgeborener fiktiv, literarisch über den Holocaust schreibt und dabei Zeugnisse von wirklichen Opfern verwendet? Die letzten Zeitzeugen verschwinden, und mit ihnen verschwände die Katastrophe des Jahrhunderts aus der Literatur. Jorge Semprún hat vor einigen Jahren Jonathan Littells „Die Wohlgesinnten“ leidenschaftlich gegen einen ähnlichen Vorwurf verteidigt: „Ohne Romane stirbt das Erinnern.“ Romane, die sich natürlich stützen müssen auf Berichte, Zeugenaussagen, Dokumente. Sebald hat noch 2001 das, was jetzt skandalisiert werden soll, als seinen wesentlichen Schreibimpuls dargestellt: „Ich glaube, dass gerade an der Nahtstelle zwischen Dokument und Fiktion die interessantesten Dinge entstehen. Das lässt sich an der dokumentarischen Welle

der deutschen Literatur zeigen, die es in den 60er, 70er Jahren gab, von Peter Weiss bis Alexander Kluge. Es zeigte sich bald, dass es sich auch dabei nicht um unverstellte Dokumente handelt.“

Dem kann man kritisch widersprechen. Moralisch anfechtbar ist eine Literatur aus Dokument und Fiktion trotzdem bei keinem Autor, auch nicht bei Sebald. Die unreflektierte Ideologie der „kulturellen Aneignung“ beschädigt nicht nur Autoren, sie beschädigt die Literatur.

*Wolfgang Matz ist Literaturwissenschaftler. Er war Sebalds Lektor beim Hanser Verlag.*

# "L'islamophobie comme concept est sans fondement scientifique"

## Tribune

Par Vigilance Universités

Publié le 04/05/2021 à 17:26



Comme tout observateur peut le constater, et le regretter, « islamophobie » est, de fait, utilisé dans la vie publique pour désigner au moins trois choses distinctes.

© Hans Lucas via AFP

Des universitaires membres de Vigilance Universités expliquent en quoi le concept d'« islamophobie » est selon eux trop ambigu et flou pour être réutilisé scientifiquement.

Dans les derniers mois, plusieurs fois la question de la légitimité du terme [« islamophobie »](#) a été posée comme si elle pouvait être tranchée par un argument d'autorité, et plus précisément d'autorité universitaire. Le fait que des universitaires utilisent ce terme prouverait qu'il est légitime et que, par conséquent, ceux qui critiquent son usage dans la vie publique (dans les discours politiques, les médias ou les titres de manifestations publiques) sont des individus peu recommandables, qui ne peuvent pas, quoi qu'ils en disent, être de vrais et sincères antiracistes. Voilà globalement ce que disent ou laissent entendre ceux qui prétendent s'appuyer ainsi sur l'autorité de l'université pour valider la nouvelle cible qu'ils veulent donner à la lutte antiraciste : l'islamophobie. Affrontons donc sans détour cet argument.

L'université peut-elle justifier l'emploi du terme « islamophobie » dans la vie publique ? En d'autres termes, est-ce que l'utilisation du terme d'islamophobie par un certain nombre d'universitaires peut cautionner l'emploi de ce terme dans les médias ou les discours politiques ? La réponse est simple et sans ambiguïté, et elle s'impose à toute personne rationnelle un peu informée. NON ! Ce « non » tranché repose sur un peu de logique élémentaire, en d'autres termes sur du bon sens, et sur un savoir sémantique accessible à tout observateur de la vie publique. La logique et le bon sens disent qu'une ou plusieurs

personnes, qu'elles soient ou non universitaires, ne peuvent pas faire que trois choses distinctes soient une seule et même chose.

## ISLAMOPHOBIE : TROIS RÉALITÉS

Or, comme tout observateur peut le constater, et le regretter, « islamophobie » est, de fait, utilisé dans la vie publique pour désigner au moins trois choses distinctes : 1) les critiques ou attaques contre une religion, qu'il s'agisse de ses dogmes, ses textes, ses prophètes ou ses représentants historiques ; 2) les insultes ou attaques contre des personnes actuellement vivantes en raison de leur appartenance religieuse réelle ou supposée ; 3) la discrimination contre des personnes pour cause de leur appartenance religieuse réelle ou supposée. Le droit depuis longtemps reconnaît qu'il s'agit de trois réalités distinctes, dont seulement les deux dernières correspondent à des délits, la première étant au contraire un droit constitutif de la liberté d'expression. Or, retour au bon sens, aucun terme n'a le pouvoir magique de rendre trois égal à un.

Faut-il en conclure qu'on accuse ici les universitaires de grossières erreurs de logique ou encore d'ignorance crasse ? Pas du tout. D'abord, il peut y avoir des universitaires qui utilisent ce terme de façon rigoureuse, ou scientifiquement acceptable, en lui associant un sens précis et univoque. C'est une situation courante, celle où deux termes homonymes existent en parallèle. Le fait d'utiliser l'un des deux homonymes ne dit alors rien des qualités ou défauts de l'autre, et ne fournit donc aucun argument pour ou contre son usage.

## ARGUMENT D'AUTORITÉ

Ainsi, il ne vient à personne l'idée que les mathématiciens en usant du terme « chaos », dans le cadre de la « théorie du chaos » mathématique, justifient, invalident ou se prononcent de quelque manière que ce soit sur la pertinence d'utiliser le terme courant « chaos » pour désigner telle ou telle situation de la vie quotidienne. Un universitaire rigoureux, intellectuellement honnête et pas complètement ignorant des réalités sociales et politiques dans lesquelles il vit, fera bien sûr attention à ne pas mélanger les choses en mélangeant les notions, et donc, en particulier, à ne pas traiter des homonymes comme un seul et même terme.

Ensuite, l'ampleur de la communauté universitaire explique pourquoi notre critique n'est en rien une accusation portée contre elle. Sans nul doute, dans leur très grande majorité, les membres de la communauté universitaire ont les trois qualités mentionnées – rigueur, honnêteté intellectuelle et intelligence du monde dans lequel ils vivent – mais, sans nul doute aussi, quelques-uns en son sein ne satisfont pas ce standard élevé. Qu'une norme d'excellence ne puisse pas être satisfaite par tous pareillement est une loi qui vaut en tout lieu et en tout temps pour n'importe quelle communauté dès lors que celle-ci comprend plusieurs dizaines d'individus. D'ailleurs, pour se convaincre qu'il ne faut pas se départir de son bon sens devant un argument d'autorité, même si celui-ci invoque le jugement d'universitaires, il suffit de se rappeler le petit quarteron d'universitaires de renom incluant un ancien ministre, qui défendait, il y a quelques années, qu'il n'y avait pas de réchauffement climatique anthropique.

## CONCEPT ILLÉGITIME

Certains, qu'ils soient ou non universitaires, défendront peut-être que le concept d'islamophobie est légitime en tant que concept chapeau. Certes, argueront-ils, il recouvre trois choses distinctes, mais celles-ci sont si intimement liées qu'elles sont les trois facettes d'une même réalité, et qu'on passe de l'une à l'autre sans rupture de continuité. Là non plus, il n'est pas besoin d'experts ou d'autorités universitaires pour juger l'argument. Ou ce principe vaut pour toutes les religions ou il ne vaut pour aucune. Défendre que l'islam serait un cas à part sur ce point, serait une affirmation non seulement totalement arbitraire mais en plus désobligeante. Cela reviendrait à attribuer à l'islam une forme de dogmatisme ou d'intégrisme tout à fait particulier qui l'empêcherait de reconnaître des distinctions que les autres religions sont capables de reconnaître.

Mais, si le principe valait pour toutes les religions, alors, les concepts chapeaux christianophobie, bouddhéphobie etc. devraient aussi avoir droit de cité. Et Martin Scorsese, en 1988, aurait fait preuve de christianophobie, quand il a produit et diffusé le film *La dernière tentation du Christ*. Même si telle n'était pas son intention, il aurait alors insulté personnellement chaque chrétien et aurait introduit une forme de discrimination systématique à leur égard. Or, comme l'affirme le droit français, à juste titre, les insultes personnelles de même que l'introduction d'une forme de discrimination systématique à l'égard des membres d'une communauté sont des délits qui doivent être punis. Par conséquent, selon le principe de la religio-phobie une-en-trois-facettes, son film aurait dû être interdit, et il aurait dû être condamné pour délits d'insulte et de discrimination.

## LA RELIGIO-PHOBIE NE VAUT POUR AUCUNE RELIGION

Inutile de s'étendre sur le fait qu'adopter ce principe reviendrait à remettre en cause la laïcité, et que seule une petite minorité des croyants dans chacune des grandes religions présentes en France désire réellement vivre dans une société où les instances religieuses de tout bord pourraient imposer une telle chape de plomb sur nos libertés d'expression. La conclusion s'impose : puisque la religio-phobie comme concept chapeau tricéphale ne peut valoir pour l'ensemble des religions, il ne peut valoir pour aucune d'entre elles.

L'islamophobie comme concept d'une réalité unique tripartite est donc sans fondement. On a ignoré jusqu'ici, dans notre raisonnement, le fait que « islamophobie » est utilisé par certains de façon plus large encore pour désigner, en plus, toute forme de racisme anti-arabe ou anti-maghrébin. Il va sans dire que s'il est condamnable de brouiller des distinctions utiles en confondant trois phénomènes distincts, il l'est encore plus d'en brouiller un plus grand nombre en en confondant quatre au lieu de trois.

Voilà pourquoi nous pensons qu'il n'y a pas de caution universitaire qui puisse valoir en la matière. Comme une hirondelle ne fait pas le printemps, un universitaire ne fait pas la vérité. Nous recommandons donc plutôt que chacun, en lisant cet article et d'autres, se fasse sa propre opinion sur l'emploi du terme islamophobie dans la vie publique. S'agit-il d'une arme politique utilisée par des militants pour occulter des distinctions essentielles en confondant trois, ou même quatre, choses sous un même vocable, ou s'agit-il d'un concept honnête qui sert à désigner de façon univoque un phénomène bien défini ?

Les signataires de ce texte, membres de Vigilance Universités, sont des universitaires dont la science est l'objet d'étude :



Françoise LONGY, Philosophe des sciences (université de Strasbourg)

Gilles DENIS, Historien et épistémologue de la biologie (université de Lille)

Éric GUICHARD, Philosophe des sciences et des techniques (université de Lyon)

Véronique LE RU, Philosophe des sciences (université de Reims Champagne-Ardenne)

Franck NEVEU, Linguiste et épistémologue des sciences du langage (Sorbonne Université)

Jean-Pierre SCHANDELER, Historien des sciences sociales (CNRS)

Jean SZLAMOWICZ, Linguiste, spécialiste d'analyse du discours (université de Bourgogne)



Par Vigilance Universités

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/koran-im-klassenzimmer-religioese-konflikte-in-schulen-17713949.html?premium>

RELIGIÖSE KONFLIKTE IN SCHULEN:

## Der Koran im Klassenzimmer

- VON THOMAS THIEL
- -AKTUALISIERT AM 04.01.2022-10:24



„Trag das Kopftuch“: Eine Studie zeigt, dass strenggläubige Muslime an immer mehr Berliner Schulen die Regeln bestimmen und ihren Mitschülern religiöse Vorschriften machen. Politiker ignorieren das Problem.

Spätestens seit vor vier Jahren die ersten Wachdienste an Berliner Schulen engagiert wurden, weiß man, dass manche Bezirke der Hauptstadt für Lehrer und Schüler ein hartes Pflaster sind. Ein großes Problem ist, dass viele Schüler zu Hause kein Deutsch sprechen und dem Unterricht nur schwer folgen können. Ein zweites sind die wachsenden religiösen Konflikte. Über Neuköllner Schulen liegt jetzt eine vom Verein für Demokratie und Vielfalt (Devi) beauftragte Umfrage vor, der zufolge es an neunzig Prozent der zehn befragten Schulen regelmäßig zu religiösen Konflikten kommt, die in erster Linie von strenggläubigen Muslimen ausgehen.

Schüler werden demnach von Mitschülern aufgefordert, den Ramadan einzuhalten oder das Kopftuch zu tragen. Regelmäßig kommt es zu Streit über gottgefälliges Essen oder zu herablassendem Verhalten gegenüber weiblichen Lehrkräften, um nur einige Streitpunkte zu nennen. Lehrer haben generell einen Autoritätsverlust erlitten. In Koranschulen lernen Schüler, die Autorität des Korans und des Propheten unbedingt höher einzuschätzen als die des Klassenlehrers. Von ihren Eltern und einem von vielen Befragten als rückschrittlich empfundenen Umfeld werden sie in ihrer bildungsfeindlichen Haltung unterstützt.

Besonders im Umfeld konservativer Moscheen gelten laut einer Begleitstudie des Devi ungeschriebene Gesetze auf dem Schulhof. Die religiöse Infiltration werde unterstützt durch von Islamisten betriebene Medienkanäle, die Schülern einreden, sie würden in Deutschland wie in einem großen KZ gehalten. Einigen der befragten Lehrer kommt ihre Schule wie eine Insel in einer ihr feindlichen Werteordnung vor. Immer mehr Themen würden nach gut und böse sortiert. Das geht natürlich auf Kosten der Bildung: Konfliktträchtige Stoffe wie der Nahostkonflikt oder Sexualkunde werden zunehmend gemieden. Im Ramadan ist an manchen Schulen kaum Unterricht zu machen, die Schüler leiden unter Durst und Hunger und fallen schulisch zurück.

### Fehler der Extremismusprävention

Das Ergebnis der Umfrage kommt nicht überraschend. Es deckt sich mit einer Hamburger Studie aus dem Jahr 2014, die erstmals die Öffentlichkeit alarmierte. Der Journalist Joachim Wagner hat in dem umfassend angelegten Buch „Die Macht der Moschee“ (2018) zudem aufgewiesen, dass ähnliche religiöse Konflikte nicht nur in Berlin-Neukölln, sondern auch an Hanauer oder Nürnberger Schulen ausgetragen werden. Das wäre weniger besorgniserregend, wenn Politik und Schulbehörden das Problem nicht verdrängen würden. Als völlig untauglich bewertet die Studie eine Präventionsarbeit, die religiösen Extremismus als

verständliche Reaktion auf eine feindselige Umwelt verharmlost und die konkreten Ursachen der Radikalisierung ausblendet. Sie hat viele Anhänger.

Die Zeitung „Die Welt“ hat als erste über die Devi-Studie berichtet und sich an verantwortlichen Lokalpolitikern der Grünen und der Linkspartei, die sie daraufhin befragte, die Zähne ausgebissen. Entweder will man das Problem nicht sehen, oder man schiebt es unter dem Vorwurf „muslimfeindlich“ vom Tisch. Kein Muslim wird jedoch stigmatisiert, wenn über derartige Vorkommnisse sachgerecht berichtet wird. Vielmehr sind moderate Muslime selbst den Angriffen ihrer orthodoxen Mitschüler ausgesetzt. Besonders betroffen sind muslimische Schülerinnen, die schon im Kindesalter in eine unterwürfige Rolle gedrängt werden. Auch der Umgang mit Homosexualität ist wieder zu einem großen Problem an den Schulen geworden. Warum nehmen die Grünen und die Linkspartei ausgerechnet eine reaktionäre, intolerante Ausprägung des Glaubens in Schutz und verraten dadurch ihre progressiven Werte? Reicht es ihnen, wenn diese nur für eine Klientel gelten, das sich mit solchen Problemen nicht herumschlagen muss?

Druck geraten, und es gibt mutige Lehrer, die von den Schulbehörden alleingelassen werden. Auch in Frankreich hat die Politik seit Langem von der religiösen Radikalisierung an den Schulen gewusst, den entsprechenden Bericht aber zurückgehalten. Christian Lindner stellte nach der Ermordung von Samuel Paty im Namen der FDP eine Anfrage an den Bundestag über Gewalt an den Schulen. Das Problem ist bekannt. Es wird interessant sein, ob sich die neue FDP-Bildungsministerin Bettina Stark-Watzinger ihm stellt.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-nachhaltigkeit/strom-deutschlands-sonderweg-ohne-atomkraft-und-kohle-17712032.html?premium>

KEINE ATOMKRAFT, KEINE KOHLE:

# Das deutsche Stromdilemma

- VON F.A.Z.-AUTOREN
- -AKTUALISIERT AM 03.01.2022-07:18



Während Franzosen und Briten weiter auf Kernenergie setzen, will Deutschland seinen Strombedarf vor allem aus Wind und Sonne decken. Kann dieser Sonderweg wirklich gutgehen?

Sven Giegold machte aus seiner Freude keinen Hehl. „Heute geht ein Jugendtraum in Erfüllung“, twitterte der Grünenpolitiker und Staatssekretär im Bundeswirtschafts- und Klimaschutzministerium an Silvester. In seiner Schulzeit in Hannover hätten sie sich gegen Atomkraftwerke engagiert. „Mit der Abschaltung von Grohnde und Brokdorf haben unsere Proteste ihr Ziel erreicht: Dezentrale erneuerbare Energien ersetzen Atomkraft, Kohle und Erdgas. Endlich!“

Seit dem Beginn des neuen Jahres sind in Deutschland nicht mehr sechs, sondern nur noch drei Atomkraftwerke in Betrieb. Die Meiler in Brokdorf (Schleswig-Holstein), Grohnde (Niedersachsen) und Gundremmingen (Bayern) wurden wie geplant heruntergefahren. Noch am Netz sind Isar 2 nahe dem bayerischen Landshut sowie die Reaktoren im Emsland in Niedersachsen und Neckarwestheim 2 in Baden-Württemberg. Aber auch sie haben nur noch eine kurze Restlaufzeit. Spätestens Ende dieses Jahres soll der 2011 nach dem Reaktorunfall im japanischen Fukushima beschlossene Atomausstieg vollendet sein.

## Rückkehr zur Atomkraft ist keine Option

Deutschland geht damit international einen Sonderweg. Etliche europäische Länder wollen zur Erreichung der Klimaziele an der **Kernkraft** festhalten, teils sogar neue Meiler bauen. Hintergrund ist, dass bis zum Jahr 2030 in der EU der CO<sub>2</sub>-Ausstoß gegenüber dem Jahr 1990 um 55 Prozent sinken soll. Da die Erzeugung einer Kilowattstunde Strom aus Atomkraft deutlich weniger CO<sub>2</sub>-Emissionen verursacht als jene aus Braunkohle oder Gas, preisen Befürworter die Technik gerne als „grün“.

Innerhalb der **EU** vertritt vor allem Frankreich diese Position. Und konnte damit jetzt einen Zwischenerfolg verbuchen: Die EU-Kommission hat vorgeschlagen, im Rahmen der sogenannten Taxonomie die Atomkraft ebenso wie Gas unter bestimmten Bedingungen als grüne Energieträger einzustufen. Die Verordnung der Kommission gilt als richtungsweisend dafür, wo Investoren ihr Geld anlegen, wenn sie dieses nachhaltig investieren wollen.

Umweltschützer fürchten, dass der Ausbau der erneuerbaren Energien nicht mehr ausreichend vorankommen wird, wenn auch Investitionen in Atom- und Gaskraftwerke als nachhaltig gelten. Die Bundesregierung lehnt den Vorstoß der EU-Kommission ab. Wirtschafts- und Klimaschutzminister **Robert Habeck** (Grüne) **sprach von einem „Greenwashing“**. Es sei fraglich, ob dies „überhaupt auf dem Finanzmarkt Akzeptanz findet“.

Eine Rückkehr von Deutschland zur Atomkraft hatte Habeck zuvor schon ausgeschlossen. Noch habe er keinen Politiker getroffen, der in seinem Wahlkreis ein Endlager für Atommüll haben wolle – daher erübrigt sich aus seiner Sicht die Debatte. Mit jedem abgeschalteten Meiler wird jedoch die Frage drängender, wie Deutschland seinen Strombedarf künftig decken will, der Prognosen zufolge noch stark steigen wird, wenn etwa Stahlwerke mit Wasserstoff arbeiten und auf den Straßen vor allem Elektroautos unterwegs sein sollen.

## **Habeck will dreimal mehr Windräder bauen**

Bis zum Jahr 2030 will Deutschland „idealerweise“ auch aus der Braunkohle aussteigen, so steht es im Koalitionsvertrag. Und auch, dass Deutschland in besagtem Jahr 80 Prozent seines Stroms aus erneuerbaren Energien beziehen soll. Im Jahr 2021 ist deren Anteil an der Stromerzeugung jedoch nicht gestiegen, sondern sogar gefallen, auf knapp 41 Prozent. Braun- und Steinkohle deckten nach vorläufigen Zahlen des Energieverbands BDEW zusammen mehr als ein Viertel des deutschen Strombedarfs, Atomkraft knapp 12 Prozent.

Für Habeck ist die Sache klar: Statt wie zuletzt 450 Windräder im Jahr sollen bis zu dreimal so viele gebaut werden. Sein Staatssekretär Sven Giegold ließ schon durchblicken, dass dabei unter Umständen auch der Schutz des Rotmilans – für den die Anlagen gefährlich sind – zurückstehen müsse. Damit zog Giegold sogleich die Kritik von Artenschützern auf sich. Auch innerhalb der Grünen wird im neuen Jahr noch viel Überzeugungsarbeit gefragt sein.

## **Frankreich: Neue Kraftwerke in Planung**

Wie kein anderes Land in Europa setzt Frankreich auf die Kernenergie. 56 Reaktoren gibt es, nur in den USA stehen mehr. Den französischen Stromverbrauch decken sie zu rund 70 Prozent, den Gesamtenergiebedarf zu rund 40 Prozent, so viel wie Erdöl und Erdgas zusammen. Doch die Kernkraftwerke sind in die Jahre gekommen, und die Probleme häufen sich. Der 2017 gewählte Präsident Emmanuel Macron wollte deshalb nach deutschem Vorbild aus der Kernenergie aussteigen und die Wind- und Solarkraft kräftig ausbauen. Das hat sich mit der anhaltenden Energiepreiskrise geändert. Macron setzt nun stark auf die Kernenergie und hat den Bau neuer Reaktoren angekündigt. Auch neuartige, modulare Minireaktoren will Macron fördern.

Zwar wird auch in Frankreich kontrovers über die Kernenergie diskutiert. In einer jüngsten Umfrage sprachen sich 52 Prozent der Bürger für und 45 Prozent gegen diese Energiequelle aus. Doch die Befürworter haben Oberwasser: Kürzlich prognostizierte der Stromnetzbetreiber RTE, dass ein Mix mit 100 Prozent Erneuerbaren Frankreich im Jahr 2050 rund ein Drittel mehr kosten wird als ein Stromnetz mit 50 Prozent Atomkraft und 50 Prozent Erneuerbaren, unter anderem wegen des Netzausbaus.

## **Belgien: Doch noch Streit um den Ausstieg**

Eigentlich hat Belgien schon vor beinahe zwei Jahrzehnten beschlossen, 2025 aus der Atomkraft auszusteigen. Die aktuelle Regierung hat das aber bei ihrem Amtsantritt unter den Vorbehalt gestellt, dass Versorgungssicherheit und bezahlbare Strompreise gesichert sind. Schließlich gewinnt Belgien bisher 40 Prozent des Stroms aus der Atomkraft. Bis Ende 2021 sollte die endgültige Entscheidung fallen.

Die jedoch gestaltete sich als schwieriger als erwartet. Zwar kommen verschiedene Gutachten zu dem Schluss, dass der Ausstieg keine gravierenden Folgen haben wird. Auch laufen die Vorbereitungen für das Abschalten der sieben Reaktoren auf Hochtouren. Der Betreiber Engie hat sich gegen längere Laufzeiten ausgesprochen. Die an der Sieben-Parteien-Regierung beteiligten Liberalen aus Wallonien aber dringen plötzlich darauf, zumindest die Laufzeit von zwei Reaktoren zu verlängern. Ein Ausstieg ist ihrer Ansicht nach aus zwei Gründen nicht mehr zeitgemäß: den hohen Energiekosten und dem Klimawandel. Kurz vor Weihnachten vertagte die Regierung die Entscheidung auf das Frühjahr 2022.

## **Italien: Hier wird wieder diskutiert**

In Italien hat eine Debatte über die Atomkraft eingesetzt. Dabei ist die Republik ein altes Anti-Atomkraft-Land. 1990 wurde der einzige nennenswerte Reaktor abgeschaltet. In zwei Referenden 1987 und 2011, die jeweils auf die Katastrophen von Tschernobyl und Fukushima folgten, lehnten die Italiener die Atomenergie ab. Heute begnügt man sich damit, 5 Prozent des Stroms aus dem Nuklearland Frankreich zu beziehen. Der von [Mario Draghi](#) ernannte Umweltminister Roberto Cingolani hat sich kürzlich aber für eine Öffnung gegenüber der Atomkraft ausgesprochen, gerade in der Forschung. Wenn etwa kleinere Reaktoren mehr Sicherheit sowie weniger radioaktive Abfälle und Kosten brächten, sollten die Italiener neu darüber nachdenken. Auch die rechtspopulistische Partei Lega hat sich für eine Förderung der Nuklearindustrie ausgesprochen.

Mehrheitsfähig ist diese Position freilich nicht. Der Chef des teilstaatlichen Energiekonzerns Enel, Francesco Starace, ist etwa gegen die Kernenergie. Seiner Meinung nach liegen die Lösungen in den erneuerbaren Energien und in der Speicherung. Die wichtigsten Primärenergiequellen Italiens sind heute Gas (40 Prozent), Öl (39 Prozent), [erneuerbare Energien](#), darunter viel Wasserkraft (16 Prozent) sowie Kohle (knapp 5 Prozent).

## **Amerika: Biden setzt auf Kernkraft**

Atomkraftwerke steuern in den USA 20 Prozent zum Stromerzeugungsmix bei. Der älteste Reaktor tut seit mehr als 50 Jahren Dienst, der jüngste ging 2016 ans Netz. Die neue Regierung setzt auf Atomkraft und hat rund 1,8 Milliarden Dollar für neue Kraftwerke und für die Ertüchtigung der vorhandenen Kraftwerksflotte bereitgestellt. Washington sieht die Reaktoren als unverzichtbar im Kampf, die Treibhausgase aus der Energieerzeugung bis 2030 zu halbieren. Sie steht damit im Einklang mit Teilen der Umweltbewegung.

Doch es werden auch Atomkraftwerke stillgelegt. Politisch umkämpft ist die beabsichtigte Schließung der beiden Diablo-Canyon-Reaktoren, des letzten Atomkraftwerks in Kalifornien. Die Sorge ist, dass wie in früheren Fällen Gaskraftwerke in die Bresche springen. In Georgia sollen dagegen neue Reaktoren an Netz gehen. Die Inbetriebnahme verspätet sich auf 2024, offenbar explodieren die Kosten an der Baustelle, und es gibt Unstimmigkeiten mit der Aufsicht. Hoffnung machen Neuentwicklungen, etwa kleine Reaktoren, die mit viel Wagniskapital und staatlicher Förderung zur Marktreife geführt werden.

## **Japan: Zurück nach Fukushima**

Im Dreiklang der großen Atomunfälle steht Japan mit Fukushima Daiichi 2011 in einer Reihe mit Three Mile Island in den USA 1979 und Tschernobyl 1986 in der Ukraine. Die dreifache Kernschmelze im Nordosten Japans führte dazu, dass das Land alle Atommeiler abschaltete, um sie gemäß verschärfter Sicherheitsstandards neu zu ertüchtigen. Zugleich wuchs der Widerstand gegen das Wiederhochfahren der Reaktoren. Erneuerbare Energien wurden gefördert, von der Kernkraft hat das Land sich aber nie gänzlich verabschiedet.

Die Regierung sieht die Nuklearenergie als unverzichtbaren Bestandteil der Energieversorgung in dem rohstoffarmen Land, zumal sie zugesagt hat, die CO<sub>2</sub>-Neutralität bis 2050 zu schaffen.

Ministerpräsident [Fumio Kishida](#) hält Forschung für Mini-Atomreaktoren, die als weniger riskant gelten, für geboten. Aktuell trägt die Atomenergie rund 6 Prozent zur Stromversorgung bei. 9 Reaktoren sind am Netz, für weitere 16 ist die Wiederezulassung beantragt. 25 Reaktoren werden endgültig abgeschaltet. Bis 2030 soll die Atomenergie 20 bis 22 Prozent der Energieversorgung liefern. Zugleich will die Regierung den Anteil erneuerbarer Energien auf 36 bis 38 Prozent mehr als verdoppeln. Der Anteil von Gas und Kohle soll von fast 70 auf fast 40 Prozent sinken.

## **China: Gewaltiges Comeback**

Nirgendwo auf der Welt erlebt die Atomkraft ein so gewaltiges Comeback wie in China. Auch in der autoritär regierten Volksrepublik hatte die Führung nach dem Reaktorunfall in Fukushima einen Baustopp für Kernkraftwerke in China verhängt. Schließlich sitzt das Misstrauen gegenüber der Atomkraft vor allem

in den älteren Bevölkerungsschichten tief. Vor ein paar Jahren hatte es zahlreiche Bürgerproteste gegen den Bau von Reaktoren und Wiederaufbereitungsanlagen gegeben, sodass ein Ende der Atomkraft in China nicht ausgeschlossen schien. Das ist vorbei, seit sich die Regierung, die China nach wie vor als auf günstige Energiequellen angewiesenes Entwicklungsland definiert, beim Klimagipfel in Paris auf CO<sub>2</sub>-Einsparziele festgelegt und versprochen hat, bis 2060 kohlenstoffneutral zu sein.

In den kommenden 15 Jahren will Peking mindestens 150 neue Reaktoren bauen lassen, mehr als im Rest der Welt in den vergangenen 35 Jahren zusammen entstanden sind. In ein paar Jahren dürfte China damit die USA als größter Produzent von Atomenergie abgelöst haben. Bis 2035 soll der Energieträger 200 Gigawatt liefern, was der Versorgung von mehr als 10 Städten der Größe Schanghai entspricht, in der rund 24 Millionen Menschen leben. Bis zum Datum seines Klimaneutralitätsziels 2060 will die Führung sämtliche Kohlekraftwerke geschlossen haben, die derzeit knapp 60 Prozent des Stroms liefern. An ihre Stelle sollen Wind- und Solarkraft treten – dicht gefolgt von der Atomenergie, die heute nur rund 5 Prozent im Energiemix ausmacht.

## **Großbritannien: Große und kleine Reaktoren**

Großbritannien hält unbeirrt an der Kernkraft fest. Die etwas mehr als ein Dutzend aktiven Reaktoren tragen seit Jahren recht stabil um die 17 Prozent zur Stromerzeugung auf der Insel bei. Damit ist die Atomkraft hinter Windparks und Gaskraftwerken die dritt wichtigste Energiequelle. Die Regierung von Boris Johnson will auch in Zukunft darauf setzen. Ohne Kernenergie sei das CO<sub>2</sub>-Netto-Null-Ziel bis 2050 nicht erreichbar, sagt sie.

In seinem 10-Punkte-Plan für die „Grüne Revolution“ kündigte der Premierminister an, „Nuklearenergie als eine saubere Energiequelle weiterzuentwickeln“. Im Laufe dieses Jahrzehnts müssen einige alte Meiler abgeschaltet werden, ihre Kapazität soll ersetzt werden. Dazu wird Hinkley Point C in Somerset an der westenglischen Küste mit 3,2 Gigawatt gebaut, das etwa sechs Millionen Haushalte mit Elektrizität versorgen kann. An der ostenglischen Küste ist ein ebenso großer Druckwasserreaktor, Sizewell C, in Planung. Beide werden aber sehr teuer.

Wesentlich günstiger sollen die derzeit von Rolls-Royce entwickelten Klein-AKW („Small Modular Reactors“) sein. Die Regierung erwägt, mehr als ein Dutzend davon bauen zu lassen. Kernenergie ist in Großbritannien weithin akzeptiert als notwendiger Bestandteil des Energiemixes, ohne den die gewünschte radikale CO<sub>2</sub>-Emissionssenkung nicht funktionieren wird. Sowohl die Konservativen als auch Labour sind pro Atomkraft. Nennenswerte Proteste oder eine Antiatombewegung gibt es im Lande nicht.

## **Skandinavien: Finnland baut am ersten Endlager**

In Nordeuropa setzen Schweden und Finnland auf Atomkraft. In Schweden entfallen zurzeit rund 30 Prozent der Stromerzeugung auf die drei Atomkraftwerke in Ringhals, Forsmark und Oskarshamn. Der Anteil ist zuletzt gesunken, weil seit 2015 mehrere Reaktoren an diesen Standorten abgeschaltet wurden; die wichtigste Energiequelle Schwedens ist die Wasserkraft. Die verbleibenden schwedischen Reaktoren sollen zum Teil noch bis 2040 am Netz bleiben. Der zwischenzeitliche Parlamentsbeschluss zu einem früheren Komplettausstieg wurde zurückgenommen.

Finnland will den bei knapp 28 Prozent liegenden Anteil der Atomkraft an der [Stromversorgung](#) in den kommenden Jahren sogar noch ausbauen, um den Verbrauch von Kohle und Torf zu senken. 2022 soll ein weiterer Reaktor im Atomkraftwerk Olkiluoto ans Netz gehen. Außerdem ist der Bau eines ganz neuen Atomkraftwerks bis 2028 geplant, die Technik dafür soll der russische Konzern Rosatom liefern. Sehr weit fortgeschritten sind die Arbeiten am Endlager für den finnischen Atommüll, das Mitte der 2020er Jahre als das erste seiner Art in der westlichen Welt in Betrieb genommen werden soll.

## **Tschechien: Nach Kohle-Aus fest eingeplant**

Die Förderung der Kernenergie war Andrej Babiš stets ein großes Anliegen. Wie groß, das machte der scheidende Premierminister unlängst in seinem Abschiedsbrief an die EU-Botschafter in Prag deutlich. Es

sei, so schrieb er, „von entscheidender Bedeutung, den Schutz der Außengrenzen zu verbessern und die illegale Migration zu bekämpfen sowie sich auf die Kernenergie zu konzentrieren und mehr Kernreaktoren zu bauen“. Das ist in der Tschechischen Republik Konsens und wird von der neuen Regierung geteilt. Die Frage ist nicht, ob, sondern von wem neue Kernkraftwerke gebaut werden.

China und Russland wurden davon aus Sicherheitsgründen ausgeschlossen. Bleiben Frankreich, Südkorea und Amerika als potentielle Lieferanten. Das macht nicht alle glücklich, die mit russischer Atomtechnik groß geworden sind. Immerhin laufen 6 Reaktoren sowjetischer Bauart in Tschechien, die dort 40 Prozent der Stromerzeugung sichern. Das soll so bleiben, wenn bis spätestens 2038 der Ausstieg aus der Kohle vollzogen wird, auf der – mit fallender Tendenz – noch 41 Prozent der Stromerzeugung basieren. Mitte des nächsten Jahrzehnts sollen die neuen Reaktoren am Netz sein, die Rechnung zahlt der Staat, den Bau überwacht der halbstaatliche Stromkonzern.

### **Osteuropa: Neuer Markt für die US-Anbieter**

Im Osten Europas ist die Kernenergie weit verbreitet und gesellschaftlich akzeptiert. Deshalb wollen die Regierungen den Ausbau der Kernkraft – im Gleichklang mit Frankreich – von der EU als förderungswürdig, weil klimaschonend anerkannt wissen. Bis auf Polen produzieren alle großen Länder Atomstrom mit angejahrten Kraftwerken aus sowjetischer Zeit. In der Ukraine stehen 15 Meiler, in Bulgarien und Rumänien je 2, in Ungarn sind es 4, wie auch in der Slowakei. Slowenien betreibt ein Kernkraftwerk, das zur Hälfte Kroatien gehört. Belarus hat im Sommer sein erstes in Betrieb genommen. In Ungarn ist der Anteil des Atomstroms mit knapp 50 Prozent des Elektrizitätsverbrauchs am höchsten. Mithilfe Russlands erweitert das Land seine Kapazität, Serbien, das kein AKW besitzt, will sich mit 15 Prozent daran beteiligen.

Anderswo ist russische Technik nicht mehr gefragt. In der Ukraine, Bulgarien und Rumänien – dort wurde der Pekinger Staatskonzern China General Nuclear 2020 vor die Türe gesetzt – sind Überlegungen für den Weiterbau eingemotteter Baustellen oder den Neubau vor allem amerikanische Anbieter im Gespräch. Westinghouse hat unlängst einen Vertrag mit der Ukraine unterzeichnet. Rumäniens Staatsbetrieb Nuclearelectrica hat mit der amerikanischen Nuscale Power den Bau eines aus 6 Minimeilern bestehenden 462-Megawatt-Kernkraftwerks verabredet. Auch in Polen wird als Ersatz für die Kohle über den Bau des ersten Kernkraftwerks debattiert.

Autoren: Jan Hauser, Julia Löhr, Niklas Záboji, Hendrik Kafsack, Christian Schubert, Philip Plickert, Sebastian Balzter, Andreas Mihm, Winand von Petersdorff, Hendrik Ankenbrand und Patrick Welter



<https://www.faz.net/aktuell/stil/essen-trinken/plastik-oder-papier-welche-tueten-sind-besser-17715154.html?premium>

TÜTEN FÜR OBST UND GEMÜSE:

## Wieso Plastik besser als Papier ist

- VON ANNA SCHILLER
- -AKTUALISIERT AM 05.01.2022-05:48



Die dünnen Beutel aus dem Supermarkt gelten als Umweltsünde – dabei sind sie besser als ihr Ruf. Warum sind Papiertüten keine gute Alternative für den Transport von Äpfeln und Tomaten?

Seit Anfang des Jahres sind Plastiktüten in Deutschland verboten – aber nicht alle. Das Verbot gilt nur für Tüten mit einer Wandstärke von 15 bis 49 Mikrometern. Auf Einwegtragetaschen, wie man sie in vielen Geschäften bislang noch erhalten konnte, werden Kunden zukünftig also verzichten müssen. Von dem Verbot ausgeschlossen sind sogenannte „Hemdchenbeutel“, die dünner als 15 Mikrometer sind. Das sind jene dünnen Tüten, die in den Obst- und Gemüseabteilungen großer Supermärkte unentgeltlich zum Abwiegen bereitstehen.

Von ihnen verbraucht jeder Deutsche im Schnitt 44 Stück im Jahr 2019, wie das [Statistische Bundesamt](#) am Dienstag mitteilte. Im europäischen Vergleich gehen die Deutschen sparsam mit den Beuteln um. Litauer verwendeten im gleichen Zeitraum 280 Tüten, Tschechen 235. Besonders umweltfreundlich waren die Belgier: Hier fielen pro Person lediglich sieben Tüten an.

Sie „sorgen vor allem für einen hygienischen Umgang mit offenen und leicht verderblichen Lebensmitteln“, begründete das Bundesumweltministerium die Ausnahme der Beutel vom Verbot. „Für diesen Zweck gibt es noch keine gute Alternative“, hieß es weiter. Das sieht Katharina Istel, Referentin für Ressourcenpolitik beim Naturschutzbund Deutschland ([NABU](#)), ähnlich. Die Ausnahme vom Verbot hält sie für richtig, solange es noch keine etablierten Mehrweg-Alternativen gibt.

### „Schlechtere Ökobilanz als Plastikbeutel“

Die Hemdchenbeutel seien die „am wenigsten schlimme Einwegvariante“ für den Transport von Obst und Gemüse, sagt sie. Sie möchte die Tüten nicht grundsätzlich verteufeln, da sie materialeffizienter seien als Vorverpackungen aus Plastik oder Papier, in denen beispielsweise Cocktailtomaten häufig verkauft werden. Eine Studie des NABU aus dem vergangenen Jahr zeigt: Eine dreieckige Plastikverpackung, wie sie häufig für kleine Tomaten verwendet wird, wiegt 17 Gramm, ein Hemdchenbeutel nur 2,5 Gramm. Wer Tomaten einzeln kauft und sie in eine Plastiktüte aus dem Supermarkt packt, schont die Umwelt.

Besonders Bio-Supermärkte setzen bereits seit Langem auf Papiertüten, in denen Kunden Salatköpfe und Möhren in die heimische Küche transportieren können. Papier genießt ein gutes, umweltfreundliches Image. Istel sagt jedoch: „Papiertüten haben eine schlechtere Ökobilanz als Plastikbeutel.“ Eine Papiertüte benötige sieben- bis achtmal mehr Material als eine Tüte aus Plastik.

Negativ auf die Ökobilanz wirke sich außerdem aus, dass für die Herstellung von Papiertüten neu geschlagenes Holz verwendet wird. Das kommt meist aus industrieller Forstwirtschaft. „Altpapier schafft es bisher in der Regel nicht, lebensmittelkonform zu sein“, sagt Istel. Druckerschwärze möchte niemand an seinem Obst und Gemüse haben. Damit Papier nassen oder fettigen Lebensmitteln standhält, brauche man Beschichtungen oder Chemikalien, sagt Istel. So würden beispielsweise Chemikalien genutzt, die auch in Teflonpfannen und Feuerwehrkleidung eingesetzt werden.

## **Verpackungen vermeiden und mehrfach verwenden**

Papier sei außerdem nicht von Natur aus braun, sagt sie. Das vermeintlich umweltfreundliche Aussehen der Papiertüten werde durch Färbung erzielt. Chemikalien und Farbe führen wiederum dazu, dass die Beutel schwerer wiederverwertet werden können. „Wir müssen jetzt auch die Papiertüten in den Blick nehmen“, fordert sie daher.

Wie soll man Obst und Gemüse also möglichst umweltfreundlich transportieren? „Ich versuche, Verpackungen am liebsten ganz zu vermeiden“, sagt Istel zu ihrem eigenen Verhalten beim Einkaufen. Sie verwendet Beutel wenn möglich mehrfach. Man könne beispielsweise mit seinen gebrauchten Papiertüten zum Bäcker gehen. Auch die dünnen Plastiktüten aus der Obstabteilung müssen nicht gleich nach dem Auspacken in die Tonne wandern. Istel empfiehlt, auch diese zum nächsten Einkauf noch einmal mitzunehmen. Als Faustregel könne man sich merken: „Tüten werden weniger schlimm, je öfter ich sie benutze.“

# Université : « L'universalisme républicain ne se décrète pas, il se construit »

## **TRIBUNE**

### **Collectif**

Dans une tribune au « Monde », soixante-quatorze universitaires expliquent pourquoi le colloque organisé par l'Observatoire du décolonialisme, les 7 et 8 janvier à la Sorbonne, constitue une caricature de son objet, car il conduit à observer pour ne rien voir !

Publié aujourd'hui à 09h00, mis à jour à 11h02

**Tribune.** L'Observatoire du décolonialisme et le Collège de philosophie organisent les 7 et 8 janvier, avec l'aval de Jean-Michel Blanquer, un colloque à la Sorbonne, intitulé « Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture » dont l'objectif affiché est de dénoncer l'« *ordre moral* » que la « *“pensée” décoloniale* », également nommée « woke » ou « cancel culture », introduit dans le domaine éducatif en contradiction avec « *l'esprit d'ouverture, de pluralisme et de laïcité qui en constitue l'essence* ».

Il s'agit, est-il précisé, de « *favoriser la construction, chez les élèves et les étudiants, des repères culturels fondamentaux* » et de « *faire un état des lieux, aussi nuancé que possible* ». Cette recommandation laisse perplexe lorsque l'on constate que les animateurs des tables rondes sont les intervenants et vice-versa, et la quasi-totalité d'entre eux membres de l'Observatoire. Il serait vain dès lors d'attendre débat contradictoire ou mise en perspective.

On pourrait s'étonner de la participation annoncée du président de l'agence gouvernementale chargée d'évaluer la recherche dans l'enseignement supérieur, le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES), dont dépend l'avenir des laboratoires de sciences humaines et sociales. On sait toutefois que la dénonciation du wokisme, ou d'autres chimères comme l'« islamo-gauchisme », est un cheval de bataille du ministre de l'éducation nationale comme de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

## **Une police de la pensée**

La caution quasi officielle apportée par le président du HCERES à l'Observatoire du décolonialisme laisse-t-elle présager l'apparition d'une police de la pensée qui sanctionnerait toute recherche suspectée d'être contaminée par le prétendu wokisme ? Admettons, bien qu'il soit infondé, le postulat de réduction du décolonialisme à l'idéologie woke et à la cancel culture.

De quoi est-il donc question ? On sait que l'expression « being woke » s'est popularisée aux Etats-Unis dans la communauté afro-américaine tout au long du XX<sup>e</sup> siècle pour désigner une nécessité : celle d'être éveillé aux injustices, principalement alors de nature socio-économique. Le slogan, repris par le mouvement Black Lives Matter (« les vies noires comptent »), gagne en popularité avant d'être récupéré par les conservateurs américains pour le dénigrer et disqualifier ceux qui en font usage.

C'est ainsi que s'impose wokisme, lequel suggère l'existence d'un mouvement politique homogène chargé de propager l'idéologie woke. Il est d'ailleurs assez cocasse que la dénonciation de l'américanisation du débat s'accommode de l'importation (fautive) de mots américains.

# Les nouveaux inquisiteurs

Désormais, le wokisme désigne péjorativement ceux qui sont engagés dans les luttes antiracistes, féministes, LGBT, etc. Sous couvert d'alerter sur le nouveau danger qui menacerait l'école républicaine, il s'agit de réprouver ceux qui dénoncent les discriminations fondées sur la couleur et qui font un lien entre celles-ci et notre passé colonial et/ou esclavagiste.

Dans la rhétorique réactionnaire des nouveaux inquisiteurs, on pratique une stratégie d'éradication lexicale visant à éliminer du vocabulaire des sciences sociales des termes tels que racisme systémique, privilège blanc, racisation, intersectionnalité, décolonialisme, termes prétendument dénués de toute rationalité. A de nombreux égards, la querelle ressemble à celle de la *political correctness* (le politiquement correct) du début des années 1990.

En effet, cette dernière fut avant tout, aux Etats-Unis, l'occasion d'une offensive des conservateurs et de l'extrême droite contre le pouvoir supposé des minorités. En France, le terme désigne, dans la méconnaissance du contexte américain, un ensemble hétérogène composé de marxistes, de multiculturalistes, de féministes, de postmodernistes, etc., tous accusés, entre autres vices, de puritanisme, de censure, de dictature des minorités.

## Le cyberharcèlement moralisateur

A l'inverse, celui qui se veut politiquement incorrect fonde ses jugements sur la liberté de penser, la rationalité, le courage intellectuel. Qui ne s'en réclamerait ? Quelle est donc la valeur d'une position qui rassemble tout le monde et chasse des fantômes ? La « wokeness » doit en réalité être comprise comme une dynamique inhérente à la démocratie et, au-delà, l'indice des manquements de celle-ci à ses principes fondamentaux.

Le sort réservé à la cancel culture (culture de l'annulation) illustre ce point de vue. Comme le wokisme, il s'agit essentiellement d'un terme polémique, lequel a servi, d'abord à la droite américaine puis aux néoconservateurs français, à disqualifier toute interpellation progressiste. Ses adversaires pensent que son invocation relève du tribunal populaire et s'accompagne nécessairement de cyberharcèlement moralisateur.

Il convient plutôt de l'interpréter comme une modalité de la protestation à l'usage de ceux qui disposent du seul pouvoir de marquer leur indignation en dénonçant certains dysfonctionnements dont la société s'accommode si souvent. Peut-on réellement penser que la cancel culture exprime, comme l'écrivent sans vergogne l'Observatoire du décolonialisme et le Collège de philosophie, la tentation de faire « *table rase du passé, de l'histoire, de l'art, de la littérature, et de l'ensemble de l'héritage civilisationnel occidental* » ? Nuance, disent-ils ?

## Les choses commencent à changer

Plutôt que des effets de la cancel culture, ne faudrait-il pas s'inquiéter de la culture de l'impunité, laquelle préfère la disqualification à la dispute argumentée ? Que les choses commencent à changer, nous ne pouvons que nous en réjouir et non redouter la « *dictature des minorités* ». C'est, au contraire, des droits de ces dernières que nous devrions nous soucier si nous voulons combattre la dérive droitière à laquelle les organisateurs, en invitant Mathieu Bock-Côté à s'exprimer, sont coupablement inattentifs.

L'universalisme républicain ne se décrète pas, il se construit. Cela passe par la lutte contre les discriminations de classe, sexistes, homophobes ou ethnoraciales, comme contre les préjugés racistes, antisémites et islamophobes, aujourd'hui de nouveau en vogue dans les espaces publics. Nier leur existence, c'est nuire gravement à l'idéal républicain.

**Les signataires de cette tribune sont : Nicolas Bancel**, professeur ordinaire, université de Lausanne ; **Gilles Bastin**, professeur, Sciences Po Grenoble ; **Hourya Bentouhami**, maîtresse de conférences, université Toulouse-II-Jean-Jaurès ; **Magali Bessone**, professeure, université

Paris-I Panthéon-Sorbonne ; **Pascal Blanchard**, chercheur associé, CRHIM/UNIL Lausanne ; **Philippe Blanchet**, professeur, université Rennes-II ; **Fabienne Bock**, professeure émérite, Paris-XIII ; **Gilles Boëtsch**, directeur de recherche émérite, INEE-CNRS ; **Olivier Borraz**, directeur de recherche, IEP Paris ; **Ahmed Boubeker**, professeur, université de Saint-Etienne ; **Michel Cahen**, directeur de recherche émérite, IEP Bordeaux ; **François Calori**, maître de conférences, Rennes-I ; **Philippe Chanial**, professeur, université de Caen ; **Sébastien Chauvin**, professeur associé, université de Lausanne ; **Christiane Chauviré**, professeure émérite, université Paris-I Panthéon-Sorbonne ; **Catherine Coquio**, professeure, Université de Paris ; **Philippe Corcuff**, maître de conférences, IEP Lyon ; **James Costa**, maître de conférences, université Sorbonne-Nouvelle ; **Bruno Cousin**, professeur assistant, IEP Paris ; **Pierre Crétois**, maître de conférences, université Bordeaux-Montaigne ; **Martine de Gaudemar**, professeure émérite, université Paris-Nanterre ; **Thierry Deshayes**, chercheur postdoctoral, université de Neuchâtel ; **Stéphane Dufoix**, professeur, membre senior de l'IUF, université Paris-Nanterre ; **Estelle Ferrarese**, professeure de philosophie, université de Picardie Jules-Verne ; **Franck Fischbach**, professeur, université Paris-I Panthéon-Sorbonne ; **Vincent Foucher**, chargé de recherche, IEP Bordeaux ; **Jean-Louis Fournel**, professeur, université Paris-VIII ; **Pierre François**, directeur de recherche, IEP Paris ; **Claude Gautier**, professeur, ENS Lyon ; **Jean-Christophe Goddard**, professeur, université de Toulouse-II Jean-Jaurès ; **Sophie Guérard de Latour**, professeure, ENS Lyon ; **Jacques Haiech**, professeur honoraire, université de Strasbourg ; **Abdelhafid Hammouche**, professeur, université de Lille ; **Stéphanie Hennette-Vauchez**, professeure, Paris-Nanterre ; **François Héran**, professeur, Collège de France ; **Philippe Huneman**, directeur de recherche, IHPST ; **Chantal Jaquet**, professeure, université Paris-I Panthéon-Sorbonne ; **Nadia Yala Kisukidi**, maîtresse de conférences, université Paris-VIII ; **Stefan Kristensen**, professeur, université de Strasbourg ; **Sandra Laugier**, professeure, université Paris-I Panthéon-Sorbonne ; **Jeanne Lazarus**, directrice du département de sociologie, IEP Paris ; **Olivier Le Cour Grandmaison**, professeur, université d'Evry ; **Patrick Le Galès**, directeur de recherche, IEP Paris ; **Claire Lemercier**, directrice de recherche, IEP Paris ; **Françoise Lorcerie**, directrice de recherche émérite, université d'Aix-Marseille ; **Pascal Maillard**, professeur agrégé, université de Strasbourg ; **Philippe Marlière**, professeur, University College London ; **Nonna Mayer**, directrice de recherche émérite, IEP Paris ; **Catherine Miller**, directrice de recherche, université d'Aix-Marseille ; **Yann Moulier-Boutang**, professeur émérite, UTC-Alliance Sorbonne-Université ; **Laure Murat**, professeure, université de Californie à Los Angeles (UCLA) ; **Christine Musselin**, directrice de recherche, IEP Paris ; **Etienne Noguez**, chargé de recherche, IEP Paris ; **Janie Pélabay**, chargée de recherche, IEP Paris ; **Roland Pfefferkorn**, professeur émérite, université de Strasbourg ; **Alain Policar**, chercheur associé, IEP Paris ; **Clotilde Policar**, professeure, ENS Paris ; **Jean-Yves Pranchère**, professeur, ULB Bruxelles ; **Alain Renaut**, professeur émérite, Sorbonne-Université ; **Jacob Rogozinski**, professeur, université de Strasbourg ; **Diane Roman**, professeure, université Paris-I Panthéon-Sorbonne ; **Laurence Rosier**, professeure, ULB Bruxelles ; **Emma Rubio-Milet**, professeure agrégée, université Sorbonne-Nouvelle ; **Haoues Seniguer**, maître de conférences, IEP Lyon ; **Réjane Sénac**, directrice de recherche, IEP Paris ; **Vincent Tiberj**, professeur associé, IEP Bordeaux ; **Julien Talpin**, Chargé de recherche, université de Lille ; **Fabrice Virgili**, directeur de recherche, UMR Sirice/CNRS ; **Tommaso Vitale**, professeur associé, IEP Paris ; **Albin Wagener**, maître de conférences, université Rennes-II ; **Patrick Werly**, maître de conférences HDR, université de Strasbourg ; **Aline Wiame**, maîtresse de conférences, université Toulouse-II Jean-Jaurès ; **Charles Wolfe**, professeur, université de Toulouse Jean-Jaurès ; **Geneviève Zoïa**, professeure, université de Montpellier ; **Valentine Zuber**, directrice d'études, EPHE.

# La catastrophe écologique du tote bag, ce sac en toile avec lequel on pensait bien faire

Par [Sabrina Pons](#)

- Le 05 janvier 2022

Pour être eco-responsables, chaque sac en toile devrait être utilisé environ 7000 fois selon une étude danoise. Getty Images

Distribués en abondance, ces objets en toile sont censés être une alternative écologique aux sacs en plastique. Pourtant, ils constituent un problème environnemental de par leur fabrication, et leur utilisation limitée.

Sans doute pensez-vous que le sac en coton vaut mieux que le sac en plastique. Et même l'arborez vous comme un étendard écolo, en portant souvent vos courses avec. Ce n'est pas faux : encore faudrait-il réutiliser ce même sac en toile quelque 7000 fois pour compenser l'impact global de sa production, voire 20.000 fois quand il s'agit d'un modèle en coton bio (la matière première étant en pénurie face à une demande toujours plus forte), selon un rapport du ministère danois de l'Environnement et de l'Alimentation paru en 2018. Certes le tote bag fait mieux que le sac en polyéthylène dont les conséquences environnementales sont désastreuses pour les océans. Or, l'usage que l'on en fait aujourd'hui relève plus du chiqué que d'autre chose.

Ces sacs fourre-tout que l'on entasse en boule et par dizaines dans les placards, après deux ou trois utilisations, font bien désordre dans le discours environnemental dont ils se réclament. Souvent gratuits, ils sont distribués en masse par les marques qui les utilisent comme vitrines publicitaires. Et ont l'avantage de jouer d'un message éco-responsable en sous-texte (en tant qu'alternative au sac en plastique à usage unique, que l'on sait néfastes pour l'environnement). Or le problème est bien là : fabriqués à outrance, ces modèles en coton ne tiennent plus leurs promesses.

## «Proust, un roman parisien», une exposition riche, sensible et originale

Par [Eric Biétry-Rivierre](#)

Publié il y a 8 heures, mis à jour il y a 6 heures



La chambre de Marcel Proust exposée au Musée Carnavalet. La pelisse et la canne ont appartenu à l'écrivain. *Antoine Mercusot/Paris Musées / Musée Carnavalet - Histoire de Paris*

### **CRITIQUE - Le Musée Carnavalet ouvre les célébrations consacrées à l'écrivain né il y a 150 ans et mort en 1922.**

Pour sa seconde exposition depuis sa rénovation (Cartier-Bresson a séduit 125.000 visiteurs), le Musée Carnavalet qui est dédié à l'histoire de la capitale, ose se pencher sur le cas de Marcel Proust à Paris. Un contresens envers celui qui, contre Sainte-Beuve et le «biographisme» de son temps, soutenait que «*le moi de l'écrivain ne se montre que dans ses livres*»? Heureusement, dépassant la simple réunion de reliques et l'enquête sociotopographique, le parcours vise surtout à éclairer ce «*moi véritable du poète*». À savoir son Paris fictionnel ; un nom revenant plus de 500 fois, que ce soit comme lieu ou comme milieu, dans cette cathédrale de papier qu'est *À la recherche du temps perdu*. Là, si tout y est vraisemblable, rien n'y est vrai hors le désir de retenir le monde et de s'y mirer éternellement.

Carnavalet inaugure ainsi brillamment une saison commémorative, ouverte avec le 150e anniversaire de la naissance de l'écrivain (un 10 juillet, à Auteuil) et qui se terminera avec le centenaire de sa mort (un 18 novembre, à Passy), en 2022. Il prêtera au Musée d'art et d'histoire du judaïsme pour une exposition analysant l'écrivain à travers le prisme de sa mère et de sa judéité (du 14 avril au 28 août). Il prêtera encore à la Bibliothèque nationale de France lorsque celle-ci déploiera les immenses archives de la *Recherche*, à partir du 11 octobre.

Charnière du présent parcours, la mythique chambre capitonnée de liège où Proust se confina pour écrire au mitan de sa vie a été démenagée. Au sein du circuit des collections permanentes, qui vient pourtant à peine d'être réagencé, elle est judicieusement remplacée par celle de la poétesse et amie Anna de Noailles. Le lit, la canne, la pelisse forment bien sûr le cœur de cette

reconstitution-évoation en 280 objets, peintures, photos, meubles, accessoires et nombre d'archives, pour 35% venues d'institutions diverses et pour 19% de prêteurs particuliers en sus des trésors maison.

## De nombreuses surprises

Ce riche ensemble offre par conséquent de nombreuses surprises, y compris aux lecteurs les plus passionnés, déjà heureux de revoir le célèbre portrait peint par Jacques-Émile Blanche en 1892 (Musée d'Orsay) ou quelques exemples parmi les plus impressionnants de «paperolles», épreuves collées, aux ajouts raboutés parfois si longs que l'auteur devait les relier en accordéon.

Ainsi, disséminés aussi bien dans la moitié traitant de l'ancrage matériel du romancier - cette haute société du 8e arrondissement se métamorphosant à la vitesse grand V entre la fin du second Empire et l'après-Première Guerre mondiale - que dans la seconde partie structurée par les itinéraires parisiens des principaux personnages, on note les raretés suivantes. Le portrait de Proust par Montesquiou, celui de la comtesse Greffulhe par Helleu, le médaillon de la tombe d'Alfred Agostinelli (un des modèles du personnage d'Albertine), secrétaire et chauffeur très aimé qui mourut brutalement dans un accident d'avion. Ou encore, exposées pour la première fois, les photos issues de la collection d'un amateur brésilien, Pedro Corrêa do Lago.

Dans celle peut-être datée de mai 1886 figure par exemple le petit Marcel. Coiffé d'un canotier à la mode, il pose dans les jardins du parc Monceau en compagnie d'enfants de son âge. Un ami élégant et une jeune fille en fleurs pas encore métamorphosés par la mémoire et l'écriture. À côté d'eux, quelque mystérieux chardon... Car il y a un Saint-Loup dans cette bergerie. Et la question du genre s'avérera omniprésente dans l'œuvre. Non loin, un autre cliché conserve les traits de Bertrand de Fénelon, un autre des grands amours de Proust. L'exposition fait ainsi parfaitement jour sur ces «*invertis*» des deux sexes, personnalités que le narrateur s'emploie à déchiffrer comme autant de hiéroglyphes, qui évoluent au sein du grand monde comme parmi les domestiques ou les ouvriers.

Ce Paris doublement transgressif surgit notamment de la façon la plus crue dans un rapport de la brigade des mœurs. Il mentionne la présence du dénommé «*Proust, Marcel, 46 ans, rentier*», dans un «*refuge à des homosexuels et où l'on consomme après les heures réglementaires*» (sic). Dans *Le Temps retrouvé*, ce bordel pour hommes s'est mué en «*temple de l'impudeur*». Le narrateur y surprend le baron de Charlus en train de se faire fouetter par de mauvais garçons venus de la Villette.

Autre lieu-source de ce «*roman impudique*» qu'est la *Recherche*, visible grâce à un unique cliché de Marville: l'urinoir du bas des jardins des Champs-Élysées, lieu de révélation, nouvelle madeleine trempée, plus «*gaiement fétide*», plus érotique encore. Au reste l'image déçoit, à l'instar de tous les secrets dès lors qu'ils sont percés. Mieux vaut donc en rester au livre, ce «*produit d'un autre moi que celui que nous manifestons dans nos habitudes, dans la société, dans nos vices*».

«Proust, un roman parisien», au Musée Carnavalet (Paris 3e), jusqu'au 10 avril 2022. Catalogue Paris Musées, 256 p., 39,90 €. Rés.: 01 44 59 58 58.



<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-nachhaltigkeit/frankreich-wirft-kohlekraftwerke-an-sorge-vor-stromausfaellen-17718910.html>

SORGE VOR STROMAUSFÄLLEN:

## Frankreich wirft die Kohlekraftwerke an

- VON NIKLAS ZÁBOJL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 07.01.2022-07:23



Die französische Regierung sorgt sich um die Stromversorgung. Deshalb will sie die Betriebsdauer alter Kohlekraftwerke erhöhen. Dafür sollen erst kürzlich in Kraft getretene Vorschriften wieder gelockert werden.

Aus Sorge vor **Stromausfällen** will die französische Regierung alte Kohlekraftwerke vorübergehend stärker hochfahren als vorgesehen. Dafür sollen zum Jahreswechsel in Kraft getretene Emissionsvorschriften gelockert werden. Einen entsprechenden Änderungsantrag brachte Umweltministerin Barbara Pompili auf den Weg, er befindet sich nun im Konsultationsverfahren und soll Ende Januar in Kraft treten. Mit dem Änderungsantrag sollen die Anlagen in den kalten Wintermonaten Januar und Februar insgesamt 1000 Stunden am Netz sein dürfen. Das ist deutlich mehr als die eigentlich erlaubten 700 Stunden Betriebslaufzeit für das gesamte Jahr.



Betroffen sind das Steinkohlekraftwerk in Cordemais bei Nantes und der mit Steinkohle befeuerte Block des Kraftwerks Emile Huchet unweit von Saarbrücken. Mit 1,2 und 0,6 Gigawatt Leistung können sie zwar nur einen Bruchteil so viel Strom produzieren wie die französischen Atomkraftwerke, die insgesamt auf rund 61 Gigawatt Leistung kommen. Wegen Wartungsarbeiten und technischer Schwierigkeiten dürften von den Atomkraftwerken im Januar aber nur zwischen 43 und 51 Gigawatt abrufbar sein, prognostizierte der Netzbetreiber RTE vor wenigen Tagen. „Der niedrigste Wert, der zu dieser Jahreszeit jemals für die Nuklearflotte erreicht wurde“, sagt RTE. Seine „Wachsamkeit“ bei der Stromversorgung hat der Netzbetreiber für Januar inofgedessen erhöht.

### **Bislang keine Versorgungsengpässe**

Das geplante Hochfahren der beiden letzten französischen Kohlekraftwerke erfolgt mit Blick auf die drohenden Engpässe. „Diese Maßnahme ist notwendig, um die Sicherheit der Stromversorgung im Hinblick auf RTE-Alarme zu gewährleisten“, schreibt Ministerin Pompili. Zugleich bleibe der Zeitplan für den Kohleausstieg unangetastet: Das Kraftwerk Emile Huchet soll unverändert Ende März vom Netz gehen,

Cordemais soll 2024 folgen. Letzteres wird vom französischen Staatskonzern [EDF](#) betrieben, Ersteres von Gazel Energies, das zum tschechischen Energiekonzern EPH gehört. Schon beendet wurde die Kohleverstromung in Le Havre in Nord- und in Gardanne in Südfrankreich.

Noch ist offen, ob der Rückgriff auf die Kraftwerke Cordemais und Emile Huchet zur Aufrechterhaltung der Stromversorgung wirklich erforderlich sein wird. Das hängt zum einen von den Witterungsbedingungen ab. Da eine Kältewelle zum Jahreswechsel ausgeblieben ist, sah der Netzbetreiber RTE in seiner Prognose von Ende Dezember keine akuten Versorgungsrisiken. Das könnte sich im Laufe des Monats ändern. Viele Franzosen heizen mit Strom, als Worst-Case-Szenario gilt ein Zusammentreffen von kalter Witterung und Windstille. In Frankreich sind Windräder mit einer Leistung von rund 17 Gigawatt installiert, die tatsächlich abgerufene Leistung liegt aber oft deutlich niedriger und lag beispielsweise am Donnerstagmittag bei knapp 2 Gigawatt.

Zum anderen bleibt abzuwarten, wann die derzeit abgeschalteten französischen Atomkraftwerke wieder ans Netz gehen. Das betrifft vor allem die besonders leistungsstarken Reaktoren von Chooz in den Ardennen. Sie waren kurz vor Weihnachten abgeschaltet worden, nachdem der Betreiber EDF in den baugleichen Reaktoren von Civaux im Westen des Landes Risse an Rohrkrümmern des Sicherheitsinjektionssystems festgestellt hatte. Erste Untersuchungen deuteten auf Spannungskorrosion hin.

Die Reaktoren in Civaux sollen Ende März und Ende April wieder in Betrieb gehen. Für die Reaktoren in Chooz war die Wiederinbetriebnahme bislang für Ende Januar geplant. Am Donnerstag teilte der Netzbetreiber RTE jedoch mit, dass an einem der beiden Reaktoren das gleiche Problem wie in Civaux aufgetreten sei. Er werde nun erst Ende April wieder ans Netz gehen können. Ob das auch für den zweiten Reaktor in Chooz gilt, ist noch unklar. Dort dauern die Untersuchungen an.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/belletristik/angela-lehners-roman-2001-ueber-die-jugend-in-einem-alpental-17559641.html>

ANGELA LEHNERS ROMAN „2001“:

# All der Wahnsinn geht schon irgendwann vorbei

- VON NICOLE HENNEBERG
- -AKTUALISIERT AM 06.01.2022-21:23



Was für Touristen ein Idyll ist, kann für hier Aufwachsende etwas Beengendes haben: Marktgemeinde Matri in Osttirol. Bild: Picture Alliance / Johann Groder

Was Touristen lieben, ist den Bewohnern lediglich Ausdruck von Ödnis: Angela Lehnrs melancholisch-abgründiger Roman „2001“ über die Jugend in einem Alpental.

„Tal Tal / Crew Crew Crew“ rappt Julia, die eindrucksvolle Heldin in Angela Lehnrs neuem Roman „2001“. Julia ist zornig und traurig, dünnhäutig und grob. Nichts gelingt ihr, weder in der Schule, wo sie inzwischen zum „Restmüll“ gehört, wie sie böse feststellt, noch in der Clique, ihrer „Crew“, die doch, neben der Musik, das Wichtigste in ihrem Leben ist. Das österreichische Tal, in dem sie lebt, wird jeden Sommer von Touristen überrollt; wie Heuschreckenschwärme erscheinen sie Julia, aber anders als die biblischen Heuschrecken verwüsten sie nicht nur alles, sondern stellen ihr auch noch arrogante Fragen.

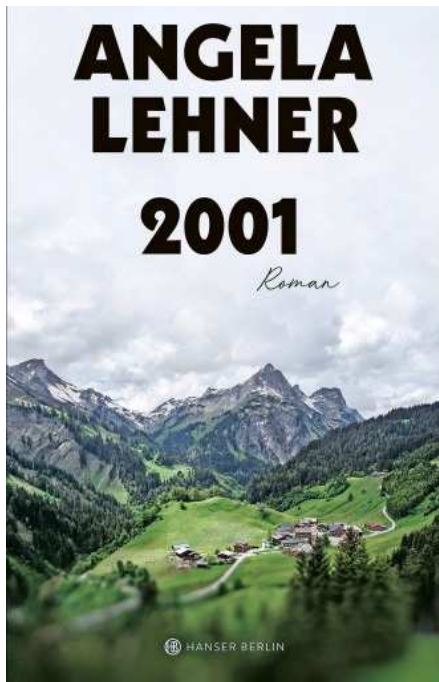
Julia ist fünfzehn, in ihrer Klasse sind lauter Jugendliche unterschiedlichen Alters, die in der letzten Hauptschulklasse gestrandet sind. Es sind ehrgeizige Schüler darunter, aber Julia gehört nicht dazu. Sie kann und will nichts lernen, fühlt sich innerlich wie erstarrt, und es wird erst im Lauf des Romans klar, dass ihre Verstörung mit der Situation zu Hause zu tun hat, die am Ende des Romans nur angedeutet wird. Immerhin hat Julia noch einen Bruder, der aufs Gymnasium geht und sich ein bisschen um sie kümmert.

Angela Lehner schildert den kalten Nebel, in dem sich das Mädchen gefangen fühlt, sparsam und eindringlich – ein seelischer Ausnahmezustand, der mit der in Julias Augen öden Umgebung korreliert, die alle Touristen in Entzückensschreie ausbrechen lässt. „Sogar jetzt, wo die Kühe doch eigentlich ihren Winterschlaf halten müssen, füllen sich die Straßen und Wege wie von Zauberhand mit Mist. Kacke ist hier allgegenwärtig“, sogar die Häuser sind „mit Kacke ausgestopft“, denkt Julia verzweifelt.

## Ein feiner, melancholischer Humor

Wie schon in ihrem ersten Roman „Vater unser“ aus dem Jahr 2018, ist die Idylle ein einziger Abgrund aus Scheinheiligkeit und Grausamkeit. Für ihren Erstling war die Autorin unter anderem mit dem Österreichischen Buchpreis für das beste Debüt ausgezeichnet und mit dem österreichischen Schriftsteller Josef Winkler verglichen worden. In „2001“ spielt die Religion nun keine große Rolle mehr, dafür sind die Jugendlichen des Tals in zwei verfeindete politische Lager gespalten. In einer der eindringlichsten Szenen trifft die seit Tagen betrunkene Julia auf zwei Pärchen aus dem feindlichen Lager: Einer reicht ihr die Hand, um ihr aufzuhelfen, lässt sie dann plötzlich los, und Julia fällt wieder zu Boden – aber damit hatte sie gerechnet. Wie in Zeitlupe wird diese Szene erzählt, und man hat großes Mitgefühl mit der empfindsamen,

molligen, kurzsichtigen Julia, die zuvor von einem Maikäfer zu Fall gebracht wurde, der ihr zwischen die Augen knallte.



Angela Lehner: „2001“. Roman. Hanser Berlin Verlag, Berlin 2021. 283 S., geb., 24,- €. :Bild: Verlag Hanser Berlin

Eine große Stärke dieser Geschichte ist die überzeugende Schilderung von Sprachlosigkeit und ihr feiner, melancholischer Humor. Er speist sich aus Julias Hoffnungen und ihrer tiefen Überzeugung, dass sie es irgendwie schaffen wird, aus dem Tal herauszukommen. Er verlässt sie auch in schwierigen Situationen nicht, auf der Polizeistation etwa, wo sie nach einer Schlägerei in ihrer Lieblingsdisco festgehalten wird und den ruppigen Polizisten die Situation irgendwie zu erklären versucht.

### **Im letzten Moment eine gute Wendung**

Alles ändert sich, als Julias ehrgeiziger und immer unerbittlicher werdender Lehrer ein soziales Experiment beginnt, um die Schulbehörde zu beeindrucken. Er verlost politische Rollen, die seine Schüler im Unterricht spielen müssen, es gibt den Papst und die UN, die Presse, Gerhard Schröder, Jassir Arafat und [Slobodan Milošević](#). Die Schüler, das ist der Störfall, der den Lehrer überrascht und erschreckt, identifizieren sich leidenschaftlich mit ihren Rollen, und es entstehen großartige Dialoge, die teils naiv, teils menschlich und politisch äußerst klarsichtig sind.

Ihre ganze Lebenserfahrung und Frustration lassen die Jugendlichen einfließen. Auch wenn manche Stellen fast zu eloquent wirken, so brechen die Konflikte, die vorher unter flapsigen Sprüchen versteckt wurden, endlich offen aus. Leider werden auch Freundschaften und Liebesbeziehungen zerstört, besonders tragisch: die Freundin eines jugoslawischen Flüchtlings muss Slobodan Milošević spielen. Ein interessantes und bedrückendes, klug erzähltes Szenario, das an das berühmte Milgram-Experiment von 1961 erinnert – und bei Lehner im letzten Moment eine gute Wendung nimmt, weil ein Schüler in seiner neu gefundenen Sprache aufbegehrt. „Der Wahnsinn geht vorbei / Mit etwas Menschlichkeit / Du darfst nicht ängstlich sein“ rappt die österreichische Band Texta, die Julia glühend verehrt. Die Band gibt ein Konzert im Tal, und Julia, die im Publikum durch ihre Begeisterung aufgefallen ist, darf tatsächlich für einen Song mit auf die Bühne – wie ein Traum kommt ihr das vor, und diese Minuten verändern ihr Leben.

Über neun Monate hinweg erzählt der Roman, er endet am 11. September 2001 mit den sprachlos machenden Fernsehbildern aus New York. Der Schock verwandelt Julias Verstörung und lähmende

Traurigkeit endlich in offene Wut, während ihre Mutter – die hier erstmals auftritt – gleichgültig schweigend auf dem Sofa liegt.

Es geht um ein vernachlässigtes Kind in diesem bewegenden Roman, um Einsamkeit und die Angst, keine Zukunft zu haben. Aber Julia, die liebenswerte, sehr junge Heldin, mit der man bis zur letzten Seite bangt, kann es schaffen.

*Angela Lehner: „2001“. Roman. Hanser Berlin Verlag, Berlin 2021. 283 S., geb., 24,- €.*

<https://www.lefigaro.fr/international/oui-au-gaz-russe-non-au-nucleaire-francais-ce-n-est-pas-serieux-20220107>

## Le Figaro (site web)

vendredi 7 janvier 2022 - 12:00 UTC +01:00 1267 mots

Actualité ; International

# «Oui au gaz russe, non au nucléaire français ? Ce n'est pas sérieux»

**VU D'AILLEURS - L'Allemagne entend bloquer le projet européen visant à classer l'énergie nucléaire comme durable, regrette Alan Posener dans une tribune parue dans *Die Welt*. Pour lui, ce serait non seulement un affront vis-à-vis de la France, mais aussi un non-sens en matière de politique énergétique.**

*Par Alan Posener (Die Welt)*

Le projet de la Commission européenne de classer l'énergie du gaz et l'énergie nucléaire comme des technologies de transition durables doit être salué pour sa sagesse. Toute autre décision aurait déchiré l'Union européenne. Et cette déchirure se serait creusée au cœur de l'Europe de l'atome, au sein de ce partenariat sans lequel il n'y aurait eu ni Union européenne ni euro, et sans lequel l'objectif d'une « *Europe souveraine* », que le nouveau gouvernement fédéral appelle de ses vœux, serait impossible à atteindre : celui qui unit la France et l'Allemagne.

Alors que la France tire 70% de son électricité de ses centrales nucléaires et occupe ainsi la première place mondiale en termes de part du bouquet énergétique reposant sur l'atome, l'Allemagne a mis à l'arrêt trois de ses centrales nucléaires en ce début d'année et prévoit de débrancher les trois dernières cette année. Le gaz occupe donc une place de plus en plus importante dans la consommation énergétique allemande. Sans la construction de centrales au gaz supplémentaires, l'Allemagne serait dans l'incapacité de sortir du charbon d'ici à 2030, lui qui représente encore 31,9% de son énergie (troisième trimestre 2021).

## La France emprunte un chemin plus logique

D'un point de vue environnemental, on peut regretter ces deux évolutions. Le gaz est un combustible fossile. Les centrales au gaz émettent du CO<sub>2</sub>, même si pas autant que celles au charbon, et contribuent au réchauffement climatique. Les centrales nucléaires produisent des déchets radioactifs dont les générations futures devront assumer le stockage sur plusieurs milliers d'années, sans parler du risque d'accident comme à Tchernobyl ou Fukushima. Il serait préférable de renoncer entièrement à l'énergie nucléaire et aux combustibles fossiles.

En théorie en tout cas. Les représentants de cette doctrine sont bien sûr aussi souvent de l'avis que nous nous trouvons à l'aube d'une « *urgence climatique* », voire que nous y sommes déjà, et que cela fait de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> la mission principale de

tous les États. L'Allemagne s'est engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2045, ce qui implique également de produire de l'électricité sans énergies fossiles. Dans ces conditions, le chemin emprunté par la France semble plus logique que celui de l'Allemagne, qui prévoit de remplacer toutes les centrales au charbon par des centrales au gaz d'ici à 2030 puis, d'ici à 2045, avec un peu d'espoir, de remplacer les centrales au gaz par des éoliennes et des panneaux solaires.

Mais même si l'on ne partage pas cette opinion et que l'on accuse les Français d'avoir choisi le chemin de la facilité en construisant des centrales nucléaires et ainsi d'être faiblement armés pour un avenir placé sous le signe des énergies renouvelables : le fait est qu'ils sont maintenant lancés sur ce chemin, et il serait mal venu de la part de l'Allemagne de le sanctionner. La plainte que des représentants des Verts au sein du gouvernement menacent de déposer à l'encontre de la « *taxonomie* » de la Commission européenne, qui permettrait de subventionner les investissements dans le gaz et le nucléaire car ces énergies seraient désignées comme « *durables* », devrait donc si possible rester lettre morte. Oui au gaz russe, non au nucléaire français ? Non merci !

## **Facteur politique**

À cela s'ajoute un facteur politique : à la suite de la funeste décision de la coalition noire-jaune Merkel II de sortir précipitamment du nucléaire, la dépendance aux livraisons de gaz russe amorcée par les prédécesseurs de Merkel à la chancellerie s'est transformée en hypothèque stratégique. Dès 2012, les Français ont observé avec inquiétude Siemens sortir de la coopération nucléaire avec l'entreprise française Areva pour rechercher un partenaire de coopération en Russie. Une décision qui n'aurait sans doute pas été possible sans l'accord du gouvernement.

On se demande désormais en France de quelle « *souveraineté* » pourrait jouir une Europe dont la première puissance économique resterait dépendante du gaz russe pour un certain temps, et au moins jusqu'en 2045. Voire au-delà. En effet, une étude menée par l'institut Prognos pour plusieurs organisations environnementales établit la prévision suivante : « *De 2030 à 2045, la consommation d'électricité augmentera de 50 pour cent pour atteindre environ 1 000 térawatt-heure, principalement en raison de l'électrification et de la production croissante d'hydrogène.* » Elle devrait déjà progresser de neuf pour cent d'ici à 2030. Par rapport à aujourd'hui, nous serons donc confrontés à une explosion de la consommation d'électricité d'environ 60 pour cent.

Dans ses vœux pour la nouvelle année, le chancelier Olaf Scholz a promis que l'Allemagne relèverait le « *défi colossal* » de produire deux fois plus d'énergie qu'aujourd'hui à partir des éoliennes, de panneaux solaires et d'autres sources renouvelables d'ici à 2045. Cela semble trop peu ambitieux. Car même si nous parvenions à couvrir 90 pour cent de nos besoins en électricité actuels avec ces énergies, d'ici là, notre consommation aura augmenté de 60 pour cent ! Comment combler ce fossé ?

C'est principalement dans la production industrielle que le bât blesse. Dans le rapport du projet Ariadne « *L'Allemagne sur le chemin de la neutralité carbone en 2045* », disponible sur le site du ministère allemand de l'enseignement et de la recherche, on peut lire à cet égard : « *Pour réussir à convertir la production industrielle à la neutralité carbone d'ici à 2045, la période précédant 2030 sera déterminante. D'ici à 2030, il est essentiel que les procédés*

*neutres en carbones actuellement en phase pilote et de démonstration passent à un niveau industriel et qu'ils puissent être exploités de manière rentable. »*

En seulement huit ans, ces procédés qui n'existent actuellement que sous forme de projets pilotes et de démonstration doivent « *passer à un niveau industriel* » ? Et ce dans un pays qui a mis 14 ans pour construire un aéroport de taille moyenne dans sa capitale, et où le processus de planification et d'autorisation d'un parc éolien prend quatre à cinq ans ? Bonne chance.

### **Irresponsabilité stratégique**

Si cette révolution n'aboutit pas, il y a trois possibilités : soit la production industrielle à forte consommation d'énergie fuira d'Allemagne, ce qui est décrit par un euphémisme dans le programme de la coalition tricolore sous l'expression « *Carbon Leakage* » ; soit l'Allemagne continuera d'importer du gaz de Russie (adieu engagements climatiques et souveraineté européenne) ; soit, troisième possibilité, nous importerons de l'énergie nucléaire de France et peut-être aussi de Pologne, qui va prochainement lancer la construction de ses propres centrales nucléaires pour s'émanciper du charbon local et du gaz russe.

Dans le dernier cas, nous devrions nous réjouir que la France ait continué à investir dans l'énergie nucléaire. Chercher à faire échouer le projet de la Commission européenne permettant de subventionner les investissements dans le gaz et le nucléaire serait donc une preuve de court-termisme en matière de politique énergétique, une irresponsabilité stratégique, et un acte anti-français et anti-européen. Quel gouvernement allemand digne de ce nom pourrait vouloir cela ?



<https://www.lefigaro.fr/vox/culture/pierre-andre-taguieff-du-pedantisme-deconstructionniste-est-ne-ce-monstre-qu-est-le-wokisme-20220107>

## Pierre-André Taguieff:

«Du pédantisme déconstructionniste est né ce monstre qu'est le “wokisme”»

Publié le 7 janvier 2022



«Il est clair que seule la civilisation occidentale fait l'objet des activités déconstructrices». *ink drop / stock.adobe.com*

**FIGAROVOX/TRIBUNE - Le philosophe participe à un colloque qui a lieu les 7 et 8 janvier 2022 sur la déconstruction. Il rappelle les origines de ce mouvement philosophique et dénonce ses dérives actuelles, qui selon lui, constituent une menace pour la civilisation occidentale.**

*Directeur de recherche honoraire au CNRS, Pierre-André Taguieff est philosophe, politiste et historien des idées. Auteur d'une cinquantaine d'ouvrages, il a récemment publié Les nietzschéens et leurs ennemis. Pour, avec et contre Nietzsche aux Éditions du Cerf.*

L'idée de déconstruction, devenue rapidement vision idéologique et programme de travail sur les textes, s'est formée à partir des lectures françaises de Nietzsche et surtout de Heidegger au cours des années 1960 et 1970. Le mot «Dé-construction» (avec la majuscule) a été forgé par Gérard Granel au milieu des années 1960 pour traduire le terme polysémique employé par Heidegger : Abbau, dans son essai «Contribution à la question de l'être» (Zur Seinsfrage, 1956), texte rédigé en 1955 en hommage à Ernst Jünger. Le mot Abbau avait été auparavant employé par Heidegger, notamment dans son cours de 1927, «Les Problèmes fondamentaux de la phénoménologie», pour désigner la «*déconstruction critique des concepts reçus qui sont d'abord nécessairement en usage, afin de remonter aux sources où ils ont été puisés*». Cette idée directrice était présente chez Edmund Husserl qui, dans le § 60 des Méditations cartésiennes (1929), critiquait la «*métaphysique dénaturée au cours de l'histoire*», et se proposait, par la phénoménologie, de retrouver ou de restaurer «*le sens de ce qui fut à l'origine fondé comme une philosophie première*», ainsi que le rappelle Derrida dans «La Voix et le phénomène» (1967).

**Il faut pointer le grand malentendu sur la déconstruction : par son ambiguïté constitutive, l'entreprise derridienne, mi-philosophique mi-littéraire, située entre l'orthodoxie heideggérienne et l'avant-gardisme académique étatsunien, pouvait être mise**

**à toutes les sauces, ce qui faisait croire à tous ceux qui s'en inspiraient qu'ils parvenaient ainsi aux sommets de l'inventivité intellectuelle.**

*Pierre-André Taguieff*

C'est à la suite d'une rencontre avec Heidegger sur des questions de traduction de ses textes que Granel, comme il l'expliquera plus tard, a proposé le mot «dé-construction» pour «éviter “*destruction*” qui, même avec un tiret, renverrait à *Zerstörung* plutôt qu'à *Abbau*». Avant d'être publiée, la traduction par Granel du texte de Heidegger avait circulé dans les milieux heideggériens, et sa traduction d'*Abbau* par le mot «Dé-construction» avait retenu l'attention. Il a été aussitôt repris par Jacques Derrida, qui en a fait par la suite un drapeau. Au début de «De la grammatologie» – ouvrage publié en décembre 1967 – où il s'engage dans la déconstruction de l'«*onto-théologie métaphysique*» censée être propre à l'Occident, Derrida définit son geste comme «*la destruction, non pas la démolition, mais la dé-sédimentation, la dé-construction de toutes les significations qui ont leur source dans celle du logos. En particulier la signification de vérité*». Ce qui est visé, c'est ce qu'il appelle le «*logocentrisme*», cette «*métaphysique de l'écriture phonétique*» et, plus profondément, cette «*ontologie qui, dans son cours le plus intérieur, a déterminé le sens de l'être comme présence et le sens du langage comme continuité pleine de la parole*». L'objectif déclaré de l'ouvrage est de travailler à «*l'ébranlement*» de cette ontologie ou de cette «*métaphysique de la présence*» et de «*rendre énigmatique ce que l'on croit entendre sous les noms de proximité, d'immédiateté, de présence*». Et de préciser : «*Cette déconstruction de la présence passe par celle de la conscience, donc par la notion irréductible de trace (Spur), telle qu'elle apparaît dans le discours nietzschéen comme dans le discours freudien*».

Il faut pointer le grand malentendu sur la déconstruction : par son ambiguïté constitutive, l'entreprise derridienne, mi-philosophique mi-littéraire, située entre l'orthodoxie heideggérienne et l'avant-gardisme académique étatsunien, pouvait être mise à toutes les sauces, ce qui faisait croire à tous ceux qui s'en inspiraient qu'ils parvenaient ainsi aux sommets de l'inventivité intellectuelle, et, plus particulièrement, aux critiques littéraires qu'ils étaient devenus philosophes et aux heideggériens les plus compassés qu'ils dansaient avec la langue. Tous disciples néanmoins de Derrida, s'il est vrai que la formule synthétique des prétentions derridiennes est de marier la «profondeur» heideggérienne à la «légèreté» nietzschéenne. Mais aussi, d'une certaine manière, de jouer Nietzsche contre Heidegger.

**« Ce que la déconstruction n'est pas ? mais tout ! Qu'est-ce que la déconstruction ? mais rien ! »**

*Jacques Derrida*

La déconstruction semble toujours échapper aux définitions qu'on en donne. Dans «Force de loi» (1994), où ce qu'il appelle «*l'exercice de la déconstruction*» porte sur la justice, Derrida évoque les «*recherches de style déconstructif*» ou un «*questionnement déconstructif*», ou encore un «*questionnement philosophico-déconstructif*». Lectures, recherches, pratiques, discours, questionnements : la déconstruction est tout cela en même temps. Derrida ne recule pas devant la coquetterie provocatrice lorsqu'il écrit en 1985, dans sa Lettre à un ami japonais : «Ce que la déconstruction n'est pas ? mais tout ! Qu'est-ce que la déconstruction ? mais rien !» Disons plus simplement qu'elle est indéfinissable.

Ces interrogations, réserves, extensions, autocorrections indéfinies et tours de passe-passe n'ont nullement empêché la sloganisation de ce mot à la fois obscur, sonore et scintillant, outil privilégié d'un nouveau pédantisme à la portée de tous. La déconstruction est ainsi devenue une clé universelle en même temps qu'un tribunal devant lequel sont convoqués tous les grands penseurs de l'histoire européenne, mais aussi toutes les composantes de la civilisation occidentale.

Dans le paysage déconstructionniste contemporain, on observe un certain nombre de tendances et d'orientations politico-intellectuelles, associées à des groupes formés autour de maîtres à penser et à parler, grands et petits. Simplifions grossièrement le tableau en distinguant, d'une part, la déconstruction du discours philosophique et politique occidental, qui suppose des analyses critiques sophistiquées conduites par des universitaires restant ou non dans leurs domaines de compétence respectifs (philosophie, sociologie, anthropologie, histoire, science politique, études littéraires, etc.), et, d'autre part, les politiques de la

déconstruction menées par des intellectuels engagés, qui, puisant leurs thèmes et leurs arguments dans diverses disciplines, prétendent accomplir une critique radicale des sociétés occidentales dans tous leurs aspects, en vue d'une transformation globale prenant la relève des utopies révolutionnaires modernes.

**Incarnation supposée de la volonté de puissance et de domination, matrice désignée de l'exploitation capitaliste et de l'impérialisme colonial, le monde occidental est traité par les déconstructeurs comme l'ennemi absolu.**

*Pierre-André Taguieff*

Il est clair que seule la civilisation occidentale fait l'objet des activités déconstructrices, qu'elles s'attaquent à des formes discursives jugées trompeuses ou à des ordres sociopolitiques jugés injustes ou inégalitaires. Incarnation supposée de la volonté de puissance et de domination, matrice désignée de l'exploitation capitaliste et de l'impérialisme colonial, le monde occidental est traité par les déconstructeurs comme l'ennemi absolu. La déconstruction est l'arme intellectuelle censée permettre de dévoiler l'insoutenable face cachée de l'Occident, à savoir son racisme et son sexisme, considérés comme ses héritages culturels à dénoncer, en attendant de les abolir. La conclusion logique du déconstructionnisme est qu'il faut en finir avec la civilisation occidentale.

La mode déconstructionniste a eu notamment pour effet de stériliser la pensée philosophique en France, en la réduisant à l'imitation pieuse des écrits de Jacques Derrida et de ses disciples immédiats, comme Jean-Luc Nancy et Philippe Lacoue-Labarthe. Cette mode intellectuelle et langagière présente quatre traits distinctifs : sa longue durée, sa force d'intimidation, sa vitesse de propagation internationale et sa traduction en une vulgate dont les variantes se rencontrent dans des domaines extrêmement divers, de l'art contemporain à la pédagogie, de l'antiracisme et du néo-féminisme au discours publicitaire et à la propagande politique. Le mot d'ordre des déconstructeurs est simple : tout peut et doit être déconstruit. Mais il est trompeur, car seule la culture occidentale fait l'objet d'une déconstruction systématique. Il n'est pas question, par exemple, de déconstruire le «ressenti» victimaire des catégories sociales dites minoritaires, dominées ou racisées. Criminalisé et diabolisé dans toutes ses composantes, le monde occidental est voué à être démoli, mis en pièces, pour être remplacé par un monde meilleur qui n'est guère défini que par la négation de tout ce qu'est l'Occident aux yeux de ses ennemis.

L'intimidation heideggéro-derridienne a eu pour résultat d'imposer un lexique et une rhétorique qui, en bloquant la pensée libre ou créatrice, n'a fourni que des signes d'appartenance à une secte intellectuelle internationale et, partant, des signes de reconnaissance entre membres de ladite secte, politiquement situés à l'extrême gauche, qu'ils se disent marxistes ou non. La pensée critique et démystificatrice, issue des Lumières, s'est transformée en pratique déconstructrice, dont le premier geste est de s'attaquer au «logocentrisme» et au «phallogocentrisme», les exigences de rationalité et d'universalité étant réduites à l'expression d'une volonté de domination sans pareille elle-même rapportée à l'abominable «système hétéropatriarcal» dont nous sommes censés voir les méfaits tous les jours.

L'extension sans fin du champ des objets à déconstruire constitue l'un des traits de la pratique déconstructionniste. Dans «Force de loi» (1994), Derrida ajoute la question animale et part en guerre contre le «carno-phallogocentrisme», venant donner une caution philosophique à l'antispécisme (extension de l'antiracisme) et à l'animalisme, conclusion logique de l'anti-humanisme théorique. Il s'agit selon lui de «*déconstruire les partitions qui instituent le sujet humain (de préférence et paradigmatiquement le mâle adulte, plutôt que la femme, l'enfant ou l'animal) en mesure du juste et de l'injuste*». La décentration et la déconstruction doivent se poursuivre dans l'espace tout entier du monde vivant.

Les déconstructeurs militants en sont venus à s'attaquer au «leucocentrisme» (de «leukós», « blanc »), en dénonçant le «privlège blanc» et en appelant à «déconstruire l'innocence blanche». La leucophobie s'est installée dans le discours politiquement correct qu'est l'antiracisme racialiste. Une croisade idéologique a été lancée par les «féministes noires» états-uniennes contre le «savoir eurocentrique et androcentrique» et plus largement contre l'«androcentrisme blanc», désignant «*la procédure de validation du savoir contrôlée par les hommes blancs et dont le but est de représenter le point de vue blanc et masculin*» (Patricia Hill Collins, 1989). Tel qu'il est dénoncé, le «x-centrisme» vise toujours et seulement l'homme occidental (le mâle blanc) intrinsèquement phallogocentrique ainsi que son logocentrisme (ou son

rationalisme), son humanisme paternaliste et son universalisme suspect, censés dissimuler son impérialisme, son nationalisme, son sexisme et son racisme.

Les nouveaux précieux et les nouveaux pédants à visage radical se sont donc installés sur les terres de la déconstruction en même temps que sur celles de la révolution. Je dirai, pour paraphraser librement Pascal, que, depuis la fin des années 1960, les heideggéro-derridiens ne s'imaginent pouvoir philosopher *«qu'avec de grandes robes de pédants»* et que, lorsqu'ils se risquent à écrire sur la politique, ils entrent volontairement dans cet «hôpital de fous» qu'est le jeu politique, pour devenir fous parmi les fous – la prétention, la préciosité et le pédantisme en plus. Le mouvement «woke» est issu de ce long moment déconstructionniste politisé qui dure depuis plus d'un demi-siècle et a conduit, dans l'enseignement supérieur, à multiplier les «studies» (Black Studies, Queer Studies, Gender Studies, etc.), lesquelles permettent aux activistes de prendre d'assaut les universités et d'occuper le terrain académique.

**Dans le discours pédagogique ordinaire, l'esprit critique est censé s'exercer désormais par la « déconstruction », mot magique. Il en va de même dans le discours politique des gauches ralliées au décolonialisme et à l'éco-féminisme.**

*Pierre-André Taguieff*

Quel est le sens du mot «déconstruction» dans l'usage courant depuis le début des années 2010 en France ? «Déconstruction» signifie simplement «analyse critique à visée démystificatrice» comme dans les appels à «déconstruire les stéréotypes et les préjugés» (de race, de sexe, de genre, etc.) pour «lutter contre les discriminations». Dans le discours pédagogique ordinaire, l'esprit critique est censé s'exercer désormais par la «déconstruction», mot magique. Il en va de même dans le discours politique des gauches ralliées au décolonialisme et à l'éco-féminisme. C'est ainsi que, dans ces emplois du mot «déconstruction», l'esprit critique se retourne contre lui-même. Les origines heideggéro-derridiennes du terme ont été oubliées, et les nouveaux locuteurs, du moins pour la plupart d'entre eux, les ignorent. En sortant de l'espace universitaire, le mot «déconstruction» a donc changé de sens. En déconstruisant tout ce qu'ils perçoivent comme politiquement ou moralement incorrect, les nouveaux déconstructeurs militants sont convaincus d'être «progressistes». Mais le mot «progressisme» a lui-même changé de sens : privé de ses fondements rationalistes et de ses horizons universalistes, il désigne simplement la posture idéologico-politique qui prétend incarner le Bien, à savoir l'engagement à gauche ou à l'extrême gauche, défini par son objectif claironné : le combat pour l'égalité et la justice.

**L'utopie égalitaire s'est redéfinie à travers le « wokisme », nouvelle figure de l'égalitarisme radical marié à l'étrange haine de soi cultivée par les intellectuels occidentaux.**

*Pierre-André Taguieff*

On peut y voir la dernière version en date de la grande illusion communiste. Il faut rappeler que l'imposture criminelle qu'est le communisme, qui a toujours ses adeptes, ses militants et ses apologistes, tenait sa séduction de ce qu'elle avançait sous le drapeau du «progressisme» et promettait de réaliser universellement l'égalité des conditions après la destruction de la société capitaliste. L'utopie égalitaire s'est redéfinie à travers le «wokisme», nouvelle figure de l'égalitarisme radical marié à l'étrange haine de soi cultivée par les intellectuels occidentaux. Il ne s'agit plus seulement d'en finir avec le capitalisme, il faut détruire la civilisation occidentale en commençant par criminaliser son passé tout entier et rejeter en conséquence tous ses héritages. La destruction de la langue par l'écriture inclusive fait partie de ce programme de décivilisation vertuiste. Il y a là un appel à un ethnocide de grande ampleur. Du pédantisme déconstructionniste plus ou moins ludique est né ce monstre qu'est le «wokisme», conformisme conquérant qui semble marquer l'émergence d'un nouvel esprit totalitaire.

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/a-sciences-po-lille-les-etudiants-ne-veulent-pas-travailler-pour-la-police-20220107>

# À Sciences Po Lille, les étudiants ne veulent pas travailler pour la police

Par Emmanuel Magdelaine

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 2 heures



La grand place à Lille. 241285909/Brad Pict - stock.adobe.com

## Les élèves ont refusé de traiter dans un mémoire un sujet proposé par la direction départementale de la sécurité publique du Nord.

Un étudiant en sciences politiques peut-il écrire un mémoire commandé par la police? À cette question, les élèves de quatrième année à Sciences Po Lille ont répondu «non».

En septembre dernier, le responsable du master «analyse des sociétés contemporaines» propose à toute la promotion un sujet sur les nouvelles formes de manifestations radicales et leur appréhension par la police. Il est question notamment de «*comprendre et anticiper la contestation sociétale qui s'exprime en dehors des schémas et réseaux classiques (...), des "gilets jaunes" au passe sanitaire en passant par le mouvement Black Lives Matter*».

Précision capitale: ce sujet a été proposé au directeur de Sciences Po Lille par un commissaire de la direction départementale de la sécurité publique du Nord. «*On reçoit régulièrement des propositions de mémoire par des associations, institutions, partis politiques ou ONG*, précise Pierre Mathiot, directeur de l'Institut d'études politiques lillois. *Quand j'ai reçu cette proposition, j'étais enthousiaste. Je trouvais ça super intéressant. J'ai immédiatement précisé au commissaire que le travail devrait se faire en toute liberté et indépendance avec un accès aux données nécessaires.*»

Une polémique qui enfle

Le mémoire est alors proposé aux étudiants et l'un d'entre eux, proche du syndicat SUD, exprime rapidement son hostilité à la proposition: hors de question de travailler pour la police. Les autres étudiants ne sont pas aussi véhéments, mais au fil des semaines le constat est clair: personne ne veut faire ce mémoire. Pierre Mathiot, «*déçu parce que c'était une belle opportunité*», informe alors le commissaire que le mémoire n'a pas trouvé preneur. L'histoire aurait pu s'arrêter là.

Mais il y a quelques jours, *Le Canard enchaîné* relate les faits dans un article titré «*Après Sciences Po Lille, Sciences Police?*» et donne la parole à Pierre Mathiot, qui se lâche: «*Ces petits-bourgeois sudistes (du syndicat SUD) ne veulent pas se risquer à étudier les institutions qu'ils dénigrent.*» Au-delà de la petite phrase, celui qui est connu pour avoir mené la récente réforme du bac et du lycée assume son agacement: «*Je regrette simplement que certains préfèrent conforter leurs convictions plutôt que progresser dans leur approche sociologique en se confrontant aux réalités d'une institution sur laquelle ils ont des a priori. Travailler sur un objet dont on est éloigné en tant que militant, cela devrait être naturel pour un étudiant de Sciences Po. On peut être Insoumis ou Républicain, il y a une éthique scientifique qu'on doit respecter. Laisser entendre que la direction serait le suppôt d'une police fasciste, c'est n'importe quoi. Je pense qu'une grande majorité d'étudiants est d'accord avec ça.*»

«*Ce n'est pas honteux de travailler pour la police*, assurent toutefois Tizian et Alan, deux étudiants en première année. *On doit toujours rester ouverts, dialoguer avec la société... Après, on a aussi le droit de ne pas choisir un thème de mémoire.*» «*Ça ne m'étonne pas de la part des étudiants de SUD*, lâche une autre étudiante, en cinquième année. *Ils aiment ce genre de coup d'éclat.*»

Camille, militant SUD Sciences Po Lille, maintient sa position: *«Avec ce mémoire, on demandait aux étudiants de surveiller des mouvements contestataires pour le compte de la police. Ils voulaient en fait qu'on les aide à réprimer les mouvements sociaux. C'était un travail d'indigène. C'est choquant.»*

Déçu par cet épisode, Pierre Mathiot nie toutefois être face à une preuve de «wokisme» généralisé à Sciences Po Lille: *«Il n'y a pas eu de rébellion ou de pétition. Maintenant, c'est vrai qu'il y a une minorité activiste qui croit détenir la vérité et cherche à imposer sa vision du monde. C'est une minorité, ça a toujours existé... même si les réseaux sociaux amplifient le phénomène.»*

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/raphael-enthoven-la-tyrannie-qu-il-nous-faut-craindre-n-a-rien-a-voir-avec-la-dictature-classique-20220107>

# Raphaël Enthoven: «La tyrannie qu'il nous faut craindre n'a rien à voir avec la dictature classique»

Par Alexandre Devecchio

Publié hier à 06:01, mis à jour hier à 11:18



Raphaël Enthoven. *Frédéric STUCIN*

**GRAND ENTRETIEN - Dans son nouveau roman, *Krasnaïa*, ou quand les hommes sont bêtes, le philosophe revisite *La Ferme des animaux* de George Orwell. Mais là où l'écrivain britannique présentait une satire du totalitarisme soviétique, Enthoven s'attaque aux «despotismes sournois» à l'œuvre au sein même de l'univers démocratique, de la «cancel culture» au racisme antiraciste en passant par les phénomènes de meutes liés aux réseaux sociaux.**

**LE FIGARO MAGAZINE.** - Votre nouveau livre, *Krasnaïa*, s'inspire de la fable dystopique d'Orwell, *La Ferme des animaux*... Comment expliquez-vous l'engouement actuel pour l'œuvre d'Orwell et plus largement pour la forme dystopique dans la littérature, mais aussi le cinéma et les séries?

**Raphaël ENTHOVEN.** - L'engouement pour Orwell vient d'un malentendu sur son œuvre, savamment entretenu par ceux qui en recommandent la lecture sans l'avoir eux-mêmes lue. On croit retrouver Orwell chaque fois qu'en démocratie, l'État produit une loi que certains vivent comme une contrainte. Loi sanitaire? Orwell! Loi sur les fake news? Orwell! État d'urgence? *1984*! C'est trop facile. Et c'est faux. Il n'y a aucune commune mesure entre les lois sanitaires, les dispositions de l'état d'urgence ou la loi sur les fake news et la tyrannie soviétique que décrit Orwell dans *1984* et ailleurs. C'est d'une autre façon qu'Orwell a été visionnaire et c'est l'une des merveilles de son œuvre: alors qu'il décrit des tyrannies, Orwell dépeint parfaitement les despotismes sournois qui sont à l'œuvre au sein même de l'univers démocratique, de la «cancel culture» au racisme antiraciste en passant par la confusion de l'égalité des droits et de l'égalité des compétences.

Les textes d'Orwell sont un antidote aux vieilles dictatures comme aux nouvelles formes de tyrannie. Telle est la vertu des dystopies (et le bénéfice incontestable de l'engouement qu'elles suscitent): la mise en œuvre de principes utopiques doit être constamment imaginée pour être conjurée. Rien n'est plus utile que de représenter inlassablement les dangers de prendre son rêve pour la réalité. L'artifice d'un futur proche ou d'un monde parallèle ne nous éloigne pas du réel mais nous permet au contraire d'y poser un œil rafraîchi et sans préjugés.

**Dans *La Ferme des animaux*, Orwell présente, à travers une fable animalière, une satire des régimes autoritaires et du totalitarisme, en particulier du stalinisme. Votre livre ressemble davantage à une satire de la démocratie...**

Tout le problème de la démocratie est de désirer la liberté qu'elle possède déjà. Comment se satisfaire de ce qu'on a? Comment se contenter d'un tel horizon? Comment ne pas vouloir, à son tour, briser des murs ou ériger des barricades? Un tel désir, qui trouve son sens en dictature, constitue en démocratie le danger par excellence car l'ennemi qu'on se donne n'est pas l'adversaire mais le garant de la liberté qu'on croit approfondir. C'est de cette manière que la peste revient, comme une liberté vaincue par sa propre victoire, où des militants désœuvrés s'inventent une dictature pour donner un sens à leur vie. Ce «despotisme sournois» que décrivait Tocqueville prend mille formes sous nos latitudes: la première d'entre elles et la plus frappante est le comportement des foules, et l'exercice de censure auquel les meutes se livrent impunément au nom de la «tolérance» ou du «respect». C'est cela, entre autres, que je raconte: le dévoiement des bons sentiments en cauchemar collectif.

**Le cheval qui gouverne Krasnaïa se nomme Vladimir, mais s'avère pusillanime et incapable de faire régner l'autorité et la justice dans son pays. En cela, il ressemble tout autant à François Hollande ou Emmanuel Macron qu'à Vladimir Poutine...**

À vous de voir! Vladimir est une figure ordinaire de l'ethos démocratique. C'est un puissant canasson tétanisé par la peur et l'envie de plaire, qui déplaît à tous et (quoique son prénom dise la «paix» en russe) n'apaise personne en voulant donner raison à chacun. À toute remarque, à toute objurgation, le cheval répond «oui d'accord, mais enfin tout de même», non sans ajouter un large sourire à l'instant de mâcher les derniers mots de sa phrase, en pariant sur le fait que sa position éminente découragera ses interlocuteurs de lui demander de se répéter. Vladimir est un artiste du déni qui croit lutter contre la violence en niant son existence, et abolir le crime en supprimant la culpabilité, un peu comme certains croyaient combattre le racisme en supprimant le mot «race» de la Constitution.

Quoi qu'il en soit, la façon dont il tente d'apaiser les tensions a inévitablement pour effet de les ressusciter. Et rien n'est plus intéressant à décrire que cette punition que le réel inflige à ceux qui voudraient en permanence en lisser les aspérités. Mais Vladimir est aussi le dernier mandataire d'un monde finissant, l'ultime bénéficiaire d'une partition caduque de l'opinion entre herbivores et carnivores, née de la guerre civile et autour de laquelle, jusqu'aux événements que je raconte, l'alternance était organisée. En cela, ses manies, ses réflexes, ses méthodes et son langage témoignent d'un univers dont il ignore lui-même qu'il est révolu. Certains meurent de leur vivant pour n'avoir pas compris que le monde changeait.

**Le réel danger politique dans nos démocraties contemporaines, plus que d'un excès de centralisme et de verticalité, vient-il au contraire d'une certaine horizontalité qui rendrait toute société ingouvernable?**

Nous n'avons pas à redouter le retour d'un tyran. Ou plutôt: la tyrannie qu'il nous faut craindre n'a rien à voir avec la dictature classiquement et verticalement coercitive. La France ne menace pas de devenir l'Union soviétique! Le genre de despotisme qu'il faut appréhender, c'est une peste nouvelle, qui se vit elle-même comme un remède, et qui consiste à substituer le paradigme de l'opposition à celui de la contradiction. Qu'elle prenne la forme d'une racisation du débat, d'une élitophobie, d'une peur du «fascisme» ou de la construction d'un «nous» contre un «eux», la peste qui enfle dans nos espaces libéraux nous vient uniquement de l'absence d'ennemi et du désir immodéré d'en ressusciter un qui soit assez détestable pour souder les volontés. De là l'incorrigible (et délétère) désir de croire qu'avec nos lois sanitaires ou bien notre «Président des riches», nous vivons en dictature.

À cela s'ajoute la confusion savamment entretenue par les démagogues entre l'égalité des droits et l'équivalence des compétences, qui culmine dans le sentiment qu'un médecin imaginaire dit la vérité parce que ses paroles sont agréables à entendre, et que ses adversaires sont les ennemis du peuple parce qu'ils défendent la science aux dépens du désir. Ce qui rend les sociétés ingouvernables, c'est l'expansion du sentiment de l'expertise aux dépens de l'expertise véritable, et les moyens numériques (dont nous disposons désormais) de prendre à jamais nos désirs pour la réalité.

**À travers cette fable, vous soulevez le problème de la dictature des minorités?**

Non, je soulève le problème de ce que Tocqueville appelle, dans *De la démocratie en Amérique*, la «dictature de la majorité», c'est-à-dire non pas la dictature du plus grand nombre (ce qui ne voudrait rien dire en démocratie), mais la dictature de la meute soucieuse d'éradiquer toute opinion dissidente. La dictature de la majorité est un dispositif imaginé par Tocqueville et réalisé par les réseaux sociaux, au terme duquel une foule s'entend collectivement à ne pas entendre le discours qui lui déplaît, et à bannir son interlocuteur. Comme dit Tocqueville: «*Vous êtes libre de ne point penser ainsi que moi ; votre vie, vos biens, tout vous reste ; mais de ce jour vous êtes un étranger parmi nous. Vous garderez vos privilèges à la cité, mais ils vous deviendront inutiles... Vous resterez parmi les hommes, mais vous perdrez vos droits à l'humanité.*» Dans mon livre, la foule est une horde vindicative et indécise que des «discuteurs» mandatés à cette fin tentent d'apaiser en ordonnant les contradictions. Et toute la question est de savoir si la dialectique est suffisamment puissante pour dissoudre l'envie de se battre. Ce n'est pas gagné.

**Dans le monde réel, vous avez défendu toutes les restrictions de liberté décidées au nom de l'urgence sanitaire. Ne sous-estimez-vous pas le risque de dérive autoritaire de nos démocraties par temps de pandémie? La civilisation des Lumières, de laquelle vous vous réclamez, est pourtant fondée sur le primat de l'individu...**

Je n'ai défendu aucune restriction de liberté. J'ai défendu des dispositions légales qui me paraissaient, à tort ou à raison, des conditions de la liberté en période de pandémie. Il m'est apparu que nous sommes nettement moins libres dans un monde où chacun est «libre» de contaminer son voisin, que dans un monde où la loi nous interdit de le faire. Si la nature humaine n'avait pas tendance à interpréter comme une entrave (voire une fiction) tout ce qui contrarie son désir, de telles lois eussent été inutiles. Ce n'est pas le cas. Je ne vois aucune dérive autoritaire dans l'obligation de porter le masque, de se confiner à l'occasion ou de s'abstenir de pop-corn, mais des inconvénients temporaires dictés par l'urgence de sauver des vies. De la même manière, et pour les mêmes raisons, je ne verrais aucun autoritarisme dans l'obligation de se vacciner. Si l'obligation vaccinale en période de pandémie paraît une «restriction de liberté», que dire alors de l'obligation de payer ses impôts, de s'arrêter au feu ou de déclarer ses revenus? L'«individualisme» forcené qu'on prétend m'opposer n'est rien d'autre qu'un retour à l'état de nature où, au nom de la liberté, la loi du plus fort s'impose à chacun.



**À travers l'hebdomadaire Franc-Tireur, dont vous êtes le principal éditorialiste, vous entendez défendre la raison face à toutes les radicalités... Cela rappelle un peu le «cercle de la raison» d'Alain Minc. N'est-ce pas une manière de réduire le champ de la démocratie en disqualifiant vos adversaires taxés de «radicaux»?**

À quel moment avons-nous dit que nous étions les seuls êtres rationnels dans la place? On peut revendiquer l'usage de la raison sans en revendiquer le monopole! Ce qui est intéressant ici, c'est de comprendre pourquoi la rationalité combat spontanément la radicalité (alors que l'inverse n'est pas toujours vrai). À quoi tient ce dégoût des extrêmes qui vaut aux êtres rationnels d'être péjorativement tenus pour «raisonnables»? Au fait que l'usage de la raison, préférant le dialogue à l'invective, institue entre les interlocuteurs un périmètre commun où, pour y rester, la règle est d'écouter ce qu'on nous dit au lieu de juger celui qui parle. Or, l'extrémisme, bien souvent, consiste exactement dans la démarche inverse, qui s'attache à neutraliser l'adversaire en l'attaquant, au possible, sous la ceinture. C'est la raison pour laquelle il est si difficile d'obtenir un dialogue avec un extrémiste. À la seconde où il y consent, il doit renoncer à sa propre méthode.

La défense de la raison n'est pas la défense d'une opinion, mais la défense du droit d'en avoir une qu'on puisse élever au rang d'un argument. Si l'exercice de la rationalité recherche en permanence le débat, c'est que la contradiction est un exercice libérateur où deux individus qui s'affrontent font la paix de cette manière. Cela dit, je vous accorde qu'il y a une tension dans notre démarche: comment revendiquer la rationalité sans en faire un camp? Comment défendre la raison sans s'ériger indûment en défenseur de la raison? C'est notre problème, et la tentation qu'il faut combattre.

**Votre livre peut aussi se lire comme un éloge de l'universalisme républicain. Alors que Laurent Bouvet, théoricien important de la gauche républicaine vient de nous quitter, comment continuer à faire vivre ses idées?**

Ses idées n'ont pas besoin d'aide. C'est l'avantage de viser juste. Pas un jour ne passe sans que les diagnostics de Laurent Bouvet, malheureusement, ne soient avérés. Laurent Bouvet voyait juste et fuyait le déni. Sa postérité n'a aucun besoin d'artifices ni de thuriféraires ; elle est garantie par le réel. En cela, ses idées vivent d'elles-mêmes. Ce qu'il est important de faire néanmoins, c'est d'enseigner sa pensée, de la préserver des captations et des falsifications, et de montrer par l'exemple combien son analyse de la «tenaille identitaire» ou bien du «sentiment d'insécurité culturelle» sont utiles et opératoires pour comprendre bien des phénomènes contemporains. Je prédis à Laurent Bouvet un avenir aronien: on se souviendra de ses écrits car il avait raison.

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/deconstruction-wokisme-le-colloque-de-la-contre-offensive-20220107>

## Le Figaro, no. 24068

Le Figaro, samedi 8 janvier 2022 773 mots, p. 7

Société

# Déconstruction, wokisme... Le colloque de la contre-offensive

À la Sorbonne, historiens et philosophes luttent contre les dérives de la pensée décoloniale, une idéologie qui veut « s'imposer comme dogme moral contre l'esprit critique » .

Beyer, Caroline

**IDÉES** « *Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture* » . Derrière le thème du colloque organisé les 7 et 8 janvier à la Sorbonne, un déchaînement de passions dans les rangs des enseignants-chercheurs, dans le monde syndical étudiant et dans les médias.

De quoi est-il question ? De « *la pensée décoloniale, aussi nommée woke ou cancel culture* » qui « *introduit dans le domaine éducatif et parfois scolaire une forme d'ordre moral* » et « *monte aujourd'hui en puissance dans tous les secteurs de la société, y compris dans le monde éducatif et scientifique* » , expliquent les organisateurs de l'événement, venus du Collège de philosophie, de l'Observatoire du décolonialisme et du Comité Laïcité République. Leur objectif ? Dresser un état des lieux et favoriser, dans le monde académique, « *les conditions d'un pluralisme éclairé qui interdit à toute idéologie de s'imposer comme dogme moral contre l'esprit critique* » . Pour les organisateurs - au premier rang desquels Pierre-Henri Tavoillot, président du Collège de philosophie - et la cinquantaine d'intervenants - Pierre-André Taguieff, l'historien des idées à qui l'on doit le terme « *islamo-gauchisme* » , le dessinateur Xavier Gorce, la sociologue Nathalie Heinich, le politologue Pascal Perrineau, la professeur d'histoire Mara Goyet ou encore l'essayiste Mathieu Bock-Côté -, il s'agit de lancer une contre-offensive. Face à ces idéologies qui ont, selon eux, envahi le terrain de la recherche, à travers une kyrielle d' « études » - à la manière des « studies » américaines - sur le décolonialisme, le genre, l'intersectionnalité. Une démarche dont ils estiment qu'elle « *impose « l'oppression » comme grille exclusive d'analyse du réel* » .

Face à eux, des militants étudiants de l'Unef, du NPA, de Solidaires qui parlent d'une « *chasse aux sorcières* » , et 74 universitaires qui, dès le 5 janvier dans *Le Monde* , ont dénoncé une « *rhétorique réactionnaire des nouveaux inquisiteurs* » . Pour les signataires de cette tribune, le « *wokisme* » ne serait qu'un « *terme polémique* » , qui a servi « *d'abord à la droite américaine, puis aux néoconservateurs français* » , pour « *disqualifier toute interpellation progressiste* » . Alors que les camps s'affrontent depuis plus d'un an, par médias interposés, le colloque de la contre-offensive a recensé 1 500 inscrits. Il s'est ouvert sur un discours du ministre de l'Éducation nationale. Jean-Michel Blanquer avait jeté un pavé dans la mare, en octobre 2020, en dénonçant les « *ravages* » de l'islamo-gauchisme à l'université, après l'assassinat de Samuel Paty. Avant de lancer son « *Laboratoire de la République* » pour faire face au « *wokisme* » .

À l'entrée de la Sorbonne, vendredi matin, deux petites pancartes du syndicat Solidaires-étudiant.e.s brandies, et une poignée de journalistes. « *C'est pour le colloque d'extrême droite organisé aujourd'hui à l'université* » , explique une étudiante qui distribue un tract rédigé par SUD-éducation. « *Toujours les mêmes rengaines , lâche, les yeux levés au ciel, une professeur de droit qui attend pour rejoindre l'amphithéâtre Liard. Je me moque éperdument des idéologies décolonialistes, woke ou je ne sais quoi encore. Ce qui m'importe, c'est la qualité de l'enseignement et de la recherche. Le militantisme a envahi le champ de la sociologie. En droit, nous sommes encore préservés.* »

Devant l'amphithéâtre, quelques étudiants tiennent une banderole où l'on peut lire : « *Combattons la banalisation de l'islamophobie* » . « *Et Blanquer qui cautionne ce colloque de fachos ...* » , s'émeut l'un d'entre eux. Le ministre, comme à son habitude, est droit dans ses bottes. Il commence par saluer « *le courage et la persévérance* » des organisateurs d'un colloque tenu autour d'un

« *thème essentiel* » . Il s'interroge sur « *les motivations* » de ceux qui contestent « *un événement académique qui ne correspond pas à leur mode de pensée* » . « *Il y a des personnes à qui les idées des Lumières font peur* » , poursuit-il, évoquant l'humanisme, l'universalisme, qui est pris « *en tenaille entre l'extrême gauche et l'extrême droite* » , et la raison. Mais le ministre se dit « *optimiste* » , certain qu'il y a désormais « *une prise de conscience* » quant à la nécessité de « *reconstruire* » . Après une introduction sur l'histoire de la déconstruction, de l'âge de la pensée critique, avec Descartes, Spinoza et Derrida, le colloque aborde une succession de thèmes, du « *retour de la race* » à « *l'islam à l'université : peut-on encore en parler* » , en passant par « *les arts, les humanités, l'humanité* » .

C'est avec la caution du ministère de l'Enseignement supérieur qu'il se clôturera, avec l'intervention du président du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES), l'instance qui orchestre la vie des laboratoires de recherche. La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, elle, brille une fois de plus par son absence.

<https://www.faz.net/aktuell/wissen/forschung-politik/was-universitaeten-in-der-gegenwart-zu-leisten-vermoegen-17714315.html?premium>

LAGE DER UNIVERSITÄTEN:

## Vorwärts zu Humboldt

- VON MARKUS STEINMAYR
- -AKTUALISIERT AM 08.01.2022-14:44



Seit 200 Jahren das ideelle Rückgrat der deutschen Universität: Wilhelm von Humboldt Bild: DAVIDS/Volker Hohlfeld

Peter-André Alt zeichnet in einem neuen Buch ein präzises Bild der deutschen Hochschulen. Die Humboldtsche Bildungsidee ist für ihn auch in der Bologna-Universität noch lebendig.

An Schriften über die Universität herrscht auf dem Büchermarkt wahrlich kein Mangel. Die Universität erscheint darin als Ort, an dem sich Modernisierungsprozesse wie Ökonomisierung, Bürokratisierung und Entsubjektivierung von Erfahrungs- und Lernprozessen ablesen lassen. Oft wird in diesen Schriften ein kulturkritischer Ton angeschlagen. Ein beliebter Topos ist die Diskrepanz zwischen der wahren Idee der Universität, die entweder in der Vergangenheit oder in der Zukunft angesiedelt wird, und ihrer momentanen Gestalt, die als Verblassen oder Veränderungsresistenz gegenüber dieser ursprünglichen oder zukünftigen Idee gedeutet wird. Mit Koselleck gesprochen: Der Erfahrungsraum, der die Universität einmal gewesen ist, garantiert nicht die Kontinuität dieser Erfahrung in der Zeit.

Durch Georg Bollenbecks Schriften zur Semantik und Funktion der Kulturkritik wissen wir, dass Kulturkritik Selbstthematization von Moderne und Modernisierungsdiskursen ist. Die Universität, so kann man in vielen Schriften nachlesen, wird dann Teil jener „Pathologien des Sozialen“ (Axel Honneth), die man Verdinglichung, Entfremdung, Technisierung und dergleichen genannt hat. Konkret bedeutet das beispielsweise, dass „Bildung“ der Gegenbegriff zu „Bologna“ ist.

Diese Unterscheidung ist aber nicht deskriptiv, sondern normativ. Sie geht aus einem starken Affekt gegen die grundsätzliche Idee des Bologna-Prozesses hervor. Diese besteht – verkürzt gesprochen – darin, die Universität zum einen für die Belange von Gesellschaft und Wirtschaft zu öffnen (Berufsbefähigung) und zum anderen die Struktur der Ausbildungswege von der disziplinären Tradition der großen Fächer an der Universität zu trennen. Beklagt wird, dass die Curricula sich nicht mehr an der Geschichte und Tradition der Disziplinen und ihrer Wissenskultur orientieren. Dies wird als Katastrophe und Zivilisationsbruch interpretiert. Was vielen dieser Schriften abgeht, ist ein Verständnis für die komplexen und langwierigen Prozesse der Hochschulentwicklung in schwierigen Zeiten. Diese oftmals anstrengenden Verständigungsversuche sind aber notwendig, um eine gemeinsame Sprache für die Zukunftsgestaltung der Universität zu finden.

## Zwischen Bildung und Ausbildung

Das ist ein hoher Anspruch einerseits an die Institution, andererseits aber auch an die Organisation der Universität. Genau dieser Anspruch macht die Modernität der Universität jedoch aus, nämlich zwischen Bildungsbegehren und Ausbildungsnotwendigkeit, zwischen Autonomie ihrer Verfahren und Heteronomie gesellschaftlicher Erwartungen zu stehen. Die hierfür einschlägige Unterscheidung stammt von [Friedrich Schiller](#), der in seiner Jenaer Antrittsvorlesung „Was heißt und zu welchem Ende studiert man Universalgeschichte?“ den „philosophischen Kopf“ und den „Geschichtsforscher“ gegen den „Brotgelehrten“, der nach „Zeitungslob“ strebt, aufgeboten hat.

Diese Unterscheidung findet man in vielen Universitätstexten. Sie strukturieren die Kritik. Die Studenten sollen die Universität gerade nicht als Ausbildungsstätte für den künftigen Beruf, sondern als Orte des Lernens begreifen. Der Schillersche „Brotgelehrte“ ist aber keineswegs ein „Pathologiebefund“ (Georg Bollenbeck). Man kann es eben auch anders sehen: Schillers Unterscheidung entdeckt die, wie man heute sagt, Diversität innerhalb der Studentenschaft. Die Universität streitet spätestens seit Schillers Antrittsvorlesung im Mai 1789 eben auch darum, welches „role model“ des Studenten für die Gegenwart taugt.

## Modernisierung bedeutet Vergesellschaftung

Mit den Bemerkungen zu Schiller sind wir bei Peter-André Alts neuem Buch „Exzellent!? Zur Lage der deutschen Universität“ (Beck Verlag, München 2021). Der ausgewiesene Schiller-Experte, über Jahre Präsident der Freien Universität Berlin, momentan Präsident der Hochschulrektorenkonferenz, hat von der Selbstbesinnung Schillers auf Funktion und Rolle der Universität, die manchen Veränderungen trotzen, aber andere auch antizipieren muss, offensichtlich viel gelernt. Neben Schiller sind es vor allem Wilhelm von Humboldt, [Niklas Luhmann](#) und Helmut Schelsky, deren Reformschriften oder Analysen des Wissenschaftssystems Alt einer genauen Lektüre unterzieht. Garniert werden diese Lektüren durch eine stupende Belesenheit in wissenschaftspolitischen Texten und eine genaue Kenntnis von wissenschafts- und universitätspolitisch relevanten Statistiken. Das Buch ist genauso inhaltlich profund wie stilistisch leichtfüßig.

Alts Reflexionen unterscheiden sich von kulturkritischen und apokalyptischen Publikationen zur Situation der Universitäten in wohlthuender Weise. Modernisierung, das macht Alt an verschiedenen Stellen immer wieder deutlich, bedeutet nämlich auch mit Antonio Loprieno „Die entzauberte Universität“, gesprochen „Vergesellschaftung“. Die „vergesellschaftete“ Universität ist eine, die Kontaktzonen zur Gesellschaft sucht, ohne ihren Eigensinn zu verlieren. Alt zeigt an verschiedenen Themen, wie diese Kontaktzonen beschaffen sind. Er widmet sich der Bürokratisierung von Wissenschaft, der Politisierung der Universitätskommunikation, den Unsicherheiten der wissenschaftlichen Karriere, den Schwierigkeiten bei der Gestaltung einer zwar steuerbaren, aber nur begrenzt führbaren Institution und dergleichen mehr.

Am Ende steht ein sehr realistisches Bild der gegenwärtigen Universität. Es zeigt, dass der Universität und dem einzelnen Wissenschaftler Gelegenheit gegeben werden muss, sich auf sich selbst und sein Tun zu besinnen. Diese Möglichkeit und Notwendigkeit zur Selbstreflexion ist vielleicht etwas, was die Universität als Organisation von allen anderen unterscheidet. Nur Betrieb kann und will sie nicht sein. Ihre institutionelle Seite beschreibt die Tradition, die immer wieder vor dem Hintergrund gegenwärtiger Herausforderungen zu befragen ist.

## Universitätspolitischer Liberalismus

Alt verfällt nicht in kulturkritisches Lamento. Seine Universität ist ein „Sozialmodell gelingender Pluralität und Diversität“. Interessant an seinen Ausführungen ist, dass dieses Modell im Grunde keines des 21. Jahrhundert ist, sondern sich mit guten Gründen aus den Universitätsschriften des 19. Jahrhundert herleiten lässt. In dieser These versteckt sich eine sanfte Kritik an denjenigen, die glauben, mit einem „Zurück-zu-Humboldt“ die gegenwärtige Universität kritisieren zu können. Alts Ausführungen zeigen sehr genau, dass es sich lohnt, Humboldt, Schleiermacher und Luhmann zu lesen, bevor man über sie spricht.

Die Universität ist ein Kind ihrer Zeit, aber dieser auch in vielen Dimensionen voraus. Im Kern von Alts Ausführungen steckt die zutiefst liberale Überzeugung, dass das Zentrum, aber auch die Grenze universitären Handelns das forschende, lehrende und verwaltende Individuum bildet. Dass gelingende Forschung individuelle Freiräume und Vertrauen benötigt, sind Überzeugungen eines universitätspolitischen Liberalismus. Die Freiheit der Universität und des Einzelnen ist aber keine Freiheit von Politik, sondern eine Freiheit zur gesellschaftlichen Verantwortung.

Aus diesem Grunde ist der Begriff „Lage“ im Untertitel auch so gelungen. Die Lage ist zwar gegenwartsorientiert, aber nicht gegenwartsversessen. Alt kehrt immer wieder zurück zu den Quellen der gegenwärtigen Universität, die in den sechziger Jahren des vorigen Jahrhunderts liegen, aber auch in den Hochschulentwicklungsplänen des neunzehnten Jahrhunderts. Die „Lage“ der Universität, die Alt in luzider Art und Weise beschreibt, ist gekennzeichnet durch die Ansprüche der Gegenwart, die den institutionellen Eigensinn der Universität herausfordern. Genau diese mangelnde Selbstbesinnung auf das Eigene der Universität kritisiert Alt. Helmut Schelsky hat einmal geschrieben, dass die „Gründung einer Universität ein geistiger Prozess ist, der als solcher organisiert werden muss“. Dass dies nicht nur für die Gründung von Universitäten gilt, sondern auch für das Management dieser komplizierten Institution, zeigt Alt auf beeindruckende Art und Weise.

Russia and NATO

## How to talk to Mr Putin

### Russia's aggression towards Ukraine has created a chance to enhance the security of Europe



It is usually a bad sign if talks start with one side brandishing a gun. And so it may prove when Russian diplomats meet their North American and European peers next week, backed by 100,000 troops poised to invade Ukraine. At stake is the future of a country that increasingly sees itself as part of the West, as well as America's role as the anchor of European security. As the crisis comes to a head, the risk of miscalculation is growing.

Russia's president, Vladimir Putin, has already issued his demands for the talks, which will kick off between Russia and America in Geneva on January 10th, move to Brussels for the nato-Russia Council two days later and wrap up at the Organisation for Security and Co-operation in Europe on January 13th. Mr Putin wants nato to forswear all further expansion—everywhere, and not just in Ukraine and Georgia, two former Soviet states. America must no longer protect its allies with tactical nuclear weapons and short- and medium-range missiles. And Russia wants, in effect, a veto over troop deployments and exercises in the eastern parts of nato territory and over military co-operation with all former Soviet countries.

Many of these demands are so extravagant and so detrimental to Europe's security that they may really be an ultimatum drafted to be rejected, creating a pretext for another [invasion of Ukraine](#). If Mr Putin is indeed bent on going to war, he will. However, robust diplomacy could yet give him pause and help stop the long decay of relations between Russia and the West. Even if talks fail, nato could emerge stronger, more united and clearer about the threat it faces.

Be in no doubt that Mr Putin has brought on this crisis. Perhaps he wants Ukraine to fail because, were it to become a thriving democracy, it would stand as a rebuke to his claim that Western values are unworkable in Orthodox, Slavic Russia. He may also intend to divide and weaken nato as well as to create an enemy abroad so as to justify repression at home—as with Memorial, a civil-rights group, shut down just before the new year on the trumped-up charge of being a “foreign agent”. And Mr Putin has come to regret the security arrangements that Russia freely signed up to after the cold war. Today, he believes, Russia is stronger and

America is declining and distracted by the challenge from China. For whatever reason, he seems in a hurry to establish his legacy by renewing Russia's sphere of influence.

Some things are in his favour. He has the aggressor's advantage, controlling the timetable and the scope of an attack, should there be one. Everyone knows that Ukraine matters more to him than to any nato country, which means that the West will not send troops to defend it.

But not everything is going his way. Ukraine is as populous as Iraq. Although Russia's forces should be able to defeat it in battle, holding swathes of territory there could come at a high price, especially if the Ukrainians mounted an insurgency. And in Kazakhstan, on Russia's southern border, Mr Putin is being asked to [help crush a popular uprising](#)—a distraction and awkward proof of his willingness to oppress. For these reasons, he may have to curb his ambitions and, say, seize enclaves around Donetsk that are already controlled by Russian-backed irregulars, or establish a land bridge to Crimea, which he annexed in 2014. His doubts about how far to go can be exploited.

Mr Putin's other problem is that his aggression has united nato and given it new purpose. His ultimatum, combined with his willingness to see prices of Russian gas surge in Europe in 2021, has cut the ground from under those arguing for closer ties to the Kremlin. America has helped galvanise Europeans, by sharing detailed intelligence about huge numbers of troops massing near the Ukrainian border.

The West should have two objectives in next week's talks: to deter war in Ukraine if possible, and to enhance European security. Stopping a Russian invasion involves the threat of severe economic sanctions, as well as aid and defensive weapons to help make Ukraine indigestible. At the same time, the West can seek to reassure Mr Putin by clearly stating that, although Russia has no formal veto over who joins nato, neither Ukraine nor Georgia is about to become a member.

Done right, the second aim, of enhancing Europe's security, can also lower tensions over Ukraine. Although some Russian demands would leave Europe vulnerable, others could be the basis for talks that benefit both sides. Consider a regional agreement about the deployment of missile forces or confidence-building measures to make exercises less threatening. There is no shortage of things to discuss, from the Arctic to cyber-security, to new missile technologies. Negotiations would be drawn-out, such is the mistrust between the two sides, but that might be no bad thing, because they could turn into a useful forum.

The question is not whether such talks are possible—they are clearly in Russia's interest—but whether Mr Putin really wants them. He has often behaved as if Russia's security depends on making the West feel less safe. However, negotiations would enhance his status as a world leader. By circumscribing the domains of military competition, they might also help him cope with the fact that Russia cannot begin to match the combined resources of the West.

The profound doubts about Mr Putin's real intentions mean that, even if talks begin, nato needs to demonstrate that it is prepared to defend its members. The most vulnerable are the Baltic states. After Russia seized Crimea, nato's western powers started to rotate more troops in the east. Because of Russia's threats, credible preparations for enhancing those rotations ought to begin immediately. Even if Ukraine is not about to join nato, Russia is driving Sweden and Finland towards membership. The alliance should be ready to welcome them. Throughout, America should ensure that deals are never struck above European countries' heads: that is Russia's style.

Mr Putin says that his country is threatened. It is not. nato is a defensive alliance. Even after Crimea, it has held back from putting permanent combat forces into eastern Europe. The real threat is Mr Putin. When he issues his demands down the barrel of a gun, it should stiffen the resolve both of the West and of the resilient Ukrainians to deter and resist him.



The meaning of green

## The EU's green rules will do too little to tackle climate change

### Relying on investors to save the planet using a “taxonomy” has limits



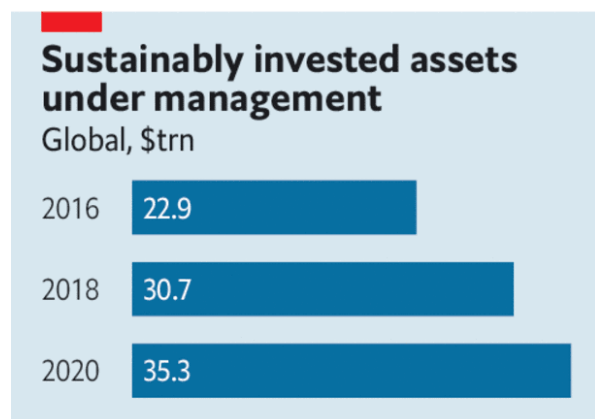
Investors' enthusiasm for financing the green transition is growing—just look at the surge of interest in the electric-car industry. Tesla's shares rose by 50% in 2021; those of catl, China's battery giant, rose by 68%. Yet if you look more closely, you will find huge problems. If the world is to reach net-zero emissions by 2050, investment will need to more than double, to \$5trn a year. And fund management is rife with “green-washing”. Sustainability-rating schemes have proliferated but are wildly inconsistent, while many funds mislead investors about their green credentials.

To the rescue has come the European Union, which has devised a new labelling system, or taxonomy, that sorts the economy into activities it deems environmentally sustainable, from the installation of heat pumps to the anaerobic digestion of sewage sludge. The idea is that funds and firms will use this to disclose what share of their activities qualify as green, and that clarity will help unleash a flood of capital from markets. The proposals have been in the works for years, and on December 31st the European Commission circulated its latest thinking.

Countries have different energy sources, so the exercise was bound to be political. Still, the classification looks sensible. Labelling nuclear energy as green—subject to conditions including the safe disposal of toxic waste—has been met by howls from the [Green party](#) in Germany. But nuclear can play an important part in getting to net-zero; indeed, by deeming it green only during the transition, the taxonomy is, if anything, too timid. The plan to label natural gas as green has been controversial, too. But the rules reflect a hard-headed assessment that it will be a vital transition fuel in the next decade. They treat gas projects as green for a limited period, if they replace dirtier fossil fuels, receive approval by the end of the decade and contain plans to switch to cleaner energy sources by 2035.

The plan's flaws lie in its bureaucratic outlook. The simplistic nature of the labelling may lead to a purity test in which funds exclude assets that are dirty. In fact a key job of capital markets is to own polluting companies and manage down their emissions. The classification is static, whereas changes in technology

will cut the carbon-intensity of some activities and lead to inventions the classifiers have not envisioned. It fits a pattern of European climate-finance ideas that are well-meaning but marginal, including using the European Central Bank to buy green bonds (which could overstep its mandate), and imposing green “stress tests” on banks, even though the lifespan of their assets is shorter than the horizon for the most devastating climate change.



The Economist

What else to do? The goal should be to make it easier for investors to track the carbon emissions of their portfolios (today this is hard to do accurately). Funds with zero emissions would be virtuous, but those that cut their footprint fast might be even better. This will require new disclosure, so that investors can track emissions and avoid double-counting across supply chains. Such a system would be simpler to administer, and ask less of countries that struggle to agree on what counts as green. A new global green-disclosure body has been set up but it needs to act faster.

The eu’s broader aim should be to use carbon pricing to alter how capital is allocated. Relying on investors to save the planet using a taxonomy has obvious limits. Less than a third of global emissions stem from firms that are publicly listed and controlled by institutional investors. And investors do not have a clear incentive to be green. If you don’t mind the stigma, owning polluting assets can be profitable, which is why they are increasingly held privately.

By contrast, putting a price on carbon sends a signal that reaches across the whole economy, not just into listed firms, and fully aligns the profit motive with the objective of cutting emissions. The eu’s main carbon-pricing scheme is the rich world’s largest but, although work is going on to expand it, it covers only 41% of emissions. If the eu wants to lead the world by unleashing the power of finance to combat climate change, the carbon market is where it should be focusing its efforts.

203,115

<https://www.economist.com/europe/2022/01/08/why-germans-remain-so-jittery-about-nuclear-power>

Europe

Jan 8th 2022 edition

**Nein, danke!**

# Why Germans remain so jittery about nuclear power

## The first of many coalition rows



The end of 2021 brought mixed news for Germany's anti-nuclear crowd. On December 6th the gaggle of activists who had gathered outside the Brokdorf nuclear plant, in northern Germany, every month for the 36 years it had operated swapped their usual thermoses for champagne. For on December 31st Brokdorf, the construction of which had inspired some of the roughest protests in German history, was one of three nuclear plants switched off for good. The remaining three will be closed down by the end of this year, concluding a nuclear exit two decades in the making.

Then came the downer. Just before midnight on December 31st, after months of dithering, the European Commission circulated a draft energy "taxonomy" that labelled natural gas and nuclear fission as sustainable, with conditions. The taxonomy, which must be finalised and then approved by the eu's 27 governments and the European Parliament, is designed to steer investment to [climate-friendly projects](#). But if the aim was to please everyone by finding room for all but the dirtiest fuels, it failed in Germany. Robert Habeck, the vice-chancellor and co-leader of the Green party, called the draft "greenwashing", citing concerns about safety and nuclear waste. An mp from the Social Democratic Party (spd), which leads the governing coalition, compared nuclear supporters (ludicrously) to anti-vaxxers.

Atomic fission was once the future in Germany. That was before the emergence, in the mid-1970s, of the world's most enduring anti-nuclear movement. Unlike environmental groups in some other countries, says Jan-Henrik Meyer at the Max Planck Institute for Legal History and Legal Theory, Germany's Greens emerged directly from the anti-nuclear campaign. Its precepts guided their actions in state parliaments as well as the national one, culminating in a decision by an spd-Green coalition in 2000 to abandon nuclear for good. In 2010 Angela Merkel partially reversed that decision. Less than a year later, amid huge protests in the wake of Japan's Fukushima meltdown, she made the biggest u-turn of her career and agreed to turn off all Germany's nuclear plants by 2022.

A disaster, say critics. Nuclear power entails hardly any carbon emissions and offers consistent baseload supply, unlike intermittent renewables. If new plants are pricey and create waste, prematurely decommissioning old ones seems self-defeating, especially when bureaucracy and bottlenecks are slowing

the rollout of renewables. In the short term the burning of coal and gas may rise to make up the shortfall. And the transition to electric cars and the need for clean hydrogen will require yet more electricity, and thus an even more extensive rollout of renewable sources.

Many Germans deny that scrapping nuclear has made emissions higher than they would otherwise have been. Emissions from power generation have fallen, even as nuclear plants have closed. Moreover, they argue, renewables would not have grown so quickly had nuclear been preserved. “There was a clear connection between the exit from nuclear and the entry of renewables,” says Simon Müller, Germany director at Agora Energiewende, a think-tank. The coalition that sought to halt nuclear power in 2000 also introduced vast subsidies for renewables as part of Germany’s *Energiewende*, or energy turnaround. If the subsidies hurt German consumers, who have long faced Europe’s dearest electricity, the rest of the world has benefited from the cheaper photovoltaic cells and wind turbines they made possible.

But Germany’s *Sonderweg* (special path) in energy policy is not to the taste of countries with different histories, politics and energy mixes. France is placing a big bet on nuclear; several central European countries see it as a way to wean themselves off coal. Many resent the finger-wagging tone in Berlin, especially when Germany is boosting imports of Russian gas.

Germany is unlikely to try to overturn the commission’s proposals, which would require a big majority of eu countries. But it will not be deflected from its anti-nuclear, pro-gas course: the commission has no direct say in countries’ energy choices. As the eu works on laws to realise its ambition to go carbon-free by 2050, and fears of a winter energy crunch grow, these new-year spats herald bigger rows.

203,117

[https://www.lexpress.fr/actualite/idees-et-debats/l-ideologie-inclusive-mene-au-racialisme-et-a-l-obscurantisme\\_2165506.html](https://www.lexpress.fr/actualite/idees-et-debats/l-ideologie-inclusive-mene-au-racialisme-et-a-l-obscurantisme_2165506.html)

**Tribune**

# L'idéologie inclusive mène au racialisme et à l'obscurantisme

**Les psychanalystes Houria Abdelouahed et Céline Masson déplorent que nos institutions soient trop perméables à des idéologies rétrogrades comme l'islamisme.**

Durée : 5 min



La campagne polémique du Conseil de l'Europe, avec des affiches assurant que "la liberté est dans le hijab".  
Conseil de l'Europe

"Ainsi commence le fascisme, écrivait Françoise Giroud. Il ne dit jamais son nom, il rampe, il flotte, quand il montre le bout de son nez, on dit : C'est lui? Vous croyez? Il ne faut rien exagérer! Et puis un jour on le prend dans la gueule et il est trop tard pour l'expulser."

Comment se développent les idéologies rampantes à l'ère de nos sociétés dites inclusives?

C'est cette question que nous voulons poser alors que nous faisons le constat d'une fragilité de nos institutions qui promeuvent parfois à leur insu les pires dérives idéologiques et fascisantes.

Une campagne publicitaire du Conseil de l'Europe, au nom de la diversité et de la lutte contre les discriminations, a lancé ce slogan fin octobre 2021, "la liberté est dans le hijab" sous forme d'affiche diffusée sur les réseaux sociaux et convenue quelques jours plus tard par des politiques (aussi bien à gauche qu'à droite) conduisant l'organisation à retirer l'affiche le soir même suite à une réprobation du gouvernement français. Sur cette affiche on pouvait y lire encore cette légende "le monde ne serait-il pas ennuyeux si tout le monde se ressemblait?".

Faire la promotion du voile islamique (symbole de régression) au motif qu'on s'ennuierait si toutes les femmes étaient toutes découvertes est pour le moins suspicieux. Cette campagne de propagande pseudo-libertaire et obséquieuse trempe dans la moraline inclusiviste qui prétend ainsi lutter contre l'islamophobie. L'inclusivité risque de plus exclure qu'elle n'inclut puisqu'elle essentialise les différences et mène au racialisme qui est un racisme de bon aloi et socialisé.

## **Aucun verset coranique sur le voile**

Un petit rappel est essentiel : le vocable "al-hijâb" n'est nullement mentionné par le Coran comme synonyme d'un quelconque vêtement féminin. Il figure comme métaphore, "nos coeurs sont enveloppés d'un voile épais" (Coran 38 :32; 41 :5; 17 :45), comme ligne séparant le paradis de la Géhenne - laquelle ligne relève plutôt de ce qu'Ibn Arabi nomme "âlam al-khayâl" ou monde imaginal, dans la traduction de Henry Corbin -, dans l'opposition humain/divin, comme le signe d'une altérité radicale ( "Un voile est placé entre nous et Toi", Coran 41 : 5).

Dans son acception matérielle, le hijab figure deux fois comme l'équivalent d'un rideau : dans la sourate 19, il vient séparer Marie, dans son recueillement, des siens et dans la sourate 33, pour distinguer les femmes du prophète des autres femmes ("Quand vous demanderez quelque objet aux épouses du Prophète, faites-le derrière un voile (hijâb). Cela est plus pur pour vos coeurs et pour leurs coeurs", Coran 33-53). Dans la seconde sourate, le hijab n'est plus le signe de la spiritualité, mais vient désigner l'espace privé du prophète.

Les théologiens d'aujourd'hui relient directement ce verset qui s'adresse exclusivement aux épouses du prophète à un autre demandant aux croyantes "de rabattre leurs voiles (khimâr) sur leurs juyûb" (Coran 24 : 31). Or les juyûb désignent en arabe les fentes. À savoir les fentes sexuelle et fessière et également l'ouverture entre les deux seins.

Il est curieux que les fuqahâ' (les théologiens de l'islam) qui connaissent pourtant la langue arabe insistent sur la nécessité pour la femme de cacher ses cheveux alors que les cheveux ne font l'objet d'aucun verset coranique. Le terme n'est mentionné nulle part.

Comment, dès lors, le Conseil de l'Europe a-t-il pu faire la promotion du hijab lorsqu'on connaît la symbolique du voilement de femmes au nom de la charia? C'est au nom de la tradition qu'on voile également les petites filles au sein des familles.

## **On ne peut inclure tout et n'importe quoi**

Nous jettera-t-on l'anathème d'islamophobie car nous interrogeons la couardise de nos institutions qui cèdent sans coup férir aux idéologies? Serons-nous accusées d'islamophobie parce que nous dénonçons la régression du féminisme et la mainmise sur le corps des femmes? Au lieu d'inviter des jeunes filles qui ne connaissent ni la langue arabe ni les préceptes de l'islam à développer un sens critique vis-à-vis des lectures anachroniques, nos institutions laïques universalistes et républicaines se voilent la face en accréditant cette sémantique de la provocation, instrument d'abêtissement des individus par le biais de l'utilisation idéologique du texte coranique.

L'intérêt pour la charia chez de jeunes musulmans en France les pousse à contester les lois de la République au nom des lois coraniques et à mettre en échec nos institutions scolaires (cf. le livre de Jean-Pierre Obin, *Comment on a laissé l'islamisme pénétrer l'école* ). Des filles portant le voile, refusent des cours de natation, de faire du sport et comme le note justement Elisabeth Badinter "les enfants qui arrivent aujourd'hui dans l'Ecole publique, pour certains ont absolument les oreilles bouchées aux discours républicains. Les nouvelles générations, de Français musulmans, sont de plus en plus actives au combat contre la laïcité. Ils arrivent à l'école avec les paroles de l'imam..."

Le voile et la féminité sont un leitmotiv de la pensée mystique et en ce sens, immense est le fossé qui sépare la pensée mystique du texte des fuqahâ'. "Ton image qui passait est devenue l'invitée de mes yeux. Elle choisit mes yeux pour patrie" (Rûmî). Pour Ibn Arabi, le mot est un voile qui cache la nudité de la chose.

Les salafistes, à l'orée du troisième millénaire, brandissant sans cesse l'étendard de la soi-disant "identité", s'opposent ainsi à un travail d'écriture au présent et condamnent la succession des générations ainsi que toute possibilité d'ouverture sur un avenir commun avec les autres dans l'oubli que l'identité est une construction toujours en marche et jamais achevée. Ces salafistes multiplient les fatwa contre ce qu'ils supposent être "le démon" qui ne cesse de harceler l'humain. Or, le démon n'est que la projection de cette part obscure de nous-mêmes. Et cette violence contre les femmes en dit long sur la non-acceptation de cet Autre en soi, le refus de la part féminine, opaque et énigmatique, que les hommes portent en eux-mêmes. La violence signe l'échec de cette capacité de se transcender soi-même "afin d'assurer son unité véritable" (selon l'expression de René Nelli).

Le fondamentalisme islamique tisse sa toile dans les quartiers populaires délaissés par l'Etat et nourrit les communautés qui souffrent de la précarité sociale et/ou psychique. Les salafistes utilisent tous les moyens (par le biais d'associations "caritatives" et par les nouveaux outils de communication) qui sont à la mesure de la puissante fortune des pays du Golfe mise à la disposition de la propagande islamiste.

L'idéologie inclusiviste qui prône la diversité ne peut se faire complice du prosélytisme islamiste. A force d'inclure tout et n'importe quoi, on va "prendre dans la gueule" (Françoise Giroud) le fascisme rampant qu'on n'a pas vu venir tant ses formes sont insidieuses.

Nos institutions républicaines doivent résister et ne pas devenir les principales pourvoyeuses de discours vindicatifs enrobés d'une rhétorique victimaire et "inclusive" comme on le voit trop souvent ces derniers temps.

Contre les obscurantistes, Ibn Arabi écrit : "L'humanité n'est pas la virilité (adhdhukûriya)"; "la féminité est ce qui circule dans le monde" et "stérile est tout lien qui n'accepte pas le féminin".

*\*Houria Abdelouahed et Céline Masson sont professeurs des universités et psychanalystes.*

[https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/der-briefwechsel-zwischen-gretha-und-ernst-juengers-17697381.html?printPagedArticle=true#pageIndex\\_3](https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/der-briefwechsel-zwischen-gretha-und-ernst-juengers-17697381.html?printPagedArticle=true#pageIndex_3)

BRIEFWECHSEL DER JÜNGERS:

## Das ewige Streben nach Liebe

- VON KATHARINA TEUTSCH
- -AKTUALISIERT AM 10.01.2022-07:11



Gretha Jünger Bild: DLA-Marbach, [www.dla-marbach.de](http://www.dla-marbach.de)

Einen Einblick in die turbulente Ehe von Gretha und Ernst Jünger erhalten wir in den knapp 350 veröffentlichten Briefen der beiden. Geplagt von fehlender Anerkennung und Liebe, sprechen die Briefe für sich.

In ihrem autobiographischen Bericht über das Eheleben mit [Ernst Jünger](#) nennt sie ihn ihren „Gebietter“. In dem nun erstmals vorliegenden Briefwechsel der Partner wird der Gebietter zum „Schneckchen“, „Schneckerich“ oder „Schnekolino“. Und zwar über einen erstaunlich langen Zeitraum – wenn auch gegen Ende der Korrespondenz, die 1960 endet, in ein unverbindlicheres „Schatz“ oder „Schatzolino“ abgeschwächt. Etwa ein halbes Jahr vor ihrem Krebstod adressiert Gretha Jünger ihren Mann mit „mein Flattertier“. In diesem letzten Dokument ist die Dynamik der Jünger’schen Ehe, die in 358 von rund 2000 Briefen nun öffentlich wird, abgelagert.

Nach einer palliativen Strahlentherapie schreibt Gretha aus dem Krankenhaus: „Ich denke, dass hier kein Latein mehr nützen wird auf lange Sicht, bin dabei aber ganz vergnügt, und das ist schließlich wichtiger als alles Andere. Nur keine Tragödien!“ Die hatte sich Gretha Jünger in ihrer zumutungsreichen Ehe mit dem untreuen Egolino angewöhnt. Sie hatte sich damit abgefunden, dass sie als Ehefrau Ernst Jüngers kein Recht auf eigene Tragödien hatte, spätestens nachdem Ernst – inzwischen als Offizier im Stab des Militärbefehlshabers in Frankreich – seine Affäre mit der in Paris („Sündenbabel“) lebenden Deutschen Sophie Ravoux nicht nur durch Herumliegenlassen von Tagebüchern zugänglich gemacht hatte, sondern auch in „Strahlungen“ für Jünger-Leser ersichtlich. Gretha war nun auch öffentlich gedemütigt. Meistens schweigt der Adressat ihrer Briefe zu solchen Fakten. Oder er redet sich mit Tiefsinn heraus: „Schade, daß wir Menschen immer etwas voreinander verbergen müssen – wenn wir uns liebten, wie Gott uns liebt, oder selbst wie es die Mütter tun, würden wir uns besser verstehen.“ Amen.

### Sterben ohne Umstände

All das im Hinterkopf, formuliert Gretha vom Sterbebett aus weiter: „So wie ich es übersehen kann, liegt der Gefahrenpunkt stets im Februar/März, also fast immer 8 Monate nach einer Behandlung. Vielleicht wird der Zwischenraum diesmal kürzer werden; reise aber noch, so lange es geht. Du brauchst das.“

Die Konstellation bleibt den Verhältnissen gemäß also klassisch. Noch auf dem Todeslager ist es Ernst, der der Pflege und Fürsorge bedarf. Die Schwerkranke schiebt ihr Sterben noch ein bisschen auf, auf dass es dem Künstler so wenig Unannehmlichkeiten wie nötig verursache. Und hier ist die Epistel noch nicht am



Ende. Weil Ernst immer wieder übermäßige Ausgaben aus der Haushaltskasse beklagt, will Gretha noch in ihrer schwersten Stunde Klärung: „Es tut mir leid, dass ich wieder Kosten verursache; das Ganze hängt mir längst zum Hals heraus, und wenn ich vom Willen allein abhängig wäre, so wäre ich längst über den Berg.“

## Der schmale Grat zwischen Werk und Autor

Nun gilt ja die gemeinhin akzeptierte Kritikerregel, man solle doch den Autor nicht mit seinem Werk verwechseln und umgekehrt. Leider ist es so einfach dann meistens nicht. Denn die innere Haltung zu den Grundnahrungsmitteln des Lebens – Liebe, Freundschaften, Familie – ist oft ja auch der Schlüssel zu den poetischen Verfahren oder den ästhetischen Effekten eines Werks. Man schreibt halt nicht gegen seine inneren Überzeugungen an.

Ernst Jünger, bekannt, gefeiert und kritisiert für eine manierierte Kälte, mit der die Schrecknisse des Krieges in Tagebüchern und Romanen aufgearbeitet und ästhetisch nobilitiert werden, war auch privat kein Freund von warmen Worten. In welchem Maße das zum Problem in einer Liebesbeziehung werden muss, davon zeugt dieser als Zeitdokument aufschlussreiche, als Privatdokument niederschmetternde Briefwechsel über vier Jahrzehnte.

## Alles, aber keine Spießer

Ernst Jünger und Gretha von Jeinsen lernten sich 1922 in Hannover kennen. Er sah in ihr einen sechzehnjährigen Backfisch, der am Theater debütierte. Ihr kam beim Anblick des rund zehn Jahre älteren Ernst vors Auge: „ein wehender Militärmantel, eine Reichswehrmütze, ein schleppender Säbel“. Dieses Bild militärischer Stattlichkeit und ritterlicher Tugend wird zum Phantasma einer Ehe zwischen öffentlicher Präention und privater Enttäuschung. Der Briefwechsel zwischen den jungen Verliebten setzt ein im hohen Ton und endet in den niederen Gefilden der Krämerseelen. Was für eine Rodelbahnfahrt an die Talstation des Lebens!

Anfang der Zwanziger ist aber alles noch im rosaroten Bereich. Ernst verkündet seiner künftigen Braut: „Der Unterschied zwischen Deinen Angehörigen und uns beruht darauf, daß sie, wie Du sehr richtig schreibst, Spießbürger sind und wir nicht.“ Ein paar Tage davor hat er den Gedanken schon einmal ausgebreitet: „In unseren Tagen schreibt man ja keine sorgfältigen Briefe mehr. Das tat man im Rokoko, jener Zeit, die Du so liebst und die sich zu der unsrigen verhält, wie der Park von Sanssouci, in dem wir vorgestern spazieren gingen, zu der Menschenmasse, die darauf los gelassen war. Wir schätzen beide das Alltägliche nicht, daher wollen wir uns vor dieser Masse mit ihren Maschinengesichtern zurückziehen und unsere Liebe unter dem Besonderen verbergen wie unter einem der Laubgänge des Rokoko.“



## **Hoffnungsloses Streben nach Anerkennung**

Zumindest Ernst Jünger ist es dann ganz gut gelungen, sich unter den Laubengängen seiner Künstlerexistenz zu verbergen. Der Briefwechsel legt Zeugnis ab vom Aufstieg eines begabten Newcomers mit dem Beschreibungshorizont des Ersten Weltkriegs („In Stahlgewittern“) zum souveränen Netzwerker und Eliteliteraten in der Zwischenkriegszeit: „Ich will allmählich andere Beziehungen anknüpfen, von denen auch etwas zu erwarten ist“, schreibt er Gretha literaturstrategisch.

Ernst Jünger will Leitfigur einer Geistesaristokratie sein, die mit Helmuth Lethens „Verhaltenslehren der Kälte“ zum geflügelten Wort der Ideengeschichte geworden ist. Gretha, daran lassen ihre soignierten Briefe keinen Zweifel, wollte dazugehören. Sie wollte, so wie es im Liebesversprechen „einer der Spiegel des anderen“ angelegt war, selbst schreiben und vor allem selbst gelten. Stattdessen regelt sie über Jahrzehnte die Geschäfte ihres Manns, wuppte die endlosen Umzüge quer durchs Deutsche Reich und die spätere Bundesrepublik. Versorgte pflichtbewusst und leidenschaftlich ihre beiden Söhne, wobei vor allem der kleine Alexander, genannt „Pümperich“, mit seiner Schwächlichkeit Grund zur Sorge gibt. Einmal heißt es in einem ihrer Briefe: „Der Vorwurf, den man fast allgemein gegen Dich erhebt, ist der, dass Du das Weibliche in Deinem Leben ausschaltest, und keine Beziehung zu der Frau besitzt. (Dies von den Lesern der Klippen, die Dich nicht persönlich kennen.) Selbst der Rausch sei bei Dir Ausdruck des Ästhetischen, und so fort. Man will nicht glauben, dass Du Frau und Kinder besitzt, und ist erst dann überwunden, wenn man es bestätigt erhält. Dann allerdings ist man zufrieden, bedauert jedoch diese unbekannte Frau von Dir, weil man annimmt, dass Du in Deiner Kühle keinen warmen und menschlichen Weg zu ihr findest.“

## **Ein Briefwechsel der Ödnis**

Es ist weder von ästhetischem Reiz, die Selbststilisierungen Ernst Jüngers zu lesen („Gerade stehe ich wohl auf einem hohen Punkte der Schaffenskraft“). Noch erzeugen die Durchhalteparolen seiner Ehefrau den erwarteten voyeuristischen Thrill. Unter den vielen, dank Philologenwerk heute zugänglichen Briefwerken berühmter Schriftsteller zeichnet der Ernst Jüngers mit seiner Ehefrau sich durch elaborierte Ödnis aus. Mancher Kritiker sah in der Korrespondenz ein spannendes Zeugnis vom Offiziersleben im besetzten Frankreich und vom Bombenkrieg in und um Hannover, den Gretha in dem Örtchen Kirchhorst lebend ihrem Mann beschreibt. Auch kann man interessant finden, dass Gretha anfangs überaus nationalistisch, geradezu martialisch ist, während Ernst in Paris in Kreisen der Résistance verkehrt und offen über die Deportation von Juden nachdenkt. Das kann man so stehen lassen oder, wenn man es noch nicht wusste, wissen wollen.

Dennoch legt man den Briefwechsel am Ende zur Seite wie eine muffelige Ehescharteke. Einmal, Anfang der Vierzigerjahre, benennt Gretha Jünger ihr seelisches Leiden durch die literarische Blume. Der ganze Briefwechsel steht unter diesem Eindruck: „Ich lese immer noch in den Hebbel'schen Briefen; sie klären mich nun ganz über das Verhältnis zu Elise auf, und es betrübt mich doch, dass sein späteres Verhalten ihr gegenüber so wenig liebevoll war.“

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/colston-denkmal-freispruch-fuer-statuensturz-in-bristol-17723555.html>

FREISPRUCH FÜR STATUENSTURZ:

## So anstößig wie eine Hitler-Statue

- VON GINA THOMAS
- -AKTUALISIERT AM 09.01.2022-17:59



Sturz einer Statue: Edward Colston wird zu Wasser gelassen Bild: AP

Das Colston-Denkmal war „anstößig“. Die Aktivisten, die es stürzten, wurden freigesprochen. Was heißt das für den Anspruch, notfalls mit Gewalt moralische Werte geltend zu machen?

Ein Geschworenengericht in Bristol hat vier Aktivisten freigesprochen, die wegen ihrer Beteiligung am Sturz des seit Jahrzehnten umstrittenen Denkmals für den Skavenhändler und Mäzen Edward Colston (1636 bis 1721) im Juni 2020 der Sachbeschädigung angeklagt waren. Das kalauernd als „monumental“ bezeichnete Urteil schlägt hohe Wellen, weil manche darin einen Ansporn für Bilderstümer sehen. Kritiker bemängeln zudem, dass die Grenzen zwischen Recht und persönlichen Sympathien verwischt worden seien.

Man hätte gemeint, der Sturz eines Denkmals durch einen Mob sei ein klarer Fall, zumal sich die vier Angeklagten zur Tat bekannten. Sie bestritten jedoch, Sachschaden angerichtet zu haben, weil ihre Handlungen gerechtfertigt gewesen seien. Drei von ihnen behaupteten sogar, der Wert der Statue sei gestiegen, nachdem diese aus dem Hafenbecken geborgen und im Museum aufgestellt worden sei.

Die Verteidigung beruhte im Wesentlichen auf den moralischen Motiven der vier Aktivisten, die, wie einer von ihnen erklärte, aus Liebe zu ihren Mitmenschen gehandelt hätten. Das Denkmal für den als Rassist und Mörder bezeichneten Kaufmann des siebzehnten und achtzehnten Jahrhunderts komme in seiner Anstößigkeit einem Hassverbrechen gleich. Durch den Abriss des „Denkmals für den Rassismus“ habe er ein Verbrechen an den Bürgern von Bristol verhindert, rechtfertigte sich ein Angeklagter, der meinte, das Colston-Monument sei einer Hitler-Statue vergleichbar, die einem Holocaust-Überlebenden vor die Nase gestellt würde. Den Geschworenen wurde auch zu Bedenken gegeben, dass eine Verurteilung gegen die Artikel des britischen Menschenrechtsgesetzes zum Schutz von Gedankenfreiheit, Gewissensfreiheit, Religionsfreiheit und Versammlungsfreiheit verstoßen würden.

### Rassismuserfahrungen im Vordergrund

Das Verfahren hätte von einem Amtsgericht verhandelt werden können, bei dem ein Richter über den Ausgang entscheidet. Die Angeklagten zogen ein Geschworenengericht vor und setzten auf das Vermögen ihrer Verteidiger, die zwölf Männer und Frauen auf der Geschworenenbank von der Rechtmäßigkeit ihres Protestes zu überzeugen. Dafür rückten die Anwälte die Erfahrungen von schwarzen Bürgern mit dem Rassismus in Großbritannien und die Geschichte Edward Colstons in den Vordergrund. In dem politisierten Verfahren war es, als hätten die Geschichte und der Gewinner des Sklavenhandels postum unter Anklage gestanden für Untaten, die nach damaligen Maßstäben nicht als solche galten. Als sachverständiger Zeuge

erläuterte der Historiker David Olusoga dem Gericht denn auch unter Benennung von Tausenden von Afrikanern, die in der Zeit von Colstons Beteiligung an der Royal Africa Society den Transport über den Atlantik nicht überlebten, die Schrecken des Menschenhandels.

Nach dem Freispruch bekundete Olusoga seine Genugtuung über den Befund einer englischen Jury, dass das „eigentliche Verbrechen“ darin gelegen habe, ein Denkmal für einen Massenmörder 125 Jahre lang stehen zu lassen. Einer der Angeklagten jubelte, dass die Geschichte korrigiert worden sei.

Jonathan Sumption, einst Richter des Obersten Gerichtes, ist nicht der einzige, der den Anspruch der Aktivisten ablehnt, notfalls mit Gewalt direkt zu handeln, um ihre moralischen Werte geltend zu machen. Sumption verurteilte die Handlungen der Freigesprochenen, die in Anspielung an die Opfer diverser Justizirrtümer im Zusammenhang mit Terroranschlägen der IRA als die „Colston Vier“ bezeichnet werden, als bloße Selbstbefriedigung. Die Aktivisten hätten die Stärke ihres Gefühls zur Schau gestellt. Als historisches Phänomen sei die Sklaverei bedeutsam, argumentiert Sumption, die Stärke des Gefühls darüber jedoch nicht. In der Debatte um Colston kommt der Verstand freilich schwer gegen die Macht des Gefühls an, das sich über Jahrzehnte aufgestaut hat, weil Bristol ungeachtet der modernen Sensibilitäten darauf bestand, ihrem Wohltäter wie einst die Viktorianer als „einem der tugendhaftesten und weisesten Söhne ihrer Stadt“ zu huldigen.

## Michèle Tribalat: «Des démographes minorent et relativisent l'immigration»

Par Michèle Tribalat et **Eugénie Bastié**

Publié hier à 21:02, mis à jour hier à 21:02



«Comment les citoyens ordinaires pourraient-ils distinguer la vérité du mensonge si ceux dont c'est le métier de produire des informations rusent avec les faits qu'ils étudient dans le but de réformer l'opinion publique?», interroge Michèle Tribalat. *Clairefond*

**EXCLUSIF - Immigration, idéologies et souci de la vérité (L'Artilleur) réfute méticuleusement nombre d'erreurs commises dans le débat public sur le sujet de l'immigration. Le Figaro publie de larges extraits de cet important ouvrage, qui paraît le 12 janvier.**

*Extraits choisis et présentés par Eugénie Bastié*

Le discours de bon ton sur l'immigration

Sur le terrain de la démographie et des migrations, pour être du bon côté, il faut se garder d'être nataliste tout en rassurant les Français sur les performances exceptionnelles de la France par rapport au reste de l'Europe en matière de fécondité. Fécondité qui ne doit pas grand-chose à l'immigration. Immigration qui est à la fois une chance et une fatalité, qu'il faut toujours minorer, relativiser ou naturaliser, et qui amène des musulmans en grand nombre lorsqu'on cherche à implanter l'idée que c'est irréversible, mais en moins grand nombre lorsqu'on cherche à relativiser le djihadisme.

Il faut s'élever, par tous moyens, contre l'idée de grand remplacement, dévoiler l'imposture, quitte à faire dire à son inventeur ce qu'il n'a pas dit. La mauvaise foi n'est pas interdite. (...)

Le but principal des argumentations chiffrées développées sur le thème de l'immigration et visant à la minorer, la relativiser, est de contredire les perceptions communes qui tiendraient à une propagande politique de la droite plutôt extrême ou, tout au moins, telles que l'élite du bon goût se les représente, et quelquefois les fabrique pour pouvoir les démonter. Il faut absolument que ces perceptions, outre qu'elles manquent de goût, soient erronées.

Mon but ici n'est pas de dire que les gens ordinaires perçoivent la réalité telle que la décriraient des statistiques bien faites - tout un chacun peut se tromper en la matière - mais de montrer que ce n'est pas tant l'exactitude de ces perceptions qui préoccupe ceux qui s'en offensent que leur dissonance avec l'idéologie dominante du milieu dans lequel ils évoluent.

Moins d'immigration que dans les années 1970 ?

L'évolution du nombre moyen annuel d'entrées nettes d'immigrés extraeuropéens en France métropolitaine, sur les périodes intercensitaires de 1962 à 1999 et jusqu'en 2017, ne confirme pas l'affirmation selon laquelle la France accueillerait aujourd'hui moins de ces immigrés que dans les années 1970. Si ce nombre a été multiplié par trois de 1962-1968 à 1968-1975, il est resté inférieur à celui observé dans les années 2000 et après. Il n'a cessé de baisser après 1975, jusqu'à la fin du siècle. Cette baisse, conjuguée au repli de l'immigration européenne, explique pourquoi la population immigrée a si peu augmenté sur le dernier quart du siècle. Au contraire, en début de XXI<sup>e</sup> siècle, la reprise de l'immigration extraeuropéenne s'est conjuguée à une reprise, même modeste, de l'immigration européenne. C'est pourquoi la proportion d'immigrés, qui avait stagné autour de 7,4 % entre 1975 et 1999, a recommencé d'augmenter ensuite. Elle est de 10,2 % en 2020.

Le solde migratoire, une notion incomprise

Il s'agit là d'une notion pas toujours bien maîtrisée, mais qui plaît beaucoup tant elle ramène souvent l'immigration à un petit ruisseau. Sur le papier, c'est la différence entre les entrées et les sorties. Mais, en France, le solde migratoire n'est pas mesuré. Nous ne disposons pas d'un enregistrement des entrées du territoire cohérent et exhaustif et n'avons pas d'enregistrement des sorties comme c'est le cas dans les pays du nord de l'Europe qui ont des registres de population bien tenus. (...) Ce solde migratoire, s'il était bien mesuré, donnerait une idée de l'immigration nette des étrangers et des Français confondus ou des immigrés et des natifs confondus.

S'adapter à l'immigration ?

La naturalisation du phénomène migratoire consiste à placer l'immigration étrangère au même rang que ce qu'en démographie on appelle le mouvement naturel d'une population fait de naissances et de décès. On parle alors d'accroissement naturel.

François Héran (*titulaire de la chaire « Migrations et sociétés » au Collège de France, NDLR*) s'est fait le champion de cette naturalisation de l'immigration étrangère. On trouvait les prémisses de cette naturalisation du phénomène migratoire dans son livre publié en janvier 2007, à travers la critique de la notion de « capacités d'accueil » invoquée par Nicolas Sarkozy lors de sa présentation au Parlement du projet de loi sur l'immigration en 2006. François Héran y réfutait l'idée que l'État devrait prendre en compte les capacités d'accueil existantes pour calibrer le flux d'immigration étrangère. Au contraire, c'est à lui d'adapter ces capacités d'accueil au flux, comme il a dû le faire pour les variations démographiques naturelles telles que le baby-boom d'après-guerre : « *Compte tenu de la pénurie de logements et d'écoles, était-il raisonnable de se lancer dans le baby-boom en mettant au monde 200 000 enfants de plus dans la seule année 1946 ?* » Il conduisait le même raisonnement par analogie avec l'augmentation du nombre de personnes âgées : « *Au vu des structures d'accueil disponibles à la fin des années 1960, était-il rationnel d'améliorer leurs conditions de vie et leur accès aux soins, au point d'allonger l'espérance de vie des Français de deux mois par an, avec les conséquences que nous mesurons trente ans plus tard en termes de « vieillissement » et de déséquilibre des comptes sociaux ?* » Comme nous prenons notre parti des effets du vieillissement inéluctable de la population, il nous faudrait faire de même avec l'immigration étrangère, telle qu'elle est. (...)

François Héran pousse l'analogie entre l'immigration, le baby-boom et les vieux qui vivent plus longtemps jusqu'à employer le verbe accueillir pour ces trois « surcroûts » de population, les mettant ainsi sur un pied d'égalité. À une époque où tout est construction sociale, l'immigration étrangère serait aussi naturelle que la natalité. Il faut s'adapter à l'une comme à l'autre. (...)

La migration serait ainsi une variable démographique complètement endogène, comme la fécondité ou la mortalité. Se pencher avec regret sur les flux, ce serait comme regretter le baby-boom d'après-guerre ou se plaindre du vieillissement de la population, contre lesquels on ne peut rien. C'est un peu ce que sont la pluie et le beau temps à la météo. (...)

Ces flux devraient persister, nous dit-on. Est donc appelée à s'ajouter à l'immigration légale, résultant de l'application du droit, une immigration illégale - politique du fait accompli - contre laquelle l'Union européenne ne semble pas en état de faire grand-chose, sauf à se mettre dans la main d'un autocrate tel qu'Erdogan.

La démographie, une discipline de plus en plus militante

Si l'on suit Didier Lapeyronnie dans son analyse de l'académisme radical en sociologie, on pourrait en déduire que la discipline démographique s'est sociologisée. Il écrivait ainsi en 2004, dans la *Revue française de sociologie*, que « *la sociologie n'existe que par une rupture nette avec les perceptions et les interprétations du « sens commun »* » et que « *le sociologue discour, mais (qu')il ne saurait dialoguer* ». Son contradicteur serait soit un idiot soit un vendu et l'homme ordinaire ne serait accessible qu'aux lieux communs. Comme le sociologue, le chercheur qui se dit démographe aujourd'hui s'engage lui aussi trop souvent à mettre en défaut « le sens commun » de l'homme ordinaire, de manière plus ou moins explicite. (...)

Cette entreprise ne peut être menée à bien qu'avec le concours de la sphère médiatique, non pas tant pour convaincre l'homme ordinaire de sa méprise que pour affirmer son ascendant moral et intellectuel dans le milieu académique et garantir la reprise qu'il en attend dans la sphère intello-journalistique qui marche à la satisfaction idéologique.

L'homme ordinaire se plaint d'une immigration étrangère trop importante. Le chercheur-démographe militant va alors mobiliser la notion la moins à même de refléter ce flux - le solde migratoire - pour en minimiser l'importance. Ce faisant, il maintient son ascendant et fournit un argumentaire à ceux qui n'ont pas le statut garantissant une certaine compétence et qui fonctionnent à la satisfaction idéologique : l'idée me plaît, le grand spécialiste en garantit par ses titres la scientificité, elle apporte de l'eau à mon moulin idéologique, donc elle est vraie.

Terrorisme intellectuel

Le scientifique qui travaille en harmonie avec l'esprit du temps peut compter sur un écosystème composé de collègues et de comités de lecture qui partagent ce qu'il faut bien appeler ses opinions et ses engagements. Et si ceux-ci ne les partagent pas, ils sont incités à le garder pour eux, sauf à se voir disqualifiés eux-mêmes. C'est d'ailleurs peut-être sur ces opinions que certains ont accédé aux positions qu'ils occupent. Ce n'est donc pas simplement sur les qualités scientifiques qu'un travail est jugé mais aussi, et parfois exclusivement, sur sa conformité avec l'idéologie dominante de l'environnement professionnel.

Celui qui veut encore exercer son métier de chercheur en laissant ses opinions et celles de ses collègues au vestiaire a donc intérêt à travailler sur des thèmes peu mobilisateurs ou à se faire discret. Pour chercher heureux, cherchons cachés ! (...) À l'avenir, si rien n'est fait pour valoriser le pluralisme, l'uniformité de points de vue dans les milieux académiques devrait s'accroître, au-delà de l'effet d'intimidation, lorsque arriveront ceux qui auront subi « plein pot » une forme d'endoctrinement lors de leur formation scolaire et universitaire.

On ne voit pas bien comment (re)venir à un univers académique où le militantisme aurait été suffisamment affaibli pour que le débat s'y déroule selon des critères scientifiques, sans passer par un plus grand pluralisme des opinions en son sein. C'est particulièrement vrai sur le sujet de l'immigration. Si les opinions exprimées sur un même objet d'études étaient plus diversifiées dans la sphère académique, on pourrait espérer que les aspects scientifiques retrouvent leur primauté. Mais comment y parvenir ? Détourner la notion de diversité si en vogue aujourd'hui pour l'appliquer aux opinions et aux affiliations politiques ?

Il ne s'agit pas là d'une question anodine dans la mesure où un débat démocratique sain repose sur la confiance. Comment les citoyens ordinaires pourraient-ils distinguer la vérité du mensonge si ceux dont c'est le métier de produire des informations rusent avec les faits qu'ils étudient dans le but de réformer l'opinion publique ? Comment espérer alors faire reculer les théories du complot ?

### **IMMIGRATION, IDÉOLOGIE ET SOUCI**

**DE LA VÉRITÉ** de Michèle Tribalat, Éd. L'Artilleur, 256 p., 20 euros.

<https://atlantico.fr/article/decryptage/apres-la-deconstruction-un-colloque-a-la-sorbonne-pour-dire-stop-au-wokisme-et-aux-ideologies-qui-gangrenent-les-universites-woke-enseignement-superieur-liberte-etudiants-ideologie-france-etats-unis-influence-bataille-idees-ravages-vincent-tournier>

## BATAILLE DES IDÉES

# « Après la déconstruction » : un colloque à la Sorbonne pour dire stop au wokisme et aux idéologies qui gangrènent les universités



Un colloque prestigieux s'est tenu les 7 et 8 janvier à la Sorbonne. Organisé conjointement par l'Observatoire du décolonialisme, le Collège de Philosophie et le Comité Laïcité-République, ce colloque pourrait bien marquer un tournant majeur dans la bataille des idées contre le wokisme et la pensée décoloniale.

Vincent Tournier

avec [Vincent Tournier](#)

Nombreux sont ceux qui attendaient ce moment depuis longtemps. Pour la première fois, des dizaines d'universitaires, dont plusieurs personnalités de renom, ont décidé de se réunir pour clamer leur refus des dérives intellectuelles dont l'université est maintenant devenue coutumière.

Le succès a été au rendez-vous : deux jours de débats, douze table-rondes, soixante intervenants, une salle souvent bondée et près de 1300 personnes inscrites pour suivre les échanges par Internet. Il y avait manifestement une attente que les trois principaux organisateurs (Xavier-Laurent Salvador, Pierre-Henri Tavoillot et Emmanuelle Hénin) ont su satisfaire.

Une liste impressionnante d'intervenants

Le colloque a été inauguré par Jean-Michel Blanquer, et non par sa collègue Frédérique Vidal, ce qui aurait été plus logique puisque c'est elle qui est en charge de l'enseignement supérieur. Mais



les deux ministres ne sont visiblement pas sur la même longueur d'ondes, et on sera gré à Jean-Michel Blanquer de défendre une position relativement claire dans la lutte contre les idéologies.

A côté de quelques grandes figures médiatiques comme Pascal Bruckner, Mathieu Bock-Côté ou Pierre Jourde, le colloque a vu passer des pointures de l'université. On peut notamment citer les historiens Pierre Vermeren et Christophe de Voogd, les sociologues Nathalie Heinich et Dominique Schnapper, les politologues Pascal Perrineau et Bernard Rougier, l'historien des idées Pierre-André Taguieff, les anthropologues Florence Bergeaud-Blackler et Philippe d'Iribarne, les spécialistes de littérature Claude Habib et Catherine Kintzler, la juriste Anne-Marie Le Pourhiet, et bien d'autres encore, issus de toutes les disciplines, y compris des sciences dures et de la musicologie car le décolonialisme s'étend aussi à la musique et aux mathématiques.

Quelques personnalités n'ont pas pu venir (Jacques Julliard ou Boualem Sansal) mais on note la présence d'un inspecteur général de l'Éducation nationale (Alain Seksig), ainsi que la présence du directeur de l'INSPE de Paris (Alain Frugière) et du président du HCERES (Haut conseil de l'évaluation de l'enseignement et de la recherche scientifique). On peut également mentionner la présence de témoins comme Claire Koç, cette journaliste d'origine turque qui a choisi de s'intégrer en France au prix d'un douloureux conflit familial, ou encore le dessinateur Xavier Gorce qui a décidé de quitter le journal *Le Monde* lorsque ce dernier l'a désavoué en présentant ses excuses aux lecteurs après un dessin pourtant bien inoffensif.

Un colloque très décrié, ce qui est un bon signe

Ce colloque avait tout pour provoquer la fureur de ses ennemis : le thème, le prestige du lieu, la qualité des intervenants, la caution de Jean-Michel Blanquer. Avant même d'avoir commencé, il a donc occasionné une déferlante d'attaques aussi prévisibles que médiocres, menaçant parfois de venir l'empêcher ou l'interrompre. Des [syndicats comme SUD](#) ou [l'UNEF](#), mais aussi des [médias comme Libération](#) ou [Médiapart](#) ont lancé des arguments classiques : ce n'est pas un colloque universitaire, c'est un colloque de l'extrême-droite, c'est un colloque militant.

Une tribune publiée dans *Le Monde* a même réuni [tout le ban et l'arrière-ban du décolonialisme français](#). On comprend le désarroi des signataires : habitués à régner en maître, à imposer leurs idées et leurs amis, à organiser leurs colloques en vase clos, voilà qu'ils se trouvent pris au dépourvu. Eux qui font la pluie et le beau temps dans le monde académique, qui passent leur temps à se décrire comme les victimes d'une hypothétique chasse aux sorcières, ils se révèlent sous leur seule véritable préoccupation : faire taire leurs opposants qui ont l'outrecuidance de relever la tête et de critiquer leur hégémonie, voire de se moquer avec talent de leurs marottes idéologiques.

Leur principal argument est de dire qu'un tel colloque n'a pas lieu d'être car la *cancel culture* n'existe pas. Leur réaction vient pourtant démontrer le contraire : en voulant annuler un colloque au prétexte que celui-ci repose sur du vide, ne démontrent-ils pas justement que son objet existe bel et bien, donc qu'un tel colloque a parfaitement sa légitimité ? Et puis si le wokisme et le décolonialisme n'existaient pas, pourquoi diable se sentiraient-ils visés ?

Leur tribune est donc déjà un aveu de leur malaise. Ils craignent que leur supercherie soit révélée au grand jour par des gens plus talentueux qu'eux. L'inquiétude commence à poindre. Leur imposture ne peut perdurer qu'à la condition que personne ne la conteste. Que va-t-il se passer si des gens sérieux commencent à soumettre leurs galimatias aux critères de la démarche scientifique, comme a commencé de le faire [Jean-François Mignot face aux falsifications de l'INED sur les prénoms musulmans](#) ? Dans leur tribune au *Monde*, ils soutiennent que leurs concepts fétiches « tels que racisme systémique, privilège blanc, racisation, intersectionnalité,

décolonialisme » sont parfaitement fondés. Fort bien, mais dans ce cas, quelles preuves ont-ils à fournir ? Quelles démonstrations peuvent-ils faire ?

La virulence de leurs réactions montre qu'ils entendent soustraire leurs thèses à toute discussion sérieuse. Leur position est trop fragile pour supporter un tel choc. D'où la virulence de leur réaction. Avec leurs oukases, ils tentent une dernière carte : accoler une étiquette infâmante à cet événement pour essayer d'influencer les médias et discréditer toute contestation. Leur but est aussi de dissuader d'autres universitaires de prendre la parole, en l'occurrence ceux qui ont pris conscience de la supercherie mais qui ont peur de le dire ouvertement. La disqualification par l'étiquette fasciste sert à cela : intimider, créer un interdit, clore le bec.

La déconstruction de la déconstruction

C'est pour briser ce genre d'interdit qu'un tel colloque a toute son utilité : par sa seule existence, mais aussi par la démonstration argumentée de la supercherie qui se cache derrière un jargon militant, il peut inciter les hésitants à franchir le pas.

Car quoiqu'en disent ses opposants, le colloque était redoutablement solide et étayé. Les intervenants ont notamment pu dresser la généalogie de la déconstruction, comme l'ont fait Pierre-Henri Tavoillot et Emmanuelle Hénin, qui ont remarquablement dressé l'histoire de cette notion et exposé les impasses auxquelles elle aboutit (leur introduction est [reproduite dans un article du Figaro](#)). Ils ont rappelé que la déconstruction n'est pas en soi illégitime dès lors qu'elle vise à critiquer les concepts dans la logique du doute cartésien, sous réserve cependant qu'elle vise à améliorer la connaissance. Ce n'est plus le cas aujourd'hui car la déconstruction est devenue folle. Elle est maintenant une fin en soi, notamment depuis la « pensée 68 », et ne vise plus la connaissance mais le militantisme. Rejetant le souci des faits et de la vérification empirique, le déconstructivisme fait de la domination la clef unique de décryptage de toutes les relations humaines, que ce soit entre l'homme et la femme, entre le Blanc et le Noir, ou entre l'homme et la nature.

L'historien Pierre Vermeren précise que cette dérive s'est produite avec la fin de la guerre d'Algérie en 1962, qui marque un tournant considérable : c'est désormais la fin de l'universalisme français, ce projet qui a émergé sous la Révolution et qui visait à diffuser la civilisation et la liberté partout dans le monde. De là découlent nombre de changements : les recompositions au sein de la gauche, la culpabilité nationale à l'égard de la colonisation et du passé national, le relativisme culturel, et même la transformation religieuse puisque non seulement la France va s'ouvrir en grand à une immigration extra-européenne, comme s'il s'agissait de réaliser sur son propre sol cette assimilation qui n'a pas pu se faire à l'extérieur de ses frontières, mais de plus la religion catholique va connaître une mutation profonde puisque, avec le concile de Vatican II qui se tient dans la foulée (1962-1965), l'Eglise cesse de concevoir l'islam comme une menace existentielle pour y voir un moyen parmi d'autres d'accéder à Dieu.

Depuis les années 1960, la pensée déconstructiviste n'a cessé de croître. Elle s'est trouvée confortée dans la période récente par le *wokisme*, ce mouvement qui a émergé aux Etats-Unis et qui porte un regard hypercritique sur la société occidentale. Un *woke* est un éveillé : c'est quelqu'un qui, suivant une logique où se mêle la religion (le réveil protestant) et le marxisme (l'avant-garde éclairée du prolétariat), se targue d'avoir pris conscience du mal et entend l'éradiquer.

Un *wokiste* ne peut donc pas admettre la complexité du monde, la dualité des êtres humains et des événements, la pluralité des explications et des causes. Hypersensible et hyper-réactif, il traque la

plus petite expression de ce qu'il perçoit comme l'expression du patriarcat et du racisme dans le but de l'effacer purement et simplement.

Délires wokistes

Les intervenants ont montré, chacun à leur manière, toute la fourberie et la vanité qui se cache derrière les concepts oiseux de décolonialisme, de culture patriarcale, de suprémacisme blanc, et de tant d'autres. Le politologue Pascal Perrineau a dressé un féroce portrait des dérives de la gauche dont il voit l'origine dans la fameuse note de la Fondation Terra Nova de 2011, laquelle invitait la gauche à « changer de peuple » en remplaçant les ouvriers par les jeunes, les femmes et les immigrés.

Les délires wokistes conduisent à une surinterprétation permanente de la réalité sous l'angle de la domination blanche ou patriarcale, comme vient encore de le faire le journaliste Jean-Michel Apathie qui voit dans l'usage du mot Kärcher [l'expression du racisme puisque, dit-il, le Kärcher vise à purifier](#). Une logique éradicatrice passe désormais à la moulinette tous les éléments de notre patrimoine culturel (tableaux, sculptures, livres, films, musique), tandis que, miraculeusement, se trouvent épargnées toutes les cultures étrangères. Une telle autocritique n'a pas d'équivalent sur les autres continents : seul l'Occident se complet dans cette destruction narcissique.

Plusieurs intervenants ont brillamment retracé les folies les plus notables de la démarche wokiste. Hubert Heckmann a montré comment un sonnet de Ronsard avait été pris à partie par des féministes qui y ont vu l'expression de la culture du viol ; Jérôme Delaplanche a présenté la polémique de l'automne dernier sur les tapisseries de la Villa Médicis à Rome, que des jeunes artistes ont voulu retirer parce qu'ils ont cru y voir une glorification de l'esclavage et du racisme, ce qui était totalement faux ; Alexandre Gady a décrit l'accusation lancée, en dépit de toute rigueur historique, par une historienne renommée à l'encontre de la statue de Champollion au Collège de France, accusée d'exprimer la domination de l'Occident sur l'Orient, et le mépris de Champollion sur l'Égypte, ce qui laisse sans voix.

La bataille fait également rage sur le terrain des mots, comme en témoigne la diffusion de l'écriture inclusive. Les wokistes croient à la performativité du langage, c'est-à-dire à l'idée que le langage crée l'action. Il suffit donc de changer les mots pour changer la réalité. Plusieurs linguistes comme Jean Szlamowicz ou François Rastier ont dénoncé cette conception erronée du langage, et le médiéviste Xavier-Laurent Salvador s'est même permis de glisser que parler de la violence d'un discours est une métaphore car aucun discours n'est violent en lui-même, seule l'action est violente. Mais l'hypersensibilité de notre époque ne s'embarrasse pas de ces détails.

La place manque pour rendre hommage à toutes les interventions. Signalons que certains moments ont été particulièrement marquants, comme l'exposé du jeune Pierre Valentin, auteur d'une note remarquable sur le wokisme à la Fondapol, ou celui de Samuel Fitoussi, un jeune étudiant qui a proposé une analyse subtile des usages du mot « problématique », brandi systématiquement dans les stratégies visant à déconsidérer un propos (avec la formule-type : « ce que vous écrivez est très problématique »).

Parmi les interventions, une mention spéciale doit être faite au juriste Rémi Pellet qui s'est lancé dans une vigoureuse analyse de la liberté des universitaires et a fini, citation de Cyrano à l'appui, par un puissant hommage à Klaus Kinzler, le prof d'allemand suspendu par la directrice de Sciences po Grenoble pour avoir dénoncé le manque de soutien de son institution et de ses collègues.

Une logique totalitaire ?

La dimension totalitaire (ou disons pré-totalitaire) de la *cancel culture* a été évoquée par plusieurs intervenants. Le musicologue d'origine russe Dania Tchalik a repéré des mécanismes comparables entre la situation actuelle et la situation dans l'ex-URSS. Le nom de Lyssenko, cet escroc soutenu par Staline au nom de la lutte contre la science bourgeoise, a été mentionné à plusieurs reprises. La sociologue Dominique Schnapper, ancienne membre du Conseil constitutionnel, a dénoncé la subversion du langage qui conduit à faire dire à certains mots le contraire de ce qu'ils signifient (l'égalité devient l'oppression, la laïcité devient la tyrannie), ce qui n'est pas sans évoquer la logique orwellienne de retournement du langage (la guerre, c'est la paix). On pourrait évoquer la récente campagne du Conseil de l'Europe qui vantait le voile islamique comme un instrument de libération féminine.

Pour sa part, l'historien Pierre-André Taguieff n'hésite pas à voir dans l'écriture inclusive [une volonté d'éradiquer la culture française, ce qu'il qualifie « d'ethnocide »](#).

La juriste Anne-Marie Le Pourhiet souligne la duplicité des pouvoirs publics qui, d'un côté, interdisent l'écriture inclusive et prônent l'objectivité de la recherche, mais de l'autre laissent se diffuser des pratiques idéologiques et moralistes. Les délégués à la lutte contre les discriminations (qu'elle qualifie de « commissaire à la genritude ») sont déjà l'œuvre et, si la pratique de la délation n'est pas encore officialisée, elle est de facto encouragée.

Dans les universités, l'écriture inclusive s'accompagne d'un néo-puritanisme qui réclame une surveillance de plus en plus étroite des conduites et des pensées. La lutte contre les discriminations implique de reformater les esprits pour en extirper le moindre préjugé. Les universités deviennent des instances morales et moralisatrices. Le pluralisme idéologique n'a pas encore disparu, mais il se rétrécit chaque jour un peu plus. Verra-t-on un jour, au nom de la lutte contre les discriminations, des commissaires en charge de surveiller les faits et gestes de chacun, la façon dont les universitaires se comportent dans leur quotidien avec les collègues ou leurs étudiants ?

Engager la reconstruction

Le point faible du colloque concerne évidemment les solutions. Car une fois dressés les constats, que faire ? Comment lutter contre cette déferlante idéologique, cette pression de plus en plus étouffante qui s'exerce notamment par l'écriture inclusive ? Peut-on encore s'opposer à la mainmise des groupes militants sur des pans entiers de l'université ?

Les réponses sont malheureusement limitées. Des suggestions ont émergé ici ou là. On peut par exemple réfléchir sur des mécanismes institutionnels pour limiter les dérives, par exemple en restaurant le Conseil national des universités (CNU), cet organisme collégial chargé d'évaluer les dossiers des candidats dont les missions ont été revues par l'actuel gouvernement. Cette réforme a été une profonde erreur car elle va faciliter le copinage et le localisme déjà très présents dans les universités. Il faudrait donc non seulement restaurer ce conseil mais aussi lui demander d'agir à la fois en amont des recrutements (en certifiant les dossiers) et en aval en vérifiant que les candidats retenus par les comités de sélection remplissent effectivement les critères académiques.

Mais ce genre de mécanisme ne peut pas suffire. La solution ne viendra que d'un sursaut collectif. Les universitaires doivent se prendre en main et faire preuve de courage, ce qui n'est pas évident dans un milieu où chacun vit dans une bulle protectrice et n'a aucun intérêt à prendre des risques. Arrêter l'écriture inclusive suppose par exemple que chacun y mette du sien en refusant de se laisser intimider par les minorités actives, en refusant de céder au conformisme et à la facilité.

Les esprits sont sans doute murs pour aller dans ce sens. Nombreux sont les universitaires qui réalisent que quelque chose ne tourne pas rond. De ce point de vue, le colloque de ce week-end va jouer un rôle important car il brise l'omerta et légitime la prise de parole. Il envoie un message à tous les universitaires : vous n'êtes plus seul et votre révolte est légitime. L'heure n'est plus aux reculades et aux renoncements. Il faut désormais accepter de s'engager dans la contre-offensive, même si on se doute bien que la bataille sera rude.

[Le programme et les vidéos du colloque se trouvent sur le site du Collège de philosophie : cliquez ICI](#)

## Le wokisme à l'assaut des maths et de la physique

Après la sociologie et les lettres, au tour des sciences dures d'être la cible de militants visant à relativiser des savoirs « imposés par l'homme blanc »

Par [Marie-Amélie Lombard-Latune](#)

09 janvier 2022 à 12h32



Le colloque sur le wokisme, à la Sorbonne le 7 janvier.

### Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires

L'irruption du wokisme dans les sciences dures en France : c'est l'une des préoccupations exprimées lors du colloque sur [la « déconstruction »](#) dans le milieu éducatif, en fin de semaine à la Sorbonne – colloque riche en interventions mais, comme trop souvent aujourd'hui, dépourvu de contradictions faute de pouvoir réunir dans une enceinte des avis divergents. Quelques exemples venus d'outre-Atlantique illustrent le propos.

Au Canada, un groupe de recherche baptisé Decolonizing light (« décoloniser la lumière ») entend « repérer et contrer le colonialisme en physique contemporaine » et dénonce un champ d'études dominé par les hommes blancs. Le projet, qui affirme s'intéresser « aux ontologies et épistémologies autochtones en termes de création de connaissances » et étudier « les points d'ancrage coloniaux dans l'histoire de la physique », est financé à hauteur de 163 000 dollars par l'Etat canadien. De son côté, la Fondation Bill Gates soutient un programme destiné à « déconstruire » l'enseignement des mathématiques.

Des initiatives caricaturales ? Loin de là, selon [le biologiste Marcel Kuntz](#), directeur de recherches au CNRS, inquiet de cette approche où la science devient « une opinion comme une autre », qui encourage le relativisme contre la méthode scientifique. Plus largement, le spécialiste des OGM s'émeut de cette vaine quête d'« un monde sans tragique ». La France commence à être touchée, en témoigne par exemple un colloque sur la remise en cause de la rationalité occidentale organisé à l'Université Lyon 2. En réalité, mathématiques, physique ou biologie (ces « sciences dures ») expérimentent [ce qui a déjà largement atteint les lettres et les sciences sociales](#).

**Logique démantelée.** Un wokisme résumé ainsi par le professeur de littérature Bruno Chaouat, qui enseigne lui-même à l'université du Minnesota : « Désormais, race, genre, orientation sexuelle devraient déterminer le domaine d'étude de chacun. C'est "J'étudie ce que je suis" », regrette-t-il après avoir vu des étudiants originaires d'Afrique noire orientés vers des études censées correspondre à leur identité. « Nous ne pouvons répondre par un raisonnement logique. [Nous n'avons pas affaire à des rêveurs mais à des militants](#) . Une nouvelle "identité", toute statique, devrait l'emporter sur la raison. C'est une tentative de démanteler la logique », insiste-t-il.

L'une des intervenantes au colloque, l'écrivaine américaine Helen Pluckrose, a tenté une expérience. Avec deux de ses collègues, elle a envoyé à des revues académiques spécialisées des articles totalement fantaisistes, bourrés d'erreurs. Un exemple ? « L'astronomie est une science occidentale et sexiste qui doit devenir indigène et gay ». Plusieurs de ces écrits canulars ont été acceptés.

Plus sérieusement, un chroniqueur du *Journal de Montréal* décrivait, lui, récemment le recrutement mené par [l'université Concordia](#) pour une chaire de recherche sur les nanomatériaux pour l'énergie durable. Le poste relevait des départements de physique et de génie chimique. Mais sa fiche descriptive demandait aux candidats d'expliquer en quoi « leur cheminement professionnel et leur expertise les ont préparés à offrir un enseignement pertinent pour une société canadienne diversifiée, multiculturelle et contemporaine ».

**Biologie patriarcale.** Le philosophe Jean-François Braunstein, enseignant à Paris I Panthéon-Sorbonne, s'interroge à son tour sur la critique de la science véhiculée par [les théories du genre](#) , telle la biologie qualifiée de « patriarcale ». Au point que, « dans l'université de Caroline du Sud, dire qu'un pénis est masculin ou féminin ne pose aucun problème ». Cette séduction par les *gender studies* confine à « l'absurdité », selon Jean-François Braunstein, rappelant qu'on parle désormais de « personnes enceintes » ou de « personnes qui ont leurs règles » pour ne pas employer le mot « woman », terme qui a valu à J. K. Rowling, la « mère » de Harry Potter, une réprobation mondiale.

Des mathématiciens préfèrent parfois quitter les Etats-Unis pour la Chine afin d'échapper à la critique systématique de leur science. Ces savoirs scientifiques qui, en Nouvelle-Zélande, sont concurrencés par « le savoir traditionnel maori ». Le philosophe juge qu'en France, les facultés de lettres et de sciences humaines sont « déjà perdues » et que « le combat doit désormais être mené dans les universités de sciences, médecine et biologie ».

L'intervenante suivante, Yana Grinshpun, spécialiste des sciences de la langue à la Sorbonne Nouvelle, apporte aussitôt une précision. Dans une plaquette du Planning familial, elle a récemment lu cette définition dégenrée : « Le pénis est un pénis, pas un organe sexuel ».

203,136

[https://www.causeur.fr/sorbonne-jean-michel-blanquer-vous-avez-dit-woke-222265?utm\\_source=Envoi+Newsletter&utm\\_campaign=17345b2ac9-Newsletter+4+fevrier+COPY+01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_6ea50029f3-17345b2ac9-57252933](https://www.causeur.fr/sorbonne-jean-michel-blanquer-vous-avez-dit-woke-222265?utm_source=Envoi+Newsletter&utm_campaign=17345b2ac9-Newsletter+4+fevrier+COPY+01&utm_medium=email&utm_term=0_6ea50029f3-17345b2ac9-57252933)

# Vous avez dit woke?

Un colloque anti-woke à la Sorbonne fait parler

**Jean-Paul Brighelli**

10 janvier 2022



D.R.

Le wokisme est une forme d'obscurantisme. Mais la France résiste. Vendredi et samedi dernier se tenait à la Sorbonne un vaste colloque proposant de lancer une contre-offensive, ouvert par Jean-Michel Blanquer.

---

Vendredi 7 et samedi 8 se tenait à la Sorbonne un colloque qui se donnait pour objet de déconstruire le *wokisme*. Jean-Michel Blanquer s'y est exprimé, ainsi que quelques bons esprits immédiatement classés à l'extrême-droite par les spécialistes de l'anathème bien-pensant, les islamo-gauchistes professionnels et autres collabos de la pensée unique, qui ont enfourché le cheval de « l'éveil » faute de pouvoir briller par leurs qualités propres. Mais de quels chaudrons de sorcière sort cette idéologie américaine dont les plus sots des universitaires français font désormais leurs choux gras ?

Il s'agissait en fait de « déconstruire la déconstruction » et de **lancer la contre-offensive** contre une poignée d'agitateurs qu'un régime un peu cohérent aurait exclus de l'université. Pour ceux qui n'étaient pas là dans les années 1960-1970, ou qui se souciaient davantage de chocs pétroliers, d'inflation, de montée du chômage de masse et des **premiers attentats islamistes**, rappel des épisodes que vous avez pu rater.



## Idées iconoclastes

Ces idées iconoclastes, qui aujourd'hui reviennent en boomerang des Etats-Unis où elles se sont implantées jadis, ont émergé des cervelles surchauffées par 1968 de quelques penseurs français. Nous vivions alors des temps iconoclastes, au sens pur du terme : on tentait de déboulonner les vieilles icônes, par exemple De Gaulle. Quelques philosophes, conformément à la pratique philosophique depuis vingt-cinq siècles, ont ébranlé les certitudes sur lesquelles reposait la civilisation occidentale : [comme l'explique fort bien Denis Collin](#), Deleuze préfère alors les schizophrènes aux gens supposés « normaux », Foucault les taulards, et Badiou, le tout premier, remplace dans son maoïsme adapté au quartier Saint-Germain l'ouvrier français, contaminé par l'immobilisme du PCF, par l'immigré, nouveau damné de la terre. La Fondation Jean Jaurès reprendra l'idée trente ans plus tard, à l'usage du PS, avec le succès que l'on sait en 2002.

***Nous sommes beaucoup trop tendres, trop patients, trop enclins à écouter, trop tentés de donner raison aux gens déraisonnables...***

« Tous ces courants, précise Denis Collin, qui ont fleuri dans les années post-soixante-huit, considèrent, comme Michel Foucault, que la question du pouvoir d'État comme question centrale est dépassée et qu'il est nécessaire de s'opposer d'abord aux « micro-pouvoirs » et aux « disciplines » qui domestiquent l'individu. C'est encore chez Foucault et son élève américaine Judith Butler qu'est revendiquée la nécessité des « identités flottantes » contre les « assignations sociales » à une seule identité sexuelle. Remarquons enfin que, comme Foucault admirateur de la « révolution islamique » de Khomeiny, l'idéologie « woke » sacralise l'islam, considéré comme l'allié du mouvement contre les mâles blancs hétérosexuels.

## Intersectionnalité des luttes

C'est de là que vient la sacro-sainte « intersectionnalité des luttes », [dont j'ai déjà dit](#) il y a plus de deux ans ce qu'il fallait penser. Les « chiennes de garde », version enragée des féministes du courant Beauvoir / Veil / Badinter, ont eu tôt fait de défendre le hijab, qui marque pourtant l'infériorité de la femme, puisqu'il était islamique. Et le courant LGBT s'allia ainsi à des fanatiques qui, ailleurs dans le monde, mettent à mort les homosexuels. Dans le monde de la pensée inversée, rien que de très normal.

Ce faisant, les « woke » reproduisent les pires préjugés racistes et sexistes. Avec la bonne conscience des néo-convertis.

Les universitaires américains, en panne d'idées originales, adoptèrent cette French Theory dans le courant des années 1970. [Comme dit Pierre-André Taguieff](#), l'inventeur du concept d'islamo-gauchisme, une entreprise philosophique qui s'appuyait initialement sur Nietzsche et Heidegger est tombée entre les mains de quelques crétins qui en ont fait un étendard. Le « politiquement correct », qui sévit depuis bientôt quarante ans, est la section émergée de cet iceberg de nouvelles certitudes. Quelques incidents policiers, ici ou là-bas, convainquirent les militants de la justesse de leurs aberrations. Et, surtout, de leur appartenance à la grande communauté des victimes — une trans-classe qui transcende les anciennes distinctions sociales.

Parce qu'il n'y a rien de marxiste dans le wokisme. Comme [il n'y a rien de libéral](#) — sinon l'accent mis sur le désir d'exister de chacun, via les réseaux sociaux, les « communautés », les mouvements revendicatifs, le sentiment victimaire et la chasse aux sorcières, à Sciences-Po Grenoble ou ailleurs, [comme l'expliquait récemment Nicolas Le Hors dans Valeurs actuelles](#).

## OPA sur la recherche et les médias

Si l'on veut comprendre le wokisme, il faut remonter à la source américaine : il s'agit en fait, [comme dit Jean-Loup Bonnamy](#), de l'une de ces innombrables sectes qui pullulent depuis quatre siècles dans un pays colonisé à l'origine par des quakers — secte dissidente de l'église anglicane — chassés d'Angleterre avec William Penn en 1681.

Une secte ne subsiste que dans la mesure où elle identifie ses ennemis — et plus nombreux ils sont, mieux elle prospère. Savonarole à la fin du XVe siècle persuada pendant trois mois les Florentins qu'ils devaient se repentir, et brûler les marques de l'impureté de leur foi : Botticelli jeta au feu ses toiles non religieuses — puis on tortura, pendit et brûla le nouveau messie, les Florentins étaient collectivement trop intelligents pour se laisser suborner longtemps par un illuminé. Le catholicisme, contrairement au protestantisme, n'a eu que fort rarement des bouffées délirantes de vertu. Il sait bien qu'il est avec le Ciel des accommodements, comme disait Tartuffe.

Nous autres contemporains sommes beaucoup trop tendres, trop patients, trop enclins à écouter, trop tentés de donner raison aux gens déraisonnables. Sous prétexte d'autonomie des universités, nous avons laissé recruter des centaines d'imbéciles qui se sont réfugiés dans le wokisme pour étayer des recherches stériles et empêcher des chercheurs sérieux d'entrer dans le Supérieur. Se cooptant entre eux — exactement comme les pédagogistes, ces pédagogues minables qui n'ont de force que celle qu'ils tirent de leur incompétence de groupe —, ils ont lancé une OPA sur la recherche universitaire et les médias. Voir par exemple cette aberration absolue qu'est l'écriture inclusive, ou les marques aberrantes du féminin imposées à des mots qui ne nous ont rien fait. Un « e » collé à « auteur » ou « professeur », comme si c'était un Marseillais qui articulait le mot, voilà qui sanctifie des profs nuls et des auteurs stériles. Blanquer n'a pas tort d'expliquer que [le wokisme est une forme d'obscurantisme](#). Trois connards, ce n'est rien ; trente connards, c'est une secte ; et s'ils sont relayés par quelques journalistes qui eux non plus n'ont rien trouvé d'autre pour exister, cela devient un groupe de pression.

Que le wokisme se soit répandu aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, pays de sectes protestantes, soit. Mais en France ? Ni le catholicisme, ni l'islam des origines, celui qui portait sabre en main conquérir un empire, ne pratiquent la victimisation ou l'auto-apitoiement.

Mais c'est compter sans la perte d'influence de l'Église, et la dégénérescence de l'islam dans sa version banlieue. Faute d'exister en soi, faute de se battre, de travailler, de créer, un grand nombre de petits connards ont choisi le wokisme pour se construire une niche, ou un piédestal qui leur donne un semblant d'existence — et, si possible, de prépondérance.

Ils ne se contentent pas d'un petit bout de territoire, comme les Amish. Ils prétendent tout régenter, à commencer par le champ pédagogique. Tout candidat sérieux à la présidentielle doit promettre d'en finir avec cette poignée de malfrats de l'intellect. En les révoquant, quitte à modifier les statuts de la Fonction publique, lorsqu'ils sont enseignants ; en leur coupant les vivres, s'ils sont journalistes ; en leur ôtant la parole, dans tous les cas.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/warum-machen-frauen-seltener-karriere-als-maenner-17720064.html?premium>

GENDER PAY GAP:

## Was Frauen am Aufstieg hindert

- VON ALEXANDER WULFERS
- -AKTUALISIERT AM 10.01.2022-09:45



Claudia Goldin, 75, forscht seit Jahrzehnten zur ungleichen Bezahlung von Männern und Frauen. Bild: BBVA Foundation

Woran liegt es, dass Frauen nach wie vor weniger verdienen als Männer? Für Harvard-Ökonomin Claudia Goldin beginnt das Problem an der eigenen Haustür.

Frau Goldin, in Ihrem Buch „Career and Family“ analysieren Sie, warum Frauen immer noch deutlich weniger verdienen als Männer. Als Schuldigen machen Sie die „gierige Arbeit“ aus. Was meinen Sie damit?

Bei Paaren, die Kinder oder ältere Eltern betreuen, muss immer eine Person zu Hause „auf Abruf“ sein – auch wenn diese Person Vollzeit arbeitet. Es gibt Berufe, bei denen diese Rufbereitschaft einen großen finanziellen Nachteil mit sich bringt. Das sind die gierigen Jobs: Jobs, bei denen man unverhältnismäßig mehr Geld bekommt, wenn man viele Stunden arbeitet, wenn man sich bereit erklärt, jederzeit angerufen zu werden oder lange Reisen zu unternehmen. Wenn beide Partner gierige Jobs annehmen könnten, würden sie beide viel verdienen. Aber sie können es nicht. Sie könnten beide die flexibleren Jobs annehmen. Wenn die gierigen Jobs weitaus lukrativer sind, werden sie aber dazu verleitet, die Gleichberechtigung des Paares über Bord zu werfen. Und wenn sie ein heterosexuelles Paar sind, werfen sie damit die Gleichstellung der Geschlechter mit über Bord.

Männer könnten theoretisch in der Hälfte der Fälle den flexiblen Job annehmen. Doch in der Praxis enden Frauen häufiger im flexiblen Job und sind zu Hause auf Abruf, während Männer den gierigen Job annehmen. Ist das altmodischer Sexismus?

Ja, dieses Gleichgewicht beinhaltet viele altmodische Traditionen und ist mit den Normen verbunden, die wir aus der Vergangenheit übernommen haben. Die sind nicht grundsätzlich in der Biologie verankert, sondern werden in hohem Maße gesellschaftlich vererbt.

Sie teilen die Frauen des vergangenen Jahrhunderts in Gruppen ein. Zu Beginn des 20. Jahrhunderts mussten sich die Frauen zwischen Karriere und Familie entscheiden. Die zwischen 1958 und 1978 Geborenen konnten als erste beides gleichzeitig haben. Dazu haben strukturelle Veränderungen in der Wirtschaft beigetragen, etwa der Aufstieg der Angestelltenberufe in den 1920er-Jahren. Gibt es ähnliche Trends auch heute?

Im Laufe der Geschichte waren die Frauen immer in der schwächeren Position. Als Arbeitsplätze noch Kraft erforderten, verdienten sie viel weniger. Wenn sie Kinder hatten, mussten sie sich um Unterstützung

kümmern. Die wichtigsten Veränderungen, die diese Unterschiede verringert haben, waren technologischer Natur: Sie haben dazu geführt, dass sich Intelligenz mehr auszahlt als Muskelkraft, damit verbunden nahm die Bildung der Frauen zu. Die technologischen Veränderungen im Haushalt haben dazu geführt, dass die Versorgung der Familie weniger belastend ist. Hinzu kam die Fähigkeit der Frauen, ihre Fruchtbarkeit selbst zu steuern, sowohl was den Zeitpunkt als auch die Anzahl der Kinder angeht. Diese Veränderungen waren von enormer Bedeutung.

Was ist mit anderen großen Umwälzungen wie Kriegen?

Kriege haben nicht so viel bewirkt. Der Zweite Weltkrieg eröffnete zwar Arbeitsplätze im verarbeitenden Gewerbe. Aber nach dem Krieg kehrten die meisten Frauen nicht nur dorthin zurück, wo sie vor dem Krieg gewesen waren – sondern die jungen Frauen heirateten auch früher und erzeugten einen massiven Babyboom.

Und die Pandemie?

In den vergangenen zwei Jahren haben wir eine Reihe bemerkenswerter Veränderungen erlebt. Wir haben gelernt, dass man nicht unbedingt für eine Vertragsunterzeichnung nach Tokio reisen muss oder für einen Handschlag nach Zürich. Das war Teil der gierigen Jobs. Und wenn wir das nicht tun müssen, dann kann in diese Positionen eine Gruppe junger Frauen eintreten – oder diejenigen, die Betreuungsaufgaben haben oder wollen. Die gierigen Jobs sind flexibler geworden, und der Preis für einen flexiblen Job ist gesunken.

Sie analysieren die Laufbahnen von Hochschulabsolventen, bei denen die Einkommensunterschiede zwischen den Geschlechtern am größten sind. Ist das letztlich nur ein Elitenproblem?

Die Geschichte, die ich erzähle, ist für die Gruppen mit niedrigerem Bildungsstand etwas weniger relevant – zum Teil, weil die Einkommensunterschiede am unteren Ende so viel geringer sind. Aber gierige Jobs wirken sich auch hier aus: Wer Betreuungspflichten hat, kann nicht so lange arbeiten, und längere Arbeitszeiten werden oft höher bezahlt. Einige unserer Studenten haben eine faszinierende Arbeit über die Beschäftigten im Nahverkehr von Boston verfasst. Es gibt dort Einkommensunterschiede zwischen Männern und Frauen, obwohl sie gewerkschaftlich organisiert sind und den gleichen Tariflöhnen unterliegen. Menschen mit Betreuungspflichten können keine hoch bezahlte Stelle annehmen, die mit Abend- und Wochenendschichten verbunden wäre. In der Regel betrifft das Frauen, viele von ihnen sind alleinerziehende Mütter. Sie haben nicht die nötige Flexibilität im Haushalt.

Ein häufig vorgebrachtes Argument ist, dass der Gender Pay Gap größtenteils verschwinde, wenn man die unterschiedliche Berufswahl und andere Faktoren berücksichtige. Deshalb sei das kein großes Problem. Halten Sie das für stichhaltig?

Zunächst einmal verschwindet er nicht, selbst wenn man diese Faktoren berücksichtigt. Man braucht wirklich gute Daten und die Möglichkeit, viele Faktoren zu berücksichtigen. Meine Kollegen und ich haben eine Studie über die Absolventen des MBA-Programms der University of Chicago durchgeführt, dafür hatten wir großartige Daten. Alle Absolventen kamen von der gleichen Universität. Wir wussten, welche Kurse sie belegt und wie gut sie abgeschnitten hatten. Wir konnten die Unterschiede praktisch auf null herunterrechnen.

Und trotzdem verdienen Frauen weniger als Männer?

Der Verdienstunterschied wurde durch geringe Unterschiede bei den Arbeitszeiten und der Berufserfahrung verursacht. Frauen wurden dafür bestraft, dass sie 52 statt 62 Stunden pro Woche arbeiteten, dass sie neun Monate Elternzeit nahmen statt einen Monat. Die Unterschiede verschwinden also nicht. Aber selbst wenn sie verschwänden, müssten wir uns auch fragen: Was hat es mit der Geschichte und den Normen und Traditionen auf sich, die etwa zu einer frauenspezifischen Berufswahl führen?

Viele junge Frauen sehen sich einem großen Druck ausgesetzt. Sie wollen vielleicht gar keine Kinder haben – aber sie fühlen sich der Erwartung ausgesetzt, sowohl Mutter zu sein als auch eine Karriere zu machen. Wie passt das in Ihre Geschichte?

Die Menschen können sich aussuchen, was sie wollen! Ich bekomme oft eine ähnliche Frage von Konservativen, die sagen: „Warum ist es ein Problem, wenn Frauen zu Hause bleiben?“ Für sie ist es eine bewusste Entscheidung der Frauen. Aber die hohen Kosten, die Eltern in den Vereinigten Staaten für die Kinderbetreuung aufbringen müssen, führen in Verbindung mit der gemeinsamen Besteuerung von Ehepartnern zu erheblichen Zwängen. Ihre Entscheidungen würden womöglich anders aussehen, wenn sich die relativen Preise ändern würden. Seit den frühen Siebzigerjahren hat sich der Anteil der Frauen ohne Kinder nur geringfügig verändert. Wenn überhaupt, hat ein größerer Anteil der jüngsten Frauenkohorte ein Kind bekommen als in der Gruppe zuvor. Sie haben zurückgeblickt und zu den Älteren gesagt: „Ihr habt vergessen, Kinder zu bekommen! Wir werden das nicht vergessen.“

Die Gruppe zuvor, das ist die Generation von [Angela Merkel](#) oder Hillary Clinton: Frauen, die in höchste Ämter aufsteigen konnten, aber die Familienplanung zurückstellen mussten.

Wir können noch weiter gehen und über Japan oder Korea sprechen. Diese Länder haben eine sehr niedrige Geburtenrate. Wenn man die Frauen dort nach den Gründen fragt, ist die Antwort ziemlich klar: Sie stehen unter einer Doppelbelastung. Sie leben in einer sehr traditionsgebundenen Gesellschaft. Manches ändert sich, aber die koreanischen und japanischen jungen Männer sagen immer noch: „Meine Frau bleibt zu Hause und kümmert sich um die Kinder.“ Wenn die Frau einen MBA hat, sagt sie: „Dann wird es keine Kinder geben!“ In Korea gibt es eine wunderbare Bezeichnung für Frauen mit Hochschulabschluss, die sich nicht in dieser traditionsgebundenen Welt einbinden wollen. Man nennt sie „Gold Misses“, und sie heiraten nicht.

Bei der Entscheidung zwischen Karriere und Familie gab es ein Auf und Ab: Der Anteil der kinderlosen oder unverheirateten Frauen mit Hochschulabschluss sank in der Mitte des Jahrhunderts, um dann wieder anzusteigen. Welcher Zustand ist der merkwürdigere?

Ich halte keine der Gruppen für merkwürdig. Was sich geändert hat, sind die Zwänge, denen die Frauen ausgesetzt sind. Viele Leute denken: Wenn sich etwas verändert, dann hat das mit Mentalitäten und Moden zu tun. Aber wir Ökonomen sehen das anders. Wenn ich in den Laden gehe und eigentlich Äpfel möchte, aber Birnen sind viel billiger, dann kaufe ich vielleicht Birnen. An meinem Geschmack hat sich nichts geändert, nur an den relativen Preisen.

Die Männer scheinen oft die Türsteher zu sein, die Frauen von einer bedeutenden Karriere abhalten. Welche Rolle spielen sie?

Männer sind ein wesentlicher Bestandteil der Gleichstellungsproblematik. Sie kontrollieren nicht so sehr die Türen in die Unternehmen, sondern die eigene Haustür. Das heißt nicht, dass es nicht auch viele Türsteher in den Unternehmen gibt. Aber die Geschichte, die ich erzähle, spielt näher zu Hause.

Es geht also nicht um die böse Unternehmenswelt, die Frauen fernhält, die Geschichte ist komplizierter?

Ich betrachte Unternehmen keineswegs als böse. Ökonomen könnten ganze Bücher darüber schreiben, wie uneingeschränkte Märkte das Wohlergehen der Menschen über Jahrtausende hinweg mehr gefördert haben als selbst die Wissenschaft. Aber kommen wir zur Sache. Nehmen Sie die Apotheker. Der Beruf hat sich in vielerlei Hinsicht verändert. In den 1960er-Jahren, als die in den vereinigten Staaten noch die meisten von ihnen in unabhängigen Apotheken arbeiteten, hatte man als Kunde ein persönliches Verhältnis zu einem bestimmten Apotheker. Das hat sich geändert, und das hat dazu geführt, dass sich die Apotheker gegenseitig viel besser ersetzen können. Das senkt den Preis der Flexibilität. Die teilzeitbeschäftigte Apothekerin wurde früher, als der Mann die Apotheke besaß und sie die Angestellte war, pro Stunde viel schlechter bezahlt. Heute werden Teilzeitbeschäftigte in Apotheken kaum noch benachteiligt, das sind hoch bezahlte Arbeitsplätze. Ähnliche Veränderungen gab es auch bei Tierärzten oder Kinderärzten, die heute in

Gruppenpraxen arbeiten. In diesem Sinne ist das Modell des Großunternehmens vielleicht besser, weil eine gewisse Redundanz des Personals eingebaut ist.

Die Volkswirtschaftslehre selbst hat mit der Gleichstellung der Geschlechter ein Problem. Wie kann Ihr Fach für Frauen attraktiver werden?

Aus verschiedenen Gründen ist die Volkswirtschaftslehre immer noch ein mehrheitlich männliches Fachgebiet. Das hat sicherlich zu einigen Fällen von schlechtem, nicht integrativem Verhalten geführt. Ich selbst habe mich als Doktorandin an der University of Chicago nie als jemand empfunden, die ignoriert oder beiseitegeschoben wurde. Vielleicht hatte ich Glück, vielleicht war ich dickhäutig. Aber das Fachgebiet hat sich stark verändert, und der Grund dafür ist, dass die Themen jetzt mehr auf den Menschen ausgerichtet sind.

Das macht es für Frauen attraktiver?

Die meisten Studenten wissen am Anfang nicht, was Volkswirtschaftslehre überhaupt ist. Die Frauen studieren Soziologie und Psychologie, weil sie denken, dass es in diesen Fächern um Menschen geht. Die Männer studieren Volkswirtschaft, weil sie denken, dass es finanziell lukrativ ist. Die Wahrheit ist, dass die Volkswirtschaftslehre ein sehr menschenorientiertes Fach ist. Es geht um Ungleichheit, um Gesundheit oder um Fettleibigkeit, auch um Bildung, Wohlbefinden oder wirtschaftliche Entwicklung. Das Feld hat sich verändert, aber das haben noch nicht alle verstanden.

Die jüngste von Ihnen untersuchte Frauenkohorte wurde vor 1978 geboren. Wenn Sie eine Vorhersage treffen müssten, was wird bei jüngeren Frauen anders sein?

Ich mache keine Vorhersagen. An der Gegenwart bin ich zu nah dran, deshalb schaue ich gerne in die Geschichte. Ich sehe noch keine wirklich bedeutende Veränderung, wie es sie bei den vorherigen Gruppen gab. Wenn sich etwas zum Besseren wendet, dann deshalb, weil sich die Männer verändern – sofern sie Beziehungen schätzen, in denen ihr Partner so erfolgreich ist wie sie selbst, und stolz darauf sind.

## « Le colloque organisé à La Sorbonne contre le “wokisme” relève d’un maccarthysme soft »

### **TRIBUNE**

**François Dubet**

Sociologue

Intitulé « Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture », l’événement qui s’est tenu au sein de l’université parisienne les 7 et 8 janvier, n’a servi à rien d’autre qu’à fabriquer un ennemi de l’intérieur, estime le sociologue François Dubet, dans une tribune au « Monde ».

Publié aujourd’hui à 15h00, mis à jour à 15h01 Temps de Lecture 2 min.

**Tribune.** On peut être agacé, inquiet, voire hostile à la pensée dite « woke », aux théories du genre appliquées à toutes les sauces, au déconstructivisme radical... On peut préférer les arguments scientifiques à la seule force des indignations. On peut refuser d’être réduit à une identité de dominant de la même manière que l’on refuse de réduire autrui à une identité dominée. On peut penser que l’intersectionnalité est un truisme sociologique érigé en pensée critique nouvelle. On peut penser que la critique de l’islam n’est pas plus nécessairement raciste que l’est celle du catholicisme.

Bref, on peut avoir de bonnes raisons scientifiques et morales de ne pas adhérer à tout un ensemble de théories et d’idéologies, sans faire pour autant comme si cet ensemble-là était un bloc cohérent, homogène et caricatural, uni par la *cancel culture*, l’islamo-gauchisme, le décolonialisme ou le « wokisme »...

Mais quand un colloque officiel est tenu en Sorbonne les 7 et 8 janvier sous l’égide de l’[Observatoire du décolonialisme](#), ouvert par [*le ministre de l’éducation nationale*] Jean-Michel Blanquer et clos par le président du Haut Conseil de l’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur, Thierry Coulhon, il y a de quoi s’inquiéter. Il s’agit, ni plus ni moins, de fabriquer un ennemi intérieur, un ennemi disparate, masqué mais cohérent, qui viserait à détruire, à la fois, la raison et les valeurs républicaines.

### **Faute déontologique et erreur politique**

C’est là un maccarthysme soft visant à désigner les ennemis de l’intérieur, leurs complices, leurs compagnons de route et leurs victimes. Ce colloque, tout ce qu’il y a d’officiel, a mobilisé des collègues honorablement connus et souvent reconnus pour la qualité de leur œuvre, auxquels se sont mêlés des intervenants comme [Mathieu Bock-Côté, dont les diatribes à la limite du racisme inondent chaque jour CNews](#) et les réseaux de l’extrême droite. Gageons que si Eric Zemmour n’avait pas été pris par la présidentielle, il aurait été de la fête au nom de son œuvre d’historien !

Comment un président de la République annoncé comme libéral peut-il encourager cette mise en scène maccarthyste ? Comment penser que c’est à l’Etat de dire quels sont les courants de pensée acceptables et ceux qui ne le seraient pas ? Comment ne pas faire suffisamment confiance au monde académique et scientifique pour laisser un ministre de l’éducation conduire un procès à charge contre les idées et recherches qui le dérangent ?

Ce maccarthysme soft n'est pas seulement condamnable et inquiétant ; il est aussi stupide. Selon la vieille loi de la prédiction créatrice, ce procès fait advenir l'adversaire qu'il combat. Il transforme une nébuleuse hétéroclite de courants de pensées et de travaux disparates en complot plus ou moins organisé contre la science et contre la République.

Il conduira celles et ceux qui tiennent aux libertés académiques à défendre le droit d'exister d'idées, de travaux et de recherches qu'ils ne soutiendraient certainement pas dans un monde scientifique et intellectuel organisé par les règles du débat et de la critique. Ce colloque est à la fois une faute déontologique et une erreur politique. Il clive plus encore une société qui n'en a certainement pas besoin.

**François Dubet** est sociologue, professeur émérite à l'université de Bordeaux, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). Il est l'auteur, avec Marie Duru-Bellat, de *L'école peut-elle sauver la démocratie ?* (Seuil, 2020).



[https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/autoren/zu-michel-houellebecqs-neuem-roman-vernichten-17724566.html?printPagedArticle=true#pageIndex\\_4](https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/autoren/zu-michel-houellebecqs-neuem-roman-vernichten-17724566.html?printPagedArticle=true#pageIndex_4)

HOUELLEBECQS NEUER ROMAN:

## Die Verachtung

- VON EDO REENTS
- -AKTUALISIERT AM 11.01.2022-07:07



Der französische Schriftsteller Michel Houellebecq Bild: P. Matsas/Opale/Leemage/laif

Michel Houellebecqs neuer Roman „Vernichten“ könnte sein letzter sein. Als Leser wäre man untröstlich. Wer sonst breitet so zwingend die allgemeine Trostlosigkeit aus?

Trauer, Abgesang: Wie kommt es, dass Michel Houellebecqs Bilanzen immer so vernichtend ausfallen? Wahrscheinlich, weil er ungewöhnlich tief denkt. Seine Dankesrede zum (von dieser Zeitung vergebenen) Frank-Schirmmacher-Preis geriet ihm zum Nachruf auf zwei hierzulande praktisch unübersetzte und andernorts, im Sinne politischer Korrektheit, als nicht sonderlich stubenrein geltende, gelegentlich sogar als rechtsextremistisch einsortierte Schriftsteller: Philippe Muray (1945 bis 2006) und Maurice Dantec (1959 bis 2016). Die für ihn notorische gedankliche Schwingenbreite lässt schon den Vorwurf des Reaktionären, den man beiden machte, als Oberflächlichkeit erscheinen. Es ist eine weitere unzeitgemäße Betrachtung, eine erhabene, in leicht identifikatorischer Absicht angestimmte Klage über das Schwinden geistiger Substanz (siehe [hier](#) und [hier](#)), über „eine ermüdete westliche Welt, wehleidig und ängstlich“.

Solche Diagnosen sind keine Meinungen, die im Dienste irgendeiner Wünschbarkeit stünden; Houellebecq stellt sie auf eigene Rechnung, und ihre Kraft speist sich aus seinem Wissen über die reale und über die geistige Welt, das es ihm erlaubt, mit regloser Miene über Gesellschaften, Generationen und Epochen hinweg außerordentlich konsistente, aber hoffnungslose Überlegungen anzustellen. Damals nahm er noch bei Tocqueville seine Zuflucht, der Mitte des neunzehnten Jahrhunderts einen neuen, harmlos daherkommenden, aber geistig und letztlich auch existentiell verheerenden „Despotismus“ beobachtete: „Ich erblicke eine Menge einander ähnlicher und gleichgestellter Menschen, die sich rastlos im Kreise drehen, um sich kleine und gewöhnliche Vergnügungen zu verschaffen, die ihr Gemüt ausfüllen. Jeder steht in seiner Vereinzelung dem Schicksal aller andern fremd gegenüber. Über diesen erhebt sich eine gewaltige bevormundende Macht, die allein dafür sorgt, ihre Genüsse zu sichern und ihr Schicksal zu überwachen. Sie ist unumschränkt, ins Einzelne gehend, regelmäßig, vorsorglich und mild. Sie wäre der väterlichen Gewalt gleich, wenn sie wie diese das Ziel verfolgte, die Menschen auf das reife Alter vorzubereiten; statt dessen aber sucht sie bloß, sie unwiderruflich im Zustand der Kindheit festzuhalten. Könnte sie ihnen nicht auch die Sorge des Nachdenkens und die Mühe des Lebens ganz abnehmen?“

### Die Vereinzelung ist abgeschlossen

Unschwer wird man hier Vorwegnahmen von Horkheimer/Adorno sowie neuerer Thesen zur Infantilisierung der Gesellschaft erkennen. Houellebecq schloss seinerzeit: „Was die Ideen betrifft, so enthält diese Passage

praktisch mein gesamtes Werk. Ich habe dem nur eines hinzuzufügen gehabt: dass das Individuum, welches bei Tocqueville noch Freunde und eine Familie hat, sie bei mir nicht mehr hat. Der Prozess der Vereinzelung ist abgeschlossen.“ Soviel zur einer Standortbestimmung.

Man darf, ja, muss vielleicht etwas weiter ausholen, um die geistigen, politischen und historischen Grundannahmen, auf denen auch Houellebecqs neuer, an diesem Dienstag erscheinender Roman fußt, einigermaßen zu begreifen. Die Standortbestimmung ist, nicht nur wegen seiner Treue zu Tocqueville und vor allem zu Pascal, die nämliche. „Vernichten“ spielt im Jahr 2026/27 und erzählt im wesentlichen die Geschichte von Paul Raison, einem engen Mitarbeiter des französischen Wirtschaftsministers Bruno Juge, der zugunsten des ehemaligen Fernsehmoderators Sarfati auf die Präsidentschaftskandidatur verzichtet, der selbst wiederum nur der Platzhalter für den scheidenden, nach zwei Amtszeiten pausierenden Amtsinhaber ist.

Die Ähnlichkeiten und Übereinstimmungen mit der realen Politik wird man leicht bemerken. Sie bilden die Folie für das auf vielerlei Ebenen spielende Ideen-Gespinnst, das mit den typischen Houellebecq-Versatzstücken gearbeitet ist: grundsätzlich eine verständige, vorurteilslose Analyse der taktischen und ökonomischen Zwänge, denen die Politik unterliegt; ferner Migration, Terrorismus, Ehe, Familie und Sexualität; schließlich Krankheit, Pflegeindustrie, Sterbehilfe.

### **Ein Prophet, kein Schwarzmalerei**

Zu Recht rühmt und fürchtet man diesen Autor als Seismograph, ja, als Prophet. Zentrale Ereignisse unserer Zeit hat er wenn nicht vorausgesehen, so doch mit ihnen gerechnet: den 11. September 2001, als „Plattform“ neu war, und den Anschlag auf die Redaktion von „Charlie Hebdo“ 2015, just an dem Tag, als „Unterwerfung“ herauskam – kein Grund also, ihn der Schwarzmalerei zu bezichtigen. Den Islamismus sieht er, wie die Französische Revolution, als etwas Vorübergehendes an. „Und vielleicht“, sagte er in der Schirmmacher-Rede, „wird einfach so, ohne wirklichen Grund, auf konfuse Weise und wenig spektakulär auch der ‚Islamische Staat‘ enden.“



Michel Houellebecq in Berlin :Bild: Jens Gyarmaty

Noch aber haben es in „Vernichten“ Frankreich und die Welt mit dem Terrorismus zu tun: Bruno Juge wird in gefälschten Videos symbolisch geköpft, eine dänische Samenbank bombardiert, ein Fracht- und, mit fünfhundert Todesopfern, ein Flüchtlingsschiff versenkt. Erwartungsgemäß fährt Houellebecq inmitten dieser Gemengelage seine Krallen aus, indem er zeigt, dass die Flüchtlingstragödie der alten und neuen Präsidentenpartei in die Hände spielen und die politische Klasse mehr Erfolg mit einer sogleich als kitschig entlarvten Gedenkveranstaltung hat als mit der Täterermittlung. Ob es sich um islamistische, erzkatholische, ökoradikale oder okkultistische Kreise handelt, lässt sich auch mit Paul Raisons Hilfe nicht herausfinden, dessen Vater als ehemaliger Geheimdienstmitarbeiter allerhand Material aufbewahrt und seit einem Schlaganfall im Wachkoma liegt.

Diese Vater-Sohn-Konstellation verbindet den Politthriller mit dem zweiten, im Romanverlauf immer dicker werdenden Handlungsstrang: einer damit einerseits verflochtenen, andererseits seltsam davon abgelösten Familien- und schließlich nur noch Ehegeschichte. Und an dieser Stelle, so muss man leider festhalten, bricht der Hybrid, auf den Houellebecq es spürbar abgesehen hat, auseinander und scheitert letztlich, wenn auch auf einem Niveau, das nur wenige Schriftsteller erreichen. Im streckenweise etwas zu flächigen Erzählen verlieren sich die Wucht und die Konsequenz, die vor allem den Vorgänger „Serotonin“ so unwiderstehlich machen. Es kommen nämlich noch die katholische Schwester Cecile und der labile, im Selbstmord endende Bruder Aurelien ins Spiel, die aus der Familie beinahe so etwas wie Karamasows des von Houellebecq bewunderten Dostojewski machen, wenn sie als Ideenträger am Ende nicht doch etwas blass bleiben. So mündet die mit Autofahrten zwischen Paris und der Provinz, mit Essen, Trinken und allerlei Geschlechtsverkehr bestrittene, breit geschilderte, wenn auch, auf Grund des zumindest im Deutschen klaren, kondensierten Stils, niemals langweilige Handlung in den todtraurigen Schlussakkord von Pauls lange Zeit unterbrochener Ehe mit Prudence, einer Finanzbeamtin, die ihre Zuflucht bei der Naturmystik sucht und in dem Moment zu ihrem unbestechlich rationalen Mann zurückfindet, in dem dieser körperliche Nähe wie eine letzte Ölung empfindet.

## **Sexschilderungen als Selbstzweck**

Wieder ist die Sexualität, die im Frühwerk oft reinen Verrichtungscharakter hatte, der einzige Trost und ihre Schilderung insofern fast schon Selbstzweck – anders wäre diese Obsession wohl auch kaum zu erklären und literarisch nur schwer zu rechtfertigen – in einem ansonsten heillosen, metaphysisch obdachlos gewordenen oder immer schon gewesenem Dasein, das Houellebecq von allen Seiten, der politisch-gesellschaftlichen und der intim-persönlichen, in die Zange seines maßgeblich an Schopenhauer orientierten Pessimismus nimmt. Wenn er den „Prozess der Vereinzelnung“, den alle seine Romane betrauern, nunmehr als abgeschlossen betrachtet, dann hat seine Kulturkritik, vor der nichts und niemand sicher ist, ihr Erkenntnisziel erreicht, vielleicht, ohne es zu beabsichtigen: Nicht nur der tierischen, auch der menschlichen Gattung ist an ihrer Erhaltung durch Begattung alles und am Individuum wenig gelegen; dass dieses gerade dabei auf seine Kosten kommt, lässt sich mit dem Trick erklären, den Schopenhauer in seiner Houellebecq höchstwahrscheinlich geläufigen „Metaphysik der Geschlechtsliebe“ der Natur bei der Fortpflanzung unterstellt – auch eine Art Verblendungszusammenhang. Alles übrige, das eine Gesellschaft, der Houellebecq ihren geistigen Niedergang unter die Nase reibt, als Lebensanreiz, im Sinne Tocquevilles als „Vergnügungen und Genüsse“ gutheißen mag, kurz: der ganze Konsum ist reine Oberfläche, Errungenschaft einer inzwischen nicht mehr nur westlichen Lebensform, die schon deswegen nicht als fortschrittlich begriffen werden kann, weil sie mit dem Nachlassen und dem schließlichen Verschwinden substantieller moralischer Überzeugungen zu teuer erkaufte ist. Denn darum kreist sein Denken nach wie vor: um die Dekadenz und um die „Heraufkunft des Nihilismus“, dieses nach Nietzsche unheimlichsten aller Gäste.



Michel Houellebecqs neuer Roman heißt „Vernichten“ :Bild: AFP

Hier, in der Suche nach Lebenssinn, liegt der Fluchtpunkt seines Schreibens, das eine fortlaufende Verfallsgeschichte ist, in doppelter Hinsicht: in gesellschaftlicher und in individueller. Letztere nimmt er,

wenn nicht alles täuscht, im späteren Werk noch schärfer in den Blick. In „Vernichten“ lässt er machen Faden einfach wieder fallen. So plausibel das Politische auch geschildert wird – irgendwann spielt es keine Rolle mehr, wer die Wahl gewinnt. Es wäre deswegen auch geradezu eine Albernheit oder doch eine Banalität, wollte man behaupten, Houellebecq wäre es um den Nachweis zu tun, dass das Private politisch sei.

## **Um Ideen geht es gar nicht**

Eine Vorliebe für bestimmte Ideologien ist jedenfalls nicht erkennbar. „In einem Roman“, sagt Houellebecq, „sind Ideen nicht essentiell“. Sie sind, so darf man ergänzen, zweckhaft in Hinblick auf die Komposition. Deswegen wirkt sein Jonglieren damit auch so souverän und der achselzuckende Gestus, den er dabei zeigt, geradezu aufreizend. Wer sonst würde es zum Beispiel wagen, die Entführung eines Insassen aus einem Pflegeheim, das einer triftigen ökonomischen Systemkritik unterzogen wird, ohne jedes Aufhebens von Mitgliedern einer identitären Bewegung besorgen zu lassen?

Denkweisen sind nachrangig. Was bleibt, ist der dem Zerfall preisgegebene Einzelne, in unerreichbarer Einsamkeit, die allenfalls durch körperliche Liebe durchbrochen werden kann. Paul Raison, mit dem das Schicksal dann noch Schlitten fährt, findet in diesen Momenten so etwas wie Glück: Ruhe, Stille, Harmonie mit der, anders als beim verachteten Rousseau, keineswegs verherrlichten, moralisch indifferenten Natur. „Ich bin glücklicherweise gerade zu einer positiven Erkenntnis gelangt“, steht in der Danksagung, offen lassend, um welche es sich handelt. Es könnte das letzte Wort sein, denn: „Für mich ist es Zeit aufzuhören.“ Sollte er diese Drohung – denn als solche wird man das aufzufassen haben – wahrnehmen, dann wäre vielleicht noch folgendes zu sagen: [Michel Houellebecq](#) hat so ziemlich das Äußerste an Skeptizismus vollbracht, das man einem Gegenwartsschriftsteller noch zutrauen mag. Mit Hohn und Spott, mit Treffsicherheit und Verachtung hat er die Landschaften vieler gutgemeinter, biedersinniger und das Leiden der Welt nur beschwichtigender Überzeugungen durchpflügt, ohne dabei etwas darauf zu geben, wenn man ihm Menschenfeindlichkeit unterstellt. Aber-, womöglich letztmals wird man Zeuge, wie ein gewaltig überlegenes Gehirn sich eines Daseins bemächtigt, auf dem wohl bald gar kein Segen mehr ruht, und kann sich vor diesem verkappten Humanisten, diesem wirklich freien Geist nur verneigen.

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/gendern-das-generische-maskulinum-wird-man-nicht-so-einfach-los-17717276.html?premium>

GENERISCHES MASKULINUM:

Man wird es nicht so einfach los

## • VON HELMUT GLÜCK

• -AKTUALISIERT AM 10.01.2022-16:56



Der Ursprung des generischen Maskulinums: Der Corpus Iuris Civilis des Kaisers Justinian aus dem 6. Jahrhundert Bild: Picture Alliance

Ein juristisches Gutachten für die Stadt Hannover rechtfertigt das Gendern. Doch es enthält Argumentationslücken – linguistisch ist der Sachverhalt komplizierter. Ein Gastbeitrag.

Die Stadt Hannover hat sich ein Gutachten bestellt, mit dem sie ihre Entscheidung fundieren möchte, dass im städtischen Schriftverkehr zu **gendern** sei. Verfasst hat es Ulrike Lembcke, Professorin für Öffentliches Recht und Geschlechterstudien an der HU Berlin. Sie will darin nachweisen, dass „geschlechtergerechte Sprache“ in der Amts- und Rechtssprache nicht nur zulässig, sondern vom Grundgesetz vorgeschrieben sei.

Die Autorin äußert sich an vielen Stellen zu grammatischen Dingen, die ihr fremd sind. „Grammatikalische Regeln“ sind keineswegs normativ, sondern Aussagen über strukturelle Sachverhalte. Sie sind keine „Konventionen“, über die man sich hinwegsetzen kann. Man kann sie nicht in einen Gegensatz zu einem „spezifischen Sprachgebrauch“ setzen – das sind kategorial verschiedene Dinge.

### Forderung nach geschlechtergerechter Sprache

Das generische Maskulinum wird man nicht dadurch los, dass man es zu einer „sehr jungen und wenig stabilen Konvention des Sprachgebrauchs“ herabstuft. Es ist Bestandteil des Sprachsystems. Schon im Corpus Iuris Civilis des Kaisers Justinian wurde im 6. Jahrhundert für das Lateinische explizit festgestellt: „Pronuntiatio sermonis in sexu masculino ad utrumque sexum plerumque porrigitur“ (Digesten 50, 16, 195). Auf Deutsch heißt das: „Eine Bezeichnung mit männlichem Geschlecht erstreckt sich in der Regel auf jedes der beiden Geschlechter.“ Dieser Satz hat bis heute Gültigkeit: Rechtstexte verwenden Maskulina generisch. Und viele andere Texte auch. Genau das greift das Gutachten an, auf dass die Amts- und Rechtssprache „geschlechtergerecht“ werde. Das kommt sogar im Komparativ vor: „geschlechtergerechtere Sprache“. Was darunter genau zu verstehen ist, bleibt undefiniert. Beispiele sind keine Definition.

Das generische Maskulinum, ein gut verankerter semantischer Mechanismus, sei rechtswidrig und deshalb in der Amts- und Rechtssprache abzuschaffen. Die Autorin erledigt das terminologisch: Es gibt bei ihr nur ein „pseudogenerisches Maskulinum“. Das ist kein linguistischer Terminus. Er wird nicht definiert, ist aber die Basis für die ganze Argumentation.

## **Kann Sprache alle Menschen repräsentieren?**

Unzutreffend ist, dass das „Geschlecht“ der deutschen Substantive „viele Rätsel aufgibt“ und „fast völlig willkürlich“ sei – dazu gibt es die Forschungen von Klaus-Michael Köpcke (Münster), die zeigen, dass Genus in großem Umfang regelbasiert funktioniert. Man kann das auch in den großen Grammatiken nachlesen, was die Autorin unterlassen hat. Sie zitiert zwar den „Grundriss der deutschen Grammatik“ von Peter Eisenberg, aber sekundär und zudem fehlerhaft. Dass man nicht sekundär zitieren soll, lernt man in Schule. Auch den Unterschied zwischen dem Passiv und dem Infinitiv lernt man dort. Lembcke hält den Satz „Der Antrag ist vollständig auszufüllen“ für eine „Passivform“. Lückenhaft sind ihre Kenntnisse auch in der Phonetik. Der „sog. Glottisschlag“ ist keine „kleine Pause“, sondern ein Verschluss der Stimmlippen, der bei seiner Lösung ein Geräusch erzeugt. Er ist im Deutschen in der Tat „bei einer Vielzahl von Wörtern bekannt“, nämlich am Anfang von Silben, allerdings nicht vor der Endung -in (Lehrer-in), wo er die Silbenstruktur zerstört (Leh-re-rin).

Das Deutsche kennt drei Genera. Bezeichnungen für weibliche Lebewesen sind Feminina, die für männliche Lebewesen Maskulina. Davon gibt es Ausnahmen, und Neutra gibt es obendrein, z. B. Weib oder Pferd. Über Genera, die „weitere biologische Geschlechter neben, zwischen oder jenseits von männlich und weiblich“ repräsentieren, verfügt keine Sprache der Welt. Daran ändert auch das Urteil des Bundesverfassungsgerichts von 2017 nichts, in dem für das Personenstandsrecht die sogenannte dritte Option beschlossen wurde. Es ist unwahrscheinlich, dass das Urteil auf die Grammatik des Deutschen abzielte und weitere Genera im Auge hatte. Das kritisiert Lembcke, sie sieht „wissenschaftsferne Phantasien von natürlichen Geschlechtern und natürlichem Sprachgebrauch ineinander übergehen“. Die Vorstellung, dass die Sprache alle denkbaren dritten Geschlechter formal repräsentieren könnte, ist wissenschafts- und realitätsfern.

Die juristische Substanz des Gutachtens steht hier nicht zur Debatte, wohl aber seine grammatische Grundlage. Interdisziplinärer Austausch über Fachgrenzen hinweg ist nützlich. Ein Ausflug in ein anderes Fachgebiet wird jedoch riskant, wenn man die dort geltenden Standards ignoriert, die nicht von der „Genderlinguistik“, sondern von den Grammatiken bestimmt werden. Die Stadt Hannover hat mit diesem Gutachten ein Eigentor geschossen.

***Der Autor hat Deutsche Sprachwissenschaft und Deutsch als Fremdsprache an der Universität Bamberg gelehrt.***